

BULL.

DE

LEINST.

ARCH.

LIÉGEON

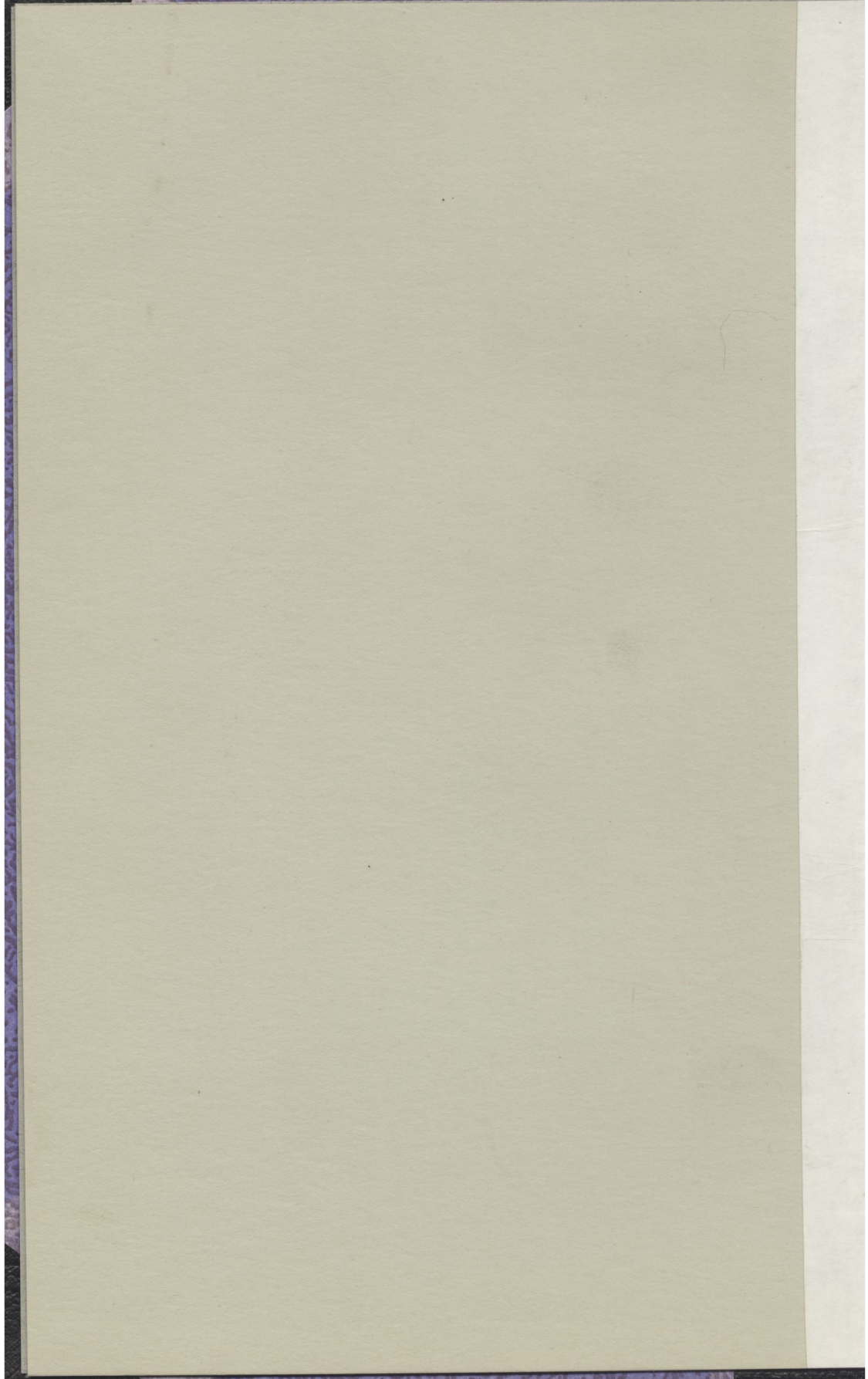
99

1987

STIC

G. JEDOCT
Reliure - Dorure
Rue de Plainevaux, 202
4100 SERRAINO

1000-36020494-1



BULLETIN
DE
L'INSTITUT
ARCHÉOLOGIQUE
LIÉGEOIS

TOME XCIX

1987

Édité avec l'aide du MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE,
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT,
DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE
et de la DIRECTION GÉNÉRALE DU PATRIMOINE CULTUREL

LIÈGE
MAISON CURTIUS

LE COUVENT DES SÉPULCRINES DE SAINTE-ÉLISABETH DES BONS-ENFANTS À LIÈGE

par Berthe LHOIST-COLMAN

En 1496, quatorze chanoinesses régulières du Saint-Sépulcre, originaires de l'actuel Limbourg néerlandais, achètent aux frères cellites de Liège « la Maison Sainte Elisabeth des Bons Enfants », située entre la rue du même nom et la rue Agimont, et voisine de l'église Saint-Hubert. Elles la restaurent et remeuablent l'église. L'évêque Jean de Horne les y aide en accordant des indulgences à ceux qui apportent une contribution financière ou visitent l'église certains jours.

C'est le premier couvent de l'ordre à s'établir en ville. Les sépulcrines y resteront trois siècles ; cloîtrées et soumises à la règle de saint Augustin, elles se voueront à la vie contemplative et à l'éducation de la jeunesse ⁽¹⁾.

Dans la première moitié du XVI^e siècle, elles réédifient le couvent et l'église (fig. 1). Au milieu du XVII^e siècle, elles se lancent dans une nouvelle campagne de réédification. Elles remplacent l'église, modeste, par une autre, plus grande. La date de son érection varie selon les auteurs ⁽²⁾.

(1) † Sr. Marguerite Hereswitha leur a consacré, ainsi qu'à leurs consœurs, des années de recherches passionnées (*De vrouwenkloosters van het Heilig Graf in het prinsbisdom Luik, vanaf hun ontstaan tot aan de fransche Revolutie, 1480-1798*, Louvain et Anvers, 1941 ; *De Franciscanessen (1493) en de Sepulcrinessen (1496) in het klooster der Bons-Enfants te Luik*, dans *Franciscana*, t. 21, 1966, p. 37-49 ; *Orde van het Heilig Graf. Inleiding tot de geschiedenis van het kloosterwezen in de Nederlanden*, dans *Archives et Bibliothèques de Belgique*, n° 15, Bruxelles, 1975, p. 131-134 ; *L'obituaire des sépulcrines de Sainte-Élisabeth des Bons-Enfants à Liège (1509-1798)*, dans *B.I.A.L.*, t. 90, 1978, p. 55-113.

(2) M. Hereswitha relève la confusion parfois faite avec le couvent de Sainte-Agathe ; elle date la reconstruction de l'église tantôt de 1658-1659 (*De vrouwenkloosters ...*, p. 50-51 ; *Orde ...*, p. 133), tantôt de 1663 (*L'obituaire ...*, p. 58).



Fig. 1. — *Vue de Liège*, par M. Mérian, 1647. Liège, *Cabinet des Estampes*.
Détail : la collégiale Sainte-Croix (6), l'église Saint-Hubert (24) et le couvent
des Bons-Enfants (25).

Photo N. Bouckiau.

Le contrat pour la démolition et la reconstruction est passé au couvent, par-devant le notaire Guillaume Milemans, le 23 novembre 1655⁽³⁾. Interviennent d'une part, la prieure Marie Dellebrouck et la procuratrice, chargée des affaires matérielles, Catherine Berlier ; d'autre part, l'un des meilleurs maîtres-maçons de la ville, Henry Mignon, voirjuré du cordeau et bourgeois de Liège⁽⁴⁾.

Le contrat compte vingt-sept articles ; en voici l'essentiel. « Maître Henry debverat faire si bien son ouvrage et si à point

⁽³⁾ Protocole conservé aux A.É.L., Milemans est alors établi en Agimont. Les témoins sont Ignace Bonfrère, confesseur du couvent et Noël Tasson. Henry Mignon signe, selon son habitude, de ses initiales. Son fils et homonyme signera de ses nom et prénom en toutes lettres.

⁽⁴⁾ Quatre homonymes (alias Le Mignon) naissent à Liège en 1589, 1597, 1602 et 1607. Le nôtre est né de Lambert et d'Idelette N^o, et il baptisé le 11.2.1597 (A.É.L., *Registres paroissiaux, Liège*, 2, f^o 196 v^o) : sa sœur Isabelle (alias Elisabeth) baptisée le 18.1.1595 (*Ibid.*, f^o 99 v^o) apparaîtra dans son testament. Marié à Jehenne Herket, il en quatre fils de 1620 à 1631, dont Henry qui sera dit « Le Jœusne », baptisé le 25.11.1622 (*Reg. par.*, 76). Veuf, puis remarié à Anne Albert, il en a quatre filles de 1634 à 1640. Dans le rôle fiscal de 1650, Mignon, propriétaire, est repris deux fois dans la paroisse de Saint-Nicolas au Trez (*Description du rapport des vitres et bonniers ...*, Liège, 1651, p. 216-217). En 1664, il donne une partie de celle de la rue des Clarisses en location (*Notaire G.-F. Pauwea*, 9.11.1664). De quoi Anne Albert s'est-elle rendue coupable ? Le divorce est prononcé avant 1666. A cette date, elle est emprisonnée. Par testament du 3 septembre 1666, Mignon lègue ses biens propres à tous ses enfants ; les biens d'Anne Albert à ses filles, avec obligation de verser mensuellement à leur mère 8 fl pour frais de prison. La maison qu'il occupe en Saint-Nicolas au Trez, face au couvent des carmes, sera mise en vente au profit de ses héritiers ; sa sœur Elisabeth jouira, sa vie durant, de la maison de la rue des Clarisses, voisine de celle des sœurs grises ; à son fils Henry, tailleur de pierres, il lègue « le moullin aux cheval a pollir les pavements lequel est au bout du jardin dudit henry le mignon le Jenne, et ce en recompense que sa maison et jardin en ont esté incommodez et le sont encor presentement et demeurerat icelluy a son prouffit pour sen servir comme il trouverat convenir ». Il choisit le lieu de sa sépulture en son église paroissiale, auprès de sa première « honeste et vertueuse épouse » (A.É.L., *Notaire G.-F. Pauwea*, f^{os} 44-45). Il est inhumé le 12 septembre suivant (*Reg. par.*, 213). Sa vie professionnelle est féconde. Plusieurs années durant, il est gouverneur du métier des maçons que relèveront ses descendants, jusqu'à son arrière-petit-fils. (A.Ev.L., *Documenta leodiensa*, H.X. 19, f^{os} 1-2 ; B.C.L.C., *Ms Abry*, 9, p. 73-74 ; A.É.L., *Métiers*, 108 A, f^o 111 v^o). On le rencontre en 1644, s'engageant à réaliser le nouveau portail de l'église Saint-Adalbert et achetant des pierres de carrière ; s'engageant en 1645 à construire une arche sous une maison du Pont d'Ile ; en 1652, à réparer les arches du pont de Chênée ; en 1660, à faire une façade à une maison de la rue

que ledict couvent ne vienne à estre découvert ou ouvert plus que de besoin ». Il livrera tous les instruments et engins nécessaires et il payera les charrois, « si bien que la Mère n'aye à demesler qu'avec luy pour ce qui touche le massonage ». Le couvent livrera les bois et les fers pour les échafaudages et les charpentes. Mignon reçoit illico une avance de 4000 florins brabant Liège ; à l'avenir, il ne sera plus payé qu'au fur et à mesure de la progression des travaux et il devra s'y tenir tant que la prieure aura de quoi les acquitter. Pour la construction de la façade de l'église, Mignon recevra 4600 fl. ; pour « chaque verge de mur de saizes pied en quarrure et espece (épaisse) d'une brique, pendant le vuid pour le plain », 36 fl. 15 patars, et pour « chasque quatres verges semblables » une tonne (100 litres) de bière pour ses ouvriers ⁽⁵⁾. En cas de conflit, « le tout se debverat terminer en amiable et sans procès » par l'entremise d'experts choisis par les deux parties. A titre de garantie, maître Henry engage « ses corps et biens », selon l'usage et la formule.

La démolition des toits et de tout ce qui n'est pas murs, tant à l'ancienne église et dans ses dépendances que dans deux maisons voisines, se fera « aux dépends et profits » du couvent. La démolition des murs sera à charge du maître-maçon ; il réutilisera les matériaux sur place, et non ailleurs. Il aura à dépaver

Tête de Bœuf ; en 1663, en contestation avec un marchand de briques ; en 1664, à s'associer à G. Cocquelé pour élever le nouveau maître-autel de la collégiale Saint-Paul ; ou encore en « visitation de maisons » (A.É.L., *Cures. Liège, Saint-Adalbert*, 21 ; J. Yernaux, *L'ancienne industrie de la pierre en Wallonie*, dans *Revue du Conseil économique wallon*, t. 59, 1962, p. 61 ; A.É.L., *Notaire Th. Pauwea*, 28.7.1645, f^o 182 ; J.-B. de Harenne, *Le château de la Rochette et ses seigneurs*, dans *B.I.A.L.*, t. 22, 1891, p. 68 ; *Notaire Th. Pauwea*, 24.6.1660, f^{os} 123-123 v^o ; B. LHOIST-COLMAN et P. COLMAN, *Les sculpteurs Robert Henrard (1617-1676) et Guillaume Cocquelé († 1686)*, dans *B.I.A.L.*, t. 92, 1980, p. 111-112 ; A.É.L., *Notaires R. Castro*, 17.10.1655 ; *Th. Pauwea*, 20.1.1660 ; *G.-F. Pauwea*, 23.11.1663 et 13.3.1664).

⁽⁵⁾ La verge de Saint-Hubert vaut 4,72 m, la verge carrée, ou 256 pieds carrés, 22,28 m². Comme il est plus malaisé de réaliser une baie surmontée d'un arc qu'un mur plein, les vides sont comptés pleins. Cette convention de mesurage est encore souvent appliquée de nos jours (M. MALTE, *Traité de géométrie*, Liège, 1716, p. 182-184 ; J. HARROY, *Traité de géométrie pratique*, Liège, 1753, p. 16, 23 et 150 (communication de M. Georges Gabriel)).

les maisons, le cloître et l'église et à transporter dans le jardin les pierres tombales, qui resteront la propriété du couvent : « les huicts à neuf anciennes pierres de mort » qui se trouvent dans l'église seront employées à la nouvelle façade, pour autant qu'elles soient encore « vives » (non altérées en surface) ; si elles ne le sont plus, elles seront employées au parvis ⁽⁶⁾. Mignon enlèvera les terres « jusques au bon fond », là où le parvis, la façade, le chœur et la sacristie de l'église, le cloître et tous les autres bâtiments seront élevés.

Le pavement de l'église sera d'un niveau plus élevé que celui « de la chaussée venante de St Séverin, de sorte qu'il y faille dicelle à l'église monter chinc à six degré ou marche, n'est que la Mère trouve bon, au progrès de l'ouvrage, de n'en monter tant ». Maître Henry les fournira, ainsi que les « pierres murales », les briques, faites « vers la porte de Vignis » (Vivegnis), la chaux, le gravier et le sable pour la construction des murs du cloître, du parvis, de l'église et de son jubé ; les pierres de taille de Namur ou de « Seye » (Seilles), d'une fine taille, destinées à la façade de l'église sur toute sa hauteur ; les pierres de taille « molées (meulées) pour mettre tout alentour de l'église pardevant des surbasses (soubassements), excepté les lieux des trois autels où on dirat la messe » ; les pierres de taille à placer « sous les verrières de l'encloistre d'embas » (la galerie est, située en contrebas ?) ; les « blocques de sable (tuffeau) de la milieure sorte » pour faire dans l'église huit niches, qui abriteront des statues hautes de six pieds et demi, et les chapiteaux de dix-huit colonnes. La taille et la sculpture des niches et des chapiteaux seront à charge du couvent. Mignon devra faire les dix-huit colonnes « avec leur dépendances dembas » (base) en briques ; il devra les plâtrer et les tourner ; il leur donnera vingt pieds de haut et deux pieds deux pouces de diamètre, « sans pouvoir prétendre autre chose pour la façon d'icelles davantage que pour toute autres simples maves » (nefs). Il construira tous les murs, du fond au toit, d'une épaisseur convenable, à la satisfaction de la prieure ou à celle de ses commis, suivant « le dessein luy pré-

⁽⁶⁾ L'obituaire livre les noms des onze personnes alors inhumées dans l'église (p. 66-67, 70, 75, 79, 99, 103-104, 105).

fixé, retenant toutefois de le pouvoir changer, selon que l'occasion se présenterait pour la plus grande commodité qui se pourroit trouver pendant le progrès de l'ouvrage porveu que ledit maître Henry nen soit intéressé » ; il élèvera la façade de l'église « depuis le fond jusques au comble, jousté le dessein ou modèle en fait ». Les dessins sont perdus et leur auteur n'est pas cité. « Quant à la vosure (voûte) de la grande nave et du chœur et des caves de dessoub le chœur, serait fait marché à parte », est-il précisé. Ce marché aussi nous échappe (7).

Les travaux sont mal vus dans le voisinage. Le 27 avril 1656, Marie Dellebrouck et Catherine Berlier, averties du courroux de Marguerite Froidmond, propriétaire de la maison dite de la *Porte d'or*, proche de l'église Saint-Hubert, prétendument ébranlée par les travaux de démolition, protestent par-devant le notaire Milemans « de la nullité, impertinence et vanité » de la plainte : cette maison ne peut recevoir « plus grand secousse ou tremblement par laditte démolition que de chasqz simple charrette qui, passant devant icelle, la font aussy trembler pour sa peu de solidité et mauvaix fondements et assieze sur la terre remuée ». Elles accusent Marguerite Froidmond d'avoir ouvert « diverses clartez et lumières par lesquelles elle regarde sur leurs fonds contre tous droits, coustumes, bonne usances et statuts de cestuy pays » (8).

Un différend plus grave fait surface le 21 juin suivant. L'implantation de la nouvelle église est contestée par Henry Libert, curé de Saint-Hubert, et par quelques « consors » agissant, affirmement-ils, pour les tenants et les paroissiens. Ils prétendent que le bâtiment empiète sur la muraille du cimetière. Au nom du couvent et de tous les ouvriers, la prieure et la procuratrice, qui ne sont pas chiches d'un coup de langue, s'indignent derechef

(7) La vingtaine d'actes que les sépulcrines passent encore par-devant le notaire Milemans concerne les admissions et la gestion des biens. Le protocole n'est pas relié : des actes sont peut-être égarés comme le sont tous ceux de l'année 1657.

(8) La maison de la *Porte d'or* avait alors plus de trois siècles d'existence (TH. GOBERT, *Les rues de Liège, Liège à travers les âges*, t. 3, Liège, 1926, p. 331). Les tracasseries avec les Froidmond ne prendront fin qu'en 1663 (*Notaire Milemans*, 28.2.1661 et 12.6.1663).

par-devant leur notaire. Pour elles, la coalition des contestataires est menée par le curé et par Jean Deschamps, jadis chandelon du couvent, qui, « sous des faux et frivoles prétextes, on ne sait à quel sujet ou dessein, semblent envier et vouloir, autant qu'il est en eux, empêcher l'édification d'une plus belle église que n'étoit l'ancienne, qu'on espère dédier à l'honneur de la Ste Résurrection de Nre Sr Jésus Christ (et) Assumption de la Vierge Marie » ... ; « ladite protestation a été forgée ou inventée pour quelque intérêt particulier que ledit Jean Deschamps s'est imaginé pouvoir endurer à cause du jardin que ledit Sr pasteur lui permet d'avoir dans le cimetière susdit, où il ne peut aller continuellement, ni porter ses fientes et fumiers pour l'engraisser qu'en passant au milieu de l'église, contre le respect dû à ce St lieu et la Révérence au très saint sacrement qui y repose, d'autant peut-être qu'il prémédite et prévoit qu'à l'advenir il n'y aurait le prospect si beau que du passé pour y prendre ses ébats » ; il est d'ailleurs « fort vain et impertinent de protester contre l'édification de ladite nouvelle église si tard, savoir cinq mois entiers après qu'elle est commencée et déjà élevée quelques cinquantes pieds haut ». Elles soutiennent que la muraille séparatoire étant commune au couvent et au cimetière, le curé et les tenants ont été avertis des travaux en temps opportun. Ils ont même été approchés par leur confesseur Ignace Bonfrère, pour qu'ils leur accordent le droit d'ouvrir, dans la nouvelle sacristie, « quelque clarté du côté du cimetière », en échange « de grands avantages ». Henry Libert les a toutefois jugés insuffisants ; il a demandé que les religieuses fassent faire, à leurs frais, trois grandes verrières neuves à son église. Elles ont pris cela pour « un refus ou railleries », et elles ont été obligées de changer le premier « dessein » de la sacristie pour trouver la lumière ailleurs. Elles ont continué la construction du bâtiment, non « pas clandestinement, mais à la vue d'un chacun, et signamment dudit Sr pasteur qui l'a souvent venu voir, et Jean Deschamps qui venoit le visiter journalièrement et étudier pour pouvoir comprendre la structure » ... Puis elles plaident : « outre qu'estant située au septentrion et estant quelques cinquantes pieds arrière de celle de St Hubert et faite de figure ronde », la nouvelle église « apporte-

rat beaucoup de clarté par continuelle répercussion des rayons solaires » à l'église Saint-Hubert ; « qu'estante d'une fort haute structure, elle garantirat à merveille les toicts, verrières et murailles de ladicte église des mauvais vents septentrionaux ». Enfin, bonnes tacticiennes, elles contre-attaquent à nouveau : « à loccasion de ladicte protestation, icelles visitantes le lieu différentieu, ont eu remarqué lemprise notable que ladicte église de St Hubert a eu faict sur leur fond, par un conduit ou saineu mis dans ladicte muraille à leur très grand préjudice ..., lequel elles ont apprins avoir encor esté cidevant estouppé (calfaté à l'étaupe ?) et enterré, mais depuis quelques années, à leur desceu (insu) de touppé et déterré » ; « par iceluy les eawes des toicts et cimetier de St Hubert se viennent à descharger dans leur fond et place où elles doibvent faire leur sacristie nouvelle, ce qui est une sertitude intolérable et vraysemblablement usurpée » ... aussi, « ledict sr pasteur, Jean Deschamps et consors et tennant de l'église de St Hubert debveront iceluy bien estoupper et sans aucun dilaye ensemble conduire leurs eawes allieurs, n'est que par document ils monstrent en avoir le droict acquis ».

L'argumentation est intimée le jour même à la servante de Henry Libert, absent ; elle est affichée à la porte de son église et dans les environs. Mais « ceux de Saint Hubert » ne s'en laissent pas imposer. Toute la procédure est mise en marche. L'Officialité, le Collège des jurés du cordeau (police de la bâtisse) et Henry Mignon entrent en scène ⁽⁹⁾. L'affaire arrive sur la table du grand-prévôt et archidiacre de Liège, Paul-Jean de Groesbeeck, le 2 novembre suivant. Les travaux à l'église sont arrêtés. Ils reprennent après que le grand-prévôt ait approuvé, le 2 décembre 1658, l'accord passé entre les deux parties le 28 juin 1658 ⁽¹⁰⁾. Les antagonistes ont été amenés à composer : les religieuses doivent enlever les terres du cimetière sur une hauteur de trois pieds, le drainer « comme de toute ancienneté »

⁽⁹⁾ *Notaire Milemans*, 20.9.1656. Les ouvriers se seront alors occupés à élever d'autres bâtiments, avec l'aide de sœurs donates qui, « lorsqu'on édifiera, pourront porter des matériaux, gardant la modestie religieuse » (*Les constitutions de l'ordre de S. Sepulchre*, Liège, 1631, p. 23).

⁽¹⁰⁾ A.É.L., *Cathédrale. Prévôté*, 48, f^{os} 56-58 ; *De vrouwenkloosters ...*, p. 51.

et payer 1100 fl à la partie adverse. En échange, elles sont autorisées à « poursuivre et rehausser la ditte église commencée traize pieds au dessus de la couverture des verrières ou ouvertures à ce destinées ..., rehausser ce qui est déjà basti pour le chœur neuf pieds, et eslever la sacristie ... huict pieds au dessus de la muraille du cimetière ». L'église et le chœur peuvent pendant jour sur le cimetière. Il ne reste plus, aux uns et aux autres, qu'à rester « bons amis ». Il n'y a pas trace dans les archives de conflits ultérieurs.

En 1661, le maître-maçon Henry Thonnet dit Bhorguet et son frère Piron sont payés pour avoir édifié entre le couvent et le bien de la veuve Darchis trois verges (14 m) de muraille mitoyenne ⁽¹¹⁾.

Les comptes de Catherine Berlier sont perdus. Il est donc impossible de chiffrer le coût total des travaux. On peut l'évaluer à plusieurs dizaines de milliers de florins. Les sépulcrines ne pouvaient pas faire la quête. Elles ont investi le prix de la maison que le curé de Saint-Hubert leur achète en 1658 pour en faire son presbytère (3010 fl) ⁽¹²⁾, les dots (de 2000 à 3000 fl chacune) des religieuses, les revenus des immeubles, des terres et des rentes dont elles sont « possesseurs » (en ce compris ceux des « dames données » qui ont offert tout ou partie de leurs biens pour être logées au couvent leur vie durant), ceux des fondations d'anniversaire, des messes, des services funèbres, des inhumations, des pensions des élèves internes et des « dames » venues pour un temps trouver refuge chez elles, enfin le produit de leurs travaux manuels. Cela ne suffisait pas. L'élite du quartier, en Saint-Séverin et Saint-Servais, avec ses familles de procureurs, échevins, avocats, notaires, médecins et bourgmestres (d'Ans, de Méan, Vander Heyden a Blisia et Plenevaux), dont plusieurs des membres sont inhumés au couvent ⁽¹³⁾, est susceptible de les avoir aidées dans leur entreprise. Elles ont reçu, en

⁽¹¹⁾ *Notaire Milemans*, 27.2.1661 et 12.2.1663.

⁽¹²⁾ *De vrouwenkloosters* ..., p. 50, n. 4. Et peut-être aussi celui de la vente d'une autre maison en Hocheporte (*Notaire Milemans*, au 28.11.1660).

⁽¹³⁾ *Description du rapport des vitres et bonniers* ..., Liège, 1651, p. 154-165, 174-184 ; *L'obituaire* ..., passim.

1656, 2100 fl du médecin Arnold Horens⁽¹⁴⁾ et 1000 fl d'un chanoine de Sainte-Croix, Renier Proenen⁽¹⁵⁾; en 1657, 6200 fl légués par feu maître Gilles Broechem⁽¹⁶⁾; à une date indéterminée, « une belle réparation » (contribution) de l'avocat Etienne Bernimolin († 1663)⁽¹⁷⁾.

Selon un chroniqueur, en 1662 « fut achevée l'église des religieuses des bons enfans », l'année même ou « fut achevée la maison du pintre bertholet scituée au rivage d'averoy dans la citez de Liège aux remparts, laquelle est d'une architecture estrange »⁽¹⁸⁾.

En 1666, l'église fraîchement bâtie accueille un fidèle de marque : le prince-évêque Maximilien de Bavière. « Le jour du vendredy Saint 23 avril, son Altesse sortie de son palais à pied à une heure après midy estant accompagnez de levesque de Strasbourg et quantitez dauttres noblesse, pages et lacquays, les gardes des Suisses et les cavalliers à pied, sa ditte Altesse estant simplement acoustrée avec court manteau à la fasson d'un prestre séculier cependant quil pleuvoit continuellement, premier ils furent faire leurs dévotions dans leglise des relligieuses des bons enfans »; ils les continuent dans une douzaine d'églises, dont celle des sœurs grises, d'« où son Altesse de Strasbourg sen retournat à son carosse », tandis que l'évêque poursuivait son chemin, « toujours à pied dans la pluye » pour faire quatre autres haltes et enfin rentrer au palais. Le vendredi saint 1667, « son Altesse à pied avec toutte sa noblesse et suite, furent visiter toutes les églisses des ordres mendiants et auttres, allant faire ses devotions ainsy que lannée passée »⁽¹⁹⁾.

⁽¹⁴⁾ *Notaire Milemans*, au 2.3.1656. Cette somme lui était due par l'archi-commandeur des chevaliers de l'Ordre teutonique, résidant à Aldebisen.

⁽¹⁵⁾ *Notaire Milemans*, au 7.10.1665; *De vrouwenkloosters ...*, p. 50, n. 4; *L'obituaire ...*, p. 97.

⁽¹⁶⁾ *L'obituaire ...*, p. 71.

⁽¹⁷⁾ *De vrouwenkloosters ...*, p. 50, n. 4; *L'obituaire ...*, p. 95.

⁽¹⁸⁾ B.C.L.C., *Fonds de Theux*, Ms 902, f° 549 v°. Cette date est donnée aussi par Théodose Bouille (*Histoire de la ville et pays de Liège*, t. 3, 1732, p. 356). On ne connaît pas la date de la consécration.

⁽¹⁹⁾ *Fonds de Theux*, Ms 902, p. 14-15 et 29.

Sur le plan de la ville levé en 1730 par Lambert Thonus, la représentation du couvent est fantaisiste ; sur celui levé en 1735-1738 par Christophe Maire, elle est sommaire ⁽²⁰⁾. Pierre-Lambert de Saumery ne s'attarde guère sur le couvent, peut-être parce que les religieuses n'ont pas jugé bon de lui commander une planche d'illustration. Il se limite à quelques détails architectoniques et à la description du mausolée Liverlo-Ogier ⁽²¹⁾.

En juillet 1747, le maître-maçon Gilles Durieux s'engage vis-à-vis des sépulcrines à édifier, dans le couvent, un bâtiment conforme aux plan et dessin mis en leurs mains, pour le prix de 4500 fl ⁽²²⁾. Cette fois encore, il ne s'agit pas du premier venu : quelques années plus tard, Durieux obtiendra l'office envié de maçon de la cathédrale Saint-Lambert ⁽²³⁾. En août 1747, une convention est passée entre le couvent des sépulcrines et celui des chanoines réguliers de Saint-Léonard au sujet d'une muraille mitoyenne : la nouvelle construction s'élève « contre le bâtiment et maisons annexés au moulin dit des bons enfans appartenant audits révérend prieur et couvent de St Léonard, joindant derrière au couvent desdittes dames » ⁽²⁴⁾.

⁽²⁰⁾ E. HÉLIN, *Les plans anciens de Liège*, dans *Annuaire d'histoire liégeoise*, t. VI, 1960, p. 597-598 et 598-600.

⁽²¹⁾ *Les délices du pays de Liège*, t. 1, Liège, 1738, p. 226.

⁽²²⁾ A.É.L., *Notaire J. Pasquot*, au 5.7.1747. Je suis reconnaissante à M^{me} Michèle Defrecheux-Lannoy d'avoir attiré mon attention sur ce protocole. Pasquot a beaucoup acté pour le couvent. Une de ses deux filles sépulcrines est prieure de 1746 à 1752. Il est, avec sa femme, inhumé au couvent (*L'obituaire* ..., p. 80, 81, 83 et 84).

⁽²³⁾ Il avait relevé le métier des maçons par son père en 1732 ; sa fonction à la cathédrale lui est confiée en 1756, en remplacement de feu André Barbière (*Métiers*, 108 A, f^{os} 118-118 v^o, au 6 mars) ; A.É.L. *Cathédrale. Secrétariat. Commissions*, 192, f^{os} 3-3 v^o, 23 juin). Il s'était marié à l'église Saint-Pholien le 3 décembre 1731. Le 13 juin 1740, âgé de 36 ans, il est recensé à la maison enseignée à *L'arbre d'or*, dans la chaussée des Prez, paroisse de Saint-Pholien ; avec lui, sa femme, ses trois enfants et une servante (A.É.L., *États*, 88, f^o 196 v^o). Il mourra dans la paroisse le 29 décembre 1775 et il sera inhumé dans le chœur de l'église. À la cathédrale, il sera remplacé par Jacques-Barthélemy Renoz, « maçon de son art et architecte » avait écrit le secrétaire, pour ensuite raturé le mot architecte (*Reg. par.*, 230 et 231 ; *Commissions*, 192, p. 203).

⁽²⁴⁾ A.É.L., *Notaire L.-J. Goffard*, au 5 août (communication de M^{me} Michèle Defrecheux-Lannoy). Le moulin dit des Bons-Enfants, à l'angle de la rue Agimont et de la rue des Bons-Enfants, était activé par la Légia.

En 1786, le chanoine Henri Hamal fait le relevé des objets d'art de l'église : trois peintures et deux monuments funéraires seulement. Il précise que l'église fut achevée en 1662. Pour le reste, il copie fidèlement Saumery ⁽²⁵⁾.

La fin du siècle, avec la Révolution, a un goût de cendres. Par le décret du 1^{er} octobre 1795, la principauté de Liège est annexée à la France. Le couvent est confisqué ⁽²⁶⁾. Les envahisseurs y logaient déjà un atelier de tailleurs. En janvier 1796, les députés de la Municipalité procèdent à l'inventaire de l'argenterie et des objets du culte : pour les trois autels, la sacristie et « l'alentour de l'église », ceux-ci sont en nombre et en qualité dérisoires ; manifestement, les sépulcrines ne se sont pas laissées surprendre. En septembre 1796, le couvent tombe sous le coup du décret de suppression des ordres religieux ; en octobre, les religieuses ont l'ordre de quitter les lieux dans les vingt jours. Mis en location, ils sont adjugés à l'huissier Pierre Grisard. En octobre 1797, les croix sont enlevées ; celle de l'église pesait « 230 livres de fer ».

En août 1798, le couvent est à la veille d'être vendu. Les adjudicataires sont prévenus des intentions de l'Administration centrale du département de l'Ourthe touchant le plan d'urbanisation du quartier : ils sont invités à le voir à la Maison commune. Ce plan, de F.-J. Dewandre, approuvé par l'ingénieur-géographe A.-B. Carront, montre le tracé d'une rue projetée ; allant de la porte Sainte-Marguerite à la rue Table de Pierre, elle traversera de part en part le couvent sur une longueur de 87 m et une largeur de 10 m (fig. 2) ⁽²⁷⁾ ; elle donnera « une direction plus naturelle à la route d'Ostende à Aix-La-Chapelle » ; elle rendra plus commode « le trafic des rouliers » en évitant les embarras fréquents éprouvés dans les rues avoisinantes et les accidents nombreux de personnes « mutillées ou

⁽²⁵⁾ *Notice sur les objets d'art ...*, éd. par R. LESSUISSE dans *Tableaux et sculptures ...*, dans *Bulletin de la Société des bibliophiles liégeois*, t. 19, 1956, p. 258.

⁽²⁶⁾ A.É.L., *Abbayes et couvents*, 118 bis ; *Fonds français. Préfecture*, 481 (12).

⁽²⁷⁾ A.É.L., *Cartes et plans*, n° 278. HÉLIN, *op. cit.*, p. 687-688, n° 108.

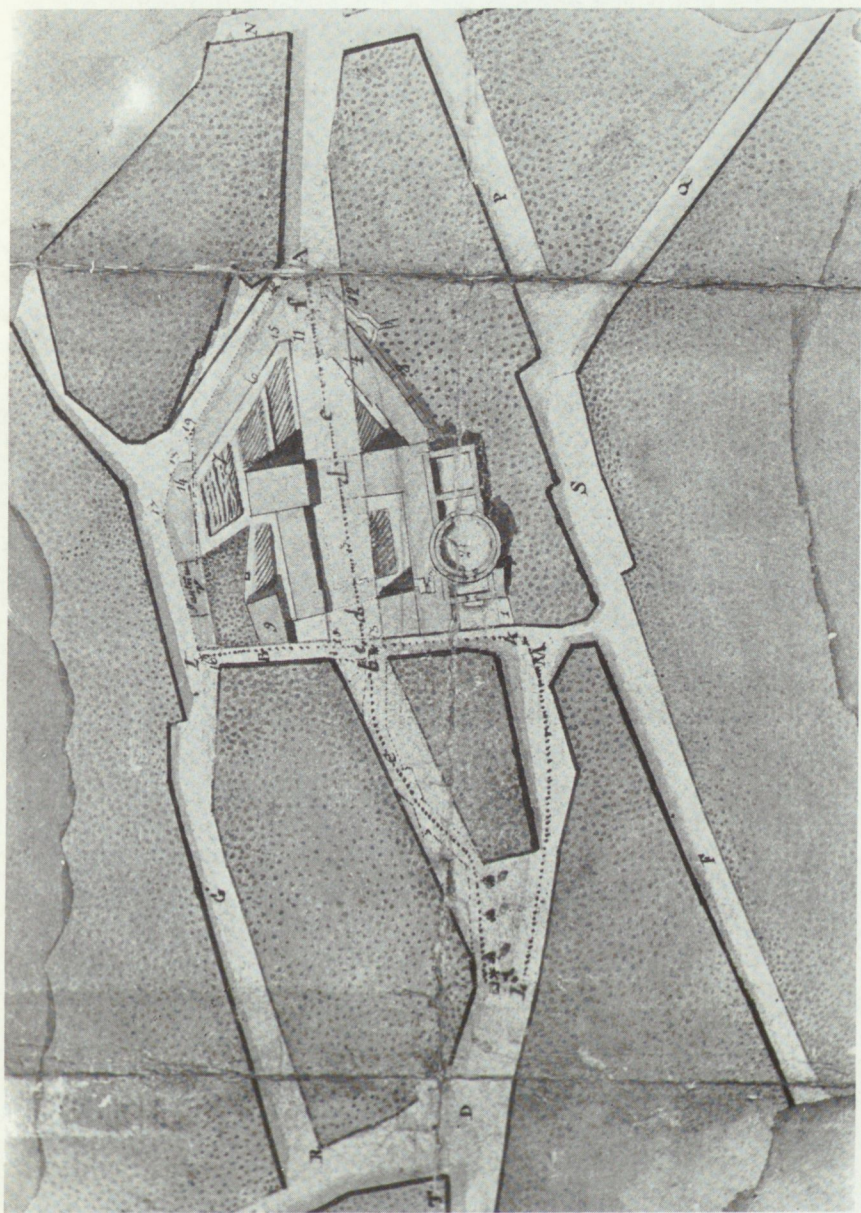


Fig. 2. — *Plan du couvent des Bons-Enfants*, levé par F.-J. Dewandre, certifié par A.-B. Carront, 1798. Liège, *Archives de l'État*. Détail : tracé de la rue à percer (af).

Photo J. Mascart.

écrasées »⁽²⁸⁾ ; elle « rendra le terrain infiniment plus précieux ». Un second plan, centré sur le couvent, est levé par Carront ; il porte le tracé prévu pour la rue (fig. 3, PQRS)⁽²⁹⁾. Ce projet « pérégrin », auquel les Liégeois sont opposés, s'embourbe dans la bureaucratie des ministères. Les procès-verbaux d'expertise relatifs aux démolitions à faire au couvent et à la construction de la rue, établis par Carront, datent des 13 janvier 1801 et 19 février 1805. L'avis de la *Gazette de Liège* des 3 et 4 septembre 1810 pour la vente des terrains de l'église Saint-Séverin supprimée souligne que « l'exécution du projet de percer une rue à travers le couvent des Bons Enfants est encore éloigné ». Sur le plan cadastral de 1812, on peut voir que le couvent est toujours entier⁽³⁰⁾. Le projet tombe dans l'oubli avec la fin de l'occupation française, en 1814.

Les bâtiments ont beaucoup souffert. Ils ont abrité des troupes de garnison et de passage. Ils ont servi d'entrepôts. Dès 1801, l'église est devenue le corps de garde des patrouilles du « quartier Marguerite ». Carront signale des toitures et murailles délabrées, des constructions « déperies », l'aile nord « dégradée par les militaires ».

Le processus est irréversible. En 1810, des travaux de réparations sont mis en adjudication « au magasin des lits aux Bons Enfants ». En 1816, le couvent sert de « magasin à effets du casernement » ; en 1820, la Ville cède à L'Etat tous les bâtiments militaires, à l'exception de ceux du couvent de Saint-Laurent et de ceux du couvent des Bons-Enfants « pour cause d'intérêt général, soit pour le service communal, soit pour être divisé à effet d'y faire passer les grandes routes »⁽³¹⁾. En 1823, ces derniers sont cédés, pour 20.000 florins des Pays-Bas

⁽²⁸⁾ Sous l'Ancien régime, ces problèmes de circulation et de sécurité dans le quartier préoccupaient déjà le Conseil de la Cité (G. de FROIDCOURT et M. YANS, *Lettres autographes de Velbruck, prince-évêque de Liège, 1772-1784*, t. 1, Liège, 1954, p. 308).

⁽²⁹⁾ *Fonds français. Préfecture*, 1776. HÉLIN, *op. cit.*, p. 688-689, n° 109.

⁽³⁰⁾ HÉLIN, *op. cit.*, p. 713, n° 7.

⁽³¹⁾ *Gazette de Liège*, 14 octobre 1810.A.G.V.L., *Gestion du patrimoine*, 4, n° 291, 16.8.1816 ; *Délibérations du Conseil de Régence*, n° 123, 6.12.1820.

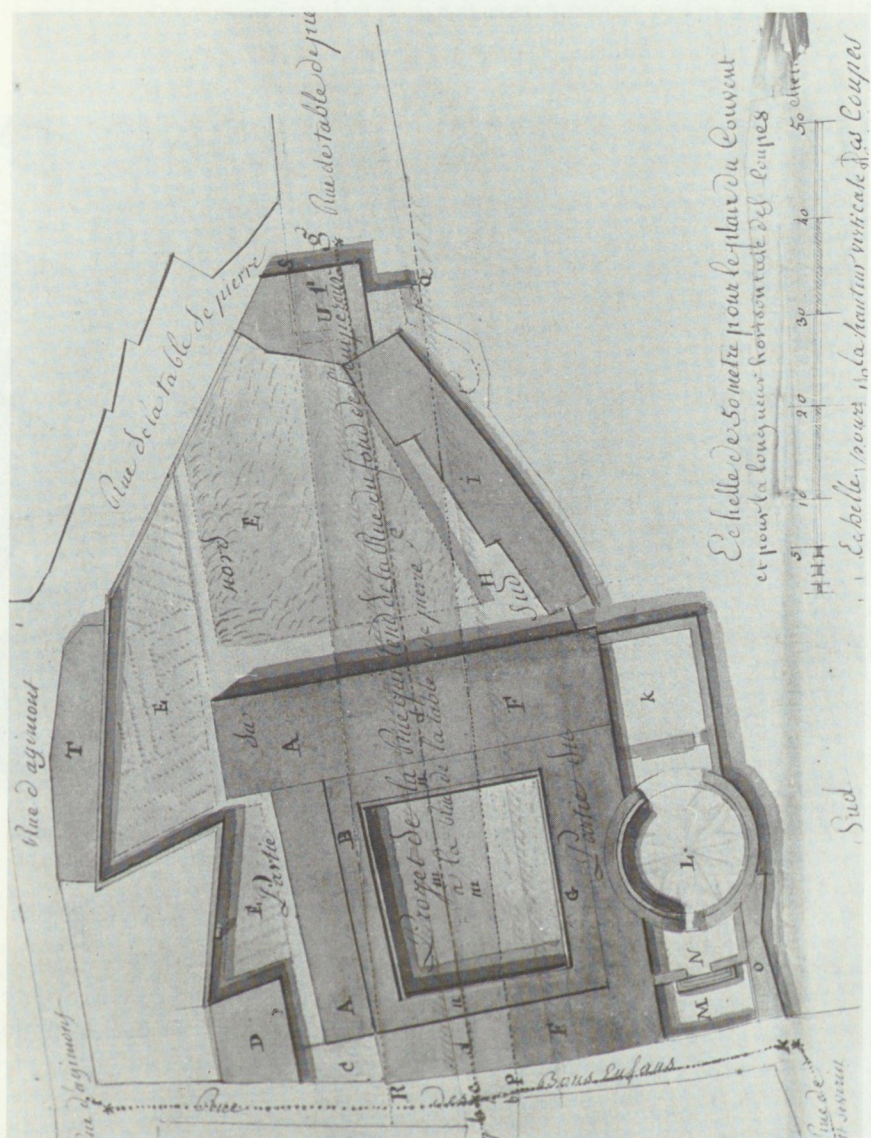


Fig. 3. — Plan du couvent des Bons-Enfants, levé par A.-B. Carront, 1800. Liège, Archives de l'État. Détail : tracé de la rue à percer (PQRS).

Photo J. Mascart.

(35.715 florins de Liège), au Gouvernement provincial ⁽³²⁾ qui y installe ses bureaux en 1824.

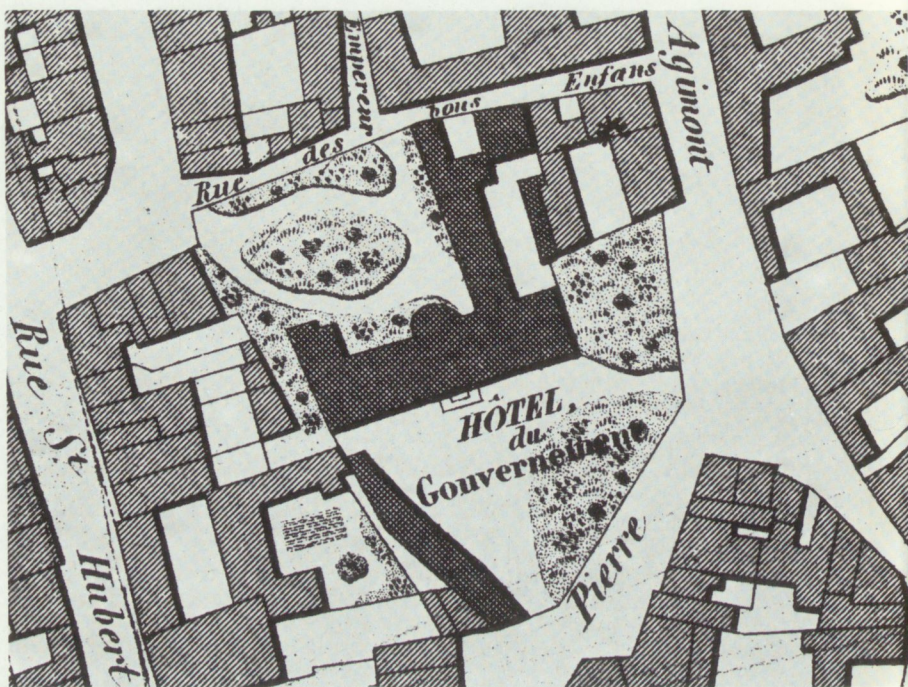


Fig. 4. — *Plan de la ville de Liège*, levé par J.-J. Jamar, 1843. Liège, Bibliothèque communale « Les Chiroux ». Détail : hôtel du Gouvernement provincial.

Photo N. Bodson.

Le plan de Liège de 1828, publié par Avanzo et Morgate et celui de 1843, publiée par J.-J. Jamar (fig. 4) montrent le

⁽³²⁾ La cession est faite en mars ; l'estimation par l'architecte de la Ville et l'expert désigné par le gouverneur, en avril-mai ; une somme de 692 fl 99, provenant de « matériaux vendus aux Bons-Enfants » est versée à la caisse municipale (A.G.V.L., *Délibérations du Conseil de Régence*, 25.3, 11.4, 9.6, 20.6, 3.7.1823 et 30.12.1824).

nouvel état des lieux ⁽³³⁾. L'aile ouest et l'aile sud avec l'église (sauf la sacristie) sont démolies. Des parterres ont été créés à l'emplacement des ailes disparues, sur le cimetière de Saint-Hubert et devant une partie de l'aile est. Celle-ci montre un avant-corps qui semble de construction récente.

Le 31 mars 1845, le feu prend aux greniers où était entreposé « un encombrement massif d'archives et de papiers divers ». L'immeuble ravagé est vendu en 1846 au curé de Sainte-Croix pour y faire un « Refuge » de filles repenties et déliquantes, sous la direction des Filles de la Croix. En 1870, celles-ci y créent une école primaire libre. Peu à peu, les derniers bâtiments du couvent sont inexorablement sacrifiés sur l'autel des voies de communication ⁽³⁴⁾. Le quartier historique où il s'élevait n'est plus maintenant qu'un échangeur routier pustillé de guérites.

Le couvent est visible sur la fascinante maquette de la ville (1718-1734) exécutée par Gustave Ruhl vers 1900 et conservée à la Bibliothèque de l'Université de Liège (fig. 5 et 6) ⁽³⁵⁾. Son implantation dans le quartier est bien rendue mais certains détails sont erronnés ou douteux. Les galeries du cloître, l'aile sud et le parvis de l'église sont omis. Les dimensions de l'église Saint-Hubert paraissent exagérées.

Il n'est pas facile de se représenter l'aspect du couvent. L'iconographie livre peu d'éléments. En les alliant à la connaissance d'autres Maisons et aux Règles de l'Ordre, l'évocation est néanmoins possible.

Selon Carront, la superficie du couvent, y compris l'assise des bâtiments, est de 40 ares 64. Le quadrilatère (fig. 3), avec l'église (L) contigüe à l'aile sud et les trois autres ailes, mesure quelque 50 m de côté. Au centre, le jardin, d'une superficie de 400 m², est entouré du cloître, large de 3 m (BG). L'aile ouest, rue des Bons-Enfants, a 30 m de long et 6,50 m dans sa plus grande largeur. Elle compte trois pièces et un escalier. De la répartition de l'étage, dont le plancher tombe en ruine, Carront,

⁽³³⁾ HÉLIN, *op. cit.*, p. 595 et 596.

⁽³⁴⁾ *Gazette de Liège*, 1^{er} avril 1845. GOBERT, *op. cit.*, t. 2, Liège, 1925, p. 223.

⁽³⁵⁾ HÉLIN, *op. cit.*, p. 610.

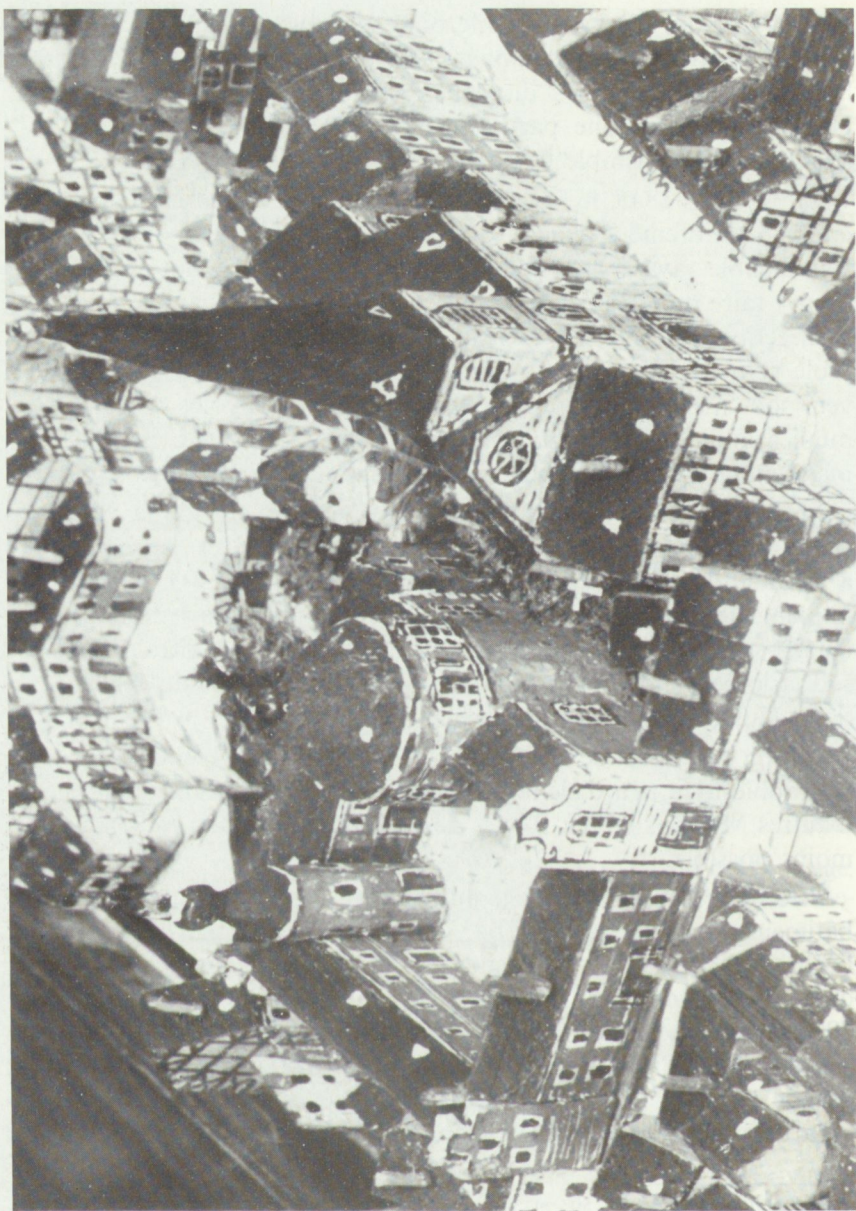


Fig. 5. — *Maquette de la ville de Liège 1718-1734, réalisée par G. Ruhl. Liège, Bibliothèque de l'Université. Détail : le couvent des Bons-Enfants et l'église Saint-Hubert.*

Photo L. Grand'Ry.



Fig. 6. — *Maquette de la ville de Liège 1718-1734, réalisée par G. Ruhl.*
Liège, *Bibliothèque de l'Université*. Détail : le couvent des Bons-Enfants et
l'église Saint-Hubert.

Photo L. Grand'Ry.

qui ne s'y est sans doute pas risqué, ne dit rien. L'aile est prend jour au nord sur un jardin potager et à l'est sur un verger. Elle est longue de 37 m, large de 7. Partant du nord, elle est divisée en une pièce, un corridor de communication du cloître au verger, une grande pièce de 15 m de long « appelée autrefois chauffoir » et une cuisine longue de 6 m. À l'étage, il y a seize cellules de 2,5 m² donnant sur un corridor et neuf autres cellules de même grandeur. L'aile sud est faite au rez-de-chaussée de grandes pièces et à l'étage de chambrettes. Du cloître s'ouvre, dans l'aile sud, un petit local d'où part un escalier tournant ; il débouche dans la rotonde de l'église (fig. 2). Contre l'église s'appuie une « insignifiante » petite maison (O). L'aile nord, longue de 27 m et large de 6 m, a trois pièces au rez-de-chaussée ; à l'étage, une seule grande pièce. Au nord du quadrilatère se trouvent un jardin potager (E) et, « dans la cour à l'entrée du couvent », un bâtiment (D) de 12 m de long et 9 m de large, comportant deux pièces au rez-de-chaussée et deux pièces à l'étage. À l'est du quadrilatère, le grand verger (HE) et une construction (I) longue de 37 m, joignant une maison (U) de la rue Table de Pierre. Au nord, donnant sur la rue Agimont, le bâtiment (T) dit « maison neuve », qui englobe le béguinage Saint-Antoine, est une enclave dans le couvent.

L'affectation des locaux peut se concevoir de la façon suivante. L'aile ouest, où l'église et l'entrée principale du couvent s'ouvraient sur la rue des Bons-Enfants, était réservée aux contacts avec le monde extérieur. Les pièces du rez-de-chaussée étaient des parloirs, dont celui de la prieure ; celles de l'étage étaient réservées aux dames pensionnaires. L'aile est, à l'usage exclusif des religieuses, qui ne pouvaient être plus de vingt-cinq, réunissait la cuisine et le réfectoire ; à l'étage, le dortoir avec ses vingt-et-une cellules exigües et l'infirmerie, faite de neuf autres cellules. L'aile sud abritait la salle du chapitre et les chambres des élèves internes ou « tablières, qui sont le pepinier de la religion ». L'aile nord était affectée, au rez-de-chaussée, à leur école ; la grande salle de l'étage (ou « laburoir ») aux travaux manuels et occasionnellement aux grandes réunions et aux fêtes. Les greniers étaient utilisés, entre autres, pour l'étalage des

fruits du verger et du houblon nécessaire à la fabrication de la bière⁽³⁶⁾; ils étaient parfois donnés en location⁽³⁷⁾. Dans le cloître, où étaient inhumés la plupart des sœurs et des laïcs importants, se faisaient les processions aux stations de l'Ordre; la dernière, celle du Saint-Sépulcre, se faisait dans l'église. Dans le bâtiment du nord-ouest, la « Dame des Escolles » enseignait gratuitement aux petites filles « la crainte de Dieu, à lire, à écrire, etc. »; des dames pensionnaires y étaient aussi logées quand les classes étaient fermées⁽³⁸⁾. Il s'agit, semble-t-il, du bâtiment réédifié par Durieux en 1747. La construction allongée qui donne sur le verger réunissait « la brasserie, la boulangerie et la blanchirie », précise Carront. Contre la maison voisine, Ruhl a placé une roue à eau alimentée par un des *faux rieux* de la Légia.

L'église était « d'une bonne construction » selon Carront. Elle mesurait 37 m de long et en sa plus petite largeur 10 m. Elle était précédée d'une petite « cour » (M) ou parvis. Au fond, les marches prévues pour hausser le niveau du sanctuaire au-dessus de celui de la chaussée donnaient accès à « l'entrée de l'église » (N). Celle-ci (L) était en forme de rotonde, d'un diamètre extérieur de 18 m environ. Elle s'ouvrait sur un espace restreint d'où l'on gagnait, par la droite, « la place derrière l'église où les sœurs faisaient leurs offices » (K) et qu'au XVII^e siècle elles appelaient la sacristie.

Cette disposition est intéressante. L'Ordre cherchait à unifier le plan de ses Maisons et proposait comme archétype pour ses églises celle du Saint-Sépulcre de Jérusalem. Dans la *Gloire de l'ordre canonial régulier du Saint Sépulchre*, donnée à Liège en

⁽³⁶⁾ Le 10 juin 1749, les sépulcrines achètent trois verges grandes de houblonnières situées à Bressoux par l'intermédiaire du notaire J.-A. Dardespinne (*Abbayes et couvents*, 118bis).

⁽³⁷⁾ En 1745, Joseph Thoné, bailli de Rosoux, reloue pour cinq ans « le grenier d'en haut, pour savoir y mettre de la marchandise de grains »; il s'oblige à le réparer à ses frais, « vu l'accident survenu dans ledit grenier qui s'est effoncé par rapport au poids du grain » (*Notaire J. Pasquot*, au 20 août).

⁽³⁸⁾ En 1737, la prieure donne en location à la veuve Thonnart et à sa fille « un quartier nommé lécole avec la place denhaut et une dembas commune avec une cave » pour y rester en qualité de pensionnaires, de trois en trois mois, au prix de 20 fl par mois (*Notaire J. Pasquot*, au 11 décembre).

1626 par L. Jegher et dans les *Règles et Constitutions* de Charleville, données en 1637, figure le rappel des anciennes ordonnances. Elles voulaient qu'il y ait « dans chaque maison un modèle de toute la clôture et bâtiment » ; que les maisons soient bâties au modèle « de celle du St Sépulchre à fin de pouvoir faire les processions ... ». Ces injonctions n'avaient guère été respectées, au pays de Liège en tout cas ⁽³⁹⁾. Le couvent fait à cet égard exception ; le plan adopté pour l'église ne tient ni du hasard, ni de la fantaisie de l'architecte. Un témoignage contemporain de la construction en fait foi. Il vient d'une sépulcrine, sœur F.P.C.R. de la Croix ⁽⁴⁰⁾ : dans son *Miroir de l'église de Jérusalem*, elle écrivait que le couvent « de Sainte Elisabeth appelé vulgairement les Bons enfans à Liège est maintenant réparé d'un très beau édifice tout nouveau avec une église rotonde à la façon de celle de Jérusalem » ⁽⁴¹⁾. Marie Dellebrouck avait-elle à sa disposition le plan-type prévu par l'Ordre ? M. Hereswitha ignorait si ce plan avait existé et s'il était emprunté à celui du Saint-Sépulcre de Jérusalem.

Le plan du Saint-Sépulcre de Jérusalem, relevé par le franciscain Bernardino Amico à la fin du XVI^e siècle, est édité à Rome en 1609 et 1612. Les gravures de la seconde édition, faite à Florence en 1619, sont de Jacques Callot. Une copie du relevé de Bernardino est envoyée à la basilique de Saint-Denis près de Paris ; elle y est gravée sur pierre dans le premier tiers du XVII^e siècle ⁽⁴²⁾. Le plan est donc bien connu en Occident. Les sépulcrines ont aussi bien pu l'obtenir d'un pèlerin revenu de Terre sainte, par exemple Herman Jekermans : la chapelle qu'il fait élever à Nederkanne en 1647 abritait un saint sépulcre aux

⁽³⁹⁾ *De vrouwenkloosters* ..., p. 374-375.

⁽⁴⁰⁾ Une Jeanne de la Croix figure dans deux listes des sépulcrines (*Notaire Milemans*, 14.8.1645 et 9.8.1661). Deux homonymes sont baptisées à Liège en 1610 et 1624 (*Reg. par.*, 75, f^{os} 4 et 7, f^o 71 v^o).

⁽⁴¹⁾ B.C.L.C., *Ms* 142, f^o 32. Nous avons là une copie du XVIII^e siècle, déclarée « entièrement conforme », de « son manuscrit qui se conserve aux archives du couvent des Dames Chanoinesses régulières de l'ordre de Saint Sépulchre dites Bons Enfans près Saint Hubert à Liège ».

⁽⁴²⁾ J. FORMIGÉ, *Un plan du Saint-Sépulchre découvert à la basilique de Saint-Denis*, dans *Fondation Eugène Piot. Monuments et mémoires*, t. 48, fasc. 2, Paris, 1956, p. 108-110, fig. 3.

dimensions exactes de celui de Jérusalem ⁽⁴³⁾. L'église du couvent n'est pas sans ressemblance avec celle de Jérusalem. On notera dans les deux cas la présence d'une rotonde. Le contrat mentionnait dix-huit colonnes ; à Jérusalem, on peut aussi compter dix-huit supports, piliers et colonnes, mais seulement si les deux paires de colonnes géminées sont comptées deux et non quatre.

À quel architecte les sépulcrines ont-elles confié le tracé des plans ? Le nom de Bertholet Flémal, rentré à Liège depuis plusieurs années et tout auréolé du prestige de ses voyages et de ses travaux vient à l'esprit ⁽⁴⁴⁾.

La façade de l'église, toute en pierres, était de style baroque. La rotonde était dallée de marqueterie de marbres (?) en forme d'étoile, à en juger par le tracé de Carront. Son mur de pourtour était creusé de huit niches où étaient logées huit statues hautes d'environ 1,80 m. Les dix-huit colonnes, hautes de 5,80 m et d'un diamètre de 0,64 m, soutenaient une tribune annulaire. Sur celle-ci et au-dessus de l'accès à la rotonde, le jubé. En face, contre le mur de fond mitoyen avec la sacristie, le maître-autel ; contre les murs latéraux, deux petits autels. L'église était éclairée par six grandes fenêtres ornées de pilastres d'ordre toscan dit Saumery. Dans la « sacristie », devaient prendre place un autel et des stalles. Dans le sous-sol, était aménagé le « sarco » ou caveau funéraire où étaient inhumés des membres de la communauté et des laïcs. L'entrée de l'église et la sacristie étaient couvertes de toits à deux versants (sur la maquette de Ruhl, la toiture de la sacristie continue celle de l'aile est du cloître au lieu de prolonger celle du chœur). La rotonde était coiffée d'un dôme, non orné de colonnes, dit encore Saumery, et surmonté d'une croix. Les cloches étaient

⁽⁴³⁾ *Ordre ...*, p. 122. Par l'intermédiaire peut-être de Renier Proenen ou d'Etienne Bernimolin (*De vrouwenkloosters ...*, p. 50, n° 4).

⁽⁴⁴⁾ B. LHOIST-COLMAN, *Lambert Duhontoir (1603-1661) maître tailleur et sculpteur de pierres de la cathédrale de Liège*, dans *B.S.R.V.L.*, t. VIII, n° 183, 1973, p. 298.

logées dans une petite tour, à l'angle nord-est du cloître ⁽⁴⁵⁾. Ruhl en a fait une tourelle d'escalier.

L'église était publique. On y célébrait, outre les offices, des mariages et des obsèques. Le suffragant Charles-Alexandre d'Arberg (1767-1785) y administrait régulièrement les sacrements de la confirmation et de l'Ordre, réunissant un grand nombre de personnes. Le 24 septembre 1774, septante-quatre sous-diacres y étaient rassemblés à cette fin ⁽⁴⁶⁾.

On sait peu de choses du mobilier et des objets du culte ⁽⁴⁷⁾. Etienne Bernimolin († 1663) avait offert deux toiles de grandes dimensions pour les autels latéraux et, « à l'entour » de l'église, « des tableaux » ⁽⁴⁸⁾. Henri Hamal avait vu au maître-autel une *Résurrection du Seigneur* de Renier Laresse († 1667) qui, de son vivant, jouissait d'une réputation de bon peintre et d'homme distingué ⁽⁴⁹⁾.

Un monument funéraire attirait beaucoup l'attention : celui du bourgmestre Walthère de Liverlo et de Marie Ogier, montrant le Christ au sépulcre, que Jean Del Cour avait signé et daté de 1696 ⁽⁵⁰⁾. Louis Abry trouvait « très-beau » le monument surmonté d'une *Résurrection du Sauveur* ⁽⁵¹⁾. Saumery le jugeait digne de la curiosité de tous les connaisseurs ; il le décrivait brièvement : « le Christ d'un seul bloc de marbre blanc a

⁽⁴⁵⁾ Cfr le couvent Saint-Léonard à Aix-La-Chapelle (*De vrouwenkloosters* ..., Pl. VIII (p. 160-161).

⁽⁴⁶⁾ A.Ev.L., F. VI.15, p. 122 et passim.

⁽⁴⁷⁾ L'obituaire, intéressante source de renseignements, a perdu 21 folios ; on y trouve quelques mentions de « meubles » et d'« argenterie » donnés au couvent, mais sans plus de précisions.

⁽⁴⁸⁾ *L'obituaire* ..., p. 95.

⁽⁴⁹⁾ A.-G. De BECDELIÈVRE, *Biographie liégeoise*, t. 2, Liège, 1839, p. 190-191 ; HAMAL, *Notice* ..., p. 233, 241 et 260 ; J. HELBIG, *La peinture au pays de Liège*, Liège, 1903, pp. 291-294 ; B. LHOIST-COLMAN, *Un critique d'art à Liège en 1811*, dans *B.S.R.V.L.*, t. XI, n° 231, 1985, p. 86.

⁽⁵⁰⁾ *L'obituaire* ..., p. 112 ; B. LHOIST-COLMAN, *Un document inédit reflétant le « livre de raison » du sculpteur Jean Del Cour de 1675 à 1707*, dans *B.I.A.L.*, t. 87, 1975, p. 217 ; M.-M. ROBEYNS, *Jean Del Cour*, coll. *Wallonie, art et histoire*, Gembloux, 1977, p. 25 ; P. COLMAN, *Le sculpteur Jean Del Cour et son « école »*, dans *La Wallonie. Le pays et les hommes*, t. 2, Bruxelles, 1978, p. 226.

⁽⁵¹⁾ L. ABRY, *Recueil héraldique des bourgmestres de la noble Cité de Liège* ..., Liège, 1720, p. 551-552.

six pieds de hauteur. Le tombeau est de marbre noir. Il est couvert ou surmonté d'une résurrection dont les figures sont très estimées ». Vers 1775, pour un visiteur français, « le travail » était à la fois un peu sec et un peu trop léché, mais l'ensemble et la tête du Christ avaient de la beauté. Hamal se contentait de signaler l'œuvre. Léonard Defrance ne voulait voir en Del Cour « qu'un ouvrier qui a de la mémoire et qui répète bien ce qu'il a copié de beau ». Aussi prétendait-il que si le Christ est admiré, « c'est du médiocre connaisseur ou de l'ignorant qui a du respect pour le sujet et de l'admiration pour la matière rare en ce pays, c'est d'un ignorant qui ne voit pas que les bras sont trop forts pour les jambes » ⁽⁵²⁾.

Le 23 juillet 1763, le chanoine impérial Guillaume Pirot ⁽⁵³⁾ avait « fait poser un beau autel du côté de l'épître, et le 24 septembre suivant celui du côté de l'évangile ». Ces deux autels remplaçaient ceux du XVII^e siècle, dont les toiles étaient alors accrochées dans la sacristie et dans le réfectoire ⁽⁵⁴⁾. Hamal signalait encore une *Nativité* et une *Assomption de la Vierge*, du peintre Olivier Pirotte (1699-1764) dont le talent était estimé dans toute la principauté ⁽⁵⁵⁾ ; elles ornaient peut-être les autels offerts en 1763. Le chanoine notait enfin que « le mausolée en stuc de la famille de Blisia était de Guillaume Evrard » ⁽⁵⁶⁾.

⁽⁵²⁾ COLMAN, *op. cit.*, p. 226.

⁽⁵³⁾ Né de Gilles et de Cornélie Verge, il est baptisé à Notre-Dame aux Fonts le 24 décembre 1712 (*Reg. par.*, 26, p. 197). Il reçoit la tonsure le 2 juin 1730 et les ordres mineurs le 19 décembre 1738 (communication de M. André Deblon).

⁽⁵⁴⁾ *L'obituaire* ..., p. 88 et 95.

⁽⁵⁵⁾ HAMAL, *Notice* ..., p. 224, 228, 239, 240, 248, 249, 251 ; S. BORMANS, *Notes de Dartois sur quelques artistes liégeois*, dans *B.I.A.L.*, t. 8, 1866, p. 288 ; J. RENIER, *Catalogue des dessins d'artistes liégeois*, Verviers, 1874, p. 70-72 ; J. HELBIG, *op. cit.*, p. 382-384 ; BIOGRAPHIE NATIONALE, t. 17, 1903, col. 654-658 ; B. LHOIST-COLMAN, *L'église Saint-Michel à Liège, de 1682 à 1824*, dans *Bulletin de la Commission royale des monuments et des sites*, t. 8, 1979, p. 207 et n. 125. Né d'Olivier et de Marie Airkin, Pirotte est baptisé à l'église Saint-Jean-Baptiste le 20 mars 1699 ; il y est inhumé le 8 septembre 1764 (*Reg. par.*, 164 et 174).

⁽⁵⁶⁾ C'est là tout ce que l'on sait de cette œuvre d'Evrard dont l'activité à Liège débute vers 1740. Pour quels membres de la famille Vander Heyden a Blisia le mausolée a-t-il été élevé ? Th. Gobert (*op. cit.*, t. 2, p. 223) renvoie au *Recueil des bourgmestres* (p. 370) d'Abry, où les Blisia concernés sont, les uns

Un encensoir d'argent avait été offert par le bourgmestre Mathias d'Ans († 1631) et sa femme ; un calice provenait d'un chanoine de la collégiale Saint-Pierre († vers 1694) ⁽⁵⁷⁾. En 1796, on voyait au milieu de l'église « une lanterne de cuivre pendante » ; ici et là, « dix remontrances des dix saints », apparemment des saints de l'Ordre. Hormis une « couple » (calice ou ciboire) d'argent doré et deux christs en bois, les objets du culte alors inventoriés étaient en cuivre et en étain.

Sous le régime français, époque de rapine organisée, le mobilier est mis en vente à la requête du commissaire du Directoire exécutif le 1^{er} floréal an 5 (20 avril 1797) à dix heures du matin ⁽⁵⁸⁾. Nous en avons perdu la trace. À l'exception du *Christ au sépulcre* de Del Cour. En 1798, il est repris dans la liste des objets enlevés des églises supprimées et réservés pour le futur musée du département de l'Ourthe, qui n'a jamais vu le jour. L'œuvre est recueillie par la cathédrale Saint-Paul, où l'on peut toujours l'admirer. En 1806, les chanoines lui réservent une chapelle ; ils la protègent d'une cage de verre ⁽⁵⁹⁾. Le tombeau de marbre noir et les figures du couronnement ont disparu.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, la nouvelle église Saint-Pancrace à Dalhem a été partiellement meublée de pièces venant « de l'ancienne église des sépulcrines à Liège » ⁽⁶⁰⁾. De

décédés au début du XVII^e siècle, les autres inhumés au couvent de Sainte-Claire. Il cite, parmi les bienfaiteurs du couvent des Bons-Enfants qui y ont leur sépulture, Conrard († 1724) et sa femme Marguerite Jamar de Montfort († 1725) : ils sont, avec leur fille Marie-Catherine († 1781), inhumés dans le sarco (*L'obituaire* ..., p. 73).

⁽⁵⁷⁾ *L'obituaire* ..., p. 67 et 96.

⁽⁵⁸⁾ A.É.L., *Fonds français. Préfecture. Domaines*, 1910 (2). *Administration centrale du département de l'Ourthe, Annonce*, 13 germinal an 5 (2 avril 1797).

⁽⁵⁹⁾ En 1807, le vitrier P. Dumoulin, établi sur le Pont d'Ile, reçoit 59 fl pour glaces livrées pour le saint sépulchre. Son état en mentionne sept, dont trois grandes, de première qualité. En 1810, le peintre Pierre-Michel de Lovinfosse est payé pour l'avoir fait nettoyer pendant deux jours ; en novembre 1818, le tailleur de pierres Bernard a « repoli le stt sépulchre » ; en 1845, le maître-marbrier Bernard est payé pour les réparations faites en 1844 (A.C.S.P., *Mandats*, au 26 février ; *ibid* ; juin 1810, n° 9 ; décembre 1818, n° 17 ; *Journal de recettes et de dépenses*, au 17 avril 1845).

⁽⁶⁰⁾ J. DETRO, *Dalhem-le-« Comte »*, (édité à l'occasion du 900^e centenaire de Dalhem), p. 325-335 ; J.-J. BOLLY, *Répertoire photographique des sanctuaires de Belgique. Canton de Visé*, Bruxelles, 1977, p. 27-29.

quel couvent de sépulcrines s'agissait-il ? Il y avait quatre en ville sous l'Ancien régime : outre celui des Bons-Enfants, celui de Sainte-Agathe au faubourg Saint-Laurent, celui du Mont-Calvaire à Sainte-Walburge et celui des sépulcrines anglaises en Avroy. À première vue, le couvent des Bons-Enfants ne paraît pas concerné.

L'église possède une grande sculpture en bois montrant le Christ au tombeau gisant sur un linceul et surmonté de trois anges en haut-relief⁽⁶¹⁾ ; le monument Liverlo-Ogier pourrait en avoir été le prototype.

De trois siècles d'établissement du couvent à Liège, il reste une œuvre d'art, une petite rue et le souvenir de la Place des Bons-Enfants, ainsi baptisée en 1900. On retrouve l'appellation, énigmatique pour beaucoup, à Huy, et traduite et déformée en *Bonnefanten*, *Bollefanten*, à Tongres, Hasselt, Turnhout et Maastricht, là où les sépulcrines ont essaimé. À Maastricht, l'ancien couvent a été transformé en musée en 1972⁽⁶²⁾. Le musée a quitté les lieux, mais il a gardé le nom de *Bonnefanten-museum*⁽⁶³⁾.

⁽⁶¹⁾ DETRO, *op. cit.*, p. 334 ; BOLLY, *op. cit.*, p. 28.

⁽⁶²⁾ *Orde ...*, p. 173.

⁽⁶³⁾ Cette fois encore, j'ai bénéficié des connaissances bibliographiques et de l'inlassable obligeance de M. André Deblon, conservateur aux Archives de l'Évêché à Liège. Je lui en suis reconnaissante.

Abréviations et sigles

A.C.P.S.	Archives de la cathédrale Saint-Paul à Liège.
A.É.L.	Archives de l'État à Liège.
A.Év.L.	Archives de l'Évêché à Liège.
A.G.V.L.	Archives générales de la Ville de Liège.
B.C.L.C.	Bibliothèque communale « Les Chiroux » à Liège.
B.U.L.	Bibliothèque de l'Université de Liège.
B.I.A.L.	<i>Bulletin de l'Institut archéologique liégeois.</i>
B.S.R.V.L.	<i>Bulletin de la Société royale Le Vieux-Liège</i>

L'HÔTEL D'ANSEMBOURG À LIÈGE

Étude métrologique de la façade

par Florent ULRIX

Intérêt de la métrologie en architecture

Dans le Bulletin de l'Institut Archéologique Liégeois, la présente étude n'est pas la première qui concerne la métrologie. En 1936 déjà, dans le Tome LX, l'ingénieur Pol. DE BRUYNE publiait un article très intéressant intitulé : « Les anciennes mesures liégeoises ».

Tout le monde sait que notre actuel système métrique est d'invention relativement récente. Son usage n'est entré en pratique que progressivement au cours du premier quart du XIX^e siècle. Antérieurement, l'unité de base, pour les mesures linéaires, était le pied. Ses subdivisions étaient le pouce divisé lui-même en lignes. Comme multiples on utilisait la toise et la verge.

Si l'on veut bien comprendre l'économie d'un édifice ancien, il faut pouvoir saisir la pensée du constructeur et, plus précisément, suivre son raisonnement mathématique. Lorsqu'il a fixé les dimensions des diverses parties de l'œuvre à réaliser, il a inévitablement commencé par celles qu'il jugeait primordiales et, logiquement, il a chiffré celles-ci en nombres entiers d'unités c'est-à-dire généralement de pieds. Ce n'est qu'ensuite et pour les détails qu'interviennent des fractions et alors les dimensions se chiffrent en demi ou quart de pied ou éventuellement en pouces. Ainsi, dans l'étude d'un monument, pour dépasser le stade de la vision globale et atteindre la connaissance profonde il faut posséder la clef qui permet de pénétrer dans la pensée de celui qui a conçu l'édifice. Cette clef, c'est l'unité de mesure qu'il a utilisée. Il faut donc commencer par rechercher celle-ci.

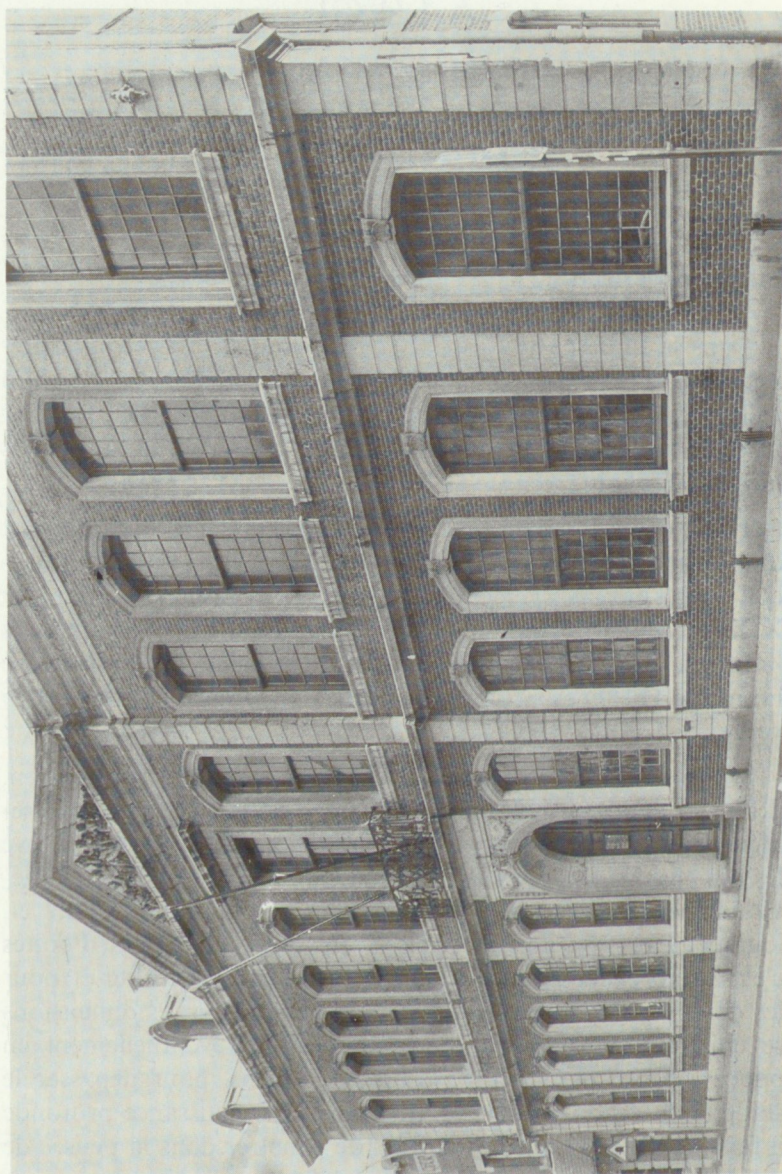


Fig. 1. — L'hôtel d'Ansembourg à Liège, juin 1988 (photo de l'auteur).

De là l'intérêt de la métrologie ⁽¹⁾. Ce problème est assez simple pour les édifices du XVI^e et du XVII^e siècle ⁽²⁾. Il l'est beaucoup moins pour ceux du XVIII^e comme notamment dans le cas de l'Hôtel d'Ansembourg (fig. 1).

But de la présente étude.

L'hôtel en question pose un problème d'ordre historique. On avait certaines raisons de croire que c'était l'œuvre de l'architecte Jean-Joseph Couven d'Aix-la-Chapelle mais on n'en était pas certain. H. Fettweis, auteur d'une plaquette consacrée à cet édifice et publiée par la Société royale LE VIEUX-LIÈGE dans la collection des *Feuillets Archéologiques*, eut l'idée que l'analyse métrologique pourrait fournir quelque éclaircissement à ce sujet. Avait-on utilisé le pied d'Aix-la-Chapelle (28,20 cm) ou un pied liégeois (Pied de saint Lambert de 29,20 cm ou pied de saint Hubert de 29,47 cm divisé en 10 pouces, le pouce étant subdivisé en 8 lignes) ? La réponse à cette question pouvait être significative.

En étudiant la façade du Palais des Princes-Evêques à Liège, côté place Saint-Lambert, nous avons pu constater, il y a quelques années, que sa conception ne s'expliquait pas en essayant de convertir, en pieds liégeois, les dimensions que nous avons relevées en centimètres. Pour comprendre celles-ci, il suffisait de songer au fait que l'architecte Jean Anneessens, engagé par le Prince-Evêque George-Louis de Berghes pour reconstruire l'aile

⁽¹⁾ Fl. ULRIX, *Propos sur la métrologie au moyen âge en architecture*, Fédération Archéologique et Historique de Belgique, *Annales du Congrès de Liège* 1968, Liège, 1971, II, pp. 683-696.

⁽²⁾ Fl. ULRIX, *Un monument gothico-renaissance peu connu à Liège : L'hôtel du chancelier Louis de Cortenbach*, Bulletin de la Société Royale « Le Vieux-Liège », tome VII, 1966, pp. 65-91. Fl. ULRIX, *Restauration des monuments anciens et métrologie* dans *La restauration des monuments anciens à Liège et dans sa province depuis 150 ans*, catalogue d'une exposition, Liège, 1986, pp. 10-12.

du palais détruite par un incendie était bruxellois : celui-ci avait utilisé le pied de Bruxelles de 27,575 cm ⁽³⁾.

Si l'analyse révélait que l'hôtel d'Ansembourg avait été conçu au pied d'Aix-la-Chapelle, on aurait eu la quasi certitude que Couven en était l'architecte.

Résultats de l'analyse

En réalité, l'analyse des diverses dimensions relevées a démontré que c'est le pied dit de saint Hubert qui permet d'expliquer la conception générale de l'hôtel d'Ansembourg et les détails d'exécution ⁽⁴⁾. Il serait fastidieux d'exposer comment et à la suite de quels tâtonnements ce résultat a pu être atteint. Nous avons d'ailleurs vérifié le fait en utilisant pour un remesurage un instrument pliant encore employé au début de ce siècle et gradué sur une face en 40 pouces avec la mention Liège et en cm et mm sur l'autre face.

Suite à ces constatations, on ne peut pas dénier formellement à Couven la paternité de l'hôtel d'Ansembourg mais celle-ci peut être mise en doute.

L'analyse métrologique dans le cas présent n'est pas pour autant décevante. En effet, il reste un résultat très positif : l'étude permet de suivre pas à pas la conception de l'œuvre que nous exposons ci-après.

⁽³⁾ E. GELIN, *Mesures anciennes de Belgique*, Huy, 1884. — À ce jour nous n'avons pas publié les résultats de nos investigations mais verbalement nous les avons dévoilés occasionnellement. J. PHILIPPE, *Meubles Styles et Décors entre Meuse et Rhin*, Liège, 1977, p. 260 mentionne l'usage du pied de Bruxelles par Anneessens, sans toutefois donner la source du renseignement.

⁽⁴⁾ Signalons qu'on utilise le signe ' pour désigner le pied et " pour le pouce. DE BRUYNE dans l'article cité ci-dessus donne les valeurs officielles précises du pied de saint Hubert. D'après THOMASSIN, chef de bureau des Finances du Département de l'Ourthe, en l'an X, il valait 0,294698 m. Mais à partir de 1831 on utilise la valeur 0,2946966 m. C'est cette dernière qui a été utilisée pour nos calculs en l'arrondissant pour la facilité : 1 pied = 29,47 cm. L'écart est insignifiant : 0,34 mm sur une longueur de 100 pieds alors que la façade étudiée mesure environ 90 pieds.

Explication métrologique de la façade à rue

La façade parfaitement symétrique (fig. 1) s'inspire de la configuration classique de nombreux châteaux de l'époque. Ceux-ci présentent souvent un corps de logis flanqué de deux ailes latérales en retour d'angle. Ces dernières abritent les communs et, avec le corps de logis, délimitent une cour rectangulaire. L'entrée du corps de logis est aménagée dans un avant-corps central couronné d'un fronton triangulaire (fig. 2).

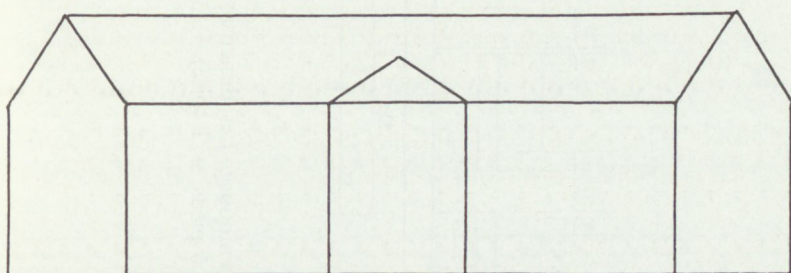


Fig. 2. — Schéma classique de nombreux châteaux du XVIII^e s.

L'hôtel d'Ansembourg, prévu pour suivre l'alignement de la Féronstrée, ne comporte de ce fait pas d'ailes latérales et l'avant-corps central n'est en saillie par rapport au plan de la façade que de 3 pouces, soit un strict minimum.

L'avant-corps est bordé de deux chaînes à refends mais sans déharpement. Les ailes latérales inexistantes sont simplement évoquées par des chaînes semblables mais sans saillie sur le plan de la façade (fig. 1).

La porte qui doit refléter l'importance de l'édifice et de ses occupants nous fournit la dimension de départ. Elle est large d'une toise ou 6 pieds. L'architecte a ajouté de part et d'autre 10 pieds pour obtenir la largeur totale de l'avant-corps, soit 26 pieds (fig. 3).

Passant ensuite aux dispositions qui évoquent aux deux extrémités de la façade les ailes latérales inexistantes, l'architecte leur a donné une largeur de 2 toises ou 12 pieds, chaînes à refends

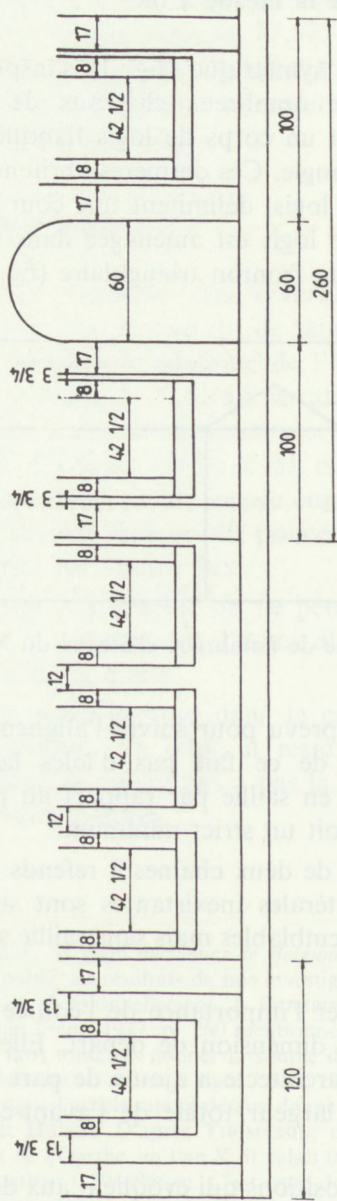


Fig. 3. — Composition de la façade de l'hôtel d'Ansembourg. Les dimensions sont chiffrées en pouces
(10 pouces = 1 pied ; 6 pieds = 1 toise).

incluses. Ensemble, avec l'avant-corp central, elles prennent une partie de la façade équivalent à $12 + 26 + 12 = 50$ pieds. Jusque là, dans la conception générale l'architecte s'est tenu à des mesures très simples : 1 toise, 2 toises, 10 pieds.

Le schéma directeur ainsi établi, l'architecte a dû y insérer les fenêtres. Le nombre de celles-ci devant aussi refléter l'importance de l'édifice, l'architecte a dû calculer serré pour en placer un maximum. Pour fixer la largeur de ces baies, il est apparemment parti d'une ouverture classique de $4\frac{1}{2}$ pieds. Rappelons que cette largeur résultait de celle des croisées habituelles de la « Renaissance mosane ». Celles-ci comportaient deux baies de 2 pieds séparées par un meneau d' $\frac{1}{2}$ pied. Lorsqu'on s'est mis à arracher meneaux et traverses pour transformer les fenêtres à quatre jours en une baie à un seul jour, la largeur de celle-ci était évidemment de $4\frac{1}{2}$ pieds. Cette largeur était devenue courante même lorsqu'on concevait, dès l'origine, des fenêtres sans croisées. Mais pour parvenir à placer 3 baies entre l'avant-corps central et les ailes latérales simulées, il a dû réduire la largeur des fenêtres à $4\frac{1}{4}$ pieds ($42\frac{1}{2}$ pouces ou 125,246 cm). La moyenne des dimensions relevées par nous est de 125,34 cm. Aux pieds-droits, il a donné une largeur de 8 pouces (23,47 cm). Les fenêtres avec leurs pieds-droits en pierre de taille prennent donc une largeur totale de $8 + 42\frac{1}{2} + 8 = 58\frac{1}{2}$ pouces (172,4 cm ; moyenne des dimensions relevées 172,3 cm). En fin de compte, il ne reste que très peu de maçonnerie en briques entre les éléments en pierre de taille étant donné que la largeur du terrain à front de rue dont disposait le constructeur était limitée (fig. 1).

L'analyse de l'avant-corps (fig. 4) montre à quel point l'architecte a travaillé serré. Dans une largeur totale de 26 pieds ou 260 pouces, l'ensemble de l'ouverture de la porte et des deux fenêtres avec leurs pieds-droits prenait déjà $60 + 58\frac{1}{2} + 58\frac{1}{2} = 177$ pouces. Il ne restait ainsi pour les éléments en pierre à savoir les deux chaînes à refends et les deux pieds-droits de la porte ainsi que les quatre bandes de maçonnerie en briques qui séparent les parties en pierre que $260 - 177 = 83$ pouces au total. L'architecte a partagé cette largeur en

quatre soit $83 : 4 = 20 \frac{3}{4}$ pouces. Il a réparti ces $20 \frac{3}{4}$ de pouces en 17 pouces pour les éléments en pierre (50,1 cm ; largeur moyenne réelle des chaînes à refends 49,83 cm) et $3 \frac{3}{4}$ de pouce pour la maçonnerie en briques (11 cm).



Fig. 4. — Hôtel d'Ansembourg à Liège. Rez-de-chaussée de l'avant-corps (photo de l'auteur).

Et voilà par quel calcul l'architecte est arrivé à donner aux chaînes à refends une largeur de 17 pouces, mesure qui paraît bizarre à priori. En effet, il aurait pu donner à ces éléments en pierre une largeur de 16 pouces seulement soit le double des pieds-droits des fenêtres. Mais il a vraisemblablement voulu pousser leur largeur au maximum afin que les 6 chaînes à refends qui rythment la façade ne paraissent pas trop maigres.

Ces chaînes à refends nous fournissent d'ailleurs une preuve péremptoire de l'usage du pied de saint Hubert de 29,47 cm. En effet, ces chaînes sont composées d'éléments qui présentent quatre refends séparant quatre bossages plans. Les refends sont larges d'un pouce et les bossages sont hauts de 7 pouces.



Fig. 5. — Côté gauche de l'avant-corps ; photo montrant la chaîne à refends large de 17 pouces et le pied droit de la fenêtre contiguë séparés par un espace en briques large de 11 cm seulement ou $3\frac{3}{4}$ de pouces (photo de l'auteur).

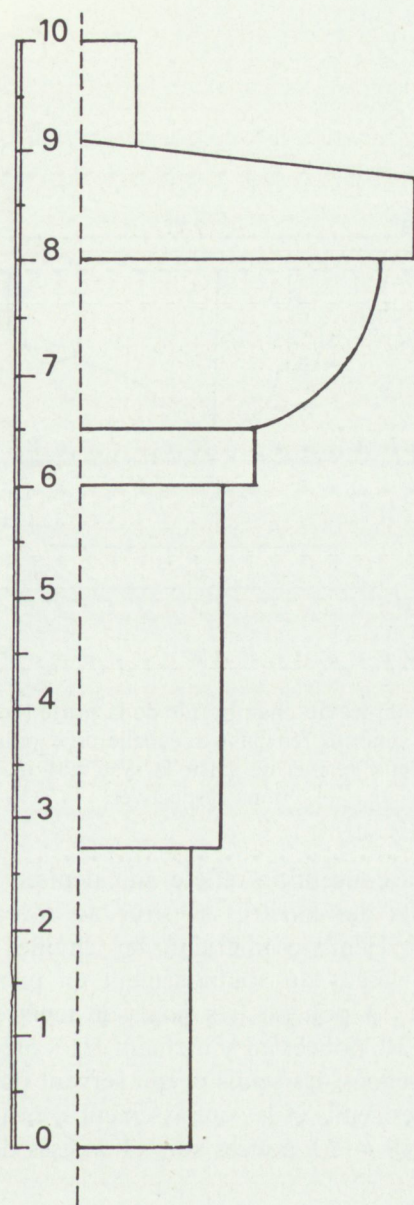


Fig. 7. — Profil des seuils de
fenêtre ; à côté l'échelle de
10 pouces.

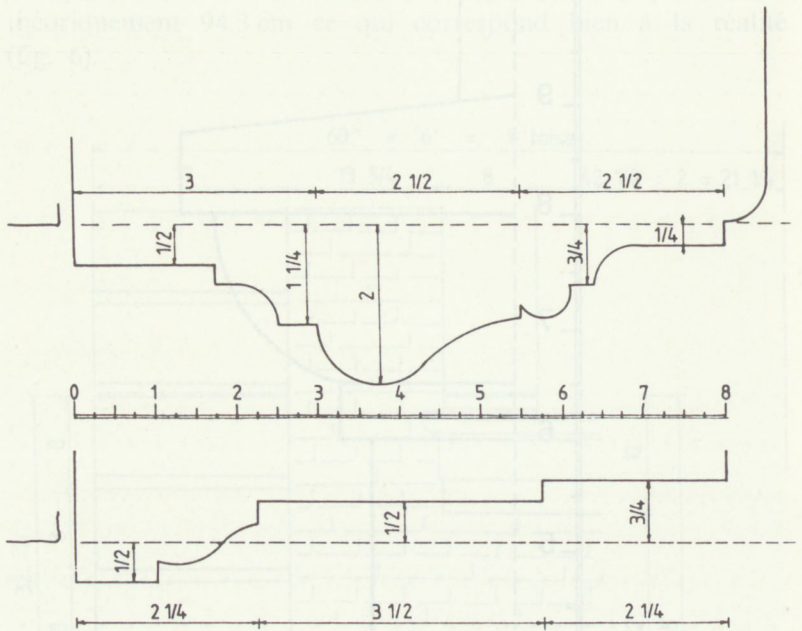


Fig. 8. — Modénature du chambranle de la porte (en haut) et celle des pieds-droits des fenêtres (en bas). L'échelle de 8 pouces placée en vis-à-vis entre les deux permet de saisir la systématique de leur compositions respectives.

Tout dans la conception reflète un calcul en pouces. La base des pieds-droits des fenêtres se situe au niveau du joint qui sépare les deux éléments inférieurs des chaînes à refends soit à 32 pouces au-dessus du soubassement en pierre de taille lui-même haut de 13 pouces. Les seuils de fenêtre ont une épaisseur totale de 10 pouces en y incluant les « oreilles » en réserve sur les plan inclinés des seuils et qui servent de base aux pieds-droits. Entre ces seuils et le soubassement il reste donc une hauteur de $32 - 10 = 22$ pouces soit 11 assises de briques (fig. 5 et 6).

Le profil des seuils de fenêtre et la modénature des pieds-droits ont manifestement été dessinés par l'architecte en se servant d'une règle graduée en pouces et lignes (fig. 5, 6, 7 et 8).

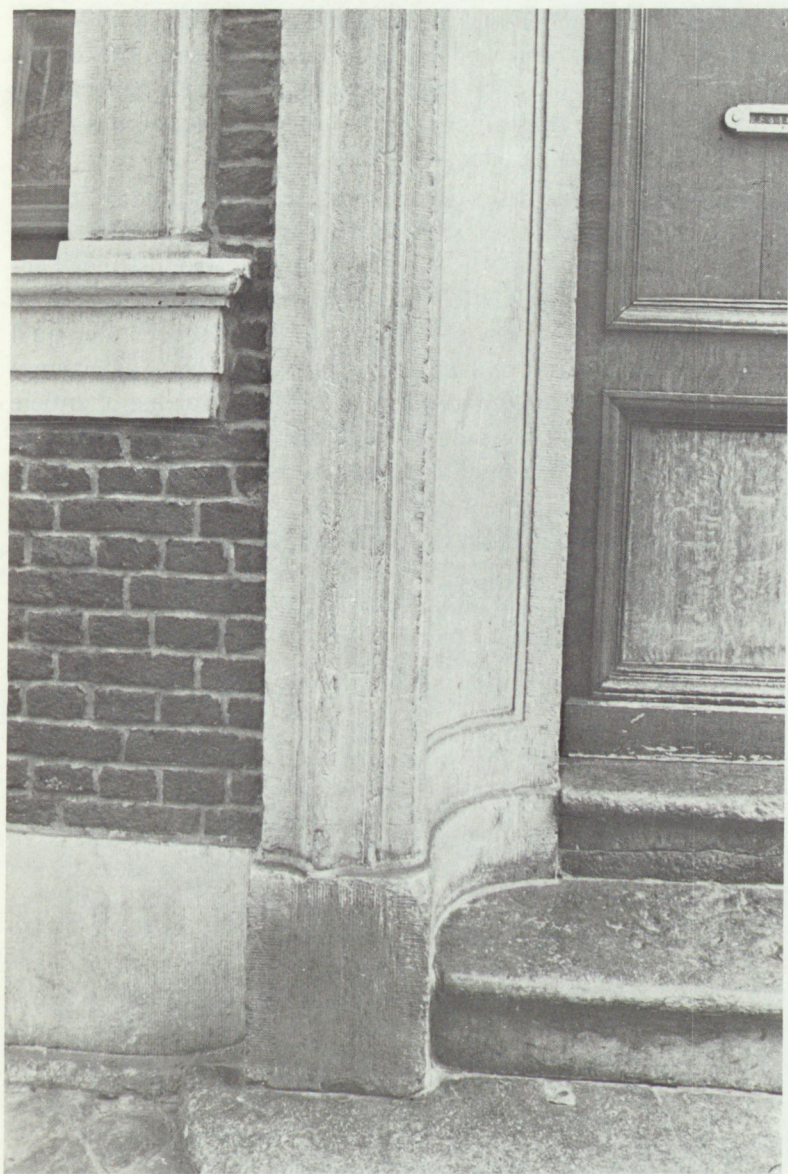


Fig. 9. — Pied-droit de la porte composé d'un chambranle mouluré et d'un ébrasement concave (photo de l'auteur).

Il en est de même de l'encadrement de la porte qui se compose d'un chambranle et d'un ébrasement concave (fig. 8 et 9). Le relevé de tous ces profils et leur cotation en pouces et fractions de pouces permet de suivre leur élaboration par l'architecte qui a dû en fournir le dessin pour permettre la confection des gabarits nécessaires aux tailleurs de pierre.

Nous avons limité cette étude aux mesurages qui pouvaient se faire au niveau du sol et sans faire usage d'une échelle. Mais quoique restreinte ainsi elle nous a permis de reconstituer l'enchaînement du raisonnement mathématique auquel s'est livré l'architecte pour élaborer son œuvre. Le fait de constater qu'il a poussé son raisonnement avec une logique bien déterminée permet d'admirer l'œuvre avec une satisfaction pleine et entière qu'on ne peut atteindre sans procéder à l'analyse métrologique. Espérons que la lecture du présent article poussera d'autres admirateurs des monuments anciens à se débarrasser d'une aversion trop répandue des mathématiques.

HISTORIOGRAPHIE DE DEUX ÉPISODES DE LA RÉVOLUTION LIÉGEOISE

La destruction
de la cathédrale Saint-Lambert ;
une citation « historique » de Mirabeau

par Philippe RAXHON

Introduction

L'article que nous proposons est une approche spécifique de l'historiographie de deux épisodes de la Révolution liégeoise de 1789-1795 qui ont retenu l'attention de nombreux historiens belges.

Sujets incontournables de l'historiographie révolutionnaire liégeoise, la citation de Mirabeau et le sort de la cathédrale Saint-Lambert, une phrase et un monument, que tout sépare en apparence, ont ceci en commun qu'ils attirent plus particulièrement l'attention des historiens ; ils servent de point de repère dans leurs hypothèses de travail et constituent en somme ces « cellules molles » où se loge l'histoire transmise.

La force d'attraction de ces pôles ou « lieux de mémoire » selon l'expression chère à Pierre Nora ⁽¹⁾, trouve une explication dans l'analyse des traditions historiographiques qui leur sont respectivement attachées. Vu sous cet angle, ce ne sont plus les historiens qui révèlent l'histoire à la cité, mais c'est l'histoire qui, mise sous une certaine lumière par les historiens, révèle ces derniers et la cité dont ils font partie.

⁽¹⁾ Cf. Pierre NORA, *Entre Mémoire et histoire. La problématique des lieux*, dans, *Les lieux de Mémoire*, Paris, 1984, t.I, *La République*, p. XVII-XLII.

Notre objectif n'est donc pas de déterminer l'exactitude d'une citation historique, ou les circonstances de la démolition d'un édifice religieux mais de porter très modestement un regard sur ceux qui avant nous ont effectivement entrepris cette démarche-là, classique et essentielle.

Dès lors, l'histoire de l'historiographie telle que nous la concevons devient le complément indispensable de l'histoire transmise, et l'ensemble formé par ces deux approches ainsi nouées bien que différentes, est destiné, à terme, à être lui aussi dans sa globalité objet de la critique historique et soumis à des interprétations contradictoires. Nous nous engageons alors dans une perspective résolument optimiste parce que l'énergie première d'une recherche qui est quand même l'espoir de trouver une vérité, est constamment renouvelée par la surprise de n'en découvrir jamais, et par les conceptions historiographiques en cascade et sans cesse révisées, corrigées, qu'une telle approche présuppose.

Cette méthode de travail dynamique, ce niveau de lecture qui privilégie le souvenir — sous toutes ses formes — du fait historique, plutôt que le fait historique proprement dit, ne nous est pas encore familier et nos hésitations sont grandes ; nous espérons polir nos efforts avec le temps, mais nous nous devons de livrer quelques esquisses de notre entreprise. Il faut souvent forcer le début de toute chose.

1. La destruction de la cathédrale Saint-Lambert dans l'historiographie de la Révolution liégeoise

a) Le support d'une Nation

Les circonstances de la destruction de la cathédrale Saint-Lambert de Liège ⁽²⁾ ne sont pas encore éclaircies aujourd'hui. La polémique autour de cette question a tissé un tel réseau d'exactitudes et d'erreurs que seul un retour systématique aux

⁽²⁾ La bibliographie sur la cathédrale Saint-Lambert est énorme, nous nous contenterons de citer l'ouvrage de J. PHILIPPE, *La cathédrale Saint-Lambert de Liège. Gloire de l'occident et de l'art mosan*, Liège, 1979, 303 p.

sources pourrait peut-être éclairer l'épisode obscur de notre histoire révolutionnaire. Toujours est-il que cet acte apparaîtra comme le crime énorme, d'une gravité sans précédent dans les annales liégeoises :

Il n'y a pas dans l'histoire de notre patrie un souvenir plus humiliant que celui de cet acte de vandalisme, commis dans une véritable fièvre d'impiété ⁽³⁾. En effet *Cet antique monument, dit M. de Gerlache, qu'avaient respecté les plus cruels ennemis de la cité, et le duc de Brabant lorsqu'il la mit à sac, et Charles le Téméraire lorsqu'il la brûla, fut détruit par des fanatiques d'impiété et de liberté, les plus barbares et les plus intolérants de tous* ⁽⁴⁾. Nous allons nous interroger sur les raisons de ce traumatisme.

La cathédrale Saint-Lambert est avant tout le symbole de la symbiose entre le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique dans le cadre de la principauté de Liège, entre la religion et l'Etat, la foi et la patrie, l'amour de Dieu et celui des libertés. Du même coup, puisque sa magnificence affichée aux yeux du monde illustre au sein de la chrétienté son particularisme national et les privilèges qu'il offre, la cathédrale devient le *monument patriotique par excellence (...)* l'emblème auguste de la nationalité liégeoise ⁽⁵⁾. En outre, c'est la principauté qui est née de la cathédrale et non le contraire. Cette dernière est le berceau de sa constitution, dans les deux sens du terme, la source de ses droits et le pivot de son territoire : *C'est par saint Lambert que Liège existait, par lui qu'elle était grande* ⁽⁶⁾. Enfin, elle est un noeud où existe l'égalité humaine parce qu'elle est *l'œuvre de tous pour tous* ⁽⁷⁾, harmonisant les tensions sociales apaisées devant les

⁽³⁾ G. KURTH, *Manuel d'histoire*, Liège, sd, p. 165.

⁽⁴⁾ C. POLLET, *La Belgique sous la domination étrangère depuis Joseph II jusqu'en 1830*, Bruxelles, 1867, p.145.

⁽⁵⁾ A. PAQUAY, *Le diocèse de Liège*, dans, *Un siècle de l'Église catholique en Belgique 1830-1930*, Paris-Courtrai-Bruxelles, 1930, t. II, p 15. Cf. G. FRAN-COTTE : « oui, St-Lambert, c'était la patrie » ; G. FRAN-COTTE, *Destruction de la cathédrale de Saint-Lambert par la Révolution liégeoise*, dans, *Conférence de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*, 2^e série, 1889, p. 110.

⁽⁶⁾ *Ibid.*

⁽⁷⁾ X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *La cathédrale de St-Lambert à Liège et son chapitre de chanoines-tréfonciers*, 2^e ed. Liège, 1880, préf. non pag.

résultats somptueux d'un effort voué au même idéal sacré : *La classe ouvrière y prêta l'effort de ses bras ; la bourgeoisie, la noblesse, le clergé, le souverain y contribuèrent par des largesses considérables. Sa construction, son achèvement devinrent l'héritage sacré que les générations se transmirent avec enthousiasme et recueillirent avec amour* ⁽⁸⁾.

Ici il est question d'héritage, de génération, de transmission. Le temps est fondamental, il est lié à la tradition garantie par un corpus de souvenirs communs qui non seulement la valorise, mais encore renforce la crédibilité des vérités qu'elle entend conserver et répandre. Par sa présence, le monument consacre *le souvenir des gloires de la cité ; les ancêtres, sous le gouvernement d'un prince-évêque, ne séparaient pas la mitre du glaive, et reportaient à l'Église ce qu'ils devaient au prince ou à eux-mêmes* ⁽⁹⁾. Le souvenir prend la forme d'un témoignage ⁽¹⁰⁾, autrement dit ce souvenir est porteur de sens, il constitue un argument en puissance, une explication même.

b) *La destruction*

Vint l'heure de la révolution, de la démolition. Et la destruction de l'objet glorieux fut celle de l'indépendance nationale qui faisait la gloire des sujets du prince-évêque, puisque Saint-Lambert était la patrie en élévation. On oppose alors la *somptueuse cathédrale* à *l'imbécile fureur des révolutionnaires* ⁽¹¹⁾, l'acte créatif à l'acte instinctif, l'humanité chrétienne à l'animalité révolu-

⁽⁸⁾ *Ibid.*, A l'heure où écrit Van den Steen de Jehay (Maffé 1820-Bruxelles 1885), le monde catholique déplore les divisions sociales au sein de la société belge, divisions qui s'accroissent sous l'impulsion du socialisme et du mouvement ouvrier belge qui se structure.

⁽⁹⁾ C. PAVARD, *Biographie des Liégeois illustres recueillie dans divers auteurs anciens et modernes*, Bruxelles, 1905, p. 75.

⁽¹⁰⁾ Pour X. Van den Steen, *op. cit.*, préf. non pag., c'était le « témoignage éclatant de la piété de nos ancêtres » ou encore pour de Gerlache, *Histoire de Liège depuis César jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*, 3^e éd. Bruxelles, 1874, p. 354, « la cathédrale était le témoin des siècles passés, le symbole de la vieille foi ».

⁽¹¹⁾ C. Bronne, dans, *Liège. Collection Images de Belgique*, Bruxelles, 1949, introduction non pag.

tionnaire⁽¹²⁾. Et la danse macabre sur les ruines incarne la désarticulation sociale produite par le manque de Dieu qui crée le vide de l'âme où s'insurgent les démons ancestraux, ceux d'avant le règne de l'Église : *Au milieu des pillages de la citadelle, du palais, de Saint-Lambert et d'autres églises, on se livrait à des orgies, comme dans les troubles de Rome, sous Othon et Vitellius. On promenait dans des fiacres les vainqueurs de la puissance du fanatisme ; ivrognes heureux, déclarés conquérants au cabaret ; des prostituées et des sans-culottes commençaient à régner, et leur faisaient escorte. Les passants se découvraient, avec le respect de la peur, devant ces héros, dont quelques-uns moururent de fatigue au milieu de leur triomphe*⁽¹³⁾.

Au chaos individuel suit le chaos des liens, de la communication et des rapports humains : *Les métaphores étaient prises du matériel des meurtres, empruntées des objets les plus orduriers de tous les genres de voirie et de fumier, ou tirées des lieux consacrés aux prostitutions des hommes et des femmes. Les gestes rendaient les images sensibles ; tout était appelé par son nom, avec le cynisme des chiens, dans une pompe obscène et impie de jurements et de blasphèmes. Détruire et produire, mort et génération, on ne démêlait que cela à travers l'argot sauvage dont les oreilles étaient assourdies*⁽¹⁴⁾. Face à la déchéance des hommes en fureur, débridés, abasourdis par la haine des règles, se dressait pourtant un monument qui en impose par la grâce de ses courbes architecturales et sa massive stature, reflet de l'équilibre des structures sociales d'un État exemplaire vers lequel aurait dû tendre l'ensemble de ses composantes. De Gerlache l'a compris pour le royaume de Belgique dont il est l'un des pères. Hier, *on avait pour ainsi dire arraché la société de ses fondements, comme on en avait arraché la cathédrale de Saint-Lam-*

⁽¹²⁾ « ... il faut descendre jusqu'aux animaux les plus abjects pour trouver un point de comparaison aux instincts dont ces hommes (les révolutionnaires) étaient animés » ; G. FRANCOTTE, *op. cit.*, p. 89.

⁽¹³⁾ X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *op. cit.*, p. 381.

⁽¹⁴⁾ X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *op. cit.*, p. 381.

bert⁽¹⁵⁾. Mais les temps ont changé, et l'on releva les deux grands points d'appui de toute société positive, la religion et la monarchie, et on opéra sous ce rapport une véritable contre-révolution. Toujours les peuples oscilleront entre ces deux pôles, entre lesquels l'équilibre est si difficile à tenir : la liberté, qui est le premier besoin du monde moral, et l'autorité, sans laquelle il n'y a point de société humaine possible...⁽¹⁶⁾.

Nous avons noté que la perception de la beauté artistique de la cathédrale et l'influence accordée à sa portée devenaient un geste au contenu politique, et pour les destructeurs eux-mêmes qui passent outre à l'art pour affirmer leurs principes, et surtout pour les historiens qui les jugent. Puisqu'un lien existe entre l'œuvre et le pouvoir qui l'inspire, ce dernier s'accroît proportionnellement à sa beauté qui, *stricto sensu*, impressionne. Ce qui est beau est vrai, la légitimité du pouvoir qu'elle symbolise est ainsi assurée. La beauté artistique, la conscience de cette beauté et sa sacralisation sont alors les gardiennes des hiérarchies et des distinctions qui constituent les axes des sociétés. Et l'on peut simultanément voir belle la cathédrale et laides les actions des révolutionnaires. Les deux échelles de valeurs qui soutiennent la perception, inconciliables somme toute, se confondent pourtant et de leur confusion se tirent volontiers des conclusions qui ont le poids moral d'un choix idéologique. Et De Decker, à ce titre, n'hésite pas à dire : *Il y a incompatibilité entre l'égalité de fait en l'art*⁽¹⁷⁾. Le même auteur, en parlant de la Révolution de 1789, écrira : *Ce fanatisme, qui s'attaquait à la fois aux idées religieuses et aux institutions politiques, était marqué du double stigmatisme de l'athéisme et de l'anarchie. L'action combinée de ces deux principes de dissolution se fit sentir surtout dans le domaine des arts. Et qu'on ne se flatte pas de ne voir,*

⁽¹⁵⁾ E.-C. DE GERLACHE, *op. cit.*, p. 358. Cf. VAN DEN STEEN, *op. cit.*, p. 230 : « Chose étrange ! Cette église fut pendant une longue succession de siècles la sauve-garde de la liberté du peuple et c'est au nom de la liberté qu'on prétendait donner à ce même peuple, qu'on détruisit St-Lambert » !

⁽¹⁶⁾ E.-C. DE GERLACHE, *op. cit.*, p. 358.

⁽¹⁷⁾ P. DE DECKER, *Œuvres d'art enlevées et détruites en Belgique par la Révolution française (1793-1798)*, dans, *Revue générale*, janvier 1883, t. XXXVII, p. 32.

dans ces folies furieuses de la révolution française, qu'un accès de fièvre chaude qui s'empare momentanément de quelques esprits exaltés, ce serait là une funeste illusion. Elles sont la conséquence fatale du triomphe d'une démagogie impie ; et, les résultats se produiraient, quels que fussent les développements de la science politique, les progrès de la raison dans nos sociétés modernes ⁽¹⁸⁾.

Par ailleurs, ce qui émeut par-dessus tout les historiens antirévolutionnaires, c'est la froide logique avec laquelle la cathédrale fut dépecée ⁽¹⁹⁾. La destruction rationalisée du temple est le signal que s'ouvrent les portes de l'époque contemporaine, celui de la rentabilité absolue et du profit économique meurtrier de l'âme humaine. La Révolution, c'est le culte de l'argent imposé par le libéralisme : *Mais l'heure des perturbations révolutionnaires avait sonné. Des compagnies industrielles se sont transportées aux ruines avec leurs fourneaux et leurs chaudières ; les os ont été convertis en noir animal ; qu'il vienne du chien ou de l'homme, le vernis est du même prix, et il n'est pas plus brûlant, qu'il ait été tiré de l'obscurité ou de la gloire. Voilà le cas qu'on faisait des morts ! Voilà les rites sacrés de la nouvelle religion* ⁽²⁰⁾. Le culte de l'argent est attaché à celui de la raison, en complète opposition avec le culte de Dieu, et dérisoire : *Et ces philosophes si superbes, ces grands régénérateurs des peuples, qu'allaient-ils donner au pays de Liège à la place du culte qu'avaient professé S. Lambert, S. Hubert, Charlemagne, Othon le Grand, Charles Quint, Notger, Erard de la Marck ? Qu'allaient-ils donner aux malheureux pour les soutenir et les consoler ? La raison, qui n'a jamais séché une larme, et cette raison devant laquelle ils veulent maintenant que tout front se découvre, que tout genou fléchisse, où iront-ils la chercher ? Dans un lupanar* ⁽²¹⁾ !

⁽¹⁸⁾ *Id.*, p. 36. L'actualité exerce une grande influence sur De Decker qui prétend, p. 37 : « Il suffit d'une allumette aux mains d'un fou, d'un peu de pétrole aux mains d'un communard, d'un peu de dynamite aux mains d'un nihiliste, pour anéantir en quelques heures les chefs-d'œuvre du génie humain ».

⁽¹⁹⁾ X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *op. cit.*, p. 386, parle d'une « profanation organisée à froid, et qui ne ressemble pas à ces attaques, à ces accès de délire furieux qui prennent parfois aux masses populaires, qui les saisissent subitement et qui les quittent de même.

⁽²⁰⁾ *Id.*, p. 387.

⁽²¹⁾ *Id.*, p. 381.

c) *Le coupable*

La destruction consommée ⁽²²⁾, il faut trouver le coupable furieux de l'acte vandale. Les historiens se saisiront plus particulièrement d'un homme, le peintre Léonard Defrance, le pire des Liégeois que la terre ait porté selon eux ⁽²³⁾. Defrance est né en 1735 et mort en 1805. En 1753, le jeune artiste partit pour l'Italie se perfectionner. Il revint dans sa ville natale en 1764 et devint professeur à l'Académie de Liège fondée par Velbruck. Il fut également professeur à l'école centrale instaurée par le régime français ⁽²⁴⁾. Aux yeux de Th. Gobert, qui sera l'un de ses principaux détracteurs ⁽²⁵⁾, Defrance est repoussant pour trois raisons. Defrance est un profanateur, un destructeur et d'un édifice religieux, et de la patrie. Il se révèle être un vulgaire collaborateur d'un occupant, l'auxiliaire, l'homme de paille, le valet de l'étranger ; de fait, ce sont des Liégeois et non des Français qui prirent l'initiative de l'anéantissement. Enfin Defrance est un voleur car les avantages pécuniaires retirés de cette affaire selon lui simplement commerciale furent considérables. Du coup, le geste de Defrance revêt un sens d'autant plus odieux qu'il apparaît médiocre, et inexplicable : *L'artiste eût-il été aveuglé par la passion du sectaire, au point de frapper le temple d'une religion coupable, Defrance eut dû épargner la*

⁽²²⁾ Paul DRESSE, *La complexe belge*, Bruxelles, 1945, p. 119, est l'un des rares à s'étonner que le choix des patriotes se soit porté sur la cathédrale plutôt que sur le palais des princes-évêques. Nous y reviendrons.

⁽²³⁾ G. FRANCOTTE, *op. cit.*, p. 84, parle de Defrance « en qui l'œuvre de la démolition a fini par se personnifier et qui, seul pour ainsi dire, en porte tout l'opprobre ».

⁽²⁴⁾ Voir A. SIRET, *Notice sur Léonard Defrance*, dans, *Biographie nationale*, 1880-1883, t. VII, col. 227-230. Signalons que c'est lors d'une séance de l'administration provisoire qu'un membre proposa, le 19 février 1793, la démolition de la cathédrale. Mais la restauration épiscopale interrompit évidemment le processus qui s'était enclenché. Après le retour des Français, et suite à une proposition de Léonard Defrance, l'administration décida de reprendre le projet de démolition. Une commission chargée de l'organiser fut nommée le 1^{er} novembre 1794, dont faisait partie Defrance. Remarquons que l'ouvrage de DEHOUSSE F., et PAUCHEN M., *Léonard Defrance, Mémoires, Edition annotée*, Liège, 1980, 167 p., contient une très bonne bibliographie sur Léonard Defrance.

⁽²⁵⁾ Cf. Th. GOBERT, *Autobiographie d'un peintre liégeois Léonard Defrance*, dans, *Bulletin de la Société des bibliophiles liégeois*, 1905, t. VII, p. 143-220.

cathédrale qui n'appartenait qu'au trésor d'art, patrimoine de l'humanité. L'histoire ne pardonnera pas à l'artiste un acte de folie stupide qui a détruit l'œuvre d'art, faisant l'ornement et la gloire de la cité ⁽²⁶⁾.

Defrance est le produit de la bassesse, son sens artistique est corrompu par l'aiguillon révolutionnaire. Et l'incompatibilité entre l'art et la révolution éclate une fois de plus, d'autant plus vivement que l'individu était à la fois peintre et révolutionnaire. C'est ce dernier défaut qui supplanta sa qualité première, parce que Defrance est un homme de son époque, de ce XVIII^e siècle où s'étiole la foi garante de la vérité et donc de la beauté. Et Gobert est subitement comme résigné de constater l'absence de réaction de la population liégeoise à l'heure de la démolition : *Quant à la bourgeoisie et au petit peuple, ils ne s'émouvaient en rien de ces spoliations et de ces crimes anti-artistiques. Cette suppression du goût des choses de l'art, était une conséquence des principes dissolvants du XVIII^e siècle, une conséquence aussi de la condition matérielle déplorable à laquelle les événements sociaux venaient de réduire la population* ⁽²⁷⁾. C'est pourquoi, par sa destinée, son parcours moral, ses options, Defrance apparaît comme l'incarnation de l'idée révolutionnaire ⁽²⁸⁾. Au yeux des historiens catholiques, Defrance est donc un monstre qui étonne et effraye ⁽²⁹⁾.

⁽²⁶⁾ C. PAVARD, *op. cit.*, p. 75.

⁽²⁷⁾ Th. GOBERT, *Liège à travers les âges. Les rues de Liège*, 3^e éd., 1975-1978, t. VII, p. 75. Cf. Th. GOBERT, *Les débuts de l'enseignement des beaux-arts*, dans, *B.i.a.l.*, 1913, t. XLIII, p. 46 : « Y a-t-il lieu de s'étonner qu'au milieu de ces confiscations et des ruines matérielles et morales qui s'accumulèrent à cette époque de désorganisation, y a-t-il lieu de s'étonner, dis-je, que le mouvement esthétique ait été complètement annihilé ? »

⁽²⁸⁾ J. HELBIG, *Histoire de la peinture au Pays de Liège depuis l'introduction du christianisme jusqu'à la révolution liégeoise et la réunion de la Principauté à la France*, Liège, 1872, p. 315.

⁽²⁹⁾ Cf. G. PETIT, *Terre liégeoise*, Bruxelles, 1938, p. 174 : « Pauvre sire que ce peintre-là. Dissolu dans ses moeurs au point de s'en vanter lui-même, haineux, méchant, dépourvu de scrupules, il fut à vrai dire, la victime d'un lourd atavisme. Son grand-père étant non défroqué, son père un être bizarre ». L'avocat Petit, rexiste liégeois notoire, ne peut s'empêcher d'insister sur le caractère sinon racial, du moins génétique pour expliquer le cas Defrance. Il est vrai qu'en 1938, les milieux d'extrême-droite étaient hautement familiarisés avec ce genre de perspective.

Les historiens non catholiques réagiront à cette image de L. Defrance. Remarquons d'abord que la réputation de L. Defrance se ternit au cours du dernier tiers du XIX^e siècle avec Helbig, Francotte et Gobert. Précédemment, des biographes tenaient des propos plus souples à l'égard de Defrance. En 1822, Defrance était, aux yeux de Delvenne, le *constant ami de la liberté de son pays ; proscrit, persécuté pour avoir embrassé sa cause, il lui resta fidèle et se montra digne de la servir* ⁽³⁰⁾. De Becdelièvre déplorait quant à lui les accusations portées à l'encontre de Defrance, *lui qui dans toute sa carrière politique avait toujours été si intègre, si loyal, si modéré* ⁽³¹⁾.

La réhabilitation de Defrance, dont le principal artisan fut J. Bosmant, s'appuiera sur plusieurs arguments qui s'efforcent de limiter l'ampleur du drame qui en reste malgré tout un, tous les historiens étant d'accord pour, au moins, regretter la destruction du chef-d'œuvre ⁽³²⁾. Ce consensus est le seul de l'histoire de l'historiographie belge de la Révolution liégeoise. Il méritait d'être souligné. Ceci dit, selon les historiens non catholiques, Defrance n'est pas le seul à avoir participé aux travaux de démolition. En minimisant son rôle, les historiens réduisent l'étendue de sa responsabilité. En outre, le sectarisme des historiens catholiques se retourne contre eux et les polémiques qu'ils ont tressées autour de la personne de Defrance ne sont pas dignes d'hommes qui prétendent apprécier à sa juste mesure la réalité historique : *Beaucoup d'opinions émises sur Defrance se ressentent encore des passions et des haines que suscita son activité révolutionnaire. Les convictions politiques de Helbig et de quelques autres écrivains devaient fatalement leur rendre antipa-*

⁽³⁰⁾ M. DELVENNE, *Biographie du royaume des Pays-Bas*, Liège, 1822, t. I, p. 262.

⁽³¹⁾ A.-G. DE BECDELIEVRE, *Biographie liégeoise*, Liège, 1837, t. II, p. 589.

⁽³²⁾ D'aucuns assimileront l'événement aux désordres qui découlent inévitablement des périodes troublées mais en évacuant son contenu moral. M. BOLOGNE, *La Révolution de 1789 en Wallonie*, Liège, 1964, p. 41, parlera de « la disparition d'un des plus vénérables et plus beaux monuments de Liège, qu'il est difficile de justifier autrement que par les excès propres à toute révolution violente ».

thique (Defrance) ⁽³³⁾. D'autre part, la thèse des circonstances, et l'importance du contexte historique, doivent nécessairement rééquilibrer les jugements trop rudes. Bosmant prévient : *Gardons-nous de mesurer les actions d'hier à l'aune morale d'aujourd'hui. En fait, la démolition de la cathédrale passa presque inaperçue en son temps et ne révolta point les hommes qui n'avaient pas encore le respect des choses du passé* ⁽³⁴⁾. Enfin, pour les libéraux comme pour les catholiques, le poids du symbolisme fait figure de proue dans leur argumentation respective. Ainsi la cathédrale fut condamnée au même titre que la Bastille, celui de symbole d'un ancien régime d'oppression, cléricale en l'occurrence, dont il fallait extirper jusqu'aux supports, jusqu'aux racines : *Il y avait un mobile que nous ne pouvons peut-être pas comprendre, nous qui n'avons point vécu comme eux sous ce régime de l'oppression des consciences, nous qui, comme eux, ne sortions pas d'une période de tyrannie dix fois séculaire* ⁽³⁵⁾. Par ricochet, J.-J. Heirweg évoquera ces critiques qui ne pouvaient détruire en eux leur propre Bastille mentale ⁽³⁶⁾.

⁽³³⁾ J. BOSMANT, *La peinture et la sculpture au Pays de Liège de 1793 à nos jours*, Liège, 1930, p. 17. Cf. J.J. HEIRWEG, *Léonard Defrance (1735-1805)*, dans, *Etudes sur le XVIII^e siècle*, 1976, t. III, p. 153 parlera de cette « partialité qui confine à l'absurdité ».

⁽³⁴⁾ J. BOSMANT, *op. cit.*, p. 18. Il défendra dans un ouvrage postérieur la même idée. Remarquons ici l'évolution de son idée liée au climat tendu de la fin des années 1930 : « Et qu'on ne parle pas non plus du respect des œuvres d'art ! Autant vaudrait reprocher aux Croisés le cas de Constantinople ! Les hommes de cette époque, y compris ceux qu'on appellerait aujourd'hui les Intellectuels, n'avaient pas notre moderne respect des choses du passé et surtout pas celui des monuments gothiques ! » ; J. BOSMANT, *Les grands hommes de la Révolution liégeoise de 1789*, Liège, 1939, p. 77.

⁽³⁵⁾ H. RENAUULT, *Quelques lettres extraites du Journal de Liège en réponse aux conférences données au cercle catholique La Concordia sur la Révolution liégeoise*, Liège, 1889, p. 12. Au même endroit, son argumentation dérape : « Ils étaient bien envahissants, bien encombrants, tous ces monuments du culte et laissaient peu de place au pauvre monde pour circuler ». Reprocherons-nous alors aux révolutionnaires de 1789 d'être à la source des épisodes tragi-comiques qui défigurèrent une place du centre de la cité mosane et qui feraient sourire les touristes s'ils ne faisaient pas pleurer les indigènes ?

⁽³⁶⁾ J.J. HEIRWEG, *op. cit.*, p. 154.

d) *La rupture*

Néanmoins, il est nécessaire de s'arrêter un instant sur cette comparaison entre la destruction de la Bastille et celle de notre cathédrale. Paul Dresse, en son temps ⁽³⁷⁾, se demandait pourquoi le choix des patriotes ne s'était pas porté plus volontiers sur le palais épiscopal. Remarquons d'emblée, puisque nous sommes dans le domaine des comparaisons, que les révolutionnaires français laissèrent intact un palais comme celui de Versailles par exemple ; de plus, le palais des princes-évêques, par sa situation géographique mais surtout par le bâtiment qu'il constituait, était utile aux services administratifs d'un nouveau régime. D'ailleurs, Dumouriez n'hésita pas à y prendre ses quartiers lors de l'arrivée de ses troupes à Liège.

Mais il y a plus. Il nous semble qu'associer la cathédrale Saint-Lambert à la Bastille, et s'en tenir à cette association, est une démarche insuffisante, car la destruction de Saint-Lambert est chargée d'une symbolique beaucoup plus profonde et plus intense, plus décisive, comme celle d'un geste absolument irrémédiable, qui marque non seulement la fin d'une certaine conception du pouvoir, mais plus encore, la négation d'une tradition séculaire, d'un passé et d'un sacré.

Dès lors, ce n'est pas à la destruction de la Bastille qu'il faut associer celle de la cathédrale Saint-Lambert, mais à l'exécution de Louis XVI, roi de « droit divin ». Ainsi la question de l'acte de vandalisme et de la mort d'un homme est reléguée au second plan, derrière celui de l'efficacité destructrice à l'état pur et de la rigueur de l'effacement. En effet, si l'on songe au sort de la cathédrale, l'on doit parler d'un démontage qui obéit à des critères rationnels. Les matériaux de la cathédrale, pierre par pierre, poutre après poutre, seront comptabilisés, enregistrés, exploités. Propre et systématique, la désacralisation s'opère au fond sans éclat, un froid calcul présidant à cet effort de rupture culturelle qui concerne pourtant la société liégeoise dans son ensemble.

⁽³⁷⁾ Cf. *supra*, p. 8, note 1.

Il en est de même avec l'exécution de Louis XVI, puisqu'aux yeux de ses juges, et le discours de Saint-Just à la Convention le 13 novembre 1792 est déterminant, il ne s'agit pas d'exécuter un condamné, ni même, à la limite, de punir un individu coupable de crimes, mais de se débarrasser d'un principe, et de manière nette, assurée, insensible, pleine de certitudes. Le caractère immédiatement spectaculaire et punitif de la décapitation de Capet est secondaire, comme celui qui concerne un édifice superbe que l'on abat à coups de massues. Defrance ne conduira pas de bal sur les ruines de la cathédrale, ni Saint-Just un cortège de conventionnels endimanchés au pied de l'échafaud. Tous deux poursuivront, absorbés, leur tâche écrasante, après avoir simplement rompu avec un monde.

Aujourd'hui encore, la destruction de la cathédrale Saint-Lambert est l'événement que les Liégeois retiennent de la révolution. Quant à leurs historiens, il n'en est pas un chez qui ne se découvre un soupçon de mélancolie, un voile de regret dans les paroles. Comme si, au-delà des clivages, le chef-d'œuvre finissait toujours par rassembler autour de lui.

La démolition de la cathédrale est l'un des rares épisodes révolutionnaires qui inspira les poètes liégeois. Le plus célèbre de leurs textes est celui du romantique wallon Charles-Nicolas Simonon ⁽³⁸⁾ intitulé *Li Côpareye*, qui désigne une cloche de la cathédrale. Ce poème fut écrit en 1822 mais ne parut qu'en

⁽³⁸⁾ Liège 1774-1847. Ce littérateur fut également artiste-graveur. Voir *Le Romantisme au Pays de Liège. Catalogue de l'exposition*, Liège, 1955, p. 59 ; et G. A. DESOER, *Charles-Nicolas Simonon*, Liège, 1863. Un premier témoignage postérieur à la révolution avait été apporté en 1816 par PAQUET-SYPHORIEN, *Voyage historique et pittoresque effectué dans les Pays-Bas et dans quelques départements voisins, pendant les années 1811, 1812 et 1813*, 2^e ed. Bruxelles, 1823, p. 124 : « Je n'ai rien trouvé sur pied de la ci-devant église cathédrale de Saint Lambert, qui a été tellement anéantie depuis la révolution, qu'il n'en reste plus d'autres vestiges que la place où elle était bâtie. Si j'en crois le témoignage des Liégeois, c'était un édifice très majestueux, qui servait d'ornement à leur ville ».

1839 ⁽³⁹⁾). Nous donnons un extrait de cette œuvre, traduit par Rita Lejeune ⁽⁴⁰⁾ :

<i>Alfin totafê tom,</i>	A la fin, tout s'effondre :
<i>Eta, momumin, om ;</i>	Etat, monument, homme,
<i>Alfin to deû mori :</i>	A la fin, tout doit mourir :
<i>L antik klok è fondow,</i>	L'antique cloche est fondue,
<i>Li Tôûr esset abatow</i>	La Tour est abattue
<i>E se rwen'on peri.</i>	Et ses ruines ont péri.

A cet égard, le texte littéraire le plus émouvant est signé Maurice Des Ombiaux. Il s'agit d'un dialogue entre deux ombres dans la nuit de l'histoire qui illustre en fait le thème de la réconciliation, mis en avant par le talent de l'auteur dont nous reproduisons intégralement les lignes pour mieux en apprécier la beauté ⁽⁴¹⁾ :

— *Vous aimiez donc tant notre vieille cathédrale, dit l'ombre. Mais je crois vous reconnaître, ajouta-t-elle d'une voix soudain durcie. N'étiez-vous pas du parti de ceux qui ont fini par la détruire ?*

— *Je suis, comme Liège tout entière, du parti de la liberté. L'anéantissement de notre vieille cathédrale m'a frappé au cœur. Mais je pense que ceux qui ont voulu étouffer à Liège la liberté sont tout aussi coupables envers notre vieille cathédrale que ceux qui l'ont démolie. Elle était la maison de Liège, elle était la maison sacrée de notre peuple, ils en ont fait l'apanage d'un chapitre arrogant et rapace. Avant de périr notre cathédrale avait été depuis longtemps dénaturée. Misereor super turbas ! En ce moment où l'un et l'autre nous prions chacun à sa manière sur la cathédrale disparue il faut assigner aux uns et aux autres ce qui leur incombe et élever nos âmes au-dessus de nos misères.*

⁽³⁹⁾ F. MASOIN, *Histoire de la littérature française en Belgique de 1815-1830*, Bruxelles, 1902, p. 63.

⁽⁴⁰⁾ Paru dans Th. GOBERT, *op. cit.*, 3^e éd., t. VII, p. 70-71. Voir aussi Ch. - Nicolas SIMONON, *Li côpareye*, dans, *Poésies en patois de Liège précédées d'une dissertation grammaticale sur ce patois et suivies d'un glossaire*, Liège, 1845, p. 35-49.

⁽⁴¹⁾ M. DES OMBIAUX, *Liège à la France*, Bruxelles, 1934, p. 191-192.

— *Si iniquitates observaveris, Domine, qui sustinebit (si tu tiens compte de nos iniquités Seigneur, qui nous soutiendra) murmurait l'ombre. Le rôle du pasteur est plus difficile que celui du troupeau !*

— *Il n'y a pas de mauvais troupeaux, réfléchit Anthime, mais il y a de mauvais bergers et ce sont les mauvais bergers qui troublent leurs troupeaux.*

— *Mais, je crois vous reconnaître aussi, continua le tailleur d'images, dont les yeux s'étaient accoutumés à l'obscurité. N'êtes-vous pas le comte Antoine de Méan, le dernier des princes-évêques ?*

— *Oui, répondit l'ombre.*

— *Excusez-moi. Je ne savais pas qui vous étiez. Je vous aurais parlé de la sorte du temps de votre puissance, mais je respecte l'infortune et ne suis pas un juge. Nous avons prié ensemble sur la cathédrale détruite, un lien s'est créé entre nous auquel je n'aurais jamais cru.*

— *Les hommes ne se connaissent pas les uns les autres. Je n'ai jamais voulu que le bonheur de Liège : Dieu me jugera ! Et c'est pour cela que je pleure sur la cathédrale morte.*

— *La cathédrale est morte, mais non pas dans le cœur de Liège. Elle revit dans les sentiments qu'elle a développés en lui. La cathédrale est morte mais Liège est vivante et elle nous reste, avec ses traditions.*

— *Dieu vous entende ! fit en s'effaçant dans la nuit Antoine de Méan, le dernier des princes-évêques de Liège.*

— *Que Dieu vous garde ! s'écria Anthime en se dirigeant vers le Perron, place du Marché.*

Et la nuit seule entendit leurs paroles.

2. Une citation « historique » de Mirabeau dans l'historiographie de la Révolution liégeoise

*« Eh ! messieurs les Liégeois, que voulez-vous donc ?
Nous ne faisons une révolution en France que pour
conquérir la moitié de vos droits ».*

MIRABEAU.

Notre but n'est pas de nous prononcer sur la réalité historique d'une citation de Mirabeau ⁽⁴²⁾ et de son contexte ⁽⁴³⁾. Ce travail a été effectué par P. Harsin dans son article auquel nous renvoyons le lecteur ⁽⁴⁴⁾. Nous souhaitons simplement mettre en évidence quelques-unes des valeurs qui sont apparues dans l'esprit des historiens belges à la lecture de cette phrase pour laquelle ils témoignèrent un intérêt tout particulier.

Nous avons recueilli 24 mentions de cette citation, avec 14 variantes ; en outre, onze fois des auteurs y ont fait allusion. Elle traverse le temps, de 1838 à 1986. Elle va jusqu'à prendre plusieurs formes chez le même auteur et dans le même ouvrage, comme chez J. Stecher en 1844 ⁽⁴⁵⁾. La date et le lieu de son expression varient, de 1787 à 1791, de Liège à Paris. Ses auditeurs se succèdent, seul Mirabeau conserve son rôle. Il y a cependant quelques constantes à dégager et une leçon à tirer.

L'exclamation de Mirabeau est teintée d'étonnement mais aussi d'irritation. Il incarne l'œil de l'étranger dont le retrait fournit à son jugement maturité et lucidité. Et les sourcils du sage représentant de la grande nation froncent à la vue des agités d'une petite. Petite en superficie mais remarquable en

⁽⁴²⁾ Honoré Gabriel Riquetti, comte de Mirabeau, (1749-1791). Orateur célèbre, on le range parmi les nobles modérés, partisans d'une monarchie constitutionnelle.

⁽⁴³⁾ Cf. Tableau infra.

⁽⁴⁴⁾ HARSIN P., *Mirabeau et les Liégeois*, dans, *Revue du Nord*, 1954, t. XXXVI, p. 251-261, Remarquons que le 12 janvier 1935 déjà, Harsin, au Musée Curtius, avait fait une conférence sur *Mirabeau et les Liégeois*. Voir, *Chronique archéologique du Pays de Liège*, janvier-mars 1935, p. 84.

⁽⁴⁵⁾ Toutes les indications bibliographiques se trouvent dans notre tableau chronologique joint à ce texte.

exemple, Liège mérite le respect dû à son rang d'initiatrice que lui reconnaît tout admiratif le tribun français. Les Liégeois sont en avance d'une révolution, ils précèdent les autres dans l'accès au progrès politique mais leur jalousie les transforme en un peuple farouche, inquiet de perdre ce qu'il possède et prêt à reconquérir ce qu'il a perdu. Mirabeau aboutit ainsi à la conclusion de l'extrême libéralité des institutions liégeoises ; de là, s'opère le clivage qui sépare ceux qui se saisissent de cette conclusion, le fossé entre les deux grandes tendances qui se partagent l'historiographie de la Révolution liégeoise de 1789 en s'arc-boutant sur un mot passé à la postérité, sans cesse replongé dans la bouche du grand orateur, comme si les échos de sa voix d'oracle s'amplifiaient selon un mouvement perpétuel dans les esprits des générations d'historiens, jamais lasse de se soumettre au sens que ces derniers se plaisent à lui donner : La Révolution était-elle légitime ou non ? A partir de cette question simple dans sa formulation, des systèmes se sont construits dans les livres, des choix intellectuels impliquant des existences entières se sont ordonnés, des conflits violents ont divisé des hommes d'hier à aujourd'hui.

En 1789, les Liégeois avaient-ils des droits, un acquis institutionnel qui les dispensait de la plainte ou les autorisait à la revendication ? L'option est lourde de conséquences, elle trace infailliblement et presque avec cruauté le portrait idéologique du récitant qui s'empare d'une phrase peut-être jamais lâchée, mais demeurant néanmoins ancrée dans l'histoire, à sa disposition, comme si la légende était le point d'appui de la vérité, ou la vérité plus juste à la lumière de la légende spectaculaire.

Selon les historiens, Liège constituait le berceau d'un mélange, aux proportions idéales, d'éléments aristocratiques, monarchiques et démocratiques ; c'était même *le peuple le plus libre de la terre*, selon Nautet (1859) qui avec d'autres estime devoir rendre à César ce qui est à César en donnant à l'Église liégeoise la volonté traditionnelle d'équilibrer les institutions les plus diversifiées. Quoi de plus inutile alors qu'une révolution à Liège, si ce n'est dans le but malsain de renverser un pouvoir ecclésiastique n'ayant jusque là rien à se reprocher ? Il n'y a

pour un Pollet (1860), pas de différence à Liège entre un ancien et un nouveau régime, il devient incompréhensible que le sang ait coulé au nom de la liberté. Daris, Kurth et leur génération iront plus loin puisqu'ils constateront une régression de la société dans son ensemble, lorsqu'ils comparent un ancien et un nouveau régime qui de fait sont dissemblables à la racine.

Et pourtant, les révolutionnaires liégeois ne manifestent-ils pas néanmoins une réelle cohérence lorsqu'ils prennent le parti de se révolter ? C'est parce qu'ils craignent de tout perdre qu'ils se révoltent et qu'ils choisissent de rompre plutôt que de tergiverser, car le Liégeois est responsable, ami des institutions de son pays, il agit donc en connaissance de cause et non de manière irréfléchie. Il faut que l'oppression soit une réalité pour que le peuple liégeois déclenche une révolution. Poussé à bout à ce point, ce peuple ne se retranche pas, il se soulève au contraire, au nom de ses droits. En outre, quelles étaient la vraie nature et la portée des droits liégeois d'avant la révolution universaliste de 1789 ? Leur insuffisance n'était-elle pas une forme larvée de la plus flagrante injustice ? Voilà ce que vont prétendre les historiens sensibles aux points de vue des patriotes.

Par ailleurs, Mirabeau peut représenter pour les historiens du royaume de Belgique, au moins au XIX^e siècle, l'expression de la sagesse politique. Et la citation qui masquait le personnage de Mirabeau ⁽⁴⁶⁾ s'efface au profit de la haute figure du révolutionnaire qui cesse de l'être puisque les auteurs antirévolutionnaires s'y réfèrent. Le paradoxe est fugace mais significatif : mettre en valeur les actes d'un révolutionnaire célèbre emporté dans le tourbillon de 1789 pour mieux souligner la stabilité sociale acquise par un Etat qui n'est plus révolutionnaire, et de fait modérer ceux qui reprouvent l'ordonnance de ses structures présentes, ou les marginaliser. Ainsi, lors d'une conférence faite

⁽⁴⁶⁾ Sa célébrité à Liège était une réalité, puisque, fait unique en Belgique, lorsqu'un journal socialiste verviétois n'hésite pas à prendre le nom d'un révolutionnaire français, il choisit celui de Mirabeau. Cf. Th. PIRARD, *Le mouvement ouvrier verviétois et « Le Mirabeau » au temps de la 1^{ère} Internationale, 1867-1874*, Louvain, mémoire de licence en histoire, 1970-1971.

aux Entretiens et lectures populaires de la ville de Liège, le 13 juin 1864, l'avocat Léon Donckier avait dit à propos de Mirabeau : *Il rêvait, enfin, de l'alliance tant cherchée depuis et si vainement, de la liberté avec la monarchie ; on lui a reproché longtemps comme une inconséquence ; c'est à nous, Messieurs, de protester bien haut et de dire avec un légitime orgueil (...) : ce que Mirabeau rêvait pour la France, la Belgique a su le réaliser* ⁽⁴⁷⁾.

⁽⁴⁷⁾ L. DONCKIER, *Mirabeau*. Liège, 1881, p. 195. Cf. L. DONCKIER, *Conférences publiques et gratuites de Verviers, Carrière parlementaire de Mirabeau*, Verviers, 1865, 25 p.

Citations

1838

« Eh ! messieurs les Liégeois, que voulez-vous donc ? Nous ne faisons une révolution en France que pour conquérir la moitié de vos droits ».

1958

Phrase non citée.

1859

a) Phrase non citée.

Références

BOVY, J.-P., *Promenades historiques dans le pays de Liège*. Liège, 1838, t. I, p. 100-101.

FREMDER (A. MOREL), *La Meuse belge. Histoire, Légendes. Sites et monuments. Industries*. Liège-Paris-Leipzig, 1858, p. 176.

a) NAUTET G., *Notices historiques sur le pays de Liège*. Verviers, 1859, t. I, p. 127.

Remarques-contextes-renseignements complémentaires

À Liège, au cours d'un dîner, « un peu avant le 19 août 1789 », « la constitution de l'ancien pays de Liège offrait un mélange sagement combiné de tous les éléments qui peuvent créer et maintenir le bonheur politique d'une nation ».

— 66 —

« Mirabeau était venu à Liège, vers le milieu du mois d'août 1789. Préoccupé de l'excellence du régime constitutionnel, qu'il devait bientôt faire introduire par l'Assemblée nationale de France dans le système éphémère des institutions et que Louis XVI allait accepter, il admira le mécanisme de l'organisation liégeoise. Les citoyens de la noble cité prenaient d'ailleurs et à très-bon droit leurs institutions fort au sérieux ».

« Plus on étudie l'histoire du pays de Liège, plus on se sent fier d'appartenir à une contrée qui, la première, a vu disparaître les abus les plus criants établis par les usages barbares du moyen âge. Et ce

qu'il ne faut point perdre de vue, c'est que le peuple en fut redevable à nos princes-évêques. Presque tous s'efforcèrent de détruire l'esclavage et la tyrannie qui pesaient sur la nation ; ils auraient pu gouverner en despotes, comme tous les princes le faisaient alors ; ils aimèrent mieux régner sur un peuple libre et peu à peu ils jetèrent les fondements de cette liberté qui faisait l'admiration du grand révolutionnaire Mirabeau ».

- b) « Selon le célèbre mot de Mirabeau : le peuple (liégeois était) alors le plus libre de la terre ».
- c) « A Liège en 1789, le peuple liégeois jouissait depuis des siècles des libertés les plus étendues lorsqu'en France on fit une immense révolution qui dure encore, pour acquérir les mêmes droits, ou peut-être une partie de ces droits ».

1860

« Et avec tout cela, vous n'êtes pas contents, Messieurs les Liégeois ! Si nous jouissons seulement en France de la moitié de vos libertés, nous nous estimons trop heureux ».

POLLET C., *Histoire ecclésiastique de l'ancien diocèse de Liège et des saints qui l'ont illustré, depuis son origine jusqu'à la révolution de 1793*. Liège, 1860, t. I, p. 312.

« Au surplus, nous ne voyons pas trop en quoi cette époque diffèrait de la nôtre, sous le rapport des droits et des libertés dont jouissaient les citoyens dans le pays de Liège. (...) L'égalité de tous devant la loi, l'admissibilité de tous aux emplois publics, l'indépendance des tribunaux existaient alors comme aujourd'hui ; et dans le pays de Liège, « tout citoyen dans sa maison était roi ». Qu'avons-nous de

b) Phrase non citée.

b) *Idem*, p. 212.

c) « Eh ! Messieurs les Liégeois, que voulez-vous donc ? Nous ne faisons une révolution en France que pour conquérir la moitié de vos droits ».

c) *Idem*, p. 313.

Remarques-contextes-renseignements complémentaires

plus maintenant ? L'avantage de payer des contributions infiniment plus considérables ! Sommes-nous donc dans un si grand état de marasme et de léthargie ? Mais alors le chef du pays était un évêque ! ... ».

Un peu avant le 18 août 1789, à Liège « ... au pays de Liège, où les institutions étaient bien plus libérales que dans les autres parties de la Belgique. Tout le monde connaît le mot de Mirabeau sur la constitution liégeoise ».

Mirabeau à Bassenge.

Un peu avant le 18 août 1789, à Liège. — « ... au pays de Liège où les institutions étaient bien plus libérales que dans les autres parties de la Belgique. Tout le monde connaît le mot de Mirabeau sur la constitution liégeoise ».

Références

DEMAL J., *Précis de la Révolution saint-tronnoise et liégeoise de 1789*, Saint-Trond, 1865, p. 34-35.

FAIDER C., *La principauté de Liège*, dans, *Patria Belgica*, Bruxelles, 1873, deuxième partie, p. 402.

DE GERLACHE E.-C., *Histoire de Liège depuis César jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*, 3^e éd., Bruxelles, 1874, p. 356-357.

Citations

1865

Phrase non citée.

1873

« Que désirez-vous donc, Messieurs les Liégeois ? Nous ne combattons que pour conquérir ce que vous possédez depuis des siècles ».

1874

« Et avec tout cela vous n'êtes pas contents, MM. les Liégeois ! Si nous jouissions seulement en France de la moitié de vos libertés, nous nous estimerions trop heureux ! ... ».

1880

Le célèbre Mirabeau ne put s'empêcher de s'écrier : « Pourquoi donc une révolution, puisque vous aviez ce que les peuples désirent obtenir ? ».

1884

a) « Eh ! messieurs les Liégeois, que voulez-vous donc ? Nous ne faisons une révolution en France que pour conquérir la moitié de ses droits ! (sic) ».

b) « Que pouvez-vous encore désirer, messieurs les Liégeois ? Nous ne cherchons (en 1787) à faire une révolution que pour obtenir quelques-unes des garanties que vous possédez depuis des siècles ».

Phrase non citée.

VAN DEN STEEN DE JEHAY, *La cathédrale de S. Lambert à Liège et son chapitre de chanoines tréfonciers*, 2^e éd., Liège, 1880, p. 376.

a) STECHER J., *Ferdinand Henaux, 1815-1880*, Bruxelles, 1884, p. 6.

b) *Idem*, p. 29.

Le 19 août 1789 à Liège.

En 1787.

GOBERT T., *Les rues de Liège anciennes et modernes*, Liège, 1884, t. I, p. 15.

« Pourquoi les Liégeois se seraient-ils révoltés contre leur prince et surtout pourquoi auraient-ils voulu le maintien de l'état de choses amené par le nouveau régime ? Ils possédaient depuis des siècles, c'est Mirabeau qui l'a dit à Liège même, les libertés pour lesquelles combattaient les révolutionnaires français ».

1889

« Et avec tout cela vous n'êtes pas contents, MM. les Liégeois ! Si nous jouissions seulement en France de la moitié de vos libertés nous nous estimerions trop heureux ! ... ».

GONNE F., *Un type de révolutionnaire liégeois, Jean-Nicolas Bassenge*, dans *Conférences de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*, 2^e série, 1889, p. 112.

Un soir de printemps de l'année 1789, à Liège. « Ecoutez, Messieurs, écoutez pour les retenir, ces paroles de l'homme de génie (Mirabeau) — mais d'un génie fatal — qui fut l'âme de la Révolution française ».

Remarques-contextes-renseignements complémentaires

Références

Citations

« On a cité assez souvent le mot de Mirabeau (...). Loin de nous apporter la liberté, les héros de 89 l'ont chassée de chez nous ».

DEMARTEAU J., *La Révolution française à Liège et les classes populaires*, dans *op. cit.*, p. 212.

« Egaré par ces fausses données, poussé par d'autres groupes d'agitateurs, le peuple liégeois fut entraîné dans les bras de la France révolutionnaire. Quelques-uns des meneurs devaient se rappeler, pourtant, les paroles bien connues que le grand fauteur de la Révolution française avait prononcées à Liège même peu de jours avant l'explosion politique du 18 août 1789 ».

GOBERT T., *Les rues de Liège anciennes et modernes*. Liège, 1891, t. II, p. 259.

« ... au pays de Liège, où les institutions étaient bien plus libérales que dans les autres parties de la Belgique. Tout le monde connaît le mot de Mirabeau sur la constitution liégeoise. Un peu avant la journée du 18 août 1789... ».

NAMÉCHE A.-J., *Cours d'histoire nationale*. Louvain, 1891, t. XXVIII, p. 577.

« Nous faisons ici une révolution en France pour conquérir les libertés dont vous jouissez ici ».

DELAITE J., *Les Wallons dans l'histoire*, dans *Compte-rendu (sic) officiel du Congrès wallon*. Liège, 1905, p. 256.

« Que désirez-vous donc Messieurs les Liégeois ? répondit celui-ci (Mirabeau) ; nous ne combattons que pour conquérir ce que vous possédez depuis deux siècles ».

1909

Phrase non citée.

DEMARTEAU J., *Le lendemain de Jemappes. Publicola Chaussard. Commissaire national en Belgique*. Liège, 1909, p. 37.

« De tous les pays auxquels la Révolution de 1789 s'étendit, le pays de Liège était de l'aveu général, à commencer par Mirabeau, celui où cette Révolution se justifiait le moins, tant les vieilles institutions nationales assuraient de libertés et de franchises aux citoyens. Aussi la vraie cause des troubles liégeois de la fin du XVIII^e siècle, ne réside-t-elle ni dans le despotisme imaginaire du prince-évêque, ni dans l'asservissement ou la misère, non moins imaginaires, de ses sujets ».

« Nous faisons une révolution, disait le célèbre Mirabeau aux révolutionnaires liégeois, pour obtenir chez nous les libertés que vous possédez ici ».

KURTH G., *Manuel d'histoire*. Liège, s.d., p. 164.

A la fin de son manuel, une série de questions sont proposées aux élèves de l'enseignement moyen, dont celle-ci, qui porte le n^o 219, p. 166 : « Quelle est l'origine des idées révolutionnaires à Liège ? Faites connaître le mot de Mirabeau ».

1913

« Que désirez-vous donc, Messieurs les Liégeois ? répondit celui-ci (Mirabeau), nous ne combattons que pour conquérir des libertés que vous possédez depuis deux siècles ! ».

COLSON L., *La Fleur de Wallonie. Essai de documentation*. Liège, 1913, p. 135.

A Paris, après le 12 janvier 1791.

Remarques-contextes-renseignements complémentaires

Références

Citations

1922

« Et avec tout cela, messieurs les Liégeois, vous n'êtes pas contents ! Si nous jouissons seulement en France de la moitié de vos libertés, nous nous estimions trop heureux ! ».

WOLFF M., *Une page d'histoire de Belgique : Comment Liège s'est donnée à la France. L'union de la Belgique avec la France (1792-1795)*, dans *Revue francobelge*, 1922, t. II, p. 30.

A Liège, avant le 18 août 1789. « Mais voilà ce que Mirabeau n'avait pas su ou voulu discerner : c'était pour la défense d'un principe malencontreusement soumis à discussion que les Liégeois allaient partir en guerre contre leurs dirigeants. Jaloux de leurs libertés, chèrement conquises, (...) ils craignaient trop que ce premier accroc à leurs libertés politiques ne fût le prélude d'une mainmise du pouvoir sur toutes les prérogatives jusque-là à eux concédées ; et dans leur sens précis ces patriotes avaient probablement raison en préférant la rupture complète à des demi-mesures équivoques, et dont ils sentaient toute l'inconsistance ».

1925

a) Phrase non citée.

a) GOBERT T., *Liège à travers les âges. Les rues de Liège*, 3^e éd., Liège, 1975, t. I, p. 104 (rééd. du t. I paru en 1925).

a) « Ils (les Liégeois) possédaient depuis longtemps — Mirabeau l'attesta solennellement à Liège en 1787 — les libertés pour lesquelles combattaient les Français ».

b) « Hé ! que pouvez-vous donc désirer encore, Messieurs les Liégeois ? Nous serions heureux en France si nous obtenions ».

b) IDEM, t. I, p. 149.

b) Le 13 avril 1787, à Liège.

mions quelques-unes des garanties que vous possédez depuis des siècles ».

1926

« Nous autres, Français, nous faisons la révolution pour obtenir la moitié seulement des droits dont vous jouissez depuis des siècles ! ».

NÈVE F., *Deux mille ans de l'histoire des Belges*. Bruxelles, 1926, t. III, p. 122-123.

A Liège, « Rien ne justifie une révolution à Liège ».

1930

« Nous faisons une révolution en France pour conquérir les libertés dont vous jouissez ici ».

PAQUAY A., *Le diocèse de Liège, dans Un siècle de l'Eglise catholique en Belgique 1830-1930*. Paris, 1930, t. II, p. 15.

1931

« Et avec tout cela, Messieurs les Liégeois, vous n'êtes pas contents ! Si nous jouissons en France de la moitié de vos libertés, nous nous estimerions trop heureux ! ».

ORIENT LEE, *Les comités et les clubs des patriotes belges et liégeois (1791-an III)*. Paris, 1931, p. 21.

« Parmi les anciennes démocraties aux Pays-Bas autrichiens, Liège formait un type spécial : c'était pour beaucoup de Français un objet d'admiration ».

1931

« Eh ! Messieurs les Liégeois, que voulez-vous donc ? Nous ne faisons une révolution en France que pour conquérir la moitié de vos droits ! ».

NEURAY, *Une grande figure nationale : Godefroid Kurth. Un demi-siècle de vie belge*. Bruxelles, 1931, p. 142.

En 1790.

1934

Phrase non citée.

DES OMBIAUX M., *Liège à la France*. Bruxelles, 1934, p. 64.

« Le masque léonin de Mirabeau rayonna tout à coup de cette flamme intérieure qui

Remarques-contextes-reseignements complémentaires

transformait sa laideur en une sorte de grandeur tragique, le tribun se leva et, dans une improvisation qui souleva toute la salle d'enthousiasme, ne cacha pas sa surprise d'apprendre que Liège était depuis sept siècles l'acropole de la liberté et l'honneur de la civilisation européenne. Il termina en exprimant l'espoir que la France sût s'inspirer d'un tel exemple, digne des républiques de l'antiquité ».

Références

Citations

1939

« Nous, Français, nous voudrions posséder les libertés dont vous jouissez ».

BOLOGNE M., *La révolution de 1789 en Wallonie*. Liège, 1964, p. 11 (1^{re} éd. en 1939).

1946

« Que désirez-vous, Messieurs les Liégeois ? Nous ne combattons que pour conquérir ce que vous possédez depuis des siècles ».

VAN DER ESSEN L., *Deux mille ans d'histoire. Texte élaboré et mis au point par un groupe d'historiens*. Bruxelles, 1946, p. 148.

1949

Phrase non citée.

HALKIN L.-E., *Essai sur les derniers siècles de la principauté de Liège*, dans *Revue générale belge*, 1949, n° 48, p. 6-7.

« à la veille de 1789, les révolutionnaires français trouvaient encore bien enviable, malgré l'empreinte de tendances monarchiques, l'équilibre du statut politique liégeois ».

« Eh messieurs, s'exclame-t-il, de quoi vous plaignez-vous ? Si nous avions seulement en France la moitié de vos libertés, nous nous estimerions trop heureux ».

VAN SANTBERGEN R., *1789 au Pays de Liège ou l'heureuse révolution*, dans *Cahiers de Clio*, 1968, n° 14, p. 47.

En avril 1787, à Liège.
« le trait est significatif du caractère revendicatif des Liégeois et de l'orientation radicale prise dans leur pays par l'insurrection contre l'autorité princière ».

1974-1986

« Alors, Messieurs les Liégeois, de quoi venez-vous vous plaindre ? Tout ce que nous essayons d'obtenir ici pour nous, vous en jouissez depuis des siècles ».

MOLITOR A., *L'administration de la Belgique*. Bruxelles, 1974, p. 16. Cité par MABILLE X., *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*. Bruxelles, 1986, p. 27.

A Paris, à l'assemblée constituante, selon X. Mabile.

NOTES SUR QUELQUES POINÇONS D'ORFÈVRES LIÉGEOIS DU XVIII^e SIÈCLE

par Luc ENGEN

Lors de la rédaction des notices consacrées aux pièces d'orfèvrerie liégeoise pour le catalogue de la très belle exposition, organisée à Gand au Bijlokmuseum, qui réunissait de très importantes œuvres issues de collections privées⁽¹⁾, j'ai rencontré deux poinçons de maître qui posaient chacun à leur manière d'intéressants problèmes d'interprétation.

Un troisième poinçon, dont une moitié seulement était lisible, avait été identifié par déduction. Un détail avait cependant échappé à l'analyse, il s'agissait, en réalité, d'un poinçon, ou plutôt d'un fragment de poinçon inédit⁽²⁾.

Je reviendrai plus loin sur ces points, mais en premier lieu, je voudrais présenter une autre marque onomastique, à ma connaissance, inédite.

1. Le poinçon du Maître PG.

Les figures n^{os} 1 et 2 montrent, mieux qu'une longue description, les poinçons figurant sur un objet fort banal et de peu d'intérêt en soi : un coin de reliure, en argent gravé, portant, par chance, un poinçonnage complet se composant de la manière suivante :

⁽¹⁾ *Meesterwerken in zilver. Burgerlijk zilver van de 16de, 17de en 18de eeuw uit de Zuidelijke Nederlanden en het Prinsbisdom Luik uit privé-verzamelingen, Tentoonstelling, Gent, Bijlokmuseum, 19/4 - 30/6 1985. Ci-après cité : Gand 1985.*

⁽²⁾ Je tiens à remercier le professeur Pierre Colman de m'avoir signalé le caractère inédit de ce poinçon, que nous avons eu l'occasion d'examiner ensemble, et surtout de m'avoir autorisé à en faire état dans le présent article.

- Armes du prince-évêque François-Charles de Velbruck
- Aigle impérial surmontant le millésime 1772
- Lettre annale I
- « Striche » ou rayure éprouvette
- Initiales P et G apparemment couronnées.



Fig. 1. — Coin de reliure en argent aux poinçons liégeois du règne de François-Charles de Velbruck.



Fig. 2. — Détail montrant les poinçons.

Cette pièce peut donc être datée avec précision de l'année 1780 à laquelle correspond pour ce règne la lettre annale I. La reproduction ne laisse planer aucun doute quant à la lecture des initiales P et G, absentes, sous quelque forme que ce soit, du recueil de poinçons décrits et reproduits par P. Colman ⁽³⁾. En outre, aucune pièce portant une telle marque n'a, semble-t-il, été signalée à ce jour.

L'idéal serait bien sûr de pouvoir identifier l'orfèvre liégeois qui se dissimule derrière ces mystérieuses initiales. La chose est particulièrement complexe et hasardeuse en l'absence de plaque d'insculptation conservée pour cette époque. En effet, à part pour quelques orfèvres, qui ont signé au moins une de leurs réalisations ou dont les œuvres sont identifiées par des documents d'archives irréfutables ⁽⁴⁾, on est, le plus souvent, réduit au jeu des conjectures, aidés cependant en cela par la précieuse liste d'orfèvres publiée par J. Breuer ⁽⁵⁾.

C'est en effet chez cet auteur que j'ai trouvé au départ de ces initiales une piste, que je pense sérieuse. Sous les numéros 1762 et 1763 ⁽⁶⁾, sont cités trois orfèvres du patronyme Grégoire.

— Pierre Grégoire, décédé avant 1736, dont la veuve, Barbe Nihet habite, en cette année, au 44 en Hors Chateau avec son fils Pierre.

— Pierre Grégoire, fils du précédent, âgé de 22 ans en 1736 et réputé « compagnon d'orfèvre ».

⁽³⁾ P. COLMAN, *L'orfèvrerie religieuse liégeoise du XV^e siècle à la Révolution*, 2 vol., Liège, 1966. voir plus particulièrement vol. I, p. 279-294 et vol. II, fig. 6-7. Il ne peut y avoir de confusion avec le poinçon PC (p. 289) en usage entre 1688 et 1722 (attribué à Pierre Charlier) ni avec DC (p. 281) en usage entre 1724 et 1745 (attribué à Dieudonné Crasset), ces deux poinçons étant en outre agrémentés soit d'une rosette soit d'un point en bas sous les lettres initiales.

⁽⁴⁾ Aux quelques poinçons, identifiés de la sorte dont P. Colman donne la liste (*op. cit.*, p. 50-51), il convient aujourd'hui d'ajouter JH (monogramme formé de lettres fleuronées autrefois lues JHC) que l'on vient, sans équivoque, d'attribuer à Jacques Hauregard : H. d'OTREPPE de BOUVETTE, *L'orfèvre liégeois « JHC »* : Jacques Hauregard, dans *Bulletin de la Société royale Le Vieux Liège*, t. 11, n° 235, 1986, p. 213-215.

⁽⁵⁾ J. BREUER, *Les orfèvres du pays de Liège. Une liste de Membres du Métier*, dans *Bulletin de la Société des bibliophiles liégeois*, t. 13, 1935, p. 5-247.

⁽⁶⁾ J. BREUER, *op. cit.*, p. 186.

— Grégoire orfèvre, cité en 1791 dans la capitation de la paroisse Sainte-Catherine.

Pierre Grégoire père, décédé au plus tard en 1736 est exclu d'office du champs d'investigation. Quant aux deux derniers il n'est pas exclu qu'il s'agisse d'une seule et même personne. Né vers 1713-1714, Pierre Grégoire aurait eu, en 1791, 77 ou 78 ans et en 1780, date de la pièce étudiée, 66 à 67 ans ⁽⁷⁾. À défaut d'être établie cette attribution est provisoirement plausible. Elle n'est en tous cas pas plus téméraire que nombre d'autres proposées par feu J. Brassinne.

Ne serait-ce pas encore ce même (Pierre ?) Grégoire que l'on trouve en 1779 en Neuvise; à l'enseigne de la coupe d'or ⁽⁸⁾, rédigeant cette fameuse lettre présentée par le baron de Schaetzen comme, sinon la preuve, l'argument décisif confirmant l'hypothèse de P. Colman selon laquelle, à partir du milieu du

⁽⁷⁾ Je ne pense pas qu'il soit possible de prendre en considération P.-F. Grosse étainier hôte en 1762 de son parent, l'orfèvre bien connu Jean-Andrien Grosse (*Idem*, p. 188 n° 1764).

⁽⁸⁾ Baron O. de SCHAEZTEN, *Orfèvreries liégeoises*, Anvers, (1976), p. 83-86 et Annexe XIII, p. 293. La maison à l'enseigne de la coupe d'or était située en Neuvise en deuxième position à droite après le croisement de la rue de l'Épée en direction de la Meuse. Elle offre la particularité de n'avoir abrité pratiquement que des orfèvres du 17^e au 19^e siècle.

— Théodore Marnette (décédé en 1718) signalé jusqu'en 1684 époux de Jeanne Hennet.

— Dès 1689, Jean Hennet (décédé vers 1697), puis sa veuve, Isabelle Bonnechère jusqu'en 1736 au moins (remariée à un autre orfèvre Joseph Jurys, décédé vers 1716), à laquelle, sont associés et puis succèdent les deux frères Gilles-François Hennet (1695-1769) et Jean-Denis Jurys (né entre 1701 et 1708) tous deux orfèvres ainsi qu'Isabelle Catherine Hennet que l'on retrouve « marchande orfèvre » à la tête de la maison en 1762.

— La maison est ensuite le domicile de l'orfèvre Grégoire (lettre du 21 février 1779).

— En 1791, les archives mentionnent un Sacré Grégoire, marchand dont la spécialité n'est pas précisée, puis ensuite sa veuve.

— De l'an VII à 1828 elle est la propriété de Henri Mivion-Bals orfèvre et descendant du célèbre Nicolas Mivion.

— 1828 à 1843 : D.-J. Gaillard orfèvre, époux d'Elis. Mivion.

— 1843 à 1872 : Auguste Hock, écrivain liégeois mais aussi fabricant bijoutier en gros.

Th. Gobert, *Liège à travers les âges. Les rues de Liège*, 3^e éd., Bruxelles, 1975-1977, t. VIII, p. 392 ; complété utilement par J. BRASSINNE, *L'orfèvrerie civile liégeoise*, vol. I, Liège, 1948, p. 285-288 et 330-331.

XVIII^e siècle, les lettres annales entrent en vigueur non plus à la date anniversaire de l'avènement du prince-évêque mais au premier janvier ⁽⁹⁾.

Si ce nouveau poinçon n'a pas encore livré tous ses secrets, il aura au moins le mérite d'avoir attiré notre attention sur une famille(?) d'orfèvres jusqu'ici fort discrets dont il est fort tentant de suivre la piste plus avant ⁽¹⁰⁾.

2. Un poinçon incomplet mais inédit.

Dans le catalogue de l'exposition de Gand, cité plus haut, figure, sous le numéro 263 ⁽¹¹⁾, un superbe moutardier (fig. 3) gravé, aux poinçons du règne de Georges-Louis de Berghes (fig. 4) pour l'année 1735-1736 (lettre annale M).

En ce qui concerne le poinçon de maître, j'avais fait mienne l'opinion du propriétaire qui y reconnaissait une partie du poinçon AC couronné et surmontant une étoile reproduit par J. Brassinne et P. Colman ⁽¹²⁾. Les dates étaient compatibles ainsi que la description mais c'était sans compter sur de très petits détails qui, ici, font toute la différence.

Il ressort de la figure 5, reproduisant les deux marques, que les lettres A et C de la première sont séparées par un point globuleux situé nettement au dessus de la moitié des lettres alors que sur la seconde, le point affecte davantage la forme d'une

⁽⁹⁾ P. COLMAN, *op. cit.*, p. 45-47.

⁽¹⁰⁾ À titre indicatif quelques Grégoire en rapport avec le métier. P. COLMAN, *Les vantaux de portes provenant de l'Hotel de Ville de Liège conservés au Musée Curtius*, dans *Bulletin de la Société royale le Vieux Liège*, t. 9, p. 536 n. 13, signale en date du 23 décembre 1723 : « payé à Jean Grégoire pour livrets d'or livrez pour le trillez de la Maison de Ville fl. 96 » ; J. BREUER, *op. cit.*, n° 1585, p. 172, relève, dans un testament du début du XVII^e siècle, le doreur Libert Grégoire ; J. BRASSINNE, *op. cit.*, p. 140 et 172 nous livre les noms de deux épouses d'orfèvres : Jeanne Grégoire (née en 1679) épouse de Jean Bassenge (de huit ans son cadet) et Marie-Joseph Grégoire épouse d'un Urbain Closen en qui l'auteur pense reconnaître un « garçon orfèvre ».

⁽¹¹⁾ Gand 1985, p. 275.

⁽¹²⁾ J. BRASSINNE, *op. cit.*, t. 1, pl. IV et P. COLMAN, *op. cit.*, vol. 2, fig. 6b.

couronne circulaire et se trouve parfaitement à mi-hauteur de la seconde initiale conservée.

Cette première distinction faite, d'autres détails apparaissent à leur tour : l'étoile sur la photographie de J. Brassinne, et plus nettement sur le dessin qu'en donne P. Colman, comporte six rais alors que sur le moutardier de 1735-1736, il n'y en a que cinq.

On peut encore se demander si le second poinçon est bien surmonté d'une couronne comme le premier ?



Fig. 3. — Moutardier en argent réalisé en 1735-1736 par un maître liégeois inconnu dont le nom commence par C.

On ne peut que regretter que la « striche » soit venue aussi inopportunistement perturber ce poinçon qu'elle a rendu dans l'immédiat ininterprétable. Il faut espérer que la publication de cette mise au point permettra, un jour, à quelque chercheur ou collectionneur de retrouver la trace d'une marque identique mieux conservée.

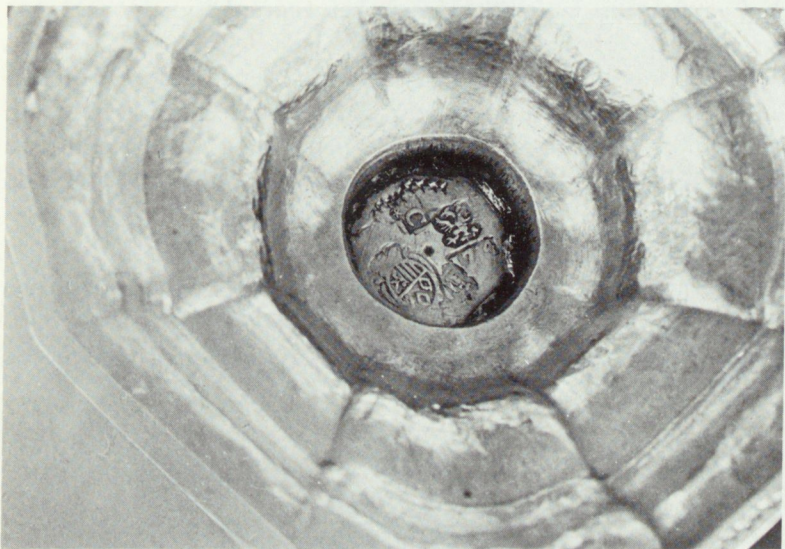
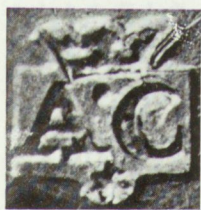


Fig. 4. — Les poinçons du moutardier de 1735-1736.



(a)



(b)



(c)

Fig. 5. — Comparaison entre le poinçon A.C. reproduit par J. Brassinne (a) et P. Colman (b) et celui figurant sur le moutardier de 1735-1736 (c).

Il serait particulièrement imprudent, sur la base d'une seule lettre, et un C en plus !, de proposer quelque identification que ce soit. La résolution de cette énigme permettra peut-être un jour, d'accorder un poinçon à chacun des deux actuels prétendants avancés par P. Colman pour le poinçon AC, Adrien Closon et Pierre-Arnold Cleersnijders ⁽¹³⁾.

3. Comment lire un monogramme peu courant ?

Ni J. Brassinne, ni P. Colman n'ont rencontré ce poinçon onomastique, au cours de leurs patientes recherches (fig. 6). Cependant, le catalogue provisoire de ce maître non identifié se compose aujourd'hui de trois numéros qui sont dans l'ordre de leur publication :

- un porte-huilier de 1761 ⁽¹⁴⁾ ;
- une série de treize couverts, aux armes de Léonard de Streel et d'Omalius, de 1768 ⁽¹⁵⁾ ;
- une paire de saucières, aux armes de Bonhomme et de Haling ?, de 1764 ⁽¹⁶⁾.



Fig. 6. — Poinçon d'orfèvre liégeois
au monogramme énigmatique.
Dessin de l'auteur agrandi $\pm 6 \times$.

⁽¹³⁾ P. COLMAN, *op. cit.*, p. 279. Il faudrait pour cela que cette marque soit en réalité un second AC ou éventuellement PC.

⁽¹⁴⁾ A.-M. CLAESSENS-PERÉE, *Legaat Pierre Lunden*, Catalogus, Provinciaal Museum Sterckhof, Deurne, 1977, n° 66, p. 90.

⁽¹⁵⁾ Baron O. de SCHAEZTEN, *Orfèvreries liégeoises. Deuxième recueil complémentaire*, (Liège), 1983, p. 51.

⁽¹⁶⁾ *Gand* 1985, n° 283, p. 285.

Toutes ces pièces s'incrivent dans une période d'activité de huit ans seulement de 1761 à 1768.

Comment lire ce monogramme, JWC, JW, JM ou JMC ? Ma collègue du Sterckshof, la première, avança l'hypothèse JWC assortie d'un prudent point d'interrogation que le baron de Schaetzen pensa pouvoir supprimer après avoir confronter la photographie publiée par A.-M. Claessens-Perée aux 26 pièces qu'il avait découvertes. Cependant si, point d'interrogation il y avait, il n'était pas lié à un problème de simple lisibilité de la marque, comme le montre la photographie que je reproduis à mon tour (fig. 7) ⁽¹⁷⁾, mais bien à l'interprétation qu'il convient de donner aux signes la composant.

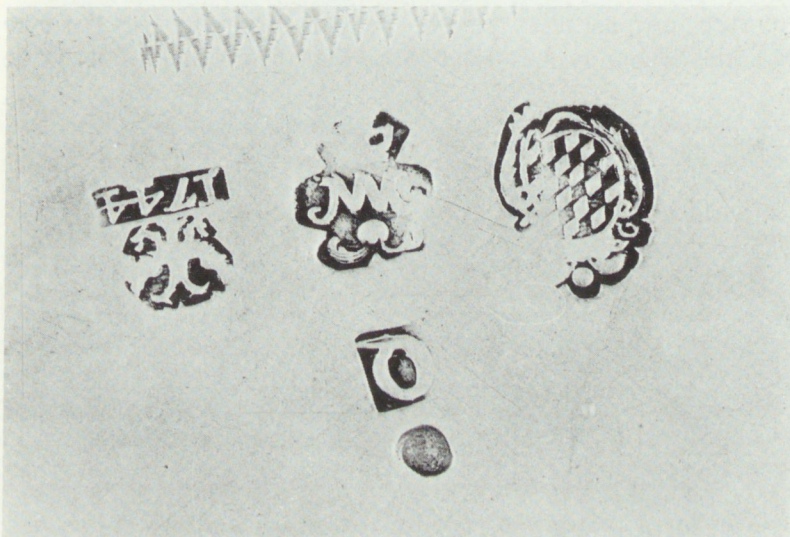


Fig. 7. — Poinçon figurant sur un porte-huillier liégeois de 1761 conservé au Provinciaal Museum Sterckshof à Deurne.

© Fotoarchief Sterckshof/Deurne.

⁽¹⁷⁾ C'est le meilleur exemple et surtout le plus complet. Sur les couverts, comme il faut s'y attendre, les poinçons n'ont laissé que des traces partielles, avoue le baron de Schaetzen. Quant aux deux saucières, elles portent également deux demi marques complémentaires.

En 1985, j'ai proposé le choix entre deux solutions JWC et JMC, donnant la préférence à la première en inversant volontairement l'ordre alphabétique dans leur présentation. Cependant, Henri d'Otreppe de Bouvette ayant depuis montré combien il est téméraire de faire une lettre C de ce qui n'est sans doute qu'un simple ornement⁽¹⁸⁾, je pense, comme nous avons ici un monogramme contemporain de l'ex « JHC » (alias JH), qu'il faut pareillement envisager les possibilités JM et JW. Ceci, bien évidemment, élargit le champs d'investigations sans résoudre le problème de l'identification de ce maître.

4. Les deux Charles Debouny.

Mon propos n'est pas de retracer l'histoire de l'orfèvre Charles Debouny, né vers 1700, et de son fils aîné qu'il eût de

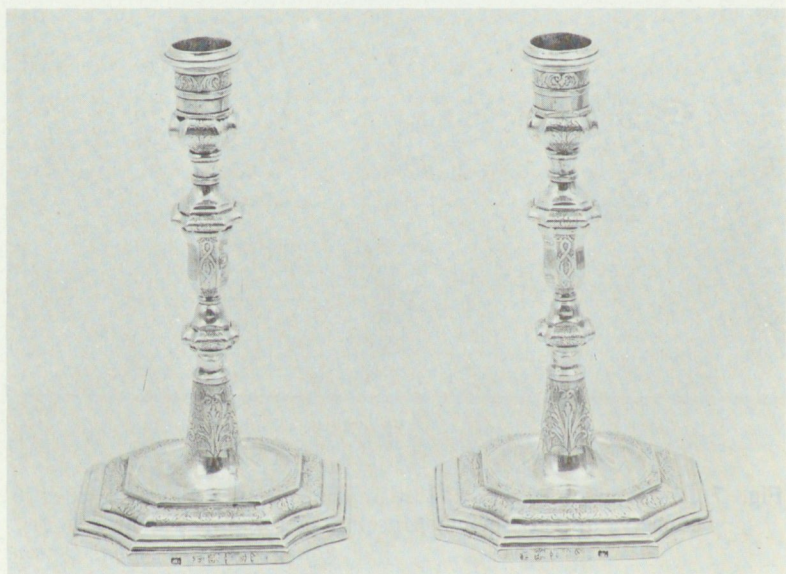


Fig. 8. — Paire de flambeaux liégeois exécutés en 1735-1736.

© Charles Huby - Bruxelles.

⁽¹⁸⁾ H. d'OTREPPE de BOUVETTE, *op. cit.*, p. 215 et n. 11.

Marie-Jeanne Sauvage en 1741 et qui exerça, à son tour, la profession paternelle. Les professeurs Brassinne et Colman se sont déjà penchés sur la carrière de ces maîtres ⁽¹⁹⁾. Retenons seulement qu'ils les soupçonnaient d'avoir utilisé la même marque de 1727-1728 à 1798.

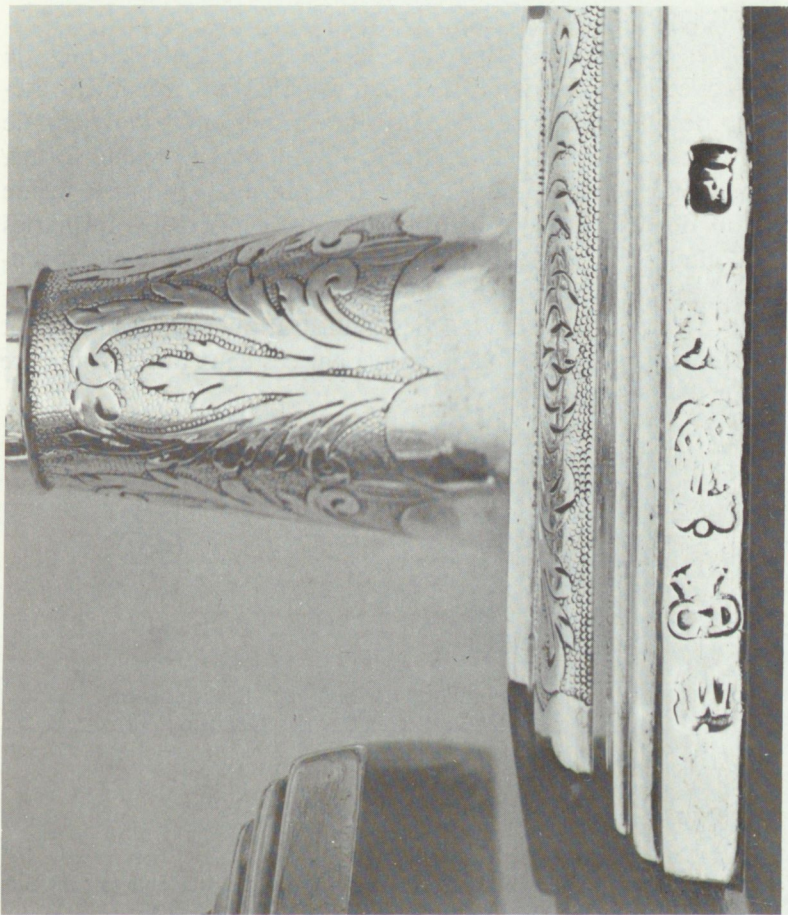


Fig. 9. — Poinçon CD figurant sur un des flambeaux de 1735-1736.

© Charles Huby - Bruxelles.

⁽¹⁹⁾ J. BRASSINNE, *op. cit.*, t. I, p. 207-211 ; P. COLMAN, *op. cit.*, p. 280.

L'apparition sur le marché d'une remarquable paire de flambeaux (fig. 8) et leur sélection ensuite pour l'exposition de Gand en 1985, m'ont amené à me pencher, à mon tour, sur les poinçons (fig. 9) que ces pièces portent ⁽²⁰⁾.

Il n'était évidemment pas question d'y reconnaître, avec le baron de Schaetzen, les initiales GD de Guillaume Dengis ⁽²¹⁾ encore nourisson en 1735-1736 !

Après un examen attentif de la question et un échange de vues avec le professeur P. Colman doublé d'un réexamen ultérieur des pièces, je pense pouvoir affirmer qu'il convient de lire CD. Ces mêmes initiales se trouvent sous la même forme, sur un éteignoir daté de 1742-1743, publié en 1979 par le même baron de Schaetzen et attribué fort judicieusement à Charles Debouny père ⁽²²⁾ et sur le poinçon, légèrement différent cependant (présence d'une rose sous les lettres et d'un point les séparant), figurant dans les planches d'illustration de J. Brassinne et P. Colman (fig. 10) ⁽²³⁾ et attribué par ces deux auteurs au père et au fils Debouny ⁽²⁴⁾.

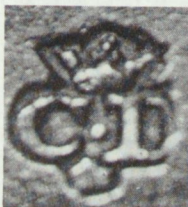


Fig. 10. — Poinçon attribué par Brassinne et Colman aux deux orfèvres Charles Debouny père et fils.

⁽²⁰⁾ Je tiens à remercier M. Axel Vervoordt qui m'a très obligeamment communiqué les deux photographies reproduites aux figures 8 et 9.

⁽²¹⁾ Baron O. de SCHAETZEN, *op. cit.*, p. 36.

⁽²²⁾ Baron O. de SCHAETZEN, *Orfèvreries liégeoises. Recueil complémentaire*, (Liège), 1979, p. 44.

⁽²³⁾ J. BRASSINNE, *op. cit.*, t. I, pl. IV et P. COLMAN, *op. cit.*, vol. 2, fig. 6.

⁽²⁴⁾ Ce point de séparation ne semble, en effet, pas présent sur les flambeaux et l'éteignoir.

Ces deux « additions » pourraient être le fruit d'une modification fort plausible du poinçon paternel par le fils mais la comparaison de la forme des lettres C sur les exemples reproduits suffit à exclure cette hypothèse pourtant séduisante.

Il ne semble donc pas que le père et le fils aient utilisé le même poinçon comme le supposaient Brassinne, et Colman à sa suite, pour justifier l'emploi aussi long d'une marque dont ils n'avaient pas percé tous les mystères. Il y aurait donc deux poinçons succesifs : celui du père CD sans point et sans rose et celui du fils avec bien sûr les même initiales distinguées par un point les séparant et surtout par la présence en dessous d'une rose. Cette constatation rend plus nécessaire encore un réexamen de l'ensemble de l'œuvre de ces deux maîtres pour départager à coup sûr l'œuvre du père et du fils et confirmer le schéma ainsi proposé ⁽²⁵⁾.

⁽²⁵⁾ *Gand* 1985, n° 262, p. 274.

L'AFFAIRE HUBERT GOFFIN

Étude des relations du coup d'eau survenu le 28 février 1812 dans l'exploitation de la mine de houille de Beaujonc à Ans, près de Liège

par Henri DELRÉE

Le coup d'eau survenu le 28 février 1812 dans l'exploitation de la mine de houille de Beaujonc à Ans près de Liège a donné lieu à trois relations.

— La première relation est datée du 16 mars 1812 et est intitulée : « Relation de ce qui s'est passé dans l'exploitation de Beaujonc près de Liège appartenant aux sieurs Colson et sœurs, par le Baron de Micoud, Préfet du département de l'Ourthe ». Elle a fait l'objet de la brochure publiée par le Préfet au profit des veuves et des enfants de ceux qui ont péri dans les houillères Beaujonc, Horlot et quelques autres du Département de l'Ourthe.

— La deuxième relation est datée du 23 mars 1812 et est intitulée : « Evénemens arrivés à la fosse du Beaujonc depuis le 28 février jusqu'au 4 mars inclus ». Elle a été rédigée par l'Ingénieur en Chef des Mines Mathieu et adressée au Comte Laumond, Conseiller d'État à vie, Directeur Général des Mines.

— La troisième relation est datée du 10 avril 1812 et est intitulée : « Procès-verbal d'Enquête sur l'accident arrivé le 28 février 1812 dans l'exploitation de la mine de houille de Beaujonc près la Ville de Liège par Louis Cordier, Inspecteur divisionnaire et Louis-Antoine Beaunier, Ingénieur en Chef au Corps Impérial des Mines en vertu des ordres de Monsieur le Conseiller d'Etat à vie, Directeur Général des Mines et en exécution de l'arrêté de son Excellence le Ministre de l'Intérieur en date du 4 mars 1812 ».

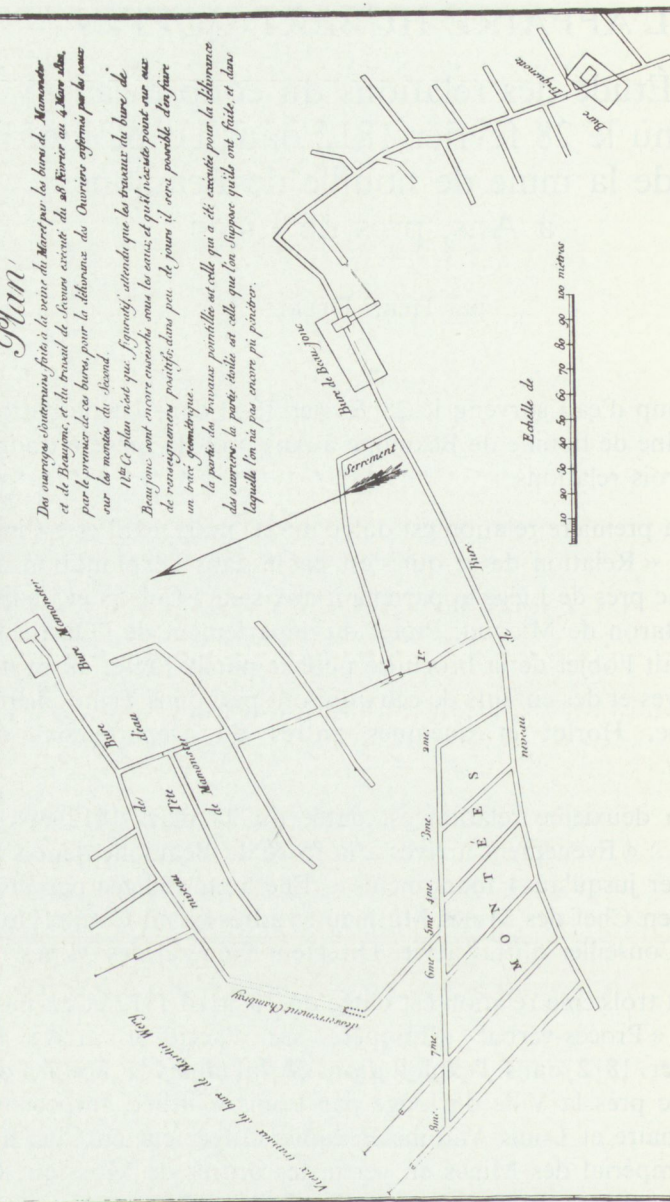
Plan

Des ouvrages ébéniers faits à la veine du Maré par les bûres de Mamoudou
et de Boujoni, et du travail de Savous exécuté du 28 Février au 4 Mars 1886,
par le premier de ces bûres, pour la décharge des Ouvriers enrôlés par les caux
sur les montes du Second.

sur les montons du second.

12^{te} Et plus tard que, figurant, attendant que les trouvez du bureau de
 Beaujeu ont encore enroulé, sous les sons, d'un haché point sur eux
 de renseignements positifs dans peu de jours il sera possible d'en faire
 un bref géométrique.

la partie des travaux pointillés est celle qui a été exécutée pour la délivrance des ouvriers; la partie étonnée est celle que l'on suppose qu'ils ont faite, et dans laquelle l'on n'a pas encore pu pénétrer.



Durant les travaux de sauvetage, Micoud d'Umons, le Préfet du département a adressé au Comte Laumond, Directeur Général des Mines :

le 28 février 1812 : une lettre annonçant l'accident.

le 29 février 1812 : une lettre donnant les premiers renseignements sur l'accident.



DÉLIVRANCE DES OUVRIERS DE LA FOSSE BEAUJONC PRÈS LIÈGE

Le 28 février 1812, par les soins et sous les ordres de M^{re} le Baron de Mevius, Préfet du Département, accompagné des Officiers de santé et secondé par les Maîtres ouvriers de toutes les Fosses voisines, les ouvriers mineurs de la Fosse Beaujonc, au nombre de 41, qui étaient allés explorer tout à coup dans la Boulrière de Manneville, furent enfin rendus à la vie et à la lumière, au nombre de 14, après 16 jours de pénibles travaux tant de leur côté que de celui de leurs généreux compatriotes, sur les 7 heures du soir, ces malheureux à la tête desquels on ne peut citer sans admiration le nom du brave Officier maître des mineurs, après 40 mètres sous terre, furent atteints par la corde, dont ils dirigeaient eux-mêmes les travaux et reçurent par ce moyen les secours nécessaires pour hâter leur délivrance, sur les quais le dévouement du Bar^{on} leur vint aussi à l'aide, chaque ouvrier enveloppé d'une couverture reçut dans la fosse une tasse de Brandin, et un peu de vin distribué par M^{re} Baronne, fils Notaire en Charge et autres Officiers de santé, et chaque orrier au sortir de la fosse, fut enveloppé d'une dernière couverture. Ces ouvriers descendus le 25 Février à cinq heures du matin, n'étaient revus le jour que le 4 Mars à midi, ont restés 127 heures dans la veine et 28 heures sans lumière, dans les cages qui étaient montées jusqu'à 80 pieds. S. M. l'Empereur, sur le rapport qui lui a été fait de ce malheureux événement et sur le généreux dévouement de M^{re} l'Emp^{er}eur, lui donne la Croix de la Légion d'honneur et une cent francs de pension.

Coup d'eau du 28 février 1812.

Délivrance des ouvriers de la fosse Beaujonc près Liège.

(Collection Henri Delrée).

le 29 février 1812 : un bulletin donnant des renseignements sur les opérations de sauvetage.

le 29 février au soir et 1^{er} mars au matin : une lettre donnant des informations sur la poursuite des opérations de sauvetage.

le 4 mars à 7 h. du matin : une lettre annonçant la délivrance proche des ouvriers, une communication par sonde ayant été réalisée avec eux.

le 4 mars au soir : dernière lettre donnant les détails sur la délivrance des ouvriers.

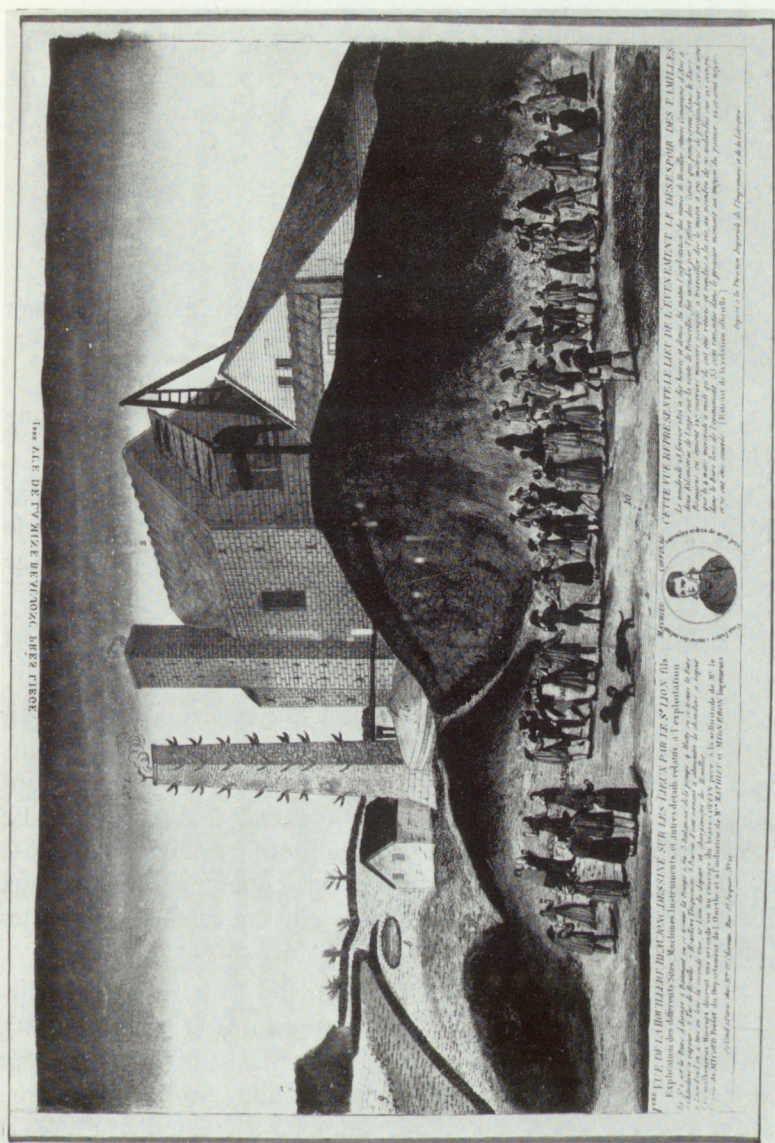
D'autre part, l'Ingénieur en Chef Mathieu a écrit le 2 mars une lettre au Directeur Général des Mines donnant la relation des travaux de sauvetage et spécifiant les rôles joués par lui-même et l'Ingénieur Mignerou.

Dans l'analyse de cet événement, il convient également de signaler le rapport confidentiel adressé de Liège, le 31 mai 1812 par l'Inspecteur divisionnaire des Mines, L. Cordier au Directeur Général des Mines Comte Laumond sur le comportement de l'Ingénieur en Chef Mathieu ci-devant chargé du service de la 1^{ère} Division.

Pour bien comprendre les motifs de ces trois relations, il est utile de rappeler brièvement quelques faits et documents.

1. *Comment l'exploitation de la houille était pratiquée* et comment son contrôle et sa surveillance étaient organisés dans le Pays de Liège depuis la création de la cour des Voirs-Jurés, antérieure à 1282, jusqu'au décret du 18 novembre 1810 qui réorganise le Corps Impérial des Mines et qui établit une hiérarchie parmi ses membres.

2. *Des extraits des correspondances adressées* par les Préfets Antoine Desmousseaux et Charles Emmanuel Micoud d'Umons au Ministre de l'Intérieur et au Directeur Général des Mines permettant de comprendre comment ces deux Préfets se sont trouvés dans une situation qui ne leur permettait pas de prendre les mesures nécessaires pour que l'exploitation des mines de houille du département et leur contrôle soient organisés en vue d'assurer la sûreté de l'exploitation et la sécurité des ouvriers qui y étaient occupés.



Coup d'eau du 28 février 1812.

1^{re} vue de la houillère Beaujonc « Le désespoir des familles ».

(Collection Henri Delrée).

3. La plaquette publiée en 1953 par Léon Eli Troclet, Sénateur de Liège, intitulée : « La première expérience de sécurité sociale. Liège — Décret de Napoléon de 1813 ».

*

* *

1. Organisation du contrôle et de la surveillance de l'exploitation des mines.

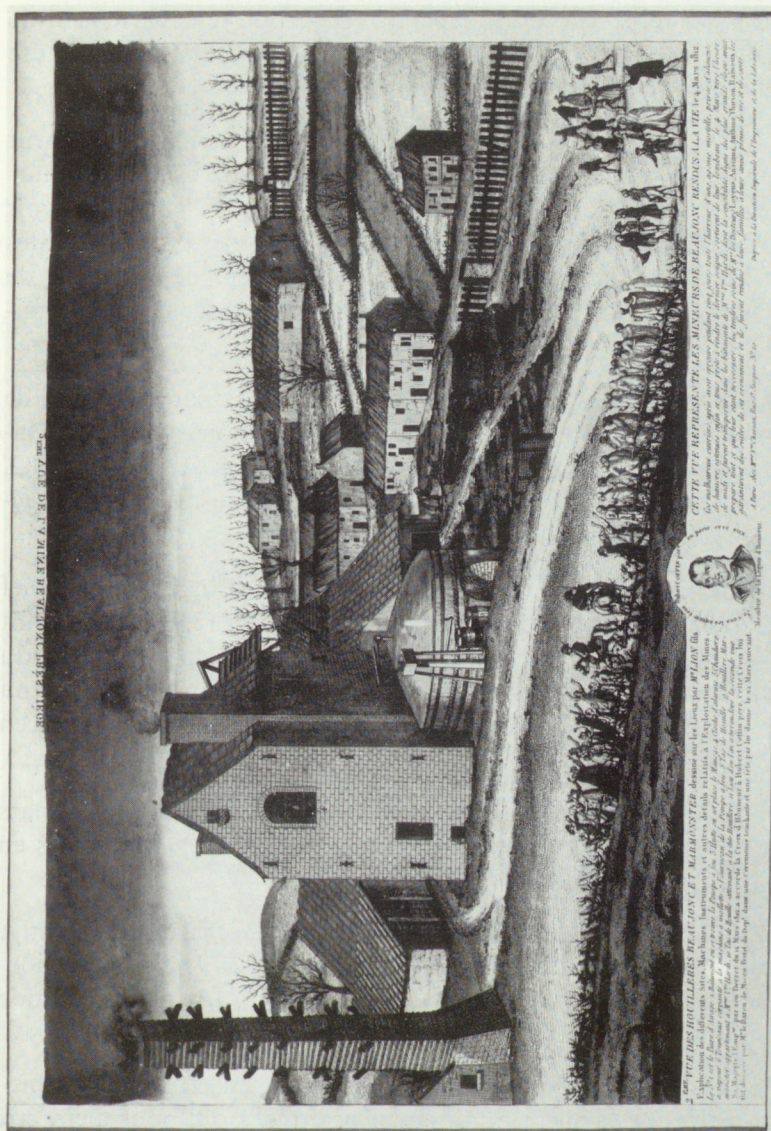
L'exploitation de la houille dans le pays de Liège est d'origine très ancienne.

Sous l'ancien régime, son contrôle et sa surveillance furent l'objet de nombreuses réglementations ainsi que le montre le préambule des statuts et ordonnances du métier de charbonnage de 1318.

L'institution de la Cour des Voir-Jurés de Charbonnages est antérieure à 1282 d'après ce document.

Vers le milieu du XVIII^e siècle, la Cour des Voir-Jurés perdit beaucoup de son prestige et de son pouvoir du fait que certains de ses membres avaient d'importants intérêts dans les charbonnages ; ses rapports et avis manquaient d'impartialité. Le Prince-Évêque Velbruck tenta de réagir contre cet état de chose en publiant le 5 août 1782 un édit défendant à nouveau aux Échevins et Voir-Jurés d'avoir une part quelconque dans les houillères, mais ce fut en vain.

Le régime français mit fin à la Cour des Voir-Jurés des charbonnages. Par un arrêté du 13 messidor an II (1^{er} juillet 1794), le Comité de Salut Public créa une Agence des Mines qui eut la haute main sur les mines de la République puis de l'Empire ; par un second arrêté du 18 messidor an II (6 juillet 1794), le Comité de Salut Public groupa sous l'autorité de l'Agence des Mines, huit inspecteurs, douze ingénieurs et quatre élèves des Mines ; il divisa le territoire de la République en huit arrondissements minéralogiques. Chaque inspecteur devait, chaque année, avec un ingénieur, parcourir un arrondissement.



Coup d'eau du 28 février 1812.

2^e vue des houillères Beaujonc et Marmonster « Les Mineurs de Beaujonc rendus à la vie » le 4 mars 1912.

(Collection Henri Delrée).

L'arrondissement dont dépendit, au début, le département de l'Ourthe comprenait, en outre, les départements de la Meuse Inférieure, de Sambre et Meuse et de la Roer.

La surveillance de l'Agence des Mines s'étendait également aux mines métalliques, aux mines d'alun et aux usines métallurgiques. Il fallut attendre le décret du 19 octobre 1806 pour voir la désignation d'un ingénieur et d'un élève des Mines, assistés de trois conducteurs des mines, pour le seul département de l'Ourthe qui était le premier département minier et métallurgique de l'Empire.

Sur la liste des officiers des Mines nommés par le Comité de Salut Public, se trouvent les noms de H. Lenoir et de P. J. Mathieu. L'ingénieur H. Lenoir entra en fonction à Liège en 1802, Le 19 octobre 1806, l'Ingénieur P. J. Mathieu remplaça l'Ingénieur H. Lenoir.

L'Ingénieur P. J. Mathieu portera le titre d'Ingénieur en Chef après la parution du décret du 18 novembre 1810 réorganisant le Corps Impérial des Mines. Il fut remplacé par décision du Directeur Général des Mines, peu après le coup d'eau survenu le 28 février 1812 à la mine de Beaujonc, par l'Ingénieur en Chef J. Blavier.

L'Ingénieur des Mines Migneron fut nommé à Liège en mars 1808 ; il exerça ses fonctions sous les ordres des Ingénieurs en Chef P. J. Mathieu et J. Blavier.

La mise en application dans le Pays de Liège de la loi relative aux Mines promulguée à Paris le 28 juillet 1791 ne fit qu'ajouter à la confusion créée par la suppression de la réglementation ancienne et de la Cour des Voirs-Jurés.

L'article premier de cette loi prévoyait en effet que les propriétaires de la surface jouiraient des mines qui pourraient être exploitées, soit en tranchée ouverte, soit par « fosse et lumière » jusqu'à cent pieds de profondeur seulement.

Cette disposition provoqua la mise en exploitation d'un très grand nombre de petites mines.

Dès 1806, le Corps législatif français avait entrepris la révision de la loi minière de 1791 ; la nouvelle loi sur les mines, les minières et les carrières fut publiée le 21 avril 1810.

Elle abrogea cette disposition de la loi de 1791.

Le titre V de la loi de 1810 (articles 47 à 50) est relatif à la surveillance des mines par l'Administration. Le 3 août 1810, des instructions du Ministre de l'Intérieur ont précisé cette mission.

Le 18 novembre 1810, paraissait le décret réorganisant le Corps Impérial des Mines ; il établit une hiérarchie parmi les membres de ce Corps.

*

* *

2. Extraits des correspondances adressées par les Préfets Antoine Desmousseaux et Charles-Emmanuel Micoud d'Umons au Ministre de l'Intérieur et au Directeur Général des Mines.

Desmousseaux fut Préfet du département de l'Ourthe du 2 mars 1800 au 4 avril 1806.

Par diverses lettres adressées au Ministre de l'Intérieur, notamment celles des 28 floréal et 18 messidor an 8, et celle du 15 messidor an 9, Desmousseaux attira son attention sur les graves dangers qui résultaient de l'article premier de la loi du 28 juillet 1791, prévoyant que les propriétaires de la surface jouissaient des mines qui pourraient être exploitées soit par tranchée ouverte, soit avec « fosse et lumière » jusqu'à cent pieds de profondeur seulement ; il demanda avec insistance la nomination d'un ingénieur et d'un inspecteur en station dans le département de l'Ourthe.

Micoud d'Umons, nommé préfet du département de l'Ourthe le 17 avril 1806, succéda à Desmousseaux ; il resta à Liège jusqu'à la fin du régime français.

Dès le 8 novembre 1806, Micoud d'Umons, dans une lettre confidentielle écrite entièrement de sa main signale au Ministre de l'Intérieur ce qui suit, notamment en ce qui concerne les exploitations minières : « Laisser faire et se taire sont fort commodes pour un administrateur qui craint les obstacles et redoute le travail ; mais, je contribuerais réellement aux malheurs dont le département est menacé si je dissimulais le désordre qui existe dans l'exploitation des mines de houille. Ce désordre remonte principalement à l'époque de l'entrée des armées dans le Pays de Liège. Les exploitans, qui déjà n'étaient plus surveillés avec soin, enlevèrent les massifs conservés par la prudence des anciens. Dès lors, les eaux eurent un passage, noyèrent des exploitations importantes, et rendirent impraticables celles des couches ou veines inférieures ; elles firent périr beaucoup d'ouvriers et tarir une partie des fontaines de la Ville qui, suivant les contrats, est obligée elle-même de fournir de l'eau dans plusieurs maisons particulières.

» Au milieu de ce désordre, mon prédécesseur para et prit des mesures pour l'arrêter, il obtint même du Gouvernement l'envoi d'un Ingénieur des Mines obligé à résidence, chargé de surveiller les exploitations et de préparer le travail pour les concessions. Les exploitans ont à peu près fait ce qu'ils ont voulu, les droits des aréniers, ceux de la Ville ont été méconnus et l'intrigue a su vaincre des obstacles au détriment de la justice et du bien public ».

Dans une lettre confidentielle écrite le 4 septembre 1807 adressée par le secrétariat de la Préfecture au Ministre de l'Intérieur et signée de Micoud d'Umons, ce dernier écrit entre autres choses : « Quant au grand travail que j'ai eu l'honneur de soumettre à votre prédécesseur et au mode de surveillance proposé, et que la connaissance des individus et de l'esprit de chicanne, de licence et de corruption qui existe dans toute sa vigueur dans le Département de l'Ourte m'a paru rendre indispensable, je me vois forcé dans mes derniers retranchements et obligé à dire à votre Excellence que *la puissance de l'or a eu beaucoup trop d'influence* jusqu'à présent, que l'expérience m'a démontré combien les rapports d'un *seul* individu pouvaient être erronés ; qu'une

surveillance habituelle et collective était nécessaire, et qu'un administrateur qui avait le sentiment de ses devoirs et le désir du bien public ne pouvait administrer s'il n'avait les moyens de s'éclairer sur les choses et les hommes.

» J'ai eu le désir, Monseigneur, de rétablir l'ordre dans les exploitations négligées depuis l'an 2 à tel point qu'on peut considérer les courses annuelles de l'Ingénieur comme *des promenades utiles*. Je suis descendu dans les houillères, j'ai voulu voir moi-même, personne n'a influencé mes rapports et ils n'ont pas été payés ; j'ai repoussé l'intrigue et les fripons et vous approuverez, j'en suis certain, qu'un vieil administrateur ne change ni de conduite, ni de principe ».

Dans une lettre confidentielle datée du même jour, 4 septembre 1807, entièrement de sa main, Micoud d'Umons écrit au Ministre de l'Intérieur en vue d'obtenir sa nomination dans l'ordre de la Légion d'Honneur ; il ajoute ce qui suit : « Oui, Monseigneur, puisqu'on me force à le dire, je me suis appliqué à changer l'esprit du pays où, sur 100 fonctionnaires, j'ai trouvé 50 fripons et presque autant d'ignorans et si j'eusse suivi les errements qu'on avait eu l'obligeance de me donner, je n'aurais fait que des bêtises ».

Dans une lettre datée du 20 juin 1811 et écrite entièrement de sa main, le préfet Micoud d'Umons révèle ce qui suit au Comte Laumond : « Les malheurs qui se répètent si souvent dans les mines du département de l'Ourte, et dont j'ai eu l'honneur de vous envoyer le relevé depuis trois ans, n'ont d'autre cause que le défaut de surveillance et le mépris des anciens réglemens du Pays de Liège dont j'ai vainement réclamé l'exécution.

» Depuis 12 ou 15 ans, je n'ai cessé de le répéter, on exploite trop souvent les massifs séparatoires, les piliers laissés par les anciens. On se dispense de placer des étais, l'on communique à des mares d'eau inépuisables ; ainsi l'abyme s'ouvrira, les exploitations périront toutes, et ma correspondance attestera que ce que j'ai prédit arrivera successivement ; déjà plusieurs faits annoncés ont été confirmés par l'événement.

» Je désire qu'on ne s'aperçoive pas trop tard de la nécessité des mesures de surveillance que j'ai proposées dans différentes circonstances.

» Je joins ici, Monsieur le Comte, quelques notes sur la police des exploitations qui, réunies aux observations contenues dans mes précédentes lettres, pourront être de quelque utilité.

» Je crois qu'il est très possible d'adopter un règlement de police sans contrarier les dispositions principales de la loi.

» J'observe que Mrs les Ingénieurs éludent toujours la question et ne veulent jamais convenir des faits, parce qu'ils s'en rapportent aux propriétaires des mines qui veulent jouir sur le champ et trompent.

» J'ai l'honneur d'être, avec ma considération respectueuse Monsieur le Conseiller l'État, votre très humble et très obéissant serviteur. B^{on} de Micoud.

*

* *

3. Plaquette de Léon-Eli Troclet.

De la page 12 à la page 21, cette publication donne une liste, forcément incomplète, des accidents miniers survenus dans le bassin de Liège pendant la période qui s'étend de 1802 au 24 décembre 1813.

On y relève sur un total de 96 accidents ayant causé la mort de 277 ouvriers et des blessures à 134 ouvriers :

- 5 coups d'eau dont 3 ayant fait 62 tués et 2 sans victimes ;
- 32 coups de grisou dont 11 ayant fait 168 tués et 52 blessés, 20 ayant fait 56 blessés, 1 n'ayant fait aucune victime.

Années	Nombre d'accidents	Nombre de tués	Nombre de blessés	Nombre total de victimes
1802	1	1	0	1
1803	?	?	?	?
1804	?	?	?	?
1805	1	18	0	18
1806	1	20	8	28
1807	?	?	?	?
1808	2	2	0	2
1809	6	6	2	8
1810	5	4	6	10
1811	12	60	25	85
1812	27	148	40	188
1813	41	18	53	71
	96	277	134	411

Les coups de grisou et d'eau mentionnés sur cette liste très incomplète ont, à eux seuls, causé la mort de 230 ouvriers et des blessures à 108 ouvriers soit 83 % des tués et 81 % des blessés et pour l'ensemble 82 % du nombre total des victimes pour 38,5 % du nombre global des accidents repris sur cette liste.

*

* *

**Résumé et Analyse de la correspondance
adressée par le Préfet Micoud d'Umons
au Directeur Général des Mines**

Durant les deux premiers mois de l'année 1812, 66 ouvriers furent tués par un coup de feu au charbonnage du Horlot et 22 ouvriers par le coup d'eau du bure Patience, soit 88 tués sur

le total de 230 morts soit près de 38,26 % de l'ensemble des victimes des coups de feu et des coups d'eau de 1802 à 1813, repris dans la plaquette de Léon-Eli Troclet.

On comprend que le Préfet Micoud d'Umons ait voulu suivre de très près les travaux de sauvetage du coup d'eau du bure Patience et tenir le Directeur Général des Mines personnellement au courant de l'avancement de ces opérations.

De ces lettres et bulletins rédigés, chaque jour, jusqu'au moment de la délivrance des 70 rescapés, les extraits suivants sont particulièrement révélateurs et méritent d'être reproduits.

28 février 1812.

« Je n'ai aucuns détails et on ignore même le nombre de victimes que l'on suppose de 150 à 200 personnes ; jusqu'à ce moment on descend en vain le panier, aucun ouvrier ne remonte ce qui suppose qu'aucun n'a échappé ; ... il paraît que l'inondation vient de la veine du Pestay dont les eaux se sont précipitées dans celles du Marais ; alors elles viendraient de l'exploitation Hardy qui aurait inondé celle de Colson qui travaillait la veine du Maret ... Tous ces événements justifient les réflexions que je n'ai cessé de transmettre au Gouvernement depuis 6 ans, et on observe généralement qu'ils étaient excessivement rares sous l'ancien régime de la Cour des charbonnages parce qu'il avait peine capitale pour ceux qui osaient se permettre d'enlever des piliers ou les serres séparatoires et d'attaquer les anciens ouvrages interdits. J'ai demandé en vain, non seulement pour la conservation des ouvriers mais encore pour celle des exploitations que l'intérêt public sollicite la faculté d'exercer une surveillance plus active, plus sévère dans les travaux.

L'ancien Conseil des Mines a toujours rejeté ma demande. J'ai prévu et prédit la perte successive de toutes les exploitations et par conséquent la diminution de la richesse et de l'industrie du Département de l'Ourte. L'intérêt des exploiters viagers qui n'ont point d'avenir, ne cherchent qu'à extraire sans mesure, a toujours prévalu.

J'ai fait tout mon devoir au risque de déplaire, je n'ai plus rien à ajouter à cet égard ».

29 février 1812.

« ... l'espoir de sauver une partie des ouvriers qui sont engloutis vivants sous les eaux, n'est point totalement déçu ... Il faut creuser environ 70 Mètres dans un massif séparatoire ; malgré le nombre d'ouvriers employés, on estime qu'il faudra près de 4 jours pour exécuter ce travail ... ».

29 février 1812.

« ... Le nombre des ouvriers qui s'y trouvaient n'est point de 300 comme on le prétend, il était de 122 dont 29 sont sortis dans le premier moment ; mais on a perdu l'espoir de sauver les 93 autres ... Le nommé Hubert Goffin, maître mineur qui, comme les 29 premiers, pouvait échapper à la mort et remonter dans le panier, s'est dévoué en disant : 'Je veux tous les sauver ou ne pas leur survivre', trait admirable, trait sublime, qu'on apprécierait d'avantage si l'on songeait qu'il n'est point l'effet de l'amour propre, ni celui de la gloire ou de l'ambition et qu'il appartient entièrement à un pur sentiment d'humanité.

Il paraît donc certain que Goffin et deux ouvriers qui l'ont suivi (N^{as} Bertrand et Math. Labie) ont eu le tems d'avertir leurs camarades et de les conduire à l'amont pendage qui se dirige vers le bure Mamonster ».

29 février au soir et 1^{er} mars au matin 1812.

« Malgré tous nos efforts, l'eau est montée de 13 pieds en 23 heures. Ah, si nous sommes assez heureux pour sauver les victimes, je solliciterai, je demanderai avec les plus vives, les plus constantes instances une pension pour le brave Hubert Goffin, Chef mineur, père de 7 enfants en bas âge qui a préféré s'exposer à une mort certaine que d'abandonner ses ouvriers ; pour Nicolas Bertrand et Mathieu Labie, ouvriers qui l'ont suivi ; un Gouvernement aussi grand, aussi magnanime ne peut

les laisser sans récompense, le seul vrai courage, celui de la vertu et de l'humanité.

Je gémis, j'en conviens, de ce qu'un Préfet n'ait pas la faculté de disposer d'une somme même modique dans de pareilles circonstances. Soyez persuadé néanmoins que je ne laisserai manquer aucun secours aux malheureux.

J'ai à me louer du zèle de Mrs les Ingénieurs particulièrement de Mr Mignerou ».

4 mars 1812 — 9 h. du soir.

« Ce qu'on a fait depuis 5 jours tient du prodige. Je suis ici avec la force armée pour maintenir l'ordre et empêcher que les femmes et les enfants ne fassent périr leurs maris et leurs pères en leur donnant à manger. Les deux chirurgiens et un médecin m'ont accompagné ... Ils croient qu'aucun d'eux n'a péri en annonçant qu'ils sont 74, ce qui suppose que 19 se sont noyés. Je ne prévois pas pouvoir retourner à Liège avant 3 ou 4 heures ; les conséquences sont trop importantes pour que je puisse m'absenter. La moindre imprudence ferait périr 100 hommes de plus et nous avons à faire à des têtes de houilleux ...

P. S. Mr l'Ingénieur Mignerou est dans le bure depuis 24 heures ».

4 mars soir et dernier.

« Aujourd'hui 4 mars le déferrement au Bure de Mamouster pour la délivrance des ouvriers de celui de Beaujonc a eu lieu à peu près à midi sans accident ; l'équilibre qui s'est établi dans l'air n'a produit qu'une légère détonation *sans feu* et les malheureux ouvriers ont été délivrés. Chacun d'eux a été enveloppé d'une couverture et a reçu dans le bure même une tasse de bouillon et une très petite quantité de vin ; ces dispositions avaient été faites par Mr le Docteur Ansiaux fils qui dans la matinée était descendu avec Mr Mathieu, Ingénieur en Chef mais qui étant incommodé d'un rhume avait été obligé de remonter avec Mr Ansiaux.

Après quelques moments de repos nécessaires pour accoutumer les ouvriers successivement à l'air de l'atmosphère et à la lumière ils ont été amenés au jour. Cette opération a duré longtemps parce qu'on en mettait 5 ou 6 dans chaque panier en les faisant accompagner de quatre ouvriers travailleurs ; Hubert Goffin est sorti le dernier avec son fils et mr l'Ingénieur Mignerou qui s'est véritablement distingué ... Mais, nous nous proposons de rédiger une relation d'après les rapports des ingénieurs et d'Hubert Goffin lorsque la santé de ce dernier nous permettra de conférer avec lui et l'on verra ce que peuvent le jugement, le courage et l'humanité ; nous en savons assez déjà pour annoncer que cette relation que nous demanderons la permission de publier au profit des veuves, des enfants et des familles les plus pauvres, sera très intéressante. Elle servira aussi à l'instruction des maitres ouvriers ».

**Résumé et analyse de la lettre
adressée le 2 mars 1812 par l'Ingénieur
en Chef Mathieu au Directeur Général des Mines
et du rapport confidentiel adressé de Liège
le 31 mai 1812 par l'Inspecteur divisionnaire des Mines,
L. Cordier au Directeur Général des Mines.**

Si la lettre que l'Ingénieur en Chef Mathieu a adressée le 2 mars 1812 au Directeur Général des Mines ne donne lieu à aucune observation concernant le coup d'eau de la mine de Beaujonc, il n'en est pas de même concernant le rapport confidentiel adressé de Liège le 31 mai 1812 par l'Inspecteur Divisionnaire des Mines, L. Cordier au Directeur Général des Mines, sur le comportement de l'Ingénieur en Chef Mathieu, ci-devant chargé du service de la 1^{ère} division.

En voici quelques extraits relatifs au coup d'eau de la mine de Beaujonc, au comportement de l'Ingénieur en Chef Mathieu et à l'importance de la 1^{ère} division des Mines de l'Empire que constituait le département de l'Ourthe.

« Le sage parti que vous avez pris d'opérer le déplacement de Mr l'Ingénieur en Chef Mathieu m'a débarrassé d'une obliga-

tion à laquelle il m'eut été pénible et difficile de répondre complètement, celle de faire des recherches et vous donner un avis sur la conduite tenue par cet Ingénieur depuis quatre ans qu'il est placé dans la 1^{ère} division ... Mr le Préfet de l'Ourte nous a transmis des renseignements très exacts sur toute cette affaire (il s'agit de la carte des Mines de l'Arrondissement de Huy). Elle fait peu d'honneur à Mr Mathieu et compromet jusqu'à un certain point le Corps auquel il appartient, car tous les membres sont solidaires lorsqu'il s'agit de la considération publique. La facilité avec laquelle Mr Mathieu oublie les faits les mieux constatés et l'opiniâtreté avec laquelle il se laisse quelquefois engager à soutenir son témoignage alors qu'il est contraire à celui de tous me forcent à relever comme exemple, une assertion contenue dans son mémoire sur l'accident du 28 février à Beaujonc. Il a prétendu être descendu dès le second jour après l'accident, dans les travaux que Mr l'Ingénieur ordinaire faisait exécuter à Mamonster. C'eut déjà été trop tard sans doute car c'est dans les circonstances extraordinaires qu'un chef doit payer de sa personne ; mais le fait est que non seulement Mr l'Ingénieur en Chef n'est réellement descendu que le troisième jour après-midi mais encore que la veille il avait été assez imprudent pour passer la soirée au spectacle, où sa présence avait fini par exciter de tels murmures de la part du public, que ses amis l'avaient averti de se retirer. Au reste toute sa conduite dans cette affaire est analogue et cependant il n'a pas craint de revendiquer l'honneur du succès obtenu ».

Dans ce long rapport de huit pages, l'Inspecteur divisionnaire Cordier signale le comportement de l'Ingénieur en Chef Mathieu dans la surveillance de la concession de la mine de Calamine de la Vieille Montagne de même que dans la confection de la carte des mines de l'arrondissement de Huy. Enfin, l'Inspecteur divisionnaire Cordier rapporte que le 15 septembre 1809, l'Ingénieur en Chef Mathieu reçut un long rapport de Mr l'Ingénieur ordinaire Mignerou sur la situation critique de la mine de houille de Gosson ; au lieu de joindre son avis à ce rapport, en le transmettant au Préfet, il jugea à propos de s'ap-

propre le travail en en raturant le titre et en interposant sa signature au-dessus de celle de Mr Migneron.

Le rapport de L. Cordier se termine en ce termes : « Je ne pousserai pas plus loin, Monsieur le Comte, un examen qui m'a été pénible puisque vos ordres et mon devoir m'ayant fait loi de m'y livrer. Il est certain que malgré son esprit, ses connaissances et sa facilité à rédiger, Monsieur Mathieu n'était pas à beaucoup d'égards au niveau du poste qu'il occupait et que son changement était devenu indispensable sous plusieurs rapports.

» Il est d'ailleurs heureux, Mr le Comte, que dans ces circonstances, votre attention ait été particulièrement fixée sur la 1^{ère} division. On y verra enfin le service organisé, soit sur le point de vue du personnel, et de la subordination, soit sur celui des redevances, des affaires à traiter et de sa surveillance d'art et de police à exercer. Une réforme était d'autant plus nécessaire que les attributions de l'Ingénieur en Chef s'étendent sur plus de 400 mines exploitées presque toutes à concéder ; sur un grand nombre de minières, de carrières et d'anciennes tourbières. Il s'y trouve en outre plus de 400 usines dont plusieurs sont de la plus haute importance. En sorte que cette division est à tous égards la première de celles de l'Empire.

Il pourra arriver, Monsieur le Comte, que par la suite, vous vous déterminiez à y stationner deux Ingénieurs en Chef. En attendant celui que vous favoriserez assez pour lui confier le service entier de la 1^{ère} division se trouvera par cela même sur la première ligne des ingénieurs de son grade ; il aura une tâche difficile à remplir non seulement sur le rapport des talents et de l'activité, mais encore sous celui de la responsabilité et je me permettrai d'ajouter sous celui de la représentation ».

*

* *

L'exposé ci-dessus permet déjà de donner une première appréciation sur les trois relations du coup d'eau survenu le

28 février dans l'exploitation de la mine de houille de Beaujonc à Ans près de Liège.

1. La première observation qui vient à l'esprit est que les travaux de la mine de Beaujonc sont restés noyés par l'inondation souterraine jusqu'au 21 mars 1812, date à partir de laquelle on a pu descendre au fond du puits Beaujonc et en retirer les corps des ouvriers qui avaient péri ; le 22 mars et jours suivants, on a rétabli les conduits d'aérage dans les travaux de la couche Marais, nettoyé les galeries et épuisé les eaux qui inondaient encore une partie des travaux.

Ce n'est que 25 mars que tous les effets de l'accident se sont trouvés réparés et que la marche ordinaire de l'exploitation a été rétablie.

2. *La relation du Préfet Micoud d'Umons*, datée du 16 mars 1812 a été publiée 10 jours avant que les lieux de l'inondation puissent être visités ; il est d'ailleurs noté sur le plan y annexé qu'il s'agit d'un plan figuratif. « Attendu que les travaux du bure de Beaujonc sont encore ensevelis sous les eaux et qu'il n'existe point sur eux de renseignements positifs ... ».

La relation, en elle-même, se limite à la narration des faits qui se sont passés le 28 février 1812, dès le moment où l'eau venant de la veine Rosier arrivait dans la veine Pestay et tombait dans le puits Beaujonc et dans la veine Marais qui était en exploitation et où il y avait 137 ouvriers, jusqu'au 5 mars 1812, jour de la délivrance des 70 rescapés :

— De nombreux détails sont donnés sur la manière dont 35 ouvriers ont pu remonter avant que l'envahissement des eaux rende impossible le mouvement des paniers d'extraction dans le puits.

— La manière dont les travaux de sauvetage ont été organisés et dirigés et enfin comment les charpentiers du charbonnage parvinrent à réparer le serrement de la veine Pestay, ce qui arrêta l'inondation des travaux et rendit ainsi possible la survie de Hubert Goffin et de ses compagnons prisonniers dans les montées de la couche Marais.

— Les détails des faits qui se sont passés dans les travaux et comment Hubert Goffin et son fils Mathieu maintinrent le moral des ouvriers et parvinrent à creuser une partie de la galerie par laquelle ils furent délivrés.

3. *Relation de l'Ingénieur en Chef Mathieu.* Elle est datée du 23 mars 1812 alors que les travaux n'ont été entièrement accessibles que le 25 mars. L'Ingénieur en Chef Mathieu explique dans tous les détails les discussions qui opposaient depuis plusieurs années la Société Colson frères et sœurs à celle de la Veuve Hardy sur la propriété des mines de houille en exploitation à cet endroit. Les bures de Triquenotte et de Beaujonc appartenaient à la Société Colson tandis que ceux de la Patience et de Mamonster appartenaient à la Veuve Hardy.

L'Ingénieur en Chef Mathieu affirme dans son rapport avoir prévenu le Directeur de l'exploitation Colson (Bures Patience et Triquenotte) des risques que couraient ses exploitations du fait de la nature même des serremments dans la couche Rosier composée de deux laies de charbon séparées par une couche de schiste surtout aux approches du mois de mars, époque où le niveau d'eau s'élevait parfois de plusieurs mètres et de ce fait, exerçait une pression beaucoup plus forte qu'en toute autre saison : l'eau décompose la couche de schiste qui devient sans consistance et qui n'est plus à même de retenir les eaux.

D'après cette relation, l'Ingénieur en Chef Mathieu est arrivé sur les lieux 3 / 4 heure après avoir été averti de l'accident ; lui seul décida et fit prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de l'exécution du travail qu'il avait conçu pour la délivrance des ouvriers.

D'après lui, c'est seulement au moment où il se dirigeait vers le bure Mamonster que l'Ingénieur Mignerou arriva sur les lieux.

Il déclare être descendu dans les travaux le 29 février et le 1^{er} mars, pour examiner le progrès de ses travaux, et y être encore descendu le 2 mars sans attendre Mignerou occupé à une opération trigonométrique à la surface, vu qu'il n'existait pas de plan des travaux ; celui-ci descendit par après pour assu-

rer la surveillance des travaux commandés par l'Ingénieur en Chef Mathieu.

Il descendit encore — déclare-t-il — dans la mine les 2, 3 et 4 mars pour suivre de près l'exécution des travaux de sauvetage et s'assurer qu'aucune imprudence n'était commise.

A la fin de son rapport, l'Ingénieur en Chef Mathieu déclare se louer du zèle infatigable de Mignerot ainsi que de l'aptitude et des connaissances dont il a donné les preuves.

Il signale ensuite « que plusieurs fautes graves en exploitation ont provoqué l'événement funeste arrivé le 28 février au bure de Beaujonc » :

— 1) Enlèvement sans nécessité du massif de la veine Rosier qui retenait les eaux du Bure de Triquenotte et son remplacement par deux serrements construits dans cette couche, offrant beaucoup moins de solidité et de garantie contre l'irruption des eaux.

— 2) Omission de visiter ou de faire visiter assidûment ces serrements malgré le conseil donné le 9 décembre au sieur Lambert Colson, Directeur des houillères de Triquenotte et de Beaujonc.

— 3) Mise de ces deux bures en communication directe par la veine du Pestay, sans avoir laissé une « serre » séparatoire et une « place de serrement » qui aurait empêché les eaux de la veine du Rosier de s'écouler vers le bure de Beaujonc et de se précipiter dans le fond des ouvrages à la veine du Maret.

— 4) Inexistence d'un plan exact malgré l'instruction du 3 août 1810.

— 5) Omission de faire creuser dans la veine du Maret, selon la coutume, des « pahages » ou réservoirs pour les eaux, dans le cas d'un événement inattendu tel que celui du 28 février, ce qui eut donné le temps aux ouvriers pendant qu'il se remplissait, de se sauver en remontant à la surface. Il termine son rapport en donnant quelques conseils en vue de poursuivre, avec plus de sécurité, l'exploitation des veines du puits Beaujonc.

**Relation de Louis Cordier, Inspecteur divisionnaire
et de Louis Antoine Beauier,
Ingénieur en Chef au Corps Impérial des Mines**

Cette relation est datée du 10 avril 1812 soit plus de 15 jours après que l'ensemble des travaux, où s'était produit l'accident, eurent été rendus accessibles ; il est intitulé : « Procès-verbal d'enquête sur l'accident arrivé le 28 février 1812 dans l'exploitation de la mine de houille de Beaujonc, près la Ville de Liège ».

Ce procès-verbal de 34 pages avec deux plans donne une relation très détaillée de la manière dont ces deux ingénieurs ont mené l'enquête.

Les deux ingénieurs donnent, tout d'abord, le déroulement des devoirs qu'ils ont accomplis :

- Visites des travaux souterrains des bures Mamonster et Beaujonc les 10, 11 et 25 mars 1812.
- Interrogatoires des principaux témoins en différents lieux des communes d'Ans et de Saint-Nicolas afin d'être plus à portée de la majeure partie des témoins.
- Audition du Maire d'Ans, des Directeurs des exploitations de Mamonster et de Beaujonc.
- Audition de Hubert Goffin, maître mineur et des principaux ouvriers qui ont collaboré avec lui pour maintenir le moral et le courage des ouvriers ensevelis.
- Examen des registres de paies et des feuilles journalières des marqueurs indiquant les noms des ouvriers présents dans la nuit au moment de l'accident.
- Interrogatoire de plus de 80 ouvriers réunis pour s'assurer d'une manière irrécusable du nombre d'ouvriers qui ont péri et de ceux qui sont restés plusieurs jours ensevelis.
- Demande d'informations aux deux conducteurs des mines Antoni et Malaise concernant l'état des lieux avant et après l'accident.
- Réception de renseignements verbaux et écrits donnés par l'Ingénieur en Chef Mathieu et l'Ingénieur ordinaire Migneron.

- Réception d'indications que la notoriété publique a transmises par l'organe de personnes notables avec lesquelles ils se sont mis en rapport.
- Examen des avis du Préfet de l'Ourthe, de son rapport adressé au Directeur Général des Mines.

Ils traitent ensuite dans leur procès-verbal des effets de l'accident en rapportant avec grande précision les événements de la journée du 28 février et des jours suivants.

Enfin, ils examinent les causes de l'accident, la manière dont la surveillance a été exercée sur les mines de Beaujonc, antérieurement à l'accident.

Leurs conclusions concernant la responsabilité de l'accident sont les suivantes :

— « que l'accident a eu lieu par suite d'une exploitation vicieuse et contraire non seulement aux règles de la bonne exploitation en général, mais encore à la pratique habituelle du Pays de Liège et que les causes se trouvent dans trois fautes capitales commises par les exploitants.

— » que la première de ces fautes consiste en ce qu'après avoir mis en communication les ouvrages de Triquenotte et de Beaujonc par la couche du Pestay, on a témérairement enlevé à la couche du Rosier les massifs séparatoires d'avec une immense étendue de vieux ouvrages remplis d'eau sans avoir d'autre moyen de retenue que de pratiquer deux digues ou serremens, dans un terrain dont le peu de solidité était connu.

— » que la seconde faute consiste en ce qu'après avoir créé dans les ouvrages supérieurs, une cause de danger continuellement immense, on a dirigé les ouvrages en amont de la couche inférieure du Marais au lieu de les descendre en aval et de ménager par ce moyen une décharge en cas d'inondation.

— » que la troisième faute se trouve dans le défaut de surveillance des digues ou serremens de la couche du Rosier, surveillance qu'on avait absolument abandonnée depuis 7 à 8 mois au moins, malgré que le système général de l'exploitation fut évidemment disposé de manière à compromettre à chaque instant la sûreté des ouvriers ».

Le procès-verbal d'enquête de Louis Cordier, Inspecteur divisionnaire et Louis Antoine Beaunier, Ingénieur en Chef au Corps Impérial des Mines est reproduit in extenso à la fin de cette étude.

*

* *

De la comparaison de ces trois relations du coup d'eau survenu le 28 février 1812 à la mine de Beaujonc, il y a lieu de retenir :

— que le Préfet du Département de l'Ourthe a eu comme seul objectif de secourir les parents des victimes de l'accident et de rendre un hommage pleinement mérité à Hubert Goffin pour la brillante conduite qu'il a eue en restant dans le fond de la mine avec ses compagnons de travail pour partager leur sort et surtout en soutenant d'une manière admirable leur moral durant les cinq jours que dura leur ensevelissement.

— que Mathieu, Ingénieur en Chef a tenté de tirer un profit personnel en expliquant avec force détail le rôle qu'il avait joué tant avant le coup d'eau que durant les travaux de sauvetage, sachant très bien que son comportement comme Ingénieur en Chef dans le Département de l'Ourthe était l'objet de sévères critiques.

— que le procès-verbal d'enquête de L. Cordier et L. A. Beaunier, envoyés spécialement de Paris à la demande expresse du Ministre de l'Intérieur est remarquable de précision et montre d'une manière objective quelles difficultés les Ingénieurs des Mines, en raison de la faiblesse de leurs effectifs, ont rencontrées pour exercer d'une manière efficace la surveillance de toutes les exploitations minières et métallurgiques dont ils avaient la charge ; il démontre aussi que la direction d'une opération de sauvetage telle que celle du Bure Patience fait peser une lourde responsabilité sur les épaules de ces Ingénieurs à la fois dans la conception de l'opération et dans son exécution, eu

égard aux réactions souvent incontrôlées qu'ont les ouvriers mineurs chargés de la réaliser.

Étant donné les causes de l'accident, il est compréhensible que la Direction Générale des Mines à Paris n'ait pas suivi la proposition de Micoud d'Umons, Préfet du Département de l'Ourte, de nommer Hubert Goffin, conducteur des Mines au Corps Impérial des Mines.

Il fallut attendre le Régime hollandais pour le voir exercer cette fonction à la grande satisfaction de ses supérieurs.

Hubert Goffin mourut, victime de son dévouement, le 8 juillet 1821 dans les travaux souterrains de l'exploitation houillère de Sclessin appartenant à la famille Colson de Saint-Nicolas.

Source d'archives et ouvrages consultés

- Archives Générales du Royaume (A.G.R.).
Ancien Fonds de la Direction Générale des Mines.
897 Accidents divers 1821 - 1830.
- Archives de l'État à Liège (A.E.L.).
Fonds Français.
1846 - 1847.
Le portefeuille 1849 concernant les accidents et catastrophes minières : au Champay, Horloz, Marihay, Patience et Beaujonc (dossier Goffin) est disparu depuis l'étude de Léon - Éli Troclet ayant donné lieu à sa plaquette : « La première expérience de Sécurité Sociale — Liège : Décret de Napoléon de 1813 ».
- Archives Nationales de France à Paris (A.N.F.).
F 14 1062 - 1063 - 1064¹ - 1064³ ; F 14 1308

Sources imprimées.

- *Recueil des lois, arrêtés et instructions sur les Mines, Minières, Carrières et Usines*, Mons, Imprimerie de Monjot (sans date — circa 1824).
- H. DELRÉE et A. LINARD DE GUERTECHIN, *Esquisse historique de la législation et de l'Administration des Mines*, 1963.

- H. DEWÉ, *La houille dans l'ancien Pays de Liège*, in Congrès de l'A.I.Lg., section Mines 1947.
- M. FLORKIN, *Un Prince — Deux Préfets*, 1957.
- J. ROUHARD-CHABOT, *Notice biographique sur Hubert Goffin*, in « Le Vieux-Liège » n° 79, septembre-octobre 1948.
- Léon-Éli TROCLET, *La Première Expérience de Sécurité Sociale — Liège — Décret de Napoléon de 1813*, 1953.

ANNEXE I

A.G.R., Ancien Fonds des Mines, 897.

Lettre adressée le 8 juillet 1821
par A. G. Delpaire, Ingénieur des Mines du 16^e district,
rive droite de la Meuse
à son Excellence Monsieur le Comte de Liedekerke-Beaufort,
Chevalier de l'Ordre du Lion, Belgique,
Gouverneur de la Province de Liège.

Monsieur le Comte,

C'est avec les plus vifs regrets que je viens vous faire part de la mort du Chevalier Goffin, Conducteur des Mines, placé sous mes ordres, survenu aujourd'hui vers les 5 heures du matin dans la mine de Sclessin.

Des sentiments de reconnaissance envers la famille de Colson de la Commune de Saint-Nicolas à laquelle le conducteur avait beaucoup d'obligations le portaient, hors de son service, à employer une partie du tems destinée à son repos à surveiller l'exploitation située dans la Commune de Sclessin et appartenant à cette famille.

La nuit dernière, les ouvriers de cette mine ayant laissé prendre le feu produit par l'inflammation d'une petite portion de gaz, dans les fascines qui servent à la construction d'un remblai dans une petite taille placée au fond des travaux et où on arrivait par un petit puits secondaire et n'ayant pu l'éteindre, avaient eu recours à boucher ce petit bure au moyen d'une digue pour étouffer le feu ; cette opération finie, ils firent appeler le sieur Goffin, qui y descendit vers les cinq heures du matin accompagné du sous-chef mineur et d'un ouvrier.

Il semble qu'il ne voulut pas exposer ses ouvriers à défaire la digue en question ou ne voulut s'en fier qu'à lui seul, dans la conviction sans doute que la dite taille ayant peu de longueur, il ne pouvait y exister beaucoup de gaz, mais il se trompait, il fut surpris dans cette opération par le déchirement précipité de la digue que celui-ci procura aussitôt qu'elle fut un peu défaite et frappé de mort à la tête, par la violence avec laquelle il fut jetté sans doute contre le toit de la chambre qui renfermait ce puits (il n'avait été que légèrement brûlé).

Le Gouvernement et tous les exploitants de mon district perdent en lui un conducteur zélé et instruit qu'il sera difficile de remplacer. De mon côté, je perds en lui un collaborateur courageux en qui je mettais toute ma confiance, mon service ne peut que souffrir beaucoup de sa mort.

J'ai l'honneur d'être avec respect et haute considération, Monsieur le Gouverneur, de votre Excellence, le très humble et obéissant serviteur. (signé) Delpaire.

ANNEXE II

Rapport de Louis Cordier et Louis-Antoine Beaunier

A.N.P., F¹⁴ 1063

Procès-verbal d'enquête
sur l'accident arrivé le 28 février 1812
dans l'exploitation de la mine de houille
de Beaujonc, près la Ville de Liège

par

Louis Cordier, Inspecteur divisionnaire Louis-Antoine Beaunier, Ingénieur en Chef au Corps Impérial des Mines en vertu des ordres de Monsieur le Conseiller d'État à vie Directeur Général des Mines et en exécution de l'arrêté de son Excellence le Ministre de l'Intérieur en date du 4 mars 1812.

10 avril 1812

Vu par le préfet le 17 avril 1812.

(sé) Baron de Micoud d'Umons.

Mines et usines

Département
de l'Ourte

Mine de houille
de Beaujonc

Procès-verbal d'enquête
sur l'accident arrivé le 28 février 1812
dans l'exploitation de la mine de houille
de Beaujonc près la Ville de Liège

Nous soussigné Louis Cordier, inspecteur Divisionnaire et Louis Antoine Beaunier, ingénieur en Chef au Corps Impérial des mines, en vertu des ordres de Monsieur le Conseiller d'État à vie Directeur Général des mines et en exécution de L'arrêté de son Excellence le Ministre de l'intérieur, en date du 4 mars partant.

« Article 1^{er} : au reçu du présent un inspecteur Divisionnaire des mines et un ingénieur en Chef, désignés par le Directeur Général des Mines se rendront à Liège, pour y prendre les Ordres de Monsieur le Préfet.

» Article 2 : ils se feront rendre compte des événemens survenus aux mines de Beaujonc le 28 février dernier, visiteront ces mines, après avoir constaté par procès-verbal les causes de cet événement et en rendront compte à Monsieur le préfet ».

Nous sommes rendus à Liège le 8 mars dernier et le lendemain et jours suivans avons procédé aux informations ordonnées par son Excellence.

Après avoir visité pendant le cours de la journée du 10, tous les travaux souterrains de l'exploitation de Beaujonc qui étaient accessibles à cette époque.

Après être descendu dans la journée du 11, dans les travaux de l'exploitation contiguë, dite de Mamonster et avoir visité la galerie de jonction par laquelle on a délivré les mineurs.

Après avoir parcouru dans la journée du 25 mars les parties des travaux de la mine de Beaujonc qui jusque là étaient restés noyés par les eaux de l'inondation souterraine.

Après nous être transportés dans différents lieux des communes d'Ans et de Saint Nicolas, pour être plus à portée de la majeure partie des témoins de l'accident et avoir entendu Monsieur le Maire d'Ans et reçu les dires du sieur Lambert Colson, Directeur de l'Exploitation Beaujonc, du sieur Goffin, Maître mineur, des nommés Mathieu L'abbey, Melchior Clavir, Nicolas Bertrand, Jean Bernard, Mathieu L'ardinois et de plus les vingt mineurs les plus intelligents, parmi ceux qui travaillaient dans la mine au moment de l'accident, ceux du sieur

D'or, maître charpentier et de son aide, ceux du sieur Galland, Directeur de l'exploitation de Mamonster, du sr Ernest Leclercq, maître mineur de la même exploitation et de plusieurs autres maîtres ouvriers et mineurs qui en dépendent.

Après nous être fait représenter les registres pour la paye des ouvriers de Beaujonc et les feuilles journalières du Marqueur, parmi lesquelles se trouvait celle des ouvriers qui étaient de service, dans les mines au moment de l'accident.

Après avoir profité d'un rassemblement de plus de quatre-vingt de ces derniers pour constater par une masse de témoignages balancés d'une manière irrécusable, le nombre des ouvriers qui ont péri, et celui des ouvriers qui sont restés plusieurs jours ensevelis par l'inondation.

Après avoir demandé compte aux deux conducteurs des mines, Antoni et Malaise, de l'état des lieux, avant et après l'accident.

Après nous être fait remettre et avoir examiné les plans des ouvrages souterrains.

Après avoir reçu les renseignements que Monsieur Mathieu, Ingénieur en Chef des Mines et Monsieur Mignerou, ingénieur ordinaire, nous ont transmis soit de vive voix soit par écrit.

Après avoir recueilli toutes les indications que la notoriété publique a pu nous transmettre par l'organe des personnes notables avec lesquelles nous avons pu nous mettre en rapport.

Enfin après avoir profité des avis de Monsieur le Préfet de l'Ourte, ainsi que de la communication qu'il a bien voulu nous donner de son rapport à Monsieur le Directeur Général des Mines.

Avons reconnu que les témoignages étaient d'accord sur les causes et les effets de l'accident du 28 février ou qu'ils différaient seulement dans quelques points peu importants ou étrangers à l'objet de notre mission.

En conséquence, nous avons procédé à la rédaction du présent, non dans l'ordre des témoignages reçus, mais dans l'ordre naturel des choses que nous avons à rapporter, nous avons en outre tracé le dessin ci-joint, en faisant usage des plans remis par les exploitans et Messieurs les Ingénieurs du Département et des élémens que nous avons recueillis dans l'intérieur de la mine depuis l'assèchement des travaux.

Nous traiterons d'abord des effets de l'accident en rapportant les événements de la journée du 28 février et jours suivans ; nous rendrons compte ensuite de la cause du désastre.

Exposé des faits.

Les mines de Beaujonc et Triquenotte sont situées dans la commune d'Ans à trois kilomètres à l'Ouest de la Ville de Liège ; on y travaille

depuis plus d'un siècle à l'exploitation de plusieurs couches de houille parallèles placées à distance les unes au-dessus des autres et inclinées de 16 à 20 degrés vers le Sud-Sud-Est. Malgré que l'extraction ait été très active dans ces derniers tems, aucun accident très grave n'avait attiré l'attention de l'administration sur ces mines, lorsque le 28 février dernier, vers dix heures et demi du matin, se sont manifestés les premiers signes de l'événement dont nous avons à vous rendre compte.

Les ouvriers du poste de jour au nombre de cent vingt sept, se trouvaient occupés à l'enlèvement de la houille dans les excavations de la couche inférieure dite du Marais au fond du puits Beaujonc c'est-à-dire à 169 mètres (520 pieds) de profondeur moyenne. Les uns en petit nombre travaillaient dans les excavations pratiquées à l'orient, lesquelles ainsi qu'on peut le voir sur le plan, se trouvaient alors en partie noyées par les eaux provenant des filtrations ordinaires. Les autres étaient dispersés dans les excavations de l'Ouest, lesquelles s'étendent à plus de 450 mètres en suivant le prolongement du niveau tiré du fonds du puits, remontent en amont sur une largeur moyenne de 66 mètres et vont ainsi à la rencontre des ouvrages de l'exploitation voisine et supérieure de Mamonster. Les chargeurs et quelques autres ouvriers, qui, ayant achevé leur poste, attendaient au fond du puits, l'heure prochaine de remonter au jour, s'aperçurent qu'il commençait à tomber de l'eau de la partie supérieure du puits. Ce fut précisément au moment où le panier (A) chargé de houille venait d'être enlevé par la Machine à Mollettes ; ils crurent d'abord qu'il se faisait une perte à quelqu'une des corps de pompe ; mais lorsque le panier correspondant à celui qui venait d'être enlevé, fut descendu c'est-à-dire au bout de 20 minutes, l'eau tombait déjà en abondance et avec un grand bruit. C'est alors que le maître ouvrier Hubert Goffin accouru de l'extrémité des travaux de l'ouest fit donner l'alarme.

Déjà ce maître ouvrier s'était placé sur le panier avec la quantité d'ouvriers qui pouvaient y tenir, lorsque le plus louable dévouement l'en fit sortir ; son exemple fut imité par ses sous-officiers, Nicolas Bertrand, Melchior Clavir et Mathieu L'Abbeie.

Le premier panier arriva au jour suspendu par deux chainons, les deux autres s'étant décrochés, il ne portait plus que six hommes ; le reste de la charge avait été précipitée.

Au second voyage, la violence de la chute d'eau qui remplissait toute la capacité du puits, abattit quelques hommes, qui malgré le tumulte et la presse, furent sauvés par le maître ouvrier et Jean Bernard.

Cependant le puisard s'était rempli ; l'eau couvrait la place du chargeage et s'écoulait avec rapidité dans les travaux de l'Ouest en suivant

(A) Le panier est une caisse carrée, qui à l'aide d'aillérons, peut enlever 30 quintaux métriques de houille.

la galerie d'allongement, sa hauteur croissait à chaque instant ; on essaya d'en verser une partie dans les ouvrages de l'est. A cet effet, le maître ouvrier donna ordre d'aller déboucher un trou de sonde d'un mètre d'orifice, percé en R c'est-à-dire au-dessous du niveau du puisard. Nicolas Bertrand exécuta cet ordre avec dilligence ; mais le résultat fut à peine sensible, tant l'affluence des eaux était considérable. On fut immédiatement après, obligé de culbuter les cloisons d'aérage afin de pouvoir circuler autour du puisard.

Tous les ouvriers se trouvaient réunis au fond du puits, ayant, pour la plupart de l'eau jusqu'à la ceinture, lorsque le panier descendit pour la troisième fois ; une partie de ceux qui s'élancèrent pour l'atteindre furent submergés ; ceux qui purent s'y établir arrivèrent au jour.

Ce voyage du panier fut le dernier dont les mineurs profitèrent ; il s'était écoulé environ 40 minutes depuis les premiers indices de l'inondation ; l'eau allait atteindre le toit du chargeage et de la galerie d'allongement. Tous ceux qui avaient tenté de remonter par les échelles des pompes en avaient été précipités par la violence de la cascade. Alors les ouvriers qui restaient, contraints de renoncer à l'espoir de profiter d'un quatrième voyage et chassés de la seule issue par laquelle ils pouvaient échapper au danger, se réfugièrent en suivant le cours de l'eau dans la portion des ouvrages de l'Ouest que l'inondation n'avait pas encore gagnée. C'est là qu'ils sont restés enfermés jusqu'au moment de leur délivrance.

Quelques ouvriers demeurés au chargeage malgré les instances du maître-mineur, se noyèrent avant le retour des paniers.

Cependant trente cinq ouvriers avaient été remontés au jour ; les paniers firent encore plusieurs voyages ; mais ne ramenèrent personne.

Le désordre et la confusion qu'un tel événement dût exciter au dehors, durèrent jusqu'à une heure, tems auquel Mr l'Ingénieur en Chef Mathieu, Mr Lambert Colson, Directeur de l'établissement et Mr l'ingénieur ordinaire Migneron purent arriver, tous trois firent la plus grande diligence dès qu'ils furent avertis.

L'ingénieur en Chef pourvut de suite à contenir la foule qui s'était portée sur les lieux. La force armée envoyée par Mr le Préfet arriva en très peu de tems.

Il fut reconnu que l'inondation provenait d'une digue souterraine ou *serrement*, située dans les vieux ouvrages de Triquenotte, que les eaux après être tombées au fond du puits de ce nom, arrivaient dans celui de Beaujonc à 97 mètres du jour et après avoir suivi le plan des excavations abandonnées de la couche du Pestay. Enfin qu'il y avait peu d'espoir de pouvoir arrêter l'élévation des eaux dans les travaux du Marais car on savait d'ailleurs que le réservoir d'où elles s'échappaient, devait avoir au moins 10 mètres de hauteur sur plusieurs mètres de lar-

geur et plus de 1200 mètres de longueur, indépendamment des communications inconnues.

On apprit des ouvriers que les premiers paniers avaient remontés au jour, le dévouement du Maître-mineur. On scut qu'il était demeuré avec l'intention de se frayer un passage vers les travaux contigus de Mamonster, les seuls accessibles dans le voisinage, que son opinion et celle des autres ouvriers était qu'ils y parviendraient en quelques heures, en partant de l'extrémité de la septième montée ou taille en montant, pour attaquer le massif séparatoire et que leur persuasion à cet égard se fondait sur ce qu'un coup de sonde de 10 mètres de longueur, pratiqué quelques jours auparavant en amont de la taille avait débouché dans le vide.

La disposition des localités et les données que nous venons d'exposer, ne laissaient pas le choix des moyens à prendre, pour essayer de secourir les hommes renfermés dans la mine ; ces moyens ne pouvaient échapper à personne, consistaient d'une part à tenter la réparation de la digue, à forcer l'épuisement au puits Beaujonc et de l'autre à descendre à Mamonster dans les travaux de la couche du Marais afin d'y découvrir le trou de sonde annoncé, de le suivre en taille jusqu'à la rencontre des ouvriers renfermés ou bien à son défaut d'ouvrir une galerie en pleine couche et dans la direction du chemin qui serait jugé le plus court. On n'avait donc à vaincre que des difficultés d'exécution, difficultés dont l'étendue ne fut pas sentie d'abord mais qui ont paru telles qu'elles étaient, c'est-à-dire immenses dès qu'il a été reconnu que le trou de sonde devait avoir été percé à une grande distance à l'Ouest des ouvrages de Mamonster.

Monsieur l'ingénieur en Chef fit les réquisitions nécessaires pour obtenir des secours de toute espèce dans les exploitations voisines et pour que celle de Mamonster fut mise à sa disposition pendant qu'il était obligé de rester à la surface pour donner des ordres et remédier aux inconvénients de la confusion et d'un empressement mal entendu. Mr l'Ingénieur ordinaire descendit à Mamonster accompagné du sr Galland, Directeur, du sr Colson, du conducteur Malaise et du Maître-mineur Ernest Leclerc, il était alors deux heures de l'après-midi.

Les travaux de Mamonster situés à l'ouest dans lesquels il s'agissait de pénétrer, ayant été abandonnés depuis plusieurs mois, il fallut d'abord y conduire l'aérage ce qui s'exécuta avec assez de facilité, moins lorsqu'on voulut s'avancer dans la seule galerie d'allongement qui pouvait mener au bout des ouvrages, on la trouva entièrement éboulée, il fallut cinq heures de tems et toute l'ardeur des ouvriers pour franchir les étranglements encore n'y eut-il que l'ingénieur, le conducteur et quelques travailleurs qui purent arriver à l'extrémité de la galerie en se glissant à travers les débris.

L'ingénieur eut bientôt vérifié qu'aucun trou de sonde ne débouchait des travaux de Beaujonc dans ceux de Mamonster ; on n'entendait d'ailleurs aucun bruit de ce côté, en sorte que l'espoir d'opérer une prompte délivrance dont on s'était flatté et avec lequel on était descendu, s'évanouit entièrement. Alors loin de partager le découragement des personnes qui l'accompagnaient, Mr Migneron s'occupa de calculer la distance des deux exploitations, à défaut du plan des travaux de Beaujonc, il réunit les renseignements que purent fournir de vive voix les directeurs et maîtres-ouvriers qui l'avaient suivi, il trouva que d'après toutes les probabilités, le trou de sonde annoncé devait se trouver au moins à 140 mètres dans l'Ouest, que l'extrémité de la galerie d'alongement était le seul point d'attaque qui fut possible, les autres ouvrages de l'Ouest de Mamonster étant noyés, que la longueur de l'amont-pendage de Beaujonc était la partie la plus rapprochée par laquelle on put se mettre en communication, enfin que l'épaisseur du massif à percer pouvait être de 60 à 70 mètres (environ 200 pieds).

Il était évident qu'il n'existait plus de possibilités de secourir les mineurs, qu'en perçant une communication de cette longueur et qu'une extrême rapidité dans le travail pouvait seule faire arriver à eux avant qu'ils n'eussent succombé à leur situation. Mr Migneron se décida de suite à attaquer au bout de la galerie malgré l'avis des ouvriers qui avaient déjà commencé un trou de sonde vers l'Ouest et sur la ligne de direction, il fixa celle qu'on devait suivre à 36 degrés Sud par Ouest, de la Boussole, c'est-à-dire en descendant à peu près à une pente dans le plan de la couche de houille du Marais.

A huit heures du soir, la taille était commencée sur neuf décimètres de hauteur qui est celle de la couche et vingt cinq décimètres de largeur, le trou de sonde qui devait la précéder portait dix mètres.

A dix heures, l'ouvrage était en pleine activité et élargi du double, on continuait à réparer et à déblayer la galerie, six mineurs travaillant par moitié et se relevant de quart d'heure en quart d'heure durent être remplacés dès qu'ils auraient avancés la taille de douze décimètres.

Après avoir ainsi organisé le travail, Mr l'ingénieur ordinaire sortit de la mine à dix heures et demie et rendit compte à Mr l'Ingénieur en chef qui approuva les dispositions prises et prescrites, pourvut au service de la nuit et ordonna de plus d'employer la poudre pour abattre la houille ; l'avantage de cette disposition était de gagner une heure sur cinq et de faire entendre d'une plus grande distance. Mais la difficulté d'amener assez d'air à la taille la fit abandonner dès le lendemain.

Pendant que le travail souterrain de Mamonster s'était organisé, Mr l'Ingénieur en chef avait pourvu aux moyens d'épuisement du puits Beaujonc ; l'empressement des propriétaires des mines voisines n'avait rien laissé à désirer pour le service de la machine à mollettes. Cette machine mue constamment par dix chevaux enlevait conjointement

avec la machine à feu, environ 124 mètres cubes d'eau par heure (B) ; mais l'eau continua toujours de s'élever dans le puits.

Indépendamment de ces mesures, on s'était occupé des moyens de reconnaître l'état de la digue, mais ce ne fut que dans la nuit vers cinq heures du matin que le sieur D'Or, maître-charpentier accompagné du mineur Henri Legris, put y parvenir, ils pénétrèrent dans la galerie où la digue se trouvait placée, malgré qu'elle fut remplie par le torrent jusqu'à deux ou trois décimètres du toit et que la présence du gaz acide carbonique ne permit point d'avoir de la lumière. On sut alors que *la digue n'avait éprouvé aucune rupture* ; mais qu'il s'était fait un affouillement latéral très large, par lequel l'eau continuait de s'échapper avec abondance et rapidité. Le rétablissement des conduites de Triquenotte fut poursuivi et le maître-charpentier se chargea d'entreprendre la réparation de l'affouillement, malgré les difficultés et les dangers que présentait cette opération.

Ainsi donc dix-huit heures après l'accident, l'Autorité avait pris toutes les mesures qu'il était humainement possible de prendre, soit à l'intérieur des mines soit à l'extérieur pour essayer de remédier au désastre. Au reste dans une incertitude très alarmante sur les points suivants : 1°) la réparation de la digue était-elle praticable, 2°) dans le cas de la négative, l'action de la machine pouvait-elle empêcher l'inondation de gagner les ouvrages qui avaient dû servir de refuge, 3°) enfin parviendrait-on à percer une communication qu'on présumait devoir être de 60 mètres mais qui pouvait en avoir davantage, dans un temps assez court pour que les mineurs pussent éviter l'asphixie ou ne pas succomber d'inanition.

Il fallut des efforts vraiment extraordinaires pour vaincre à la fois tant de difficultés ; nous devons tracer rapidement la suite des événements jusqu'au moment de la délivrance.

Le 1^{er} mars vers trois heures après-midi, le Maître Charpentier qui avait été déterminé par les pressantes sollicitations que Mr Migneron lui avait faites la veille, réussit à boucher l'affouillement de la digue. Le lendemain, les eaux qui s'étaient successivement élevées au puits Beaujonc et qui étaient parvenues à la hauteur de 22 mètres 73 décimètres, commencèrent à baisser très lentement. Dès lors l'activité de l'épuisement n'eut d'autre but que celui d'empêcher les eaux de gagner les excavations dans lesquelles les ouvriers avaient dû se retirer. On ne pouvait plus se flatter d'assécher à tems les parties noyées.

Toutes les espérances s'étaient portées vers la communication entreprise à Mamonster, le travail se suivait avec une prodigieuse activité. Mais là comme dans des cas aussi extraordinaires, chacun se croit

(B) Il est à remarquer que sur cette quantité 50 mètres cubes provenaient de la remise ordinaire de la grande veine.

autoriser à donner et même à faire prévaloir son avis, Mrs les Ingénieurs ont eu à vaincre beaucoup de contrariété de la part des travailleurs.

D'abord on fut longtemps sans entendre les mineurs enfermés donner signe de leur existence et les travailleurs exprimaient un découragement inquiétant.

Lorsqu'on eut ensuite et dès le second jour, entendu le faible bruit du travail que les mineurs de Beaujonc tentaient inutilement à l'extrémité de la septième montée [...], les plus violents murmures s'élevaient contre l'ouvrage entrepris et la direction qu'on lui avait donnée.

Enfin, quand les mineurs de Beaujonc reconnaissant leur erreur vinrent pour dernier moyen de salut, tenter l'attaque de la cinquième montée [...] qui était celle vers laquelle où se dirigeaient les travailleurs de Mamonster, convaincus par le placement et l'accroissement du bruit, commencèrent à manifester une opposition d'un autre genre, le bruit faible mais distinct des coups d'outils frappés par les mineurs renfermés paraissait venir tantôt à droite et tantôt à gauche, ce qui prouvait qu'on suivait justement la direction convenable car on sait que le son tout en se transmettant à de grandes distances à travers les bancs de pierre suit constamment la direction du choc ; mais les ouvriers en tiraient alternativement une induction contraire. Mr Mignerou qui surveillait et pressait sans relâche le travail, avait beaucoup de peine à les contenir, il était obligé de les ramener continuellement à la direction prescrite dont ils s'obstinaient à s'écarter tantôt dans un sens tantôt dans l'autre. Ces variations d'allures ont fait perdre plus de six heures bien précieuses et il en est résulté que la galerie de secours a pris une forme un peu sinueuse et qu'elle s'est trouvée porter plus de cinq mètres de largeur moyenne. Il a fallu en outre pour satisfaire les travailleurs leur laisser pousser en aval un rameau de galerie inutile et qu'en suite ils ont abandonné d'eux-mêmes.

Le trois mars au soir, la sonde qu'on faisait jouer en avant et au fur et à mesure des progrès de la taille atteignit le vuide de l'ouvrage que les mineurs de Beaujonc avaient poussé à la rencontre ; mais l'air extérieur causant une impression trop vive et trop désagréable à ces malheureux, le trou de sonde fut fermé à leur prière.

Le quatre vers midi, la taille de communication déboucha (ainsi qu'on peut le voir sur le plan) à l'extrémité du prolongement de la cinquième montée, c'est-à-dire précisément au point qu'il fallait atteindre pour arriver par la ligne la plus courte.

Au moment où le dernier refend de houille fut abattu, l'air extérieur entra et descendit dans les travaux de Beaujonc avec une rapidité et un bruit semblable à une détonation.

On avait à craindre qu'un coup de feu ne rendit tant de soins et d'efforts inutiles et n'occasionnent un accident qui eut été fatal tous ;

heureusement qu'il ne s'était accumulé de gaz inflammable nulle part ; Mr Mignerou d'ailleurs avait ordonné de sages précautions et veillait lui-même à l'exécution.

On trouva la plupart des mineurs sur pied et ranimés par la certitude de leur délivrance. Ces malheureux au nombre de 70 avaient passé cinq jours et cinq nuits sans prendre de nourriture et n'ayant eu à boire que de l'eau qui avait croupi long tems dans les mines. Leur position pendant les deux premiers jours avait été affreuse, sans provisions, sans air circulant, menacés par l'inondation, qui gagnait à chaque instant le pied des ouvrages dans lesquels ils étaient réfugiés, fatigués du travail qui avait précédé l'accident, épuisés par les tentatives faites inutilement pour percer à la septième montée, excédés par le trouble et les agitations, n'entendant aucun bruit qui annonçât du secours, ils s'étaient abandonnés au désespoir, aux larmes et aux plus ferventes prières.

Ce que des hommes placés dans des circonstances aussi extraordinaires, peuvent avoir fait, ou dit, ou pensé, doit offrir un grand intérêt ; mais il n'entre pas dans notre sujet d'en donner le récit. La tentative que ces malheureux avaient faite à la septième montée, ne les avait conduit qu'à déboucher dans le vuide des anciens ouvrages dits de Martin-Wéry, qui étaient remplis d'air inflammable.

Ils s'étaient ainsi donné une nouvelle chance de danger doublement redoutable, il paraît qu'ils seraient restés livrés à l'horreur de leur situation, si le Maître-ouvrier Hubert Goffin dont le caractère ne s'est pas démenti, n'avait saisi un dernier rayon d'espoir et ne les avait déterminés à se rendre à la cinquième montée, pour essayer une nouvelle attaque de communication avec l'exploitation voisine. C'est alors que le bruit encore très faible du travail qu'on exécutait à Mamonster depuis plus de 36 heures leur est parvenu. Dès ce moment, l'espoir d'être délivré à temps les a soutenu contre l'abattemens et la faim ; quelques uns seulement se sont déterminés à manger des chandelles ? La plupart ne pouvaient dormir ; les plus courageux ne cessèrent de travailler au rameau de galerie poussé vers Mamonster que lorsque leurs forces furent totalement épuisées. Nous ajouterons enfin que les lumières s'étaient éteintes soit faute d'air, soit par accident, les soixante dernières heures ont été passées dans l'obscurité.

Malgré un si long état de souffrance, presque tous les mineurs délivrés purent se rendre jusqu'au chargeage du Bure de Mamonster ; les autres y furent transportés ; on leur prodigua à tous les soins les plus éclairés avant de les monter au jour. Monsieur l'Ingénieur ordinaire Mignerou qui était dans le fond de la mine depuis vingt cinq heures et Hubert Goffin qui par sa fermeté avait soutenu le courage de ses compagnons remontèrent les derniers.

Tel a été le terme des principaux événements produits par l'accident du 28 février. Ils seront mémorables dans l'histoire des mines du pays

de Liège, car il paraît qu'il n'est jamais arrivé qu'on ait pu sauver des ouvriers ensevelis par un accident de cette nature.

L'inspection du plan ci-joint prouve que la galerie de la délivrance était le seul ouvrage qu'il y eut à tenter. Le hasard joue son rôle sans doute dans la justesse de la direction adoptée par Mr Migneron, car cet ingénieur n'a eu à sa disposition que des portions de plans insuffisants et des renseignements approximatifs ; mais ce qui est fait pour étonner les gens de l'art, c'est qu'en cent dix heures on ait pu se frayer un chemin de quarante cinq mètres de longueur sur cinq de largeur dans une couche de houille peu épaisse, dure et difficile à entailler et qu'on avait par conséquence abattu en si peu de temps près de deux cents trente mètres cubes (environ 6700 pieds cubes) de houille. La portion de galerie exécutée par les mineurs renfermés, s'est trouvée de onze mètres ; en sorte que l'épaisseur totale du massif séparatoire qui a été percé, est de cinquante huit mètres.

Nous avons reconnu que l'inondation s'est élevée dans les ouvrages du marais à Beaujonc jusqu'aux points marqués (o) sur le plan, c'est-à-dire que si l'eau était encore montée douze mètres de plus, les ouvriers eussent été noyés dans leur refuge ; Ce malheur serait infailliblement arrivé sans la réparation de la digue et l'activité de l'épuisement.

C'est seulement le 21 mars qu'on a pu descendre au fond du puits Beaujonc et enlever les cadavres des ouvriers qui ont péri pendant les jours précédents ; on a construit une nouvelle digue à Triquenotte, en amont de celle dont la rupture a causé le désastre. On a également redoublé la digue voisine qui partage la charge des eaux contenues dans cette partie des vieux ouvrages. Le 22 et jours suivants, on a rétabli les conduits d'aérage dans les excavations démergées du marais, on a nettoyé les galeries et on a épuisé une partie des eaux qui noyaient encore les ouvrages de l'Est. Au 25 mars, tous les effets de l'accident se sont trouvés réparés et la marche ordinaire de l'exploitation rétablie.

En rendant compte des effets de l'accident du 28 février et des événements auquel il a donné lieu, nous ne devons pas négliger de citer les personnes qui nous ont été désignées comme ayant eu plus de part à la délivrance et à la conservation des ouvriers. Ce sont savoir — pour le secours en homme, outils, chevaux etc ... Mad Vve Hardy et les compagnies qui exploitent à la Haye, à la Bonne Fin, au Champay et au Gosson ; et pour l'exécution des travaux, le conducteur Malaise, le sieur Galand, le sr Colson, le sr Ernest Leclerc ; le sr D'Or, les frères Yerna et Henri Legris. L'Ingénieur en Chef Mathieu a pourvu soit par sa présence, soit par ses ordres à ce quoi était de son ressort dans la poursuite des travaux.

Mr l'ingénieur ordinaire Migneron non seulement n'a pas craint d'engager sa responsabilité en déterminant sur des données approximatifs la position de la communication à ouvrir à Mamonster mais

encore après avoir reçu l'assentimens de Mr Mathieu, il a suivi sans relâche l'exécution de l'ouvrage et a lutté avec constance contre l'ignorance, les murmures et les contrariétés sans nombre exposées par les travailleurs ; ainsi que l'Ingénieur en Chef, il a eu le courage de ne tenir aucun compte de la rumeur publique qui les accusait inconsidérément et par impatience d'avoir pris de mauvaises dispositions. C'est à ses instances qu'on a dû la réparation si essentielle de la digue. Enfin cet ingénieur a passé à différentes reprises plus de 75 heures dans le fond des mines ; il y est entré le premier et en est sorti le dernier.

Malgré que le présent procès-verbal soit destiné à être remis à Mr le Préfet du Département de l'Ourte, nous considérons comme un devoir de rappeler ici d'une manière générale l'action que ce Magistrat a exercée sur l'ensemble et les détails des efforts tentés pour la réparation du désastre. Il ne pourra pas nous savoir mauvais gré d'avoir déposé dans le rapport d'une enquête ordonnée par l'autorité supérieure l'expression de la reconnaissance des mineurs du pays de Liège.

Nous terminerons l'exposé des effets de l'accident du 28 février en rapportant les mesures que nous avons prises pour nous assurer du nombre des ouvriers qui ont péri et de celui des ouvriers qui ont été délivrés ou sauvés d'abord.

Le 10 mars vers cinq heures du soir ayant appris que plus de quatre-vingt de ces derniers avaient été réunis chez le sr Colson, commune de St-Nicolas, nous nous sommes transportés sur les lieux, sans y être attendus ni annoncés ; nous étant fait remettre les registres et feuilles de quinzaine pour la paye des ouvriers, nous en avons extrait la liste de présence dressée par le marqueur de la mine de Beaujonc le 28 février à 9 heures du matin ; nous avons ensuite procédé à un appel en présence seulement de Mr le Juge de Paix du Canton et de l'Officier de Police. Le sort des mineurs absents a été successivement constaté par le témoignage unanime des présents. Le même témoignage nous a confirmé que la liste du Marqueur était complète. Nous joignons en plus pour plus d'authenticité l'état nominatif du contrôle qui est résulté de cet appel.

*Contrôle des ouvriers qui se trouvaient
dans les travaux de Beaujonc au moment
de l'inondation souterraine du 28 février 1812*

*Ouvriers montés au jour
avec le second des paniers
dans les premiers moments de l'inondation
du Bure Beaujonc, savoir*

- | | |
|-------------------------|-------------------------|
| 1. — Jean L'HONNEUX | 19. — Gilles D'ARCIS |
| 2. — Henri MATHIE | 20. — Georges JAMAR |
| 3. — Joseph SUDICT | 21. — Mathieu RAICK |
| 4. — Jean VISCOUR | 22. — Hubert MATICHE |
| 5. — Martin THONARD | 23. — Louis THIRIARD |
| 6. — Gilles ROBERT | 24. — Remacle MEUSSIÉ |
| 7. — Jean THONON | 25. — Barth. GILLES |
| 8. — Louis BARTHELEMY | 26. — Jean GUERIN |
| 9. — Mathieu BURY | 27. — Noël TILKIN |
| 10. — Nicolas RIGA | 28. — Gaspard FIEDAL |
| 11. — Joseph SOHET | 29. — [...] NOSSENT |
| 12. — Gérard CHARLIER | 30. — Joseph MASSART |
| 13. — Joseph VANAL | 31. — François CAPUCIN |
| 14. — Jacques CLOSON | 32. — Toussaint DOCTEUR |
| 15. — Etienne LABAIE | 33. — Gilles PARAT |
| 16. — Guillaume HOGNOUL | 34. — Nicolas LEDENT |
| 17. — M. FIEDAL | 35. — Jean GRIBEREUX |
| 18. — Léonard DELMAIRE | |

*Mineurs délivrés par le Bure de Mamonster
parmi lesquels onze malades
et un homme mort au jour*

A) Ouvriers délivrés et bien portant au 10 mars :

- | | |
|-----------------------|------------------------|
| 1. — Hub. GOFFIN | 12. — André DUBOIS |
| 2. — Nicolas BERTRAND | 13. — Martin WILHEM |
| 3. — Melchior CLAVIER | 14. — Gaspar THONON |
| 4. — Herman GALLER | 15. — Henri THIRIARD |
| 5. — Léonard DISTER | 16. — Gaspar FIEDAL |
| 6. — Jean BERNARD | 17. — Jacques COLSON |
| 7. — Simon GRILLARS | 18. — Jean THIRY |
| 8. — Henri DUMOND | 19. — Jean BAILLY |
| 9. — Gilles DETHIER | 20. — Jean DELVAT |
| 10. — Lambert THONUS | 21. — Arnold DELVAT |
| 11. — Nicolas CLAVIER | 22. — Pierre DESSEPACK |

- | | |
|-------------------------|---------------------------|
| 23. — Mathieu LABAIE | 41. — Henri NOSSENT |
| 24. — Mathieu LARDINOIS | 42. — Nicolas FRANCHIMONT |
| 25. — Joseph MARECHAL | 43. — Pierre MAGUIN |
| 26. — Martin FIEDAL | 44. — Guill. FIEDAL |
| 27. — Jean DISTER | 45. — Jos. GARETTE |
| 28. — Thomas MARECHAL | 46. — Gilles THONON |
| 29. — François BERTRAND | 47. — Jean BERNARD |
| 30. — Jean MATHIE | 48. — Jean GOFFIN |
| 31. — Lamb. FRANKIGNOUL | 50. — Pierre |
| 32. — Gilles DESMOND | 51. — Gilles GRAINDOR |
| 33. — Joseph RENSON | 52. — Jos. GRAINDOR |
| 34. — Guill. DESEPACK | 53. — Jacques THIRIARD |
| 35. — Guill. LEDENT | 54. — Mathieu BOVY |
| 36. — Jean BERTRAND | 55. — Guill. MATHIEU |
| 37. — Léonard THIRI | 56. — Noël MAGUIN |
| 38. — Louis WILHEM | 57. — Paul MAGAXE |
| 39. — Guill. WILHEM | 58. — Joseph DIEU DANIEL |
| 40. — François DOUTERTE | |

B) Ouvriers délivrés et malades au 10 mars :

- | | |
|--------------------|----------------------|
| 1. — Jean JACQUES | 7. — Henri THIRIARD |
| 2. — Libert JINAT | 8. — Lamb. WILHEM |
| 3. — Louis PAQUOT | 9. — Lambert COLSON |
| 4. — Gérard LOUIS | 10. — Léonard DISTER |
| 5. — Jacques BOURY | 11. — Étienne COLSON |
| 6. — Henri DELVAT | |

C) Ouvrier mort au jour depuis sa délivrance :

1. — Guillaume HIGNOUL

Ouvriers Noyés

- | | |
|-----------------------|---------------------|
| 1. — Martin RENSON | 8. — Antoine GOFFIN |
| 2. — Mathieu SOTTAI | 9. — Jean LAMBINON |
| 3. — Jacques BOUSSARD | 10. — Henri GILLE |
| 4. — Étienne COLSON | 11. — Noël DELMAIRE |
| 5. — Guillaume WILEM | 12. — Nicolas MEDAR |
| 6. — Nicolas BUDI | 13. — Lambert BODET |
| 7. — Jean YERNAT | 14. — Paul MAGUIN |

- | | |
|-------------------------|----------------------|
| 15. — Pierre HAQUET | 19. — Joseph THIRY |
| 16. — Jean HOGGE | 20. — Hubert BUDI |
| 17. — Lambert HENRARD | 21. — Martin WAROUX |
| 18. — Jean-Pierre YERNA | 22. — Léonard DISTER |

Récapitulation

Ouvriers sauvés par le Bure de Beaujonc au moment de l'inondation	35
Ouvriers délivrés par les travaux de Mamonster	
bien portants au 10 mars : 58	
malades au 10 mars : 11	
mort au jour : 1	70
Ouvriers noyés	22
	<hr/>
Total	127

En résumant les effets de l'accident du 28 février, il résulte de tout ce qui a été exposé précédemment que cet accident a occasionné dans les Communes d'Ans, de Liège et autres environnantes un trouble public très fâcheux, qui a duré plus de six jours, que 23 individus ont péri, que 35 ont couru de graves dangers et que 70 autres n'ont dû leur salut qu'à un concours purement fortuit de circonstances favorables, dont les autorités locales et les citoyens sont parvenus à tirer parti à l'aide des plus grands efforts de travail et de dévouement.

S'il était prouvé qu'un événement si malheureux eut été le fruit de la témérité ou de la négligence des exploitans, cet événement serait une sorte de délit à l'égard duquel le Gouvernement aurait des mesures à prendre.

D'après cette considération grave, nous devons déclarer que nous avons eu la plus scrupuleuse attention à examiner et à déterminer les causes de l'accident. Nous n'avons pas dû négliger de rechercher si les Agents de l'Administration des Mines avaient exercé la surveillance convenable. Nous allons exposer fidèlement le résultat des informations que nous avons prises et des observations que nous avons faites par nous-mêmes.

Examen des Causes

Avant d'entrer dans le détail de la cause du désastre, il est indispensable de rappeler quelques données générales sur le système des Mines de houille du pays de Liège.

Le terrain houiller occupé par les Exploitans du pays de Liège renferme un grand nombre de couches de combustibles (plus de 50) parallèles entre elles, généralement peu inclinées, quelquefois même horizontales et séparées les unes des autres par des massifs de rocher ayant communément de 10 à 40 mètres d'épaisseur.

La portion vraiment utile de ce terrain n'a pas plus de 250 kilomètres carrés (plus de 13 Lieues carrées) en superficie ; on y travaille depuis plus de 8 siècles avec une grande activité, en sorte que son étendue se trouve être actuellement criblée par un grand nombre d'excavations abandonnées. Ces exploitations placées à des profondeurs plus ou moins considérables, sont communément disposées en étages les uns au-dessus des autres et remplis d'eau ainsi que de gaz inflammable ou de gaz acide carbonique. On ne possède à leurs égards que des renseignements incertains.

Les Exploitations actuelles dont le nombre s'élève à plus de 200 sont toutes pratiquées au milieu de ces ouvrages. On y reprend les parties vierges qui existent dans le plan de chaque couche de houille, soit près de la surface, soit dans la profondeur.

Malgré l'emploi des plus puissantes machines d'épuisement, on ne peut communément atteindre que les couches placées à moins de 300 mètres et telle est la plus grande profondeur des puits ou bures ; passé ce terme les couches demeurent communément inexploitées. Les moyens d'épuisement seraient insuffisants si on ne retenait avec soin dans chaque étage, les eaux naturellement affluentes ; l'isolement et l'inclinaison de chaque plan déhouillé permettent d'y laisser séjourner les eaux sans inconvénients ; on en opère l'épuisement partiel, dès qu'elles deviennent trop abondantes et qu'elles menacent de verser dans le fonds des puits.

La capacité de ces réservoirs souterrains et artificiels est toujours très considérable. Il en existe ordinairement plusieurs dans les grandes exploitations.

Cette ressource a ses inconvénients. Mais faute de moyens d'épuisement qui puissent suffire, on est souvent obligé d'en employer un autre, qui offre bien plus de danger et qui consiste à fermer hermétiquement une partie des réservoirs souterrains. Cette opération s'exécute à l'aide de digues derrière lesquelles on laisse accumuler et monter les eaux, qui privées par ce moyen de toute communication avec les

ouvrages en activité, restent continuellement suspendues, sans qu'on ait besoin d'aucun autre soin que de surveiller les digues (C).

Quelle que soit donc la profondeur à laquelle sont placés les ouvriers et la direction qu'ils suivent, ils marchent toujours vers une cause de danger plus ou moins éloignée ; il en existe derrière eux, il en existe dans les ouvrages supérieurs indépendamment aux chances ordinaires inséparables du métier et malgré l'usage habituel ou pour mieux dire journalier de la sonde, les éboulements, les inondations souterraines, l'asphyxie et les coups de feu sont presque également à craindre ; D'où nous pouvons assurer qu'il est peu de contrée où l'exploitation doive exiger à la fois plus de hardiesse, d'économie, d'art, de sacrifices à la prévoyance et de surveillance active.

Il n'entre pas dans notre objet de dire jusqu'à quel point ces conditions sont ordinairement remplies et balancées, et de parler des abus que doit reproduire sans cesse un tel ordre de choses, tels que l'imprévoyance amenée par l'habitude des dangers et la fréquence des accidents, la négligence qui résulte de l'impunité, la témérité que doit inspirer l'empressement de jouir et l'insuffisance nécessaire des ressources de l'art, toutes les fois qu'on veut en abuser outre mesure : nous avons seulement voulu démontrer un fait dont la connaissance était indispensable. Le mode général d'exploitation présenté par les mines de Beaujonc et de Triquenotte, aurait pu paraître extraordinaire en la comparant à ce qui se pratique dans les autres mines de la France ; mais il demeure suffisamment prouvé que ce mode est, à quelques exceptions près que nous signalerons plus bas, commun aux grandes exploitations du pays de Liège et le résultat des dispositions locales.

La concession provisoire dont jouit la compagnie Colson ne porte que 51 hectares d'étendue superficielle ; elle est immédiatement cernée dans tout son pourtour, par de très vieux travaux, qui au Nord et à l'Est ont été repris par la Compagnie Hardy et offrent deux exploitations vastes et profondes ; l'une est celle dite de la Patience et l'autre celle de Mamonster dont il a déjà été parlé et qui est la plus voisine ; la majeure partie des ouvrages abandonnés qui occupent le terrain à l'Ouest et au Midi, communiquent à une foule d'ouvrages du même genre qui s'étendent, dit-on, à des distances très considérables et sont presque tous entièrement noyés.

(C) On sait que ces retenues d'eau souterraine s'exécutent de deux manières par *cuvelage* ou par *barrement*. Le cuvelage consiste à boiser le pourtour d'un puits si hermétiquement que les eaux du terrain traversé sont maintenues de toute part, et que leur niveau monte soit jusqu'aux galeries d'écoulement, soit jusqu'au jour. Le barrement dans le pays de Liège, se construit de la manière qui est représentée sur le plan et que nous décrirons ci-après ; on lui donne le nom de *serrement* ; il est pratiqué dans des galeries d'extraction ménagées à cet effet. On isole par son moyen des parties d'étages ou même des étages tout entiers d'avec le reste des travaux.

On peut voir sur le plan que la Compagnie Colson exploite sa concession provisoire à l'aide de deux puits ou bures déjà nommés, soit celui de Triquenotte et celui de Beaujonc ; les couches ont ainsi qu'il a déjà été dit, de 15 à 20 degrés d'inclination vers le Sud-Sud-Est.

Le premier puits profond de 125 mètres a été le centre d'une extraction considérable à l'aide de laquelle on a enlevé toute l'étendue accessible des quatre couches de houille traversées par le puits, savoir celle du Crusny, rencontrée à 72 mètres 10 décimètres, celle du Pawon à 82 m 40, celle du Rosier à 92 m 70 et celle du Pestay à 123 m 60 ; pour donner une idée de ces travaux, nous rappellerons que les excavations du Rosier occupent une longueur de plus de 1200 m sur la direction. Le déhouillement commencé à Triquenotte depuis un temps *très reculé* à été activement suivi jusqu'en 1803, à cette époque, il n'existait plus de combustible que dans les pilliers et les massifs séparatoires d'avec les anciens ouvrages. L'enlèvement des pilliers a été successivement opéré à l'aide de remblais en pierre sèche ; on a de plus procédé à l'amincissement des cloisons. Cette dernière opération très blamable ayant été poussée trop loin dans certaines parties de la couche Rosier, les eaux contenues dans une immense étendue d'anciens travaux pratiqués sur le même plan, se sont fait jour, il a fallu leur abandonner tout l'étage des excavations du Rosier et les y contenir à l'aide de deux digues ou serremments qu'on a construit près du puits, dans les deux galeries de retraite qui menaient au chargeage. Cette opération qui interdisait aux eaux du Rosier l'accès du puits, a été faite en 1807 et dès lors toute extraction a cessé à Triquenotte. Les eaux des deux couches supérieures ont continué de s'échapper naturellement par la galerie d'écoulement dite areine du Val St Lambert.

On a laissé accumuler dans le plan des excavations du Pestay les eaux peu abondantes à cette couche, ce qui a produit un second niveau d'eau permanent, qu'il a fallu contenir ensuite par voie d'épuisement de la manière et dans l'objet que nous dirons ci-après.

Ainsi donc l'exploitation de Triquenotte était abandonnée depuis longtemps et le puits de ce nom sans emploi au moment de l'accident du 28 février.

Le puits Beaujonc centre de l'exploitation actuelle ne porte pas seulement une machine à mollettes à onze colliers comme celui de Triquenotte, mais une machine à vapeur dont le cylindre à 81 centimètres de rayon. Il est placé en amont du précédent, à la distance de 97 mètres ; sa profondeur est de 175 mètres.

Indépendamment des quatre couches précédemment nommées qu'il traverse aux profondeurs suivantes, savoir à 45 m 32, 55 m 62, 65 m 92 et 96 m 82, il passe la grande veine à 135 m 36, le Charnapré à 160 m 68 et tombe sur la couche du Marais à 179 m 4.

Ce puits a été commencé il y a très long tems ; on l'a successivement approfondi au fur et à mesure du déhouillement des parties supérieures. Les quatre premières couches ont été épuisées. Il ne reste plus guère que des pilliers à reprendre à la grande veine. On a jusqu'ici laissé la couche de Charnapré intacte. Mais c'est parce que son exploitation présente trop peu d'avantages. Enfin l'activité de l'extraction repose maintenant sur les travaux entrepris à la couche du Marais.

Ces travaux consistent du côté de l'Est, en une galerie d'allongement dite Niveau de bure, ayant 42 mètres de longueur et mené en taille (ainsi que les différentes espèces de galeries dont il sera successivement parlé) ; de son extrémité part une descendrie à toute pente, longue de 230 mètres et se ramifiant à droite et à gauche par 15 coupemens de niveau ayant 40 mètres seulement de longueur moyenne.

Les travaux de l'Ouest consistent en une Galerie d'allongement dite de niveau de bure ayant un peu plus de 450 mètres. On trouve à son extrémité une petite descendrie il en est une autre vers son milieu, mais tous les autres ouvrages sont placés en amont du niveau de bure et distribués sur toute sa longueur, ils se composent de 13 coupemens dits montées, ayant de 60 à 70 mètres de longueur, ceux du centre aboutissent au nombre de 6 à une galerie de roulage, menée sur un quart de pente et portant 130 mètres. Au-dessus de cette galerie se trouve encore deux autres montées ayant plus de 10 mètres de longueur ; nous expliquerons plus bas ce que cette disposition des travaux du marais a de vicieux.

Les eaux affluent abondamment dans l'exploitation Beaujonc, voici leur distribution et le régime d'épuisement.

Les excavations abandonnées du Crusny et du Pawon versent sur Triquenotte et sont conséquemment asséchés par la galerie d'écoulement du Val St Lambert.

Celle du Rosier suivent aussi le plan de la couche et versent sur Triquenotte, où leurs eaux continuent à entretenir un niveau constant de 10 mètres de hauteur au dessus des deux serremens dont il a été fait mention, niveau dont le trop plein est démergé par la galerie du Val St Lambert.

Les eaux du Pestay remplissent les excavations abandonnées dans le plan de la couche de ce nom, en aval pendage du puits Beaujonc ; elles se mêlent avec celles de Triquenotte par les communications qui ont été ouvertes en l'an 1800 et forment ainsi un réservoir commun dont le trop plein verserait dans le puits Beaujonc si on ne l'épuisait à l'aide d'un corps de pompe incliné, de 20 mètres de longueur, lequel est servi par la machine à feu. Il est inutile de rappeler ici que c'est par l'intermédiaire de ces communications entre les deux puits que l'inondation du 28 février a eu lieu.

A la grande veine, les excavations en aval pendage sont en grande partie remplies ; le niveau est également maintenu par un corps de pompe incliné.

Quant aux eaux de la couche du Marais, il faut distinguer : 1°) celles des ouvrages de l'Est, qui sont peu abondantes et qu'on laisse accumuler depuis quelques mois jusqu'à la distance de 100 mètres environ en aval du puisard, 2°) celles de la partie éloignée des ouvrages de l'Ouest, qui se rendent au puisard en abondance et sont immédiatement enlevées par les pompes, 3°) et celles retenues par un serrement pratiqué au bout de la première montée (à partie du puits). Cette Digue *qui contient les filtrations affluentes des ouvrages supérieurs et noyés à Mamonster*, dans le plan de la couche du Marais, supporte un niveau d'eau de 40 mètres 50 centimètres de hauteur. L'imprudence avec laquelle on a dans l'origine procédé de part et d'autre à l'amincissement des massifs séparatoires, a nécessité cette construction.

Tel est depuis longtemps le système d'exploitation des mines de Beaujonc et de Triquenotte. L'accident du 28 février n'a interrompu que momentanément la répartition des eaux affluentes et la marche des travaux. L'ordonnance a été rétablie telle qu'elle était précédemment ; on a seulement fortifié la retenue du Rosier, par deux nouvelles digues plus larges que les anciennes et placées à 7 mètres en avant.

Lorsque nous nous sommes transportés dans la mine de Triquenotte au 10 mars, le serrement rompu avait déjà été masqué par la construction du second, nous n'avons donc pu voir l'affouillement mais ses dimensions et les autres détails nous ont été transmis par le Maître-Charpentier, son aide et les autres ouvriers. Nous avons donc pu figurer exactement la cause médiate et matérielle du désastre. (voyez le plan).

Les serrements du pays de Liège sont tous semblables et de forme busquée ; cette sorte d'ouvrage et tel est celui du Rosier se compose communément de six pièces de gros bois équarris sur trois faces, terminés en biseau, arqueboutés deux à deux et placés horizontalement les uns au-dessus des autres, de manière à borner la galerie de retraite sur toute la hauteur. Si les parois de la galerie dilatée en évasement du côté de la résistance et entaillée portion dans la houille et portion dans le rocher supérieur et inférieur, servent d'assiette et d'appuy sans autre intermédiaire qu'un lit très mince de mousse ordinaire, un picotage exécuté au toit et au plancher en coins de bois de différentes duretés, presse le tout dans le sens vertical, tandis que la charge des eaux retenues presse dans le sens horizontal. On voit d'après ces données que la solidité d'un serrement dépend presque uniquement de celles des couches minérales qui lui servent d'encadrement ; il paraît que d'après l'expérience, les ruptures sont d'autant plus à craindre que la construc-

tion est plus récente. Dans les premiers tems, la surveillance doit être journalière, mais on devient plus négligent à mesure que le danger devient moins probable et c'est ce qui a eu lieu à l'égard des serremens de la couche du Rosier.

On les a journellement surveillé pendant deux ans, mais ensuite on s'est relâché, jusqu'à n'y plus penser. D'après la déclaration du sieur Colson, Directeur à l'époque de l'accident, la dernière visite datait de 7 à 8 mois ; nous voulons nous en tenir à ce témoignage malgré que des ouvriers nous ayant rapporté qu'ils croyaient qu'il s'était écoulé un laps plus considérable, ce qu'il y a de certain c'est que le conduit d'aé-
rage à Triquenotte avait eu le tems de tomber en ruine et qu'il a fallu le rétablir avant de penser à réparer la rupture du serrement.

Cette rupture que nous avons déjà dit s'être opérée par affouillement latéral, a eu lieu de la manière exprimée sur le plan. La bande de schiste argileux (a) qui partage en deux, tout le plan de la couche du Rosier, se trouvant susceptible de se décomposer et de se ramollir à la longue, a dû d'abord céder à de petites filtrations. Les dégradations étant faites, il est venu un terme où l'eau a fini par ruisseler avec rapidité et s'ouvrir en peu d'instant un large passage aux dépens non seulement de la couche terreuse mais encore de la houille ; d'après les immenses dimensions du réservoir et la hauteur du niveau il a dû s'écouler plusieurs milliers de mètres cubes pendant les premières heures ; nous estimons que jusqu'au moment de la réparation de la digue, l'inondation a versé plus de 30.000 mètres cubes d'eau.

Nous n'avons pas besoin de rappeler le chemin suivi par le torrent souterrain ; on se rappelle qu'il tombait au fond du puits de Triquenotte, que ces eaux traversant celles du réservoir de Pestay, venaient déboucher dans le puits Beaujonc après avoir parcouru une distance horizontale de 97 Mètres et qu'elles formaient dans ce puits une cascade de 78 mètres qui en remplissait toute la capacité (b) ; elles arrivaient malheureusement dans la partie du puits réservée au service des pompes, car autrement les ouvriers auraient pu monter par les échelles et aucun n'aurait péri.

Nous avons cherché à découvrir, si, comme le portait le bruit public, la rupture avait été annoncée par quelques indices, antérieurement l'accident, mais *les ouvriers se sont accordés à rendre un témoignage contraire*. Nous pensons effectivement si les filtrations préliminaires ont pu durer long-tems, elles n'ont fourni qu'un très petit volume d'eau et conséquemment affecter de très peu de chose, la remise épuisée journellement par les pompes de Beaujonc au réservoir du Pestay en suppo-

(a) Le toit et le plancher de la couche de houille sont également composés de schistes argileux.

(b) Les dimensions du puits de Beaujonc sont dans œuvre de service de 52 décimètres sur 32.

sant d'ailleurs que l'accroissement de la remise eut été sensible, on aurait pu sans s'écarter des règles de la prévoyance, mettre cet accroissement sur le compte de la saison ; on sait que c'est aux approches du printemps que les eaux affluent dans les mines avec plus d'abondance. Mais si on a point été averti de l'accident, le danger pouvait être prévu car on ne devait pas perdre de vue qu'il était continu.

Sans le point de vue de la prévoyance, il est aisé de se convaincre que le régime d'exploitation suivi au Marais par la compagnie Colson, était vicieux. Ce n'est pas l'expérience fatale du 28 février qui motive cette opinion, mais la règle invariablement admise de tout tems dans le pays de Liège. En effet le danger continu des inondations souterraines a actuellement conduit à diriger d'abord l'extraction dans l'aval pendage des couches au lieu de la pousser en amont. En cas d'invasion des eaux supérieures, le vuide des excavations en aval, sert de décharge et en attendant qu'il se remplisse, les ouvriers peuvent échapper par les puits. Tout système d'ouvrages susceptibles de ce service, porte le nom de *pahage*.

Or d'après l'inspection du plan et la description que nous avons donné des travaux du Marais, on peut voir que le régime suivi par la Compagnie Colson a été jusqu'ici diamétralement opposé à la méthode habituelle du Pays qui elle-même se trouve conforme aux règles générales de la bonne exploitation, dans le cas du moins dont il s'agit. Cependant l'étendue du danger était connue, puisqu'on n'ignorait pas les immenses dimensions du réservoir du Rossier ; on savait que la chance était double, puisque la retenue était pratiquée à l'aide de deux serrements. Avec la moindre prévoyance, il est certain que l'invasion des eaux du 28 février n'aurait eu aucune suite fâcheuse. On aurait eu le temps de sauver tous les ouvriers si les excavations pratiquées en amont, se fussent trouvées en aval et si les eaux au lieu d'occuper de suite le fonds du puits avaient trouvé à s'épandre plus bas : mais cette faute de la compagnie ne vient qu'en seconde ligne.

La première est d'avoir enlevé les massifs séparatoires à la couche Rosier et d'y avoir substitué deux serrements. Cette opération n'est point excusable et voici pourquoi d'abord cette anticipation de produits était peu motivée, elle n'a pu fournir qu'une petite quantité de combustible qu'il eut toujours été facile de prendre par la suite au moment de l'abandon des ouvrages inférieurs. En second lieu, on ne devait pas oublier que les travaux de Triquenotte et ceux du Beaujonc, étant en communication immédiate, les déhouillements pratiqués allaient créer une cause de dangers continuellement imminents. Enfin, on ne pouvait pas ne pas ignorer que la composition de la couche du Rosier donnait peu de garantie à la solidité des digues et qu'en se mettant dans la nécessité d'en construire deux, on allait se donner une chance doublement défavorable.

Après avoir disposé tout le système de son exploitation de manière à ce que la sureté de la mine pouvait être en tout moment compromise, la Compagnie devait au moins prendre des mesures pour que la surveillance la plus active fut continuellement exercée ; mais c'est le troisième point auquel elle a manqué. Nous avons dit que d'après l'opinion commune, on croit dans le pays qu'un serrement est presque à l'abri d'accident, quand il a pu soutenir sa charge pendant deux ou trois ans, mais il est avéré qu'on ne se relâche de le surveiller que lorsqu'on s'est donné des *pahages* d'une capacité suffisante pour parer au danger d'une rupture.

Nous avons dû découvrir s'il existait quelques excuses aux trois fautes capitales commises par la Compagnie Colson ; mais inutilement ; il nous a été observé relativement à la troisième 1^o) qu'on a des exemples de serrements rompus sans avertissement et un instant même après la visite, 2^o) que le coup d'eau du Rosier pouvait avoir eu lieu instantanément ; sur ces observations, nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer que dans les exemples très rares qu'on peut citer, l'accident est arrivé par fracture de l'encadrement et non par affouillement, et qu'en supposant même parité de rupture, on a vu plus haut qu'il était impossible de prouver qu'il n'y a point eu de filtrations préliminaires au serrement du Rosier ; mais à part ces considérations, si la rupture a été instantanée, la Compagnie ne serait-elle pas plus blâmable s'avoir créé volontairement une cause de danger dont la surveillance même n'aurait su arrêter le développement.

Les causes de l'accident du 28 février ainsi déterminées, nous devons rappeler les incertitudes auxquelles le défaut de plans et de renseignements précis sur les dimensions de l'ouvrage souterrain de Beaujonc, a donné lieu lorsqu'il s'est agi de délivrer les 70 ouvriers ensevelis. Si conformément à la loi et au décret impérial du 18 novembre 1810 la Compagnie avait possédé le tracé exact de ses travaux ou seulement si elle en avait eu les relevés mensuels inscrits sur un registre, Messieurs les Ingénieurs du Département eussent marché à coup sûr, au lieu de cela, forcés par devoir de se mettre en avant (quand bien même, ils n'eussent pas suivi l'impulsion de leur zèle) il leur a fallu engager leur responsabilité sur de simples probabilités et risquer ainsi de porter dans l'opinion publique tout l'odieux d'un manque de succès.

Il nous reste à rendre compte de la surveillance qui a été exercée par les agents de l'Administration, sur les mines de Beaujonc, antérieurement à l'accident.

Non seulement les travaux de ces mines ont été visités à différentes époques par Mrs les ingénieurs, mais Mr Migneron, d'après les ordres de l'ingénieur en chef, a levé ou vérifié dans le cours du mois de juin 1810 le plan de tous les ouvrages exécutés alors dans la couche du Marais soit à Beaujonc soit à Mamonster. Les conducteurs Antoni et

Malaise y sont descendus fréquemment, toutes fois nous devons dire qu'aucune de ces visites n'a été dirigée vers le puits Triquenotte et les serremens du Rosier. Mais est-ce un motif de croire que la responsabilité des ingénieurs puisse être compromise à l'égard de l'inondation du 28 février ? Nous ne le pensons pas. Notre opinion à cet égard demande à être développée.

Indépendamment de ce que la surveillance de MM. Mathieu et Migneron s'étend sur un arrondissement considérable renfermant un grand nombre d'établissements exigeant un travail très actif, le département de l'Ourte contient à lui seul 270 exploitations, plusieurs de ces exploitations offrent des retenues d'eau nombreuses et de différentes espèces ; C'est un premier motif pour que l'attention des ingénieurs ait été divisée et affaiblie à l'égard d'une cause de danger habituelle et presque inévitable d'après l'état des localités. Ajoutant que les serremens du Rosier éprouvés depuis plusieurs années et moins chargés que beaucoup d'autres, devaient inspirer une assez grande sécurité aux ingénieurs, qui placés dans l'arrondissement depuis l'abandon des travaux de Triquenotte n'avaient pu suivre l'exploitation de la couche du Rosier et reconnaître la facilité avec laquelle elle pouvait se prêter à un affouillement ; il était d'ailleurs à leur connaissance que la charge était constante et que le niveau entretenu par la galerie du Val Saint Lambert ne pouvait dans aucun temps excéder 10 mètres, hauteur quatre fois moins considérable, par exemple, que celle supportée par le serrement qui retient les eaux de l'aval pendage de Mamonster (voyez le plan).

Ceci explique comment les ingénieurs n'ont jamais conçu de motifs d'inquiétude assez puissants pour exiger des exploitants qu'on les mit à même de parcourir ou de faire visiter les travaux abandonnés de Triquenotte, en réparant les voies d'aérage et en faisant à cet effet, les dépenses nécessaires.

D'autres soins en apparence plus pressants absorbèrent leur attention dans les fréquentes inspections qu'ils avaient eu l'occasion de faire des autres travaux de la Compagnie Colson, ils pensèrent avant tout, à signaler les dangers attachés aux relations existantes ou qu'on allait établir entre l'exploitation de Beaujonc et celle de Mamonster.

Leur attention était surtout fixée sur le développement inconsidéré des ouvrages pratiqués de part et d'autre sur la couche du Marais. On les voit effectivement dans leurs rapports en date du 30 juin 1811, empressés de faire connaître la disposition vicieuse de ces ouvrages et demander leur suspension.

Cette mesure proposée à la vérité par des motifs étrangers à la cause immédiate de l'événement du 28 février dernier aurait eu pour résultat sinon d'empêcher l'événement au moins d'en annuler les effets en ce qui concerne la vie des ouvriers. La grande veine sur laquelle on eut

continué de travailler présentait alors en aval des réservoirs ou *pahages* suffisants pour préserver les ouvriers de la surprise d'une inondation.

Mais l'Administration sait quelles considérations beaucoup plus puissantes que celles présentées par les ingénieurs ont empêché d'adopter leurs vues.

Nous terminons en récapitulant les résultats de toutes les informations et observations exposées ci-dessus il s'en suit :

1^o) que l'accident arrivé le 28 février dernier, dans les mines de Beaujonc par la rupture d'une digue souterraine et l'inondation des ouvrages inférieurs, a troublé pendant six jours la tranquillité publique dans les communes d'Ans, de Liège et autres avoisinantes.

2^o) que 22 ouvriers ont péri immédiatement.

3^o) que 35 ont couru les plus grands dangers.

4^o) que 70 dont un mort depuis, ont été ensevelis 120 heures au fond des ouvrages et qu'il a fallu non seulement un concours fortuit de circonstances locales favorables mais encore des efforts extraordinaires soit de la part des citoyens soit de la part de l'Autorité pour empêcher qu'ils ne fussent submergés et pour les dégager en pratiquant une galerie de secours de 58 mètres de longueur par le fond de l'exploitation voisine de Mamonster.

5^o) que l'accident a eu lieu par suite d'une exploitation vicieuse et contraire non seulement aux règles de la bonne exploitation en général, mais encore à la pratique habituelle du pays de Liège et que les causes se trouvent dans trois fautes capitales commises par les exploitants.

6^o) que la première de ces fautes consiste en ce qu'après avoir mis en communication les ouvrages de Triquenotte et de Beaujonc par la couche du Pestay, on a témérairement enlevé à la couche du Rosier les massifs séparatoires d'avec une immense étendue de vieux ouvrages remplis d'eau, sans avoir d'autre moyen de retenue que de pratiquer deux digues ou serremens, dans un terrain dont le peu de solidité était connu.

7^o) que la seconde faute consiste en ce qu'après avoir créé dans les ouvrages supérieurs, une cause de danger continuellement immense, on a dirigé les ouvrages en amont de la couche inférieurs du Marais, au lieu de les descendre en aval et de ménager par ce moyen une décharge en cas d'inondation.

8^o) que la troisième faute se trouve dans le défaut de surveillance qu'on avait absolument abandonnée depuis 7 à 8 mois au moins, malgré que le système général de l'exploitation fut évidemment disposé de manière à compromettre à chaque instant la sûreté des ouvriers.

9^o) Enfin, que la responsabilité des agents de l'Administration des Mines dans le Département de l'Ourte n'a point été compromise par l'accident du 28 février et qu'ils se sont distingués, particulièrement

Monsieur l'Ingénieur Ordinaire, par la manière dont ils ont pourvu à la réparation du désastre.

Le Présent procès-verbal fait et clos à Liège le dix avril mil huit cent douze. En foi duquel nous avons signé.

L'Ingénieur en Chef
(sé) BEAUNIER

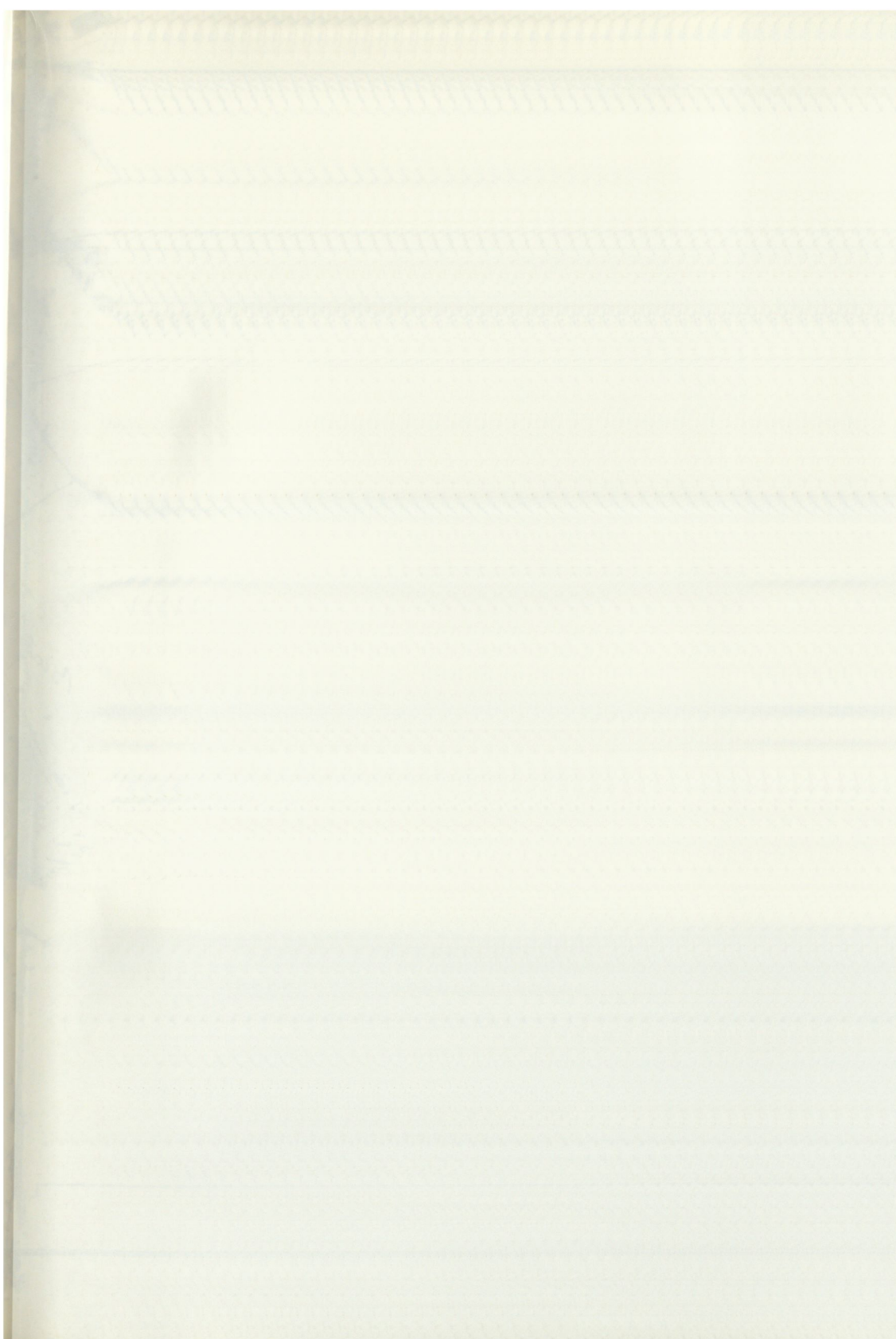
L'Ingénieur Divisionnaire
(sé) L. CORDIER

Vu par nous préfet du département le
17avril 1812

(sé) B^{on} de MICOUD.

maut de Pascale





RELIGION ET MORALE DANS LA PAROISSE SAINT-SERVAIS À LIÈGE

par Léon-E. HALKIN

En 1950, j'ai publié une étude sur les suspects d'hérésie de la paroisse Saint-Servais ⁽¹⁾, d'après les archives de la Prévôté. J'avais choisi le cadre d'une paroisse centrale, avec une population variée, mobile, exposée plus que d'autres aux infiltrations hérétiques.

Le prévôt de Liège, chef de la police ecclésiastique locale, se rendait annuellement dans chaque paroisse de la ville pour y entendre les dénonciations du curé et des témoins synodaux en ce qui concerne la pratique religieuse, la foi et les mœurs. On appelait « cas synodaux » les fautes publiques commises dans la paroisse, par les prêtres comme par les laïques. Pour le XVI^e siècle, les archives de la Prévôté se réduisent à trois registres qui couvrent la courte période de 1571 à 1593, avec quelques lacunes ⁽²⁾.

Je me propose d'apporter à mon article quelques corrections et compléments, en suivant l'ordre des trente-six cas cités ; au total, cinquante-trois personnes suspectées en matière de foi.

Jean LE TOURNEUR (n° 1). — La note marginale du manuscrit, reproduite page 153 de mon article, est inexacte. C'est au f° 10 v° qu'il est question de ce suspect.

Jean LE SCRINIER (n° 2). — Même remarque.

⁽¹⁾ L.-E. HALKIN, *La dissidence religieuse dans une paroisse de Liège à la fin de XVI^e siècle*, dans le *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. 57, p. 141-176.

⁽²⁾ J. STEKKE, *Archives diocésaines conservées aux Archives de l'État à Liège*, dans *Leodium*, t. 42, p. 40-44, Liège, 1955.

Godescalc et Jean (n° 3). — Les deux dénonciations de 1575 (ma page 156) proviennent de *Prévôté*, vol. 9, f° 27. Dans la dénonciation de 1573, il faut lire : *filius quondam vinitoris*.

Jean QUENTIN (n° 4). — Sur ce personnage, un orfèvre, voir J. ROUHART-CHABOT et É. HÉLIN, *Admissions à la bourgeoisie de la Cité de Liège*, p. 7, Liège, 1962. Les registres de la Prévôté précisent que Jean Quentin est *filius Sassenbrouck*. Cette dernière famille, habitant la paroisse Saint-Séverin, est citée plusieurs fois dans les dénonciations de cette paroisse : *Prévôté*, vol. 13, f° 24 (1571); f° 96 v° (1572); vol. 9, f°s 13 et 13 v° (1573).

Adam MULKEA (n° 6). — Il faut l'identifier avec Adam Mulkeau, officier du consistoire calviniste de Limbourg en 1567. Cfr F. LEMAIRE et A. L. E. VERHEYDEN, *Une enquête sur le protestantisme dans le duché de Limbourg en 1569*, dans le *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, t. 118, p. 165, Bruxelles, 1953. — Mulkea était orfèvre. Cfr J. BREUER, *Les orfèvres du pays de Liège*, p. 82, Tongres, 1935. — Sur la famille Mulkea, alliée aux Neufforge, voir P. HANQUET, *Les Mulkea, protestants liégeois et leurs alliés*, dans *Leodium*, t. 45, p. 40-48, Liège, 1958.

Jourdain GRAVIOULE et consorts (n° 7). — En 1573, est dénoncé le gendre de Jourdain Gravioule. Lire, page 159 de mon article : *quondam* et non *conducti*. Sur Jourdain Gravioule (Graveroule), libraire à Liège, voir ROUHART-CHABOT et HÉLIN, *op.cit.*, p. 24, n. 5.

Jean RYTHOVEN (n° 9). — Ce cas est curieux, car il s'agit d'un ancien imprimeur, témoin synodal, cité comme tel en 1572 pour la dernière fois : *Prévôté*, vol. 13, f° 98. En 1573, le curé Jean Curtius paraît seul au synode : *Prévôté*, vol. 9, f° 11 v°. Jean Rythoven est dénoncé comme suspect, ainsi que sa femme, au même synode. Il sera dénoncé jusqu'en 1593 au moins.

Un marchand anversoïis (n° 10). — Page 161 de mon article, lire *quondam* et non *conducti*.

Jean de LUXEMBOURG (n° 11). — Dénoncé en 1573, Jean de Luxembourg est cité encore en 1575 parce que son fils le maltraite : *Prévôté*, vol. 9, f° 27 v°.

Nicolas NUEFFORGE (n° 12). — Voir plus haut la notice Mulkea.

Nicolas, recteur de l'école de Sainte-Croix (n° 13). — Ce personnage doit sans doute être identifié avec le *magister duodeno-rum* cité dans les archives de la collégiale Sainte-Croix. Cfr L. - E. HALKIN, *Histoire religieuse des règnes de Corneille de Berghes et de Georges d'Autriche, princes-évêques de Liège*, p. 271, Liège et Paris, 1936.

Libert, orfèvre (n° 14). — Page 162 de mon article, lire : *Sancte Barbare*. Sur le béguinage de Sainte-Barbe, voir N. HACKEN, *La paroisse Saint-Servais à Liège*, p. 74, Liège, 1933.

La veuve Magis et son fils (n° 16). — Le texte de 1584 (ma page 164) provient du vol. 9, f° 107 et non 107 v°. Le texte de 1590 devient intelligible s'il est précisé que cette dernière dénonciation a été faite à Saint-Pholien. Jean Magis, fils de Jean Magis, est sans doute revenu alors habiter la paroisse de ses parents.

Un hôte de la Botte et Arnold, son frère (n° 21). — En 1575, dénonciation : *Augustinus hospes in Ocrea non frequentat ecclesiam cui subest, non confitetur neque communicat*. En marge : *Resipuit*. Cfr *Prévôté*, vol. 9, f° 27 v°. Il est impossible de déterminer s'il s'agit du suspect dénoncé en 1578. En revanche, il s'agit bien de ce suspect et de son frère dans l'extrait suivant de 1584 : *Hospes ad intersignum Ocree hactenus denunciatur de heresi. Communicavit. Arnoldus frater eiusdem etiam communicavit*. En marge de la première ligne : *Obiit*. Cfr *Prévôté*, vol. 9, f° 107. Dans la dénonciation de 1581, il est question d'inquisiteurs non nommés. Notons que Jean Curtius, curé de Saint-Servais, devient inquisiteur en 1582. Cfr L. LAHAYE, *Analyse des actes contenus dans le registre du Scel des Grâces sous Ernest de Bavière*, p. 53, Liège, 1938.

Marie de GOER, dame de Betho (n° 22). — Cette noble dame avait été bannie des Pays-Bas, avec son mari Jacques d'Oyembrugge de Duras, le 15 juin 1570, par le Conseil des Troubles : « Chargez d'avoir ordinairement fréquenté les presches de la nouvelle religion faictes à Maestricht en l'église de Saint-

Mathieu par ung ministre sectaire nommé Jehan van Guttenshoven et ladict damoiselle y tenu la cène calvinistique et eu grande hantise et familiarité avecq ledict ministre. Et le dict d'Oyembrugge par dessus ce chargé et notoirement attainct d'avoir assisté en armes avec X ou XI chevaux le prince d'Orange et sa dernière rébellion et sallyé sur les dictz pays de pardeça contre Sa Majesté ». Cfr Archives Générales du Royaume, *Chambre des Comptes*, vol. 111, f° 83. Voir aussi *Conseil des Troubles*, n° 20.

En 1575 déjà, Marie de Goer habitait à Liège dans la paroisse Saint-Nicolas Outre-Meuse. Sa suivante, épouse de Jean Grodeux, est dénoncée parce qu'elle ne fréquente pas l'église. Marie de Goer fait alors l'objet d'une dénonciation plus explicite. *Domicella uxor domini de Betozen denunciatur heretica, ut que neque dominicis neque festis ecclesiam frequentat, neque in festis paschalibus communicat*. En marge : *Recessit*. Cfr *Prévôté*, vol. 9, f°s 17 v° et 18.

Jean et Melchior NUELLEN (n° 23). — En 1580, Melchior Nuelen est dénoncé pour n'avoir pas respecté le maigre en carême : *Melchior eius frater in Salice commorans fertur et ex relatione aliorum denunciatur celebrasse convivium cum ovis hac quadragesima*. Cfr *Prévôté*, vol. 9, f° 67 v°. — Sur l'ancienne rue du Saule, voir Th. GOBERT, *Liège à travers les âges*. t. 5, p. 278, Liège, 1928.

Léonard LINQUEYT (n° 27). — En 1578, 1580 et 1591, ce suspect est dénoncé pour avoir répudié sa femme. Cfr *Prévôté*, vol. 9, f°s 53 v°, 67 v° ; vol. 10, f° 13 v°.

Jean GILKEN (n° 29). — Ce suspect est encore dénoncé, de 1589 à 1593, avec une note nouvelle, l'athéisme : *Quidam dictus Gilken denunciatur prorsus atheus et incorrigibilis, qui cum omnium vicinorum scandalo vivit sine Deo et conscientia*. Cfr *Prévôté*, vol. 9, f° 142 v° ; vol. 10, f°s 14, 24 v° et 34 v°.

*
* *

Si nous considérons dans leur ensemble ces dénonciations, nous devons en retenir que, de 1571 à 1593, plus de cinquante

paroissiens de Saint-Servais ont été soupçonnés d'hérésie, parfois pour des motifs peu adéquats.

Il me paraît raisonnable de penser que, bien avant 1571, d'autres suspects ont habité la paroisse. Hélas ! nous ne connaissons que le nom d'Adrien Bourlette, qui habitait rue Pierreuse avant de se faire arrêter et exécuter à Bouillon en 1569. Un de ses compagnons, Philippe delle Neufforge, aussi bourgeois de Liège, subit le même sort. Parmi les suspects dénoncés à cette occasion, nous relevons les noms de Éverard de Graveroule, Magist et Sassenbrouck. Neufforge, Graveroule, Magist et Sassenbrouck sont peut-être apparentés respectivement à Nicolas Nuefforge (n° 12), à Jourdain Gravioule (n° 7), à la veuve Magis (n° 16) et à Sassenbrouck (n° 4).

Le 1^{er} février 1568, un an avant le procès de Bourlette, Hubert Requilé, paroissien de Saint-Servais, obtenait des bourgeois de Liège, une attestation d'orthodoxie. Cfr ROUHART-CHABOT et HÉLIN, *op.cit.*, p. 13. Cette attestation, purement laïque, était fondée sur les témoignages de plusieurs paroissiens qui déclarèrent n'avoir « jamais veyu ou oyû que le dit Hubert soit esté encoulpé, entachié ou famé de quelque crimme ou mésuz d'hérésie ». Au contraire, Hubert Requilé fréquente l'église paroissiale les dimanches et fêtes. Il a même collaboré à l'entretien de cette église. Il assiste à « la haulte messe » comme un bon catholique fidèle à « l'anchienne religion ». Cfr Archives de l'État à Liège, *Cité*, vol. 40, f^{os} 168-169.

Les archives de la Prévôté manquent pour la fin du XVI^e siècle et la première moitié du siècle suivant. En 1645, le rapport du curé fait état de « quelques suspects » non nommés. En 1656, pas un seul suspect ! Cfr *Prévôté*, vol. 14, f^{os} 98 v^o et 205.

PRÉCISIONS SUR LE PEINTRE-GRAVEUR PIERRE FURNIUS ET SA FAMILLE

par René JANS ⁽¹⁾

Pierre de Jalhea dit du Four, alias Furnius ⁽²⁾ est présenté comme l'un des principaux disciples liégeois de Lambert Lombard. C'est l'apport essentiel des chercheurs modernes d'avoir découvert qu'il était non seulement un peintre mais aussi, et probablement surtout, un graveur fécond et estimé. On a répertorié de lui plus d'une centaine de planches : gravures originales, d'après ses dessins, et reproductions d'après d'autres artistes, notamment Lombard. Pierre Furnius conclut plusieurs contrats avec les éditeurs anversois, Plantin et Cock. *Son style, estime M. Jean Puraye, n'a plus la raideur académique des romainistes. Les compositions sont bien équilibrées, les personnages campés avec aisance, les décors construits d'éléments classiques et les fonds des paysages très aérés rendus avec légèreté. Pas de brillant éclat d'un burin novateur mais toutes les qualités d'un métier bien assuré* ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Abréviations : A.É.L. : Archives de l'Etat à Liège ; B.C.L. : Bibliothèque Communale de Liège ; Ms. : manuscrit.

⁽²⁾ On écrit aussi *Jalheau*, *Jalhay* et, incorrectement, « *Salzea* ». De même, dans les actes contemporains de l'artiste, *de For* et *de Forre*. Selon la mode de l'époque, il latinisa son nom en *Furnius* : c'est ainsi qu'il signait généralement ses gravures.

⁽³⁾ J. HELBIG, *La Peinture au pays de Liège et sur les bords de la Meuse*, Liège, 1903, p. 189 ; A.-J.-J. DELEN, *Histoire de la Gravure dans les anciens Pays-Bas, 2^e partie, le 16^e siècle. Les graveurs d'estampes*, Paris, 1935, pp. 90-91 et 169 ; J. PURAYE, « Pierre Furnius, graveur liégeois du XVI^e siècle », *Miscellanea J. Gessler*, Tome II, 1948, pp. 1016-1023 ; L. MOYANO, *Catalogue de l'exposition Lambert Lombard et son temps*, Liège, 30 septembre - 31 octobre 1966, Introduction, pp. XLV-XLVI ; J. HENDRICK, *La Peinture au pays de Liège, XVI^e-XVII^e et XVIII^e siècles*, Liège, Perron - Wahle, 1987, p. 96.

Un jugement similaire s'appliquerait-il au peintre, dont aucune œuvre ne nous est parvenue ? À ce titre, Pierre Furnius a été diversément apprécié. Ses contemporains le prisait fort, entre autres Dominique Lampson, qui s'institua son protecteur, le géographe Abraham Ortelius, qui le fit sans doute connaître à Anvers, l'évêque Liévin Torrentius, dont notre artiste exécuta le portrait. Van den Berch admirait beaucoup le triptyque que Furnius avait peint pour orner, dans le chœur de la cathédrale Saint-Lambert, le tombeau du cardinal Gérard de Groesbeeck (mort en 1580). *Il s'est acquis une réputation qui a surpassé en quelque manière celle de Lombard* admet Abry, qui l'attribue aux liens familiaux de l'artiste et, en conséquence, aux nombreux grands tableaux qui lui furent commandés. Cette réputation, l'auteur des *Hommes Illustres de la Nation Liégeoise* la trouve surfaite ; avis que partage Hamal ⁽⁴⁾. Il est peu probable que l'on retrouve un jour une peinture de Pierre Furnius. Déjà, Abry écrit : *Il en a fait un très grand nombre qui ont toutes péri, faute d'avoir trop ménagé le blanc et les couleurs appliquées ayant été extrêmement maigres*. Celles, que cet auteur pouvait encore voir au début du XVIII^e siècle dans les églises liégeoises, étaient, à la fin du même siècle, en fort mauvais état ou avaient été enlevées de leur emplacement traditionnel. Le retable à volets qui surmontait le maître-autel de l'église abbatiale de Saint-Jacques est mentionné pour mémoire par Hamal. Le triptyque précité, ornant le tombeau de Gérard de Groesbeeck, qui montrait au centre *La Résurrection*, d'un côté le portrait du prince avec son patron saint Gérard, de l'autre, une allégorie du triomphe de la charité sur la haine, avait été enlevé vers 1755 et remplacé par des ornements en marbre. Un autre triptyque, *Le Seigneur au jardin des Oliviers*, encadré par les portraits des donateurs, les

⁽⁴⁾ H. HELBIG et S. BORMANS, *Les Hommes Illustres de la Nation Liégeoise*, Liège, 1867, p. 169 ; J. HELBIG, *La Peinture au pays de Liège, o.c.*, Liège, 1903, p. 190 ; M. DELCOURT et J. HOYOUX, *Laevinus Torrentius Correspondance*, tome II, Paris, 1953, pp. 1, 21, 53-54, 154, 156, 404 ; J. PURAYE, *Pierre Furnius*, pp. 1019-1021 ; *Dominique Lampson, humaniste, 1532-1599*, Desclée de Brouwer, 1950, pp. 12 et 45 ; J. BRASSINE, « Nouvelles recherches sur des monuments d'art mosan disparus », *Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire du diocèse de Liège*, tome XXX, 1939, pp. 99-100.

chanoines Jean de Harff et Jean de Wittem, datant de 1578, était toujours en place dans une chapelle de la cathédrale mais était *fort gâté*. Il n'est plus question d'un retable à volets, où figurait « *Saint Michel* », offert par les héritiers de Michel Naveau, chanoine de Saint-Barthélemy, pour décorer un autel de cette collégiale. *La Déposition de la Croix*, qui trouvait grâce aux yeux d'Abry et que Hamal, Villenfagne et Jules Helbig situent erronément à Saint-Barthélemy, confondant avec l'œuvre précédente avait fait place, au maître-autel de l'église paroissiale Saint-Etienne, à une peinture de Fisen. Toutefois, Hamal signale, au fond de ce temple, un tableau tenant de l'école de Lombard, *Le Seigneur qu'on porte au tombeau*, qui pourrait être ladite œuvre de Pierre Furnius⁽⁵⁾. Les renseignements, concernant la personnalité et l'existence de l'artiste, ont été apportés, en ordre principal, par Abry, Jules Helbig et Jean Puraye. Nous nous sommes attachés, dans le présent article à les étoffer, à les compléter, voire à corriger certaines données.

J. Puraye a supposé avec raison que « *de Jalhea* » rappelait le lien d'origine de la famille, le village de Jalhay. En effet, le bisaïeul du peintre-graveur, Pirotte (Pirot, Pierot) de Jalhea

(5) H. HELBIG et S. BORMANS, *l.c.*, pp. 169-172 ; J. HELBIG, *l.c.*, pp. 188-190 ; H. DE VILLENFAGNE, *Journal politique du département de l'Ourthe* du 16 avril 1812 ; R. LESUISSE, « Tableaux et Sculptures des églises, chapelles, convents et hôpitaux de la ville de Liège avant la Révolution. Mémento inédit d'un contemporain », *Bulletin de la Société des Bibliophiles Liégeois*, tome XIX, 1956, pp. 208, 212, 230, 231, 254-255.

« La Déposition de la Croix » orna, dès 1624, un nouveau maître-autel en bois sculpté, don de Gertrude Masset, veuve de Guillaume Louvrex, à la mémoire de ses parents et de son mari, décédé cette année-là. Le 8 décembre 1624, elle confia au peintre Jean Greuninx la tâche de peindre et dorer les diverses parties de cet autel, où apparaissaient les statues de la Mère de Dieu, de Saint Etienne et de Saint Guillaume, A.^tE.L., *Notaire A. Etten*, à Liège, reg. 1624, f^o 100. A noter que Jean Coch et sa femme Isabeau le Berlier, oncle et tante de Pierre Furnius, étaient paroissiens de Saint-Etienne. Un autre oncle de l'artiste, Gilles le Berlier, était le beau-frère du chanoine Michel Naveau, A.^tE.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 375, f^o 183 ; *Obligations*, reg. 57, f^o 75 ; *Convenances et Testaments*, reg. 75, f^o 374v^o.

Nous avons avancé, mais ce n'est qu'une hasardeuse hypothèse, que Pierre Furnius serait un des auteurs possibles de certaines figures des peintures murales de Saint-Jacques. R. JANS, « 'La Mise en Croix', peinture murale récemment découverte en l'église Saint-Jacques à Liège », *Bulletin de la Société royale Le Vieux-Liège*, tome IX, 1979, p. 336.

cédait en 1500 à Jean, fils de Bertremeit (Barthélemy) de Jalhea tous les droits, dont il avait hérité de ses feux père et mère, sur des biens situés à Jalhay et dans son ban ⁽⁶⁾. Quant au surnom « *du Four* », il s'explique par la profession de ce Pirotte de Jalhea : il était boulanger. Dès 1477, il était établi à Liège, *au Trez près de Saint-Martin*, autrement dit dans l'actuelle rue Saint-Paul. En 1510, il se porta garant pour le peintre Pierre Pesser, qui avait épousé sa fille Ailid. Il semble que Pirotte de Jalhea était encore en vie en 1515. Au vu de documents relatifs aux enfants d'un certain Fastreit de Jalhea, où apparaît comme témoin ou exécuteur testamentaire, soit le « *boulangier Piron de Forre* », soit « *Piron de Four le jeune* » il n'avait pas été le seul de sa famille à s'être installé, à l'époque, dans la capitale mosane ⁽⁷⁾.

Le fils de Pirotte de Jalhea alias du Four, Piron, releva en 1495 le métier des drapiers mais fut, comme son père, boulanger. Dès 1516, c'est lui qui paye à l'église Saint-Martin-en-Ile le cens dû sur la maison *Au Trez*. De ses deux mariages, il eut une nombreuse descendance. Sa seconde épouse, Catherine de Bastogne, avait déjà enterré quatre maris quand elle s'unit à Piron du Four en 1524. De ses précédents conjoints, elle n'avait pas de postérité mais, en revanche, elle disposait d'une jolie fortune, dont elle légua la plus grande partie (notamment, une maison, rue Saint-Remy) à Piron du Four, lorsqu'elle mourut en 1529.

⁽⁶⁾ J. PURAYE, *Pierre Furnius*, p. 1016 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 57, f° 53.

⁽⁷⁾ A.É.L., *Cures, Saint-Martin-en-Ile*, reg. 43, f° 106 ; reg. 44, f°s 12v°, 67v°, 96, 125v°, 182v°, 208, 233v°, 260v°, 296, 333v° ; reg. 45, f° 11v° ; reg. 46, f° 16 ; reg. 47, f° 14 ; reg. 48, f°s 15v°, 76v° ; A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 69, f° 414 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Convenances et Testaments*, reg. 26, f°s 226v°, 357 ; B.C.L., *Registre aux reliefs du métier des drapiers*, ms. 14, pp. 22, 42 ; Th. GOBERT, *Liège à travers les Ages*, tome V, Liège, 1928, p. 452 ; R. JANS, « Une dynastie de peintres liégeois méconnus : les Pesser et Pasque Balen », *Bulletin de la Société royale Le Vieux-Liège*, tome IX, 1978, p. 233.

A noter qu'en 1483, le compteur de Saint-Martin-en-Ile mentionne « *Pirot de Huy* », au lieu de « *Pirot de Four* ». Cela indiquerait-il que ce dernier séjourna dans la cité du Pontia qui compta d'autres « *de For* » ; A.É.L., *Cures, Saint-Martin-en-Ile*, reg. 44, f° 153v° ; A.É.L., *Echevins de Liège, Convenances et Testaments*, reg. 18, f° 71.

Piron du Four la suivit dans la tombe quelque dix ans plus tard, en 1539 ou 1540 ⁽⁸⁾.

Son fils aîné, Lambert, fut, comme nous le verrons, un brasseur. Cependant, un relief de 1581 indique qu'il a été aussi un *voirier*, c'est à dire un peintre sur verre. Dans cet art, ne fut-il pas un élève de son oncle, Pierre Pesser, voirier à l'occasion, qui, en 1530, avait un serviteur prénommé Lambert ? ⁽⁹⁾. En 1543, Lambert de Jalhea dit du Four acquit la brasserie de *La Sirène*, en la rue des Carmes, immeuble dont il se défît deux ans plus tard. La même année, il épousait Péronne, fille de feu André le Berlier et d'Anne Briet. A ce titre, il releva le métier des orfèvres en 1544. Par son mariage, Lambert de Jalhea s'alliait à une puissante famille patricienne de la Cité. Lambert de Jalhea et Péronne le Berlier furent les parents de Pierre Furnius ⁽¹⁰⁾. Lambert de Jalhea abandonna la brasserie de « *La Sirène* » pour la bonne raison qu'en février 1545, les « *Fratres* » (Frères de la Vie Commune ou Hiéronymites) lui rendirent, de même qu'au charpentier Gielet Remacle, un vaste bâtiment, dit « *la grande vieille école* », joignant de trois côtés « *az chaulcie et aisemences* » de la ville, et vers Saint-Denis à la Meuse, que sur-

⁽⁸⁾ B.C.L., *Registre aux reliefs du métier des drapiers*, pp. 13, 51 ; A.É.L., *Curés, Sint-Martin-en-Ile*, reg. 48, f° 136v° ; reg. 49, f° 15v° ; reg. 50, f°s 12, 174 ; reg. 52, f°s 10v°, 55, 100, 142, 192 ; reg. 53, f°s 12, 58. Après Piron du Four, la maison, « *Au Trez* » passa à son gendre, le boulanger Piron de Houffalize.

A.É.L., *Echevins de Liège, Convenances et Testaments*, reg. 28, f° 257 ; reg. 29, f° 37 ; reg. 30, f° 42 ; reg. 31, f° 22v° ; reg. 35, f° 73v°. En 1529, Piron de Jalheau dit de Forre fut désigné comme exécuteur testamentaire de son beau-frère, le boucher Jean de Flémalle, époux de Catherine, fille de Lambert Hennelet. Celui-ci serait-il le père de la première femme de Piron du Four ?

A.É.L., *Fonds Lefort*, 4^e partie, reg. 26, pp. 412-413 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 101, f° 41v° ; reg. 110, f° 396 ; reg. 113, f° 214 ; reg. 141, f° 161v° ; reg. 147, f° 367 ; A.É.L., *Curés, Saint-Remy*, reg. 20 et 21.

La maison de la rue Saint-Remy fut rendue le 26 janvier 1542 par les héritiers de Piron du Four à l'échevin Jean de Jehaing.

⁽⁹⁾ B.C.L., *Registre aux reliefs du métier des drapiers*, p. 87 ; R. JANS, *l.c.*, p. 234.

⁽¹⁰⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 152, f° 5 ; reg. 156, f° 88v° ; A.É.L., *Echevins de Liège, Convenances et Testaments*, reg. 34, f° 350v° ; J. BREUER, « Les Orfèvres du pays de Liège », *Bulletin de la Société des Bibliophiles liégeois*, tome XIII, 1935, p. 47, n° 242 ; L. HELBIG et S. BORMANS, *l.c.*, p. 169 ; J. PURAYE, *Pierre Furnius*, p. 1016.

plombait une pièce en saillie de l'édifice ⁽¹¹⁾. L'école désaffectée des Fratres était proche de leur couvent de l'île aux Hochets (à l'emplacement de l'Université), se dressant à l'extrémité de la « chodelistrée », soit la présente rue Sœurs-de-Hasque. La bâtisse, obtenue par Lambert de Jalhea, fut convertie partiellement en brasserie, partiellement en plusieurs habitations qui furent peu à peu aliénées. Car le père de Pierre Furnius, malgré son beau mariage, semble avoir été très vite dans une situation financière précaire. Déjà, en 1545, il fut emprisonné, sans doute pour dettes. Mais, « libre et hors de captivité pour ce faire », il conclut un accord avec sa belle-mère, Anne Briet, et le second mari de cette dernière, François de Limbourg. Finalement, un de ses créanciers, Georges Joirion, commissaire de la Cité, se saisit de l'ensemble de l'ex « grande école des Fratres », en janvier 1554. Dix ans plus tard, le bien fut partagé entre les gendres de Joirion, le vinier Heuskin de Halingh et le notaire Jean de Méan ⁽¹²⁾. Lambert de Jalhea passa encore un acte le 25 février 1555. Entre 1562 et 1564, il est dit décédé ⁽¹³⁾. Sa veuve, en 1573, a suffisamment de ressources pour prendre saisie sur une maison de Flémalle-Grande. Le 16 septembre 1575, ses enfants mineurs, Andrien (23 ans), Péronne (20 ans), Lambert (18 ans), Barbe (14 ans) et Christian (12 ans) reçurent pour tuteurs et mambours leur oncle Gilles le Berlier et leur beau-frère Denis de Hasque ⁽¹⁴⁾. Péronne le Berlier, par la suite, figure dans divers actes, entre autres le partage des cens et rentes laissés par ses feux père et mère (en 1576), une donation qu'elle fait à sa fille Péronne (en 1594), une autre donation en

⁽¹¹⁾ J. DARIS, « Le Collège des Frères Hiéronymites à Liège », *Bulletin de l'Institut Archéologique Liégeois*, tome XI, 1872, p. 227 ; TH. GOBERT, *l.c.*, tome III, Liège, 1926, pp. 94-97 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 161, f° 276v°.

⁽¹²⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 163, f° 265v° ; reg. 169, f° 116 ; reg. 177, f° 144v° ; reg. 203, f° 11 ; reg. 286, f° 241 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Saisies, greffe Bourguignon*, reg. 34, f°s 138 et 150 ; reg. 35, f° 36 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Saisies, greffe Crahay*, reg. 6, f° 180v° ; reg. 7, f° 166v°.

⁽¹³⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 213, f° 253v° ; J. BREUER, *l.c.*, p. 61, n° 386.

⁽¹⁴⁾ A.É.L., *Officialité de Liège, Sentences et Mambournies*, reg. 62, f° 50.

faveur de son fils Lambert (en 1599). La mère de Pierre Furnius était encore en vie, fin février 1600 ⁽¹⁵⁾.

J. Puraye remarque justement que si Pierre et ses deux sœurs Isabeau et Anne ne sont pas cités dans l'acte de mambournie de 1575, *c'est qu'ils n'étaient probablement plus justiciables de la tutelle à cette date. Ce fait était dû à leur âge, 25 ans accomplis, où à leur état de mariage.* Ledit auteur en déduit que l'on peut ranger Pierre parmi les aînés de sa famille et situe sa naissance entre 1540 et 1550. Les parents de l'artiste s'étant mariés en 1543, la venue au monde du futur peintre-graveur ne peut sans doute pas dater avant cette année-là. Hamal, Siret, Delen proposent l'année 1545, ce qui est fort plausible. Moyano, se basant sur une estampe de 1563, non signée et portant la mention « *AE 14* », qu'il estime attribuable à Pierre Furnius, suggère que celui-ci est né en 1549. En tout cas, en 1575, c'était déjà un graveur bien connu, puisque Cock, cinq ans auparavant, éditait à Anvers quelques-uns de ses cuivres. En même temps que son frère Andrien, il avait relevé le métier des orfèvres, entre 1562 et 1564 ⁽¹⁶⁾. Les connaissances littéraires et historiques, dont Pierre Furnius témoigne dans ses œuvres, incitent M. Puraye à supposer qu'il reçut une bonne instruction au collège des Hiéronymites de Liège. Les rapports, qu'eût avec ces derniers le père de l'artiste, ne font que renforcer cette hypothèse. Apparenté à Pierre Pesser (mort en 1558), dont les fils François et Jean furent également peintres, fils lui-même d'un *voirier*, Pierre Furnius fut tout naturellement orienté vers une carrière artistique. Quoique nous soupçonnions gratuite l'assertion d'Abry, il nous apparaît possible mais non certain qu'il suivit l'enseignement de Lambert Lombard ⁽¹⁷⁾. D'autres

⁽¹⁵⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 375, f^o 183 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Embrevures*, reg. 304, f^{os} 134v^o et 194v^o ; reg. 306, f^o 233v^o ; A.É.L., *Echevins de Liège, Obligations*, reg. 100, f^o 195v^o ; A.É.L., *Echevins de Liège, greffe Bourguignon*, reg. 62, f^o 73 ; A.É.L., *Cours de Justice, Flémalle-Grande*, reg. 3, f^{os} 5 et 66.

⁽¹⁶⁾ J. PURAYE, *Pierre Furnius*, pp. 1016-1017 ; A. SIRET, *Biographie Nationale*, tome 6, Bruxelles, 1878, col. 255 ; J. BREUER, *l.c.*, p. 61, n^o 386. Piron est synonyme de Pierre ; A.-J.-J. DELEN, *l.c.*, p. 90 ; L. MOYANO, *l.c.*, p. XLV.

⁽¹⁷⁾ J. PURAYE, *Pierre Furnius*, p. 1017 ; R. JANS, *l.c.*, p. 234.

membres de sa famille firent relief du métier des orfèvres : ses frères Christian (entre 1585 et 1589) et Lambert (en 1589), son beau-frère Denis de Hasque (en 1570), ses neveux Pierre et Lambert Mathys (le premier en 1601 ; le second, en 1609-1610) et son propre fils, Jean (en 1609-1610). Ce qui n'implique pas nécessairement que tous eurent une activité artistique ⁽¹⁸⁾. Au moins trois d'entre eux, cependant, furent des peintres. Nous y reviendrons.

Le 9 mai 1577, Pierre Furnius, s'accordant avec les héritiers de Georges Joirion, récupéra une partie des revenus dont son père avait été dessaisi. Les possesseurs de maisons remplaçant les *vieilles écoles des Fratres* lui payèrent désormais un cens annuel, non sans chicanes et procès d'ailleurs ⁽¹⁹⁾. Non loin de l'ancienne demeure de Lambert du Four, à la berge s'étendant entre le pont des Jésuites et le pont Neuf (actuelle place Cockerrill) aboutissait une voie étroite, la rue de Meersen, appelée par la suite rue Pied de Bœuf et rue de la Plate Pierre, et relevant de la paroisse Sainte-Aldegonde. Elle a disparu dans la première moitié du XIX^e siècle, à la suite de la création de la rue de la Régence et du développement, à cet endroit, des ateliers Cockerrill. Le 14 décembre 1593, Pierre Furnius acquit de la famille Coelen le spacieux immeuble, dit *maison de Bouillon*, situé au coin de cette rue et de la berge. Un acte de rendage proclamatoire de 1633 nous en fournit une description sommaire. Au rez-de-chaussée, l'habitation comprenait une *salle* (grande pièce) donnant sur un jardin latéral, une cuisine et une *chambrette*. A l'étage, trois chambres. Il y avait trois greniers, trois caves, une « *bouerie* » (buanderie) ayant issue sur le *biez Saint-Denis* qui coulait à l'emplacement de la rue de la Régence, ainsi qu'une

⁽¹⁸⁾ J. BREUER, *l.c.*, p. 72, n° 500 ; p. 98, n° 774 ; p. 99, n° 784 ; p. 120, n° 1023 ; p. 141, n° 1240 ; p. 143, n° 1262.

⁽¹⁹⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 380, f° 112v° ; reg. 624, f°s 289 et 347v° ; A.É.L., *Echevins de Liège, Embrevures*, reg. 386, f° 337 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Saisies, greffe Crahay*, reg. 30, f° 196 ; reg. 46, f° 236 ; reg. 70, f° 333v°.

saillie (cour pavée) avec un puits ⁽²⁰⁾. Un acte du 1^{er} décembre 1597 donne un tableau de la famille, à ce moment-là. Outre Pierre Furnius et sa mère, sont mentionnés son frère Lambert et ses sœurs Isabeau, veuve de Nicolas Mathys ; Anne, épouse de Denis de Hasque ; Péronne, veuve de Jean Rolkin, et Barbe, épouse d'Arnould de Hasque ⁽²¹⁾. Andrien (André) et Christian ne sont pas cités : ils étaient alors sans doute décédés ou s'étaient expatriés.

Denis et Arnould de Hasque étaient frères. Tous deux étaient marchands en Neuvise. Ils n'avaient aucun lien de parenté avec un gendre de Lambert Lombard, contrairement à ce qu'affirme Yernaux ⁽²²⁾.

Pierre et Lambert du Four, en 1596, furent nommés tuteurs des enfants de leur sœur Isabeau ⁽²³⁾. Un de ceux-ci, Pierre Mathys, né en 1577, est dit *peintre de la Cité de Liège* quand, *assez débile de corps et mal disposé de son corps*, il testa en sa demeure de la rue de Meersen, le 23 janvier 1613 ⁽²⁴⁾. Le peintre Jean Bologne, selon Abry, fut l'élève de Pierre Furnius. Il se peut qu'Alexandre de Horion, apparenté à celui-ci par les Berlier, ait été aussi son disciple ⁽²⁵⁾. Pierre Furnius fut probablement de même le maître de son neveu Pierre Mathys, voire de

⁽²⁰⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 433, f° 29 ; A.É.L., *Saisies, greffe Crahay*, reg. 110, f° 290 ; A.É.L., *Chambre des Comptes*, reg. 251, f°s 66 et 67 ; A.É.L., *Officialité de Liège, Rendages proclamatoires*, reg. 19, f° 212v° ; TH. GOBERT, *l.c.*, tome IV, Liège, 1926, pp. 159-160.

⁽²¹⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 442, f° 1.

A part Péronne le Berlier, tous sont repris dans un acte de 1603, A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 691, acte réalisé le 21 avril 1603.

⁽²²⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 615, f° 246 ; reg. 716, acte réalisé le 18 mai 1610 ; reg. 786, acte réalisé le 7 septembre 1623 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Embrevures*, reg. 213, f° 250 ; reg. 304, f° 50v° ; A.É.L., *Echevins de Liège, Convenances et Testaments*, reg. 81, f° 361 ; J. YERNAUX, « Lambert Lombard », *Bulletin de l'Institut Archéologique Liégeois*, tome LXXII, 1957-1958, p. 310.

⁽²³⁾ A.É.L., *Officialité de Liège, Sentences et Mambournies*, reg. 82, f° 143.

⁽²⁴⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Convenances et Testaments*, reg. 54, f° 186v°. La maison du peintre Pierre Mathys était située à l'extrémité opposée de celle de Pierre Furnius, A.É.L., *Echevins de Liège, Embrevures*, reg. 256, f° 156v° ; A.É.L., *Hôpital de Bavière*, part. 2645.

⁽²⁵⁾ H. HELBIG et S. BORMANS, *l.c.*, p. 173 ; R. JANS, « Un important peintre liégeois du XVII^e siècle, dont aucune œuvre n'est connue : Alexandre de Horion », *Bulletin de la Société royale Le Vieux-Liège*, tome X, 1984, p. 480.

son propre frère, Lambert, né en 1557. Car ce dernier, qui latinisa également son nom, était peintre ⁽²⁶⁾. C'est lui que, par son testament du 2 avril 1605 ⁽²⁷⁾, Pierre Furnius désigna comme l'un de ses héritiers (il lui laissait notamment la moitié de ses habits), comme le tuteur de son fils, Jean, et comme son exécuteur testamentaire. L'acte, mentionné pour la première fois par Breuer, est clair : Pierre Furnius n'avait pas épousé Jeanne Thiry, la mère de son fils Jean, ainsi que le confirment d'autres documents. En 1605, elle était sa gouvernante depuis six ans, soit depuis la naissance de leur fils. L'artiste lui devait non seulement des arriérés de gages mais aussi une somme de 800 florins Brabant qu'elle lui avait prêtée précédemment. Du moins, c'est ce que Pierre Furnius reconnaît dans son testament. Mais ne serait-ce point un mensonge pieux, afin de justifier des largesses accordées à une concubine ? Il lui promet, outre la restitution de l'argent dû, 40 florins Brabant de gages pour chaque année qu'elle le servirait encore. Tant que Jeanne Thiry n'aurait pas obtenu satisfaction des héritiers universels (Lambert Furnius et ses sœurs), elle détiendrait la maison du testateur. L'artiste n'oubliait pas son fils naturel. Il lui laissait 150 florins Brabant de rente grevant l'ensemble de ses biens ; la somme due par l'abbé de Saint-Jacques qui lui avait commandé une *table d'autel* (le retable du maître-autel signalé par Abry ?) ; la moitié de ses vêtements ainsi que tous les *plats en cuivre* et peintures trouvés chez lui, au moment de son décès. De ce que ce Jean Furnius (lui aussi, latinisa son nom) releva, le 26 novembre 1626, le métier des merciers *pour lui et son père*, on en a déduit que Pierre Furnius était encore en vie à cette date ⁽²⁸⁾. On n'a pas tenu compte que les reliefs posthumes n'étaient pas rares

⁽²⁶⁾ Maître Lambert Furnius dit Jalhea, peintre, demeurait en 1615 dans la paroisse Saint-Nicolas-au-Trez. Il figure encore, comme témoin, dans un acte du 10 décembre 1622, concernant les enfants d'Arnould de Hasque et de Barbe de Jalhea, sa sœur. A.É.L., *Officialité de Liège, Aliénations*, reg. 195, décret du 24 juillet 1615 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 786, acte réalisé le 7 septembre 1623.

⁽²⁷⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Convenances et Testaments*, reg. 54, f° 135.

⁽²⁸⁾ E. PONCELET, « Documents inédits sur quelques artistes liégeois, 2^e partie », *Bulletin de la Société des Bibliophiles liégeois*, tome V, 1892-1895, p. 110 ; A.É.L., *Métiers*, reg. 141, p. 53.

pour justifier l'admission dans un métier ... Dans le cas d'es-pèce, c'est ce qui se passa. Car si Pierre Furnius était toujours vivant le 2 septembre 1608, il était mort le 4 mai 1610⁽²⁹⁾. M. Puraye, estime, au vu du testament de 1605, que le peintre-graveur était fortuné, alors qu'Abry écrit que l'artiste *n'a pas mis sa famille à l'aise, puisqu'il a dû habiter l'hôpital du Petit Saint-Jacques en ses vieux jours, ayant apparemment manqué de ménagerie* (30). Les dires d'Abry, sur ce point, ne nous semblent pas plus crédibles que ceux d'un chantre de Notre-Dame de Tongres du XVIII^e siècle, selon lesquels Pierre Furnius était bossu, ce dont l'artiste aurait été le premier à plaisanter (31). Par les actes du 4 mai 1610 précités, Barbe de Jalhea, alors veuve d'Arnould de Hasque cédait à ses deux filles la part des biens qui lui avait été échue, à la suite du décès de son frère Pierre. En 1621, le fils de ce dernier reçut de son oncle Lambert Furnius quelque 1200 florins Brabant, en tant que *héritier et répu-tant celui ou celle* à qui ledit Lambert était redevable de cette somme importante (32). Il s'agit certainement de ce qui avait été dû à Jeanne Thiry, en vertu du testament de 1605. La succes-sion de Pierre Furnius a donc été acceptée par ses héritiers uni-versels, malgré les lourdes charges imposées par le défunt. Elle aurait été refusée, si elle avait été largement déficitaire. *In medio*

(29) A.É.L., *Chambre des Comptes*, reg. 251, f^o 66 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 716, actes réalisés le 18 mai et le 5 juin 1610 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Saisies, greffe Crahay*, reg. 70, f^o 53v^o ; reg. 71, f^o 329.

(30) J. PURAYE, *Pierre Furnius*, p. 1023. L'auteur pensait que Jeanne Thiry était l'épouse légitime de l'artiste ; H. HELBIG et S. BORMANS, *l.c.*, p. 172.

« Il fut réduit, à la fin de ses jours, à accepter une place de concierge à l'hospice du Petit Saint-Jacques, sur Avroy, où il est mort » précise Jules Helbig, qui confond avec ce que rapporte, tout aussi erronément, Abry sur le peintre Pasque Balen ; J. HELBIG, *l.c.*, p. 190 ; R. JANS, *Une dynastie de peintres lié-geois : les Pesser et Pasque Balen*, p. 239. A notre avis, les assertions fantaisistes d'Abry reposent sur un fait réel : un peintre, Pierre de Plat ou Le Plat, nulle-ment indigent d'ailleurs, fut bien, dans la première moitié du XVII^e siècle, concierge de l'hôpital Saint-Jacques ; A.É.L., *Hôpital Saint-Jacques*, reg. 258, 263 et 307.

(31) Baron X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *Essai historique sur l'ancienne cathé-drale de Saint-Lambert à Liège*, Liège, 1846, p. 179, note 1.

(32) A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 716, actes réalisés le 18 mai 1610 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Obligations*, reg. 112, acte réalisé le 5 mars 1621.

veritas : Pierre Furnius, en fait, n'était ni fortuné, ni pauvre. En dehors de ce que lui rapportaient peintures et gravures, il disposait de diverses rentes et d'une habitation, où vraisemblablement il mourut au début de l'année 1610⁽³³⁾. La « *maison du Bouillon* », cependant, n'appartenait plus, le 25 septembre 1610, aux héritiers de l'artiste. Elle était passée aux mains de Renier Bex, qui agrandit le jardin de l'immeuble, par l'achat d'un terrain public⁽³⁴⁾. Ce Renier Bex, procureur à la Cour de l'Officialité et receveur des revenus de sept autels de la collégiale Saint-Denis, faisait tout de même partie de la famille, car il avait épousé « *Bielkenne* » (Batholomée) Mathys, fille de Nicolas Mathys et d'Isabeau de Jalhea. Sans doute, détenait-il la *maison de Bouillon*, à la suite d'une convention passée le 12 juin 1610, dont nous ignorons la teneur et qui fut reconnue treize ans après, par Jean Furnius, devenu adulte⁽³⁵⁾.

Jeanne Thiry, fille de Jean Thiry, du village d'Ivoz, si elle n'eut pas, de son vivant, entièrement satisfaction quant à ce qui lui revenait de par le testament de Pierre Furnius, bénéficia de l'aide de tout un chacun. Du vivant même du peintre-graveur, en 1604, son frère Gérard Thiry lui céda des droits sur une maison à Ivoz. En 1614, son cousin Pasquea Mouton ; en 1617, son oncle, un autre Pasquea Mouton, firent des dons en sa faveur. De même, Lambert Furnius, en 1614, qui, pour ce qu'elle avait *administré un bon espace de temps les aliments et entretiens qui lui étaient nécessaires et convenables*, lui donna une « *aumône* » de 53 florins Brabant avec les intérêts, deux rentes ainsi que *tous les instruments et formes d'imprimerie et les autres ustensiles convenables à un peintre*, qu'il avait en sa possession⁽³⁶⁾. Lambert Furnius fut-il aussi graveur ou s'agissait-il

⁽³³⁾ Abry dit que « *La Déposition de la Croix* » était signée et datée 1610 (H. HELBIG et S. BORMANS, *l.c.*, pp. 171-172).

⁽³⁴⁾ A.É.L., *Chambre des Comptes*, reg. 251, f° 86v°.

⁽³⁵⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 793, acte réalisé le 12 décembre 1624 ; reg. 1032, f° 115 ; reg. 1177, acte réalisé le 9 juin 1623 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Obligations*, reg. 113, acte du 5 juillet 1621.

⁽³⁶⁾ A.É.L., *Cours de Justice, Ivoz*, reg. 5, f°s 55v°, 68, 70v°, 118 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 695, acte réalisé le 30 juin 1604 ; reg. 753, acte réalisé le 10 novembre 1617 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Obligations*, reg. 69, f° 143v° ; A.É.L., *Echevins de Liège, Embrevures*, reg. 334, f° 56v°.

des instruments de son frère Pierre ? Par son testament, celui-ci avait déterminé la carrière de son fils Jean, en lui réservant les « *plats en cuivre* » et les peintures trouvées chez lui, à l'heure de sa mort. De fait, Jean, qui signa aussi *Furnius*, né en 1599, qui fit relief du métier des orfèvres (en 1609-1610) et de celui des merciers (en 1626), s'adonna à la peinture, dès l'âge de 14 ans. Sans doute, dans l'atelier de Lambert Furnius. En 1615, afin qu'il pût se perfectionner, il résolut de se rendre *dans les pays étrangers, où l'art fleurit particulièrement*. Pour qu'il fut en état de louer ses services auprès de « *maîtres* » et de pouvoir « *apprendre ainsi à être un artiste* », sa mère demanda à l'Officiel de Liège l'autorisation d'aliéner une rente, ce qu'elle obtint, avec l'appui du témoignage de Lambert Furnius et de la famille Mouton ⁽³⁷⁾. Sans doute parti de Liège dès 1615, Jean Furnius était de retour au plus tard, début 1621 ⁽³⁸⁾. Cette année-là, de concert avec Lambert Furnius, il institua pour héritier son cousin, le brodeur Lambert Mathys, frère de Pierre et de Biellenne Mathys. Il était encore célibataire mais vers 1624, il épousa Catherine Brandesier (Brandesire, Bradesire). Le jeune couple s'installa au *Thier Saint-Martin*, en dehors et proche de la porte des Bégards, en la paroisse Saint-Remacle-en-Mont, où Jean Furnius avait acquis une maison avec jardin, fin 1623. La femme du peintre tenait une entreprise de confection de boutons, avec l'aide d'enfants, principalement des filles, engagées pour des termes allant d'un à trois ans ⁽³⁹⁾. L'on sait, depuis Jules Helbig, qu'en 1625, un marchand de Lille, Michel Muwette, acheta au maître-peintre Jean Furnius des peintures

⁽³⁷⁾ A.É.L., *Officialité de Liège, Sentences et Mambournies*, reg. 88, actes du 10 février et du 16 avril 1611. Avec l'accord de Lambert Furnius, Pacquea Mouton fut désigné également comme tuteur de Jean. A.É.L., *Officialité de Liège, Aliénations*, reg. 195, sentence du 24 juillet 1615 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Saisies, greffe Bourguignon*, reg. 117, f° 100 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 740, actes réalisés le 28 juillet et le 3 août 1615.

⁽³⁸⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 771, acte réalisé le 2 mars 1621.

⁽³⁹⁾ A.É.L., *Echevins de Liège, Obligations*, reg. 112, acte réalisé le 5 mars 1621 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 787, acte réalisé le 13 décembre 1623 ; reg. 1193, acte réalisé le 25 septembre 1630 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Embrevures*, reg. 412, f° 289v° ; A.É.L., *Notaire J. Prion, à Liège*, reg. 1611-1656, f°s 77, 80v°, 83v°, 84v°, 85, 87v°, 96, 97, 104, 105, 106v°.

sur toile, des estampes sur cuivre et plusieurs *printes* (épreuves) sur papier. Deux des toiles, un *Crucifix* et une *Notre-Dame* étaient aux mains du maître-brodeur Lambert Mathys, cousin du vendeur, pour en tirer copie, et devaient être livrées ultérieurement⁽⁴⁰⁾. A la fin de sa brève existence, en 1631, Jean Furnius, profitant des déboires financiers de Renier Bex, récupéra la demeure paternelle de la rue de Meersen et y prit logis, consentant toutefois à louer une pièce à son infortuné cousin⁽⁴¹⁾. Le 23 mars 1632, Jean Furnius était décédé et ses enfants, Jeanne (8 ans) et Jean (16 mois), le 22 mai suivant, reçurent pour tuteur, Henri Van den Berch, chanoine de la collégiale de la Sainte Trinité et de Tous les Saints à Spire, héraut d'armes de la principauté de Liège, celui-là même qui admirait tant le retable de Pierre Curtius ornant la tombe de Gérard de Groesbeeck⁽⁴²⁾. Catherine Brandesier ne put faire face aux charges grevant la *maison de Bouillon*. En 1633, celle-ci fut exposée aux enchères et adjugée à Lambert Mathys⁽⁴³⁾. La veuve de Jean Furnius convola rapidement en secondes noces avec un certain Nicolas Pacquot. Celui-ci, le 7 juillet 1634, conclut un accord avec le procureur Renier Bex, à propos des

(40) A.É.L., *Notaire A. Etten*, reg. 1625, f° 123 ; J. HELBIG, *l.c.*, p. 189 ; J. PURAYE, *Pierre Furnius*, p. 1024. Cet auteur estime que les estampes sur cuivre et les « *printes en papier* » étaient des œuvres de Pierre Furnius.

(41) A.É.L., *Echevins de Liège, Saisies, greffe Bourguignon*, reg. 149, f° 271 ; reg. 150, f° 60 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 1193, acte réalisé le 25 septembre 1630 ; reg. 831, acte réalisé le 8 mars 1631 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Embrevures*, reg. 412, f° 289v° ; A.É.L., *Notaire J. Prion*, reg. 1611-1656, f°s 112v°, 113.

(42) A.É.L., *Echevins de Liège, Paroffres, greffe Crahay*, reg. 65, paroffre du 23 mars 1632 ; A.É.L., *Officialité de Liège, Mambournies*, reg. 92, p. 460 ; A.É.L., *Notaire J. Prion*, reg. 1611-1656, f° 127 ; J. BRASSINE, *l.c.*, pp. 99-100 ; F. SCHREURS, *Henri Van den Berch, roy héraut d'armes de la Principauté de Liège*, Edition du Vieux-Liège, 1963.

(43) A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 1042, acte réalisé le 23 mars 1633 ; A.É.L., *Officialité de Liège, Aliénations*, reg. 208, sentence du 15 juin 1633 ; A.É.L., *Officialité de Liège, Rendages proclamatoires*, reg. 19, f° 212v°.

arriérés d'une rente. Ensuite, l'on perd la trace de l'ex-épouse et des enfants de Jean Furnius ⁽⁴⁴⁾.

(⁴⁴) A.É.L., *Echevins de Liège, Œuvres*, reg. 498, f° 240. Le Jean Furnius, habitant rue Agimont en 1650, que signale M. Puraye, était déjà chapelain de la collégiale Sainte-Croix en 1613. A noter qu'en 1591, le philosophe Juste Lipse fut l'hôte d'un autre Jean Furnius, chanoine de Saint-Martin. J. PURAYE, *Pierre Furnius*, p. 1024 ; Dominique Lampson, p. 46 ; A.É.L., *Echevins de Liège, Saisies, greffe Crahay*, reg. 81, f° 364 ; A.É.L., *Notaire G. Milemans*, à Liège, acte du 5 septembre 1641.

PARTIE ADMINISTRATIVE

RAPPORT DU SECRÉTAIRE POUR LES ANNÉES 1985 ET 1986

L'année 1985 a été marquée par deux grands problèmes : la sécurité des bâtiments et des collections, le statut et le cadre du personnel des Musées.

En ce qui concerne le premier, malgré les interventions répétées du Bureau et ses rencontres avec l'Échevin des Musées, M. P. Bertrand, aucune solution satisfaisante n'a encore été apportée : le Musée Curtius, contrairement à ce qui avait été promis, n'est toujours pas muni d'un système d'alarme électronique. Si le nombre des gardiens ainsi que le règlement des concierges des musées ont été améliorés, la situation demeure toutefois très préoccupante.

En ce qui concerne le second, le cadre du personnel, déjà insuffisant, a fait l'objet de nouvelles restrictions pour des raisons d'ordre budgétaire et les nominations aux postes de conservateur demeurent toujours pendantes. Toutefois, la Ville et le Bureau se sont accordés sur le titre officiel de M. Engen, qui sera « Conservateur de l'Institut archéologique liégeois ». En outre, l'O.N.E.M. a donné son accord à l'engagement d'un C.S.T. qui se consacrera à la mise à jour des inventaires et à la réalisation d'un fichier analytique des collections des musées placés sous la direction de l'Institut. Ce C.S.T. est entré en fonction le 1^{er} décembre.

Le Bureau a poursuivi sa politique de publications : deux numéros des *Cahiers de l'Institut archéologique liégeois* sont sortis de presse, le tome 96 du *Bulletin* pour l'année 1984 paraîtra au début de l'année 1986 et le tome 97 est déjà en chantier. Le Bureau a aussi procédé à l'attribution du Prix Larbalette que

s'est vu octroyer M. Pierre Paquet pour son étude sur l'église Saint-Jacques de Liège.

L'organisation des conférences mensuelles a retenu l'attention : un sondage, par la voie de l'*Infor-I.A.L.* devrait éclairer le Bureau sur les desiderata en la matière des membres de l'Institut.

Par ailleurs, le Bureau a conçu le projet de reconstituer le mausolée de Velbrück dans son intégralité et il a déjà pris les contacts nécessaires en vue de son implantation dans la cathédrale Saint-Paul.

Comme les années précédentes, et pour autant que les conditions de sécurité fussent respectées, les musées ont participé à de nombreuses expositions, dont la Foire des Antiquaires.

Malgré les difficultés de l'heure, le cap est donc maintenu ; cependant, le nombre des membres de l'Institut, qui continue à décliner, devrait donner lieu à une réflexion approfondie.

Les problèmes (sécurité des bâtiments et des collections, statut du personnel, activités traditionnelles) ont pris au cours de l'exercice 1986 un tour plus aigu encore.

Sur le plan de la sécurité, en dépit de démarches répétées et insistantes auprès de la Ville et plus particulièrement de l'Échevin des Musées, M.P. Bertrand, aucune mesure concrète n'a encore été prise. Le Conservateur de l'Institut, même si la Ville a confirmé officiellement que ses attributions n'étaient pas modifiées, a été contraint d'accepter un changement de statut qui rend plus aléatoire encore une nomination définitive correspondant aux fonctions de gestionnaire et de responsable scientifique des musées qu'il exerce dans les faits. De plus, le Bureau a été amené à faire part de ses regrets pour la manière intempestive avec laquelle la Ville intervient en matière de prêts d'œuvres dont l'Institut assure la garde, ainsi que dans l'affectation de membres du personnel des Musées.

Sur le plan scientifique, l'Institut a poursuivi ses activités traditionnelles : il a accordé son patronage au colloque sur les coutumes funéraires en Egée à l'âge du bronze, organisé par le service d'Archéologie grecque de l'Université de Liège ; il a

décerné le Prix Larbalette à Mademoiselle Suzy Pasleau et mis au point, malgré certaines difficultés de trésorerie, le tome 97 du *Bulletin* pour l'année 1985. Les diverses commissions — Commission des Publications, Commission des Achats, Commission des Fouilles, Commission des Comptes, Commission de la Vérification des Musées et de la Bibliothèque — ont été réorganisées.

La désaffection dont sont victimes les conférences mensuelles a retenu l'attention du Bureau. Après un long délai de réflexion, il a décidé de renoncer à cette formule pour la remplacer par des manifestations de nature diverse, à des dates et des heures choisies en fonction, non d'une périodicité, mais à des moments considérés comme les plus favorables. Les manifestations envisagées seraient des séminaires au musée (avec utilisation du matériel archéologique qui y est conservé), des visites guidées dans les musées ainsi que sur des chantiers de fouilles, des excursions extra-muros, etc. Le programme et le calendrier de ces manifestations, dont certaines pourraient être communes avec celles d'autres associations liégeoises poursuivant des objectifs similaires, seront diffusés le plus largement possible. Le Bureau, en adoptant cette réforme, espère ainsi insuffler un souffle nouveau à la vie de l'Institut.

MUSÉES D'ARCHÉOLOGIE ET D'ARTS DÉCORATIFS DE LIÈGE

RAPPORT DU CONSERVATEUR - ANNÉE 1985

1. Fréquentation des musées

Pour l'ensemble des trois musées : Curtius, Verre et Ansembourg : 21.380 visiteurs.

- Musées Curtius et du Verre (même ticket d'entrée) : 13.681 dont :
 - entrées payantes : 7.486 ;
 - entrées gratuites : 6.195.
- Musée d'Ansembourg : 7.699 dont :
 - entrées payantes : 2.709 ;
 - entrées gratuites : 4.990.

Soit une moyenne de 411 visiteurs par semaine. Baisse importante par rapport à 1984, qui s'explique par :

- Musée d'Ansembourg : fermé en août (manque de gardiens) ;
- Musées Curtius et du Verre : partiellement accessibles (manque de gardiens).

2. Accroissement des collections

A. Musées Curtius et d'Ansembourg

Mobilier

— Grande armoire-commode en marqueterie. Ancien Pays de Liège, 1^{ère} moitié du XVIII^e siècle. Acquisée par la Communauté française de Belgique. N^o inv. : D/85/1. (Fig. 1).

— Deux-corps-vitrine. Ancien Pays de Liège, 2^e moitié du XVIII^e siècle au plus tôt. Don de M. André Mardaga, Liège. N^o inv. : 85/2.



Fig. 1. — Armoire-commode en marqueterie. Probablement Liège,
1^{re} moitié du XVIII^e s.

Dépôt de la Communauté française de Belgique. D/85/1.

© A.C.L., Bruxelles.

— Grand coffre. Région Wallonne, XIX^e siècle. Don de
Mme Vve Bonvoisin, en exécution du testament du peintre et
graveur liégeois Joseph Bonvoisin. N^o inv. : 85/3.

Horlogerie

— Horloge dite « religieuse » due à l'horloger liégeois Henri
Rongé. Mouvement originel intact. 1^{er} tiers du XVIII^e siècle.
Achat. N^o inv. : 85/12. (Fig. 2).



Fig. 2. — Horloge dite « Religieuse ».

Liège, Henri Rongé, 1^{er} tiers du XVIII^e s.

© F. Niffle, Liège.

Argenterie

— Cuillère à saupoudrer. Liège, 2^{ème} moitié du XVIII^e siècle. Achat. N° inv. : 85/13.

Estampes

— Sérigraphie : motifs de sculptures de meubles liégeois, due à Yvan Guilmot (1985). Don de l'auteur par l'intermédiaire de M. J. Phillippe. N° inv. : 85/15.

Numismatique

— Plaquette commémorative : Barrage de Monsin, 1936. Georges Petit, 1936. Provient de la famille de l'artiste : épreuve d'auteur. Don du Dr Petit. N° inv. : 85/77.

— Plaquette maçonnique : Charles Magnette, 1865-1937. Georges Petit, après 1937. Provient de la famille de l'artiste : épreuve d'auteur. Don du Dr Petit. N° inv. : 85/78.

Préhistoire

— Collection d'objets préhistoriques provenant de divers sites du bassin de la Berwinne. Don de M^{lle} A. Hauzeur. L'inventaire détaillé de cette donation sera réalisé en 1986.

Textile

— Armoiries brodées. Ancien Pays de Liège, XVIII^e siècle. Trouvées à l'intérieur du meuble D/85/1. N° inv. : D/85/19.

B. Musée du Verre

— Vase du type « oignon de Noël ». Firme Emile Gallé à Nancy, après 1904. Don des héritiers de la baronne de Coppin de Grinchamps, par l'intermédiaire du Père Jacques-Grégoire Watelet. N° inv. : 85/4.

— Vase en cristal soufflé. Val-Saint-Lambert — Antonio bon, vers 1950. Achat. N° inv. : 85/5.

— Boule presse-papiers : feuilles et baies de houx. Don de M. Alfred Collard. N° inv. : 85/6.

— Vase. Taïwan, XX^e siècle. Don de M. Georges Tercaefs, Liège. N^o inv. : 85/7.

— Amulette en pâte de verre bleue : oiseau à tête humaine surmontée du disque solaire. Egypte pharaonique. Achat. N^o inv. : 85/8.

— Trois trèfles en pâte de verre bleue. Egypte, 18^e-19^e dynastie. Provient vraisemblablement d'un lit funéraire royal représentant la déesse Hathor. Achat. N^o inv. : 85/9.

— Vase en cristal taillé. Val-Saint-Lambert, vers 1930. Achat. N^o inv. : 85/10.



Fig. 3. — Théière piriforme en verre rouge.
Attribuée à Kunckel, Potsdam, vers 1700. Don. 85/16.

© F. Niffle, Liège.

— Disque en pâte de verre bleue. Egypte, règne de Thoutmosis III. Achat. N^o inv. : 85/11.

— Flûte à champagne, service Senlys taillé. Val-Saint-Lambert, 2^e moitié du XX^e siècle. Don de M. L. Engen, Liège. N^o inv. : 85/14.

— Théière piriforme en verre coloré, attribuée à Kunckel, Potsdam, vers 1700. Don de M. Ch. Sheppard, Londres. N° inv. : 85/16. (Fig. 3).

— Gobelet en verre bleu. Partie orientale de l'Empire romain, 1^{er} siècle après J.-C. Achat. N° inv. : 85/17. (Fig. 4).



Fig. 4. — Gobelet en verre bleu.

Orient romain, I^{er} s. après J.-C. Achat. 85/17.

© F. Niffle, Liège.

— Verre gravé au sigle des Compagnons du Val-Saint-Lambert. Val-Saint-Lambert, création Georges Lempereur, 1984. Achat. N° inv. : 85/18.

— Sculpture en pâte de verre : « La Petite Ecole ». Conception Mady Andrien, Liège, et réalisation par les Cristalleries Daum à Nancy, 1984. Don des Cristalleries Daum, par l'intermédiaire de la Galerie Promenade à Liège. N° inv. : 85/20.

— Gobelet armorié par le monogrammiste JB. Verrerie Sébastien Zoude à Namur ?, vers 1760. Achat. N° inv. : 85/21.

— Verre gravé au sable, France, fin du XIX^e siècle. Don de la famille Sanz à Cazo, par l'intermédiaire de M. Jean Beguin. N° inv. : 85/75.

— Coupe en cristal taillé. Val-Saint-Lambert, vers 1930. Achat. N° inv. : 85/79.

— Grand plat en cristal moulé. Val-Saint-Lambert, division Luxval, 1935. Achat. N° inv. : 85/80.

Legs Jean Goffin

L'année 1985 aura également été marquée par l'important legs de M. Jean Goffin à Ixelles. Ce legs comporte 53 numéros d'inventaire (85/22 à 85/74). Parmi ceux-ci, signalons la présence des documents les plus exceptionnels :

— Douze verres à vin du service aux armes de Velbruck. Bohême, 1771-1784. N° inv. : 85/22.

— Gobelet à anneaux en verre coloré. Allemagne, début XVII^e siècle. N° inv. : 85/23.

— Grand gobelet anversois de la fin du XVI^e siècle. N° inv. : 85/26. (Fig. 5).

— Verre à serpents « façon de Venise ». Nord de l'Europe, fin XVI^e siècle. N° inv. : 85/28.

— Deux guéridons. Venise ou « façon de Venise ». N° inv. : 85/24 et 85/30.

— Verre à boire en forme de corne. Ancien Pays-Bas du Sud : Anvers (?), fin XVI^e siècle. N° inv. : 85/31.

— Verre gravé sur pied. Amsterdam, attribué pour la gravure à Jacob Sang, vers 1760. N° inv. : 85/32.

— Deux corbeilles à fruits en « vannerie de verre ». Liège ou Namur, XVIII^e siècle. N° inv. : 85/39-40.



Fig. 5. — Grand gobelet.
Anvers, fin du XVI^e s.
© F. Niffle, Liège.

— Trois séries de verres à vin à coupe frèsée. Liege ou Namur, XVIII^e-XIX^e siècle. N^o inv. : 85/43-45.

3. Travaux d'ordre muséographique

— Fin de la remise en ordre des collections préhistoriques, entamée lors de l'exercice précédent par un cadre spécial temporaire. L'ensemble des réserves a été regroupé et classé rationnellement. Les différents fichiers préexistants ont été largement complétés et refondus en un seul. Des dossiers par site ont été constitués. M^{me} Marie-Claire Gueury s'emploie actuellement au

parachèvement de ce travail pour en permettre une consultation aisée à notre personnel scientifique et aux très nombreux chercheurs qui nous visitent.

— Réalisation du catalogue scientifique des collections lapidaires des Musées d'Archéologie et d'Arts décoratifs. Ce travail, entamé, lui aussi, lors de l'exercice précédent, s'est terminé en septembre et deux volumes sont sortis de presse dans la collection des « Cahiers de l'Institut archéologique liégeois » dont ils constituent le n° 3.

— Les réserves du Musée d'Ansembourg ont fait l'objet d'un reclassement systématique. Tous les objets conservés sont maintenant emballés et correctement étiquetés.

— Poursuite de la restauration des verres endommagés lors du séisme de 1983 par les soins de l'I.R.P.A. Les verres déjà restaurés ont regagné leurs vitrines ou les réserves.

— Un nouveau C.S.T., accordé par le Ministère de l'Emploi et du Travail à l'Institut archéologique liégeois, a entrepris le collationnement de l'ensemble des fiches et registres des fonds Ville et I.A.L., afin de compléter le fichier numérique et mettre au point un fichier analytique cohérent, basé sur un classement rationnel des matières. Les fichiers seront en outre complétés par des fiches-guides permettant le regroupement d'objets liés par une notion ne s'insérant pas dans de tels fichiers, et par des fiches-auteurs reprenant les signatures et attributions anciennes ou confirmées.

— A l'occasion de l'organisation de l'exposition « L'Art verrier en Wallonie, de 1802 à nos jours », il s'est avéré nécessaire de classer la documentation bibliographique, archivistique et graphique relative à la verrerie contemporaine en Belgique de manière à en permettre l'exploitation. Toute cette documentation était dispersée dans différents fonds regroupant, dans un ordre peu évident, des documents d'intérêt très inégal.

— Installation au rez-de-chaussée du Musée Curtius d'un nouveau coffre blindé destiné à recevoir l'Évangélaire de Notger et à lui procurer la sécurité optimale que ne lui assurait plus le coffre conçu en 1913. Son emplacement au rez-de-chaussée, décidé par des impératifs techniques, nous obligera en 1986 de

reconcevoir l'ensemble de l'aile nord de cet étage. Le regroupement, tant souhaité, de l'ensemble des chefs-d'œuvre de l'art mosan sera ainsi réalisé.

— Reclassement des collections de porcelaines de Sèvres et de Tournai par les soins de M^{me} Emmanuelle Joris, qui a consacré son mémoire e licence à une étude technique de nos collections dans ce domaine.

— Réalisation par les soins de M. Jean Kefer des dessins de l'ensemble des collections de briques de foyer des Musées d'Archéologie et d'Arts décoratifs. Ce travail est entrepris dans le cadre d'un C.S.T. qui se poursuivra en 1986.

— Les Musées Curtius et du Verre ont bénéficié des visites de M. Lucien Delplace et de M. Cristopher Sheppard qui ont livré de précieux renseignements relatifs aux collections de porcelaines et de verres.

— La fabrique d'église de Saint-Servais a récupéré les éléments de mobilier liturgique entreposés au musée à la suite de l'incendie dont elle fut victime.

— Nos musées ont mis un local à la disposition de la Société wallonne de Palethnologie, pour permettre à un C.S.T. d'entreprendre l'étude du très riche mobilier du cimetière gallo-romain de Jupille. Ce riche fonds sera aussi publié et l'ensemble du matériel céramique restauré.

4. Travaux dans les bâtiments

— Les murs du rez-de-chaussée, ainsi que des 2^e et 3^e étages du bâtiment principal ont été entièrement repeints.

— Installation au rez-de-chaussée du Musée Curtius d'un nouveau coffre-fort destiné à recevoir l'Évangélaire de Notger.

— Réalisation d'une nouvelle installation électrique au Musée d'Ansembourg. Mise en service d'une éclairage de sécurité et d'un système de détection d'incendie interne.

— Aménagement d'une chambre noire au 2^e étage du Musée Curtius.

- Restauration du tympan triangulaire surmontant le pavillon du XVIII^e siècle dans le fond de la cour du Musée Curtius.
- Dépose et repose d'un nouveau pavement à l'entrée du Musée Curtius.
- Enfin, on déplorera l'arrêt, nous l'espérons momentanément, du chantier de restauration de Feronstrée.

5. Activités scientifiques

A. Service éducatif et manifestations

- Les visites guidées des mercredis et jeudis ont pu être maintenues en 1985.

Remercions à cette occasion : M. Pierre-Emmanuel Beguin, M^{me} Anne Bosson, M. Jean-Marie Degbomont, M. Jean-Patrick Duchesne, M. Jean-Marcel Evrard, M. Xavier Folville, M. André Georges, M. André Gob, M. Patrick Hoffsummer, M^{me} Emmanuelle Joris, M. Pierre-Yves Kairis, M^{me} Marylène Laffineur-Crepin, M^{lle} Anne-Francoise Lemaire, M. Jean-Pierre Lensen, M^{me} Catherine Peters, M^{lle} Renée Rousselle, M. Paul Van Ossel, M^{lle} Isabelle Verhoeven et M^{lle} Nathalie Zeimes.

- Organisation de visites guidées par groupe avec la participation de l'Office du Tourisme, d'étudiants et de jeunes diplômés de l'Université de Liège.

- La nouvelle collection des « Cahiers de l'Institut archéologique liégeois » a vu la naissance de trois nouveaux titres :

- André Gob, Typologie des armatures et taxonomie des industries du mésolithique au Nord des Alpes, (n° 2) ;
- Nathalie Weerts (texte), Jean Kefer (dessins), Catalogue illustré des pierres tombales, commémoratives et armoirées des Musées d'Archéologie et d'Arts décoratifs, (n° 3) ;
- Michel Mariën, Iconographie des grès de Raeren, (n° 4).

B. Bibliothèque et archives photographiques

- La Bibliothèque des périodiques a connu un taux de fréquentation en augmentation.
- Poursuite des échanges de publications des fonds Ville de Liège et Institut archéologique liégeois.
- Enrichissement, par voie d'achats et de dons, des fonds de la Ville et de l'I.A.L.
- Reliure et restauration de nombreux ouvrages grâce aux subsides de l'I.A.L.
- Acquisition définitive des clichés et droits d'auteurs des photographies réalisées aux musées par M. Francis Niffle, comme annoncé lors du précédent exercice.
- Acquisition d'une diapositive représentant le musée en 1906. Don de M^{lle} J. Noël.
- Acquisition des clichés utilisés par le Professeur Brassinne dans son ouvrage sur l'argenterie civile liégeoise. Don du Professeur Pierre Colman.

C. Travaux de recherche dans les collections

Cette année, 34 chercheurs ont étudié nos collections. Il s'agit soit de chercheurs confirmés, soit le plus souvent d'étudiants réalisant leur mémoire de licence.

Signalons en outre que le Professeur M. Malaise (Université de Liège — Section Egyptologie) a donné une leçon à ses étudiants de licence portant sur les collections du musée, rendues accessibles exceptionnellement à cette occasion.

D. Prêts aux expositions

- « Les Verrerie et Cristallerie namuroises du XVIII^e siècle à nos jours », Musée de Groesbeek-de Croix, Namur.
- « Rétrospective Léonard Defrance », Musée de l'Art Wallon, Liège.
- « Op goede gronden : De eerste boeren in Noordwest-Europa », Bonnefantenmuseum, Maastricht en Rijksmuseum van Oudheden, Leiden.

- « La Musique, source d'inspiration dans l'art belge », Galerie C.G.E.R., Bruxelles.
- « Sluse et son temps », ancienne chapelle des Sépulchrines, Visé.
- Reconstitution d'un intérieur liégeois du XVIII^e siècle, Foire des Antiquaires, Liège.
- « Jacques Du Broeucq », collégiale Sainte-Waudru, Mons.
- « Terre de Durbuy », centre d'expositions de Wéris, Durbuy.
- « Rochefort 700 : un château, une abbaye, une ville », Musée de Rochefort.
- « La Vie musicale en Wallonie et à Bruxelles à l'époque de Jean-Sébastien Bach », Liège, Mons, Namur, Stavelot.
- « Etains anciens », Société littéraire, Huy.
- « Les Ateliers de taille du silex dans la région d'Aubel », Centre culturel, Aubel et Musée du Malgré-Tout, Treignes.
- « Saint-Lambert — Herstal : patrimoine historique et religieux », église paroissiale Saint-Lambert, Herstal.
- « Mille ans d'aide sociale à Huy et à Liège », Hôpital de la Citadelle, Liège.
- « La Civilisation mérovingienne dans le bassin mosan », Musée communal, Amay.
- « 1770-1830 : autour du néo-classicisme en Belgique », Musée d'Ixelles.
- « Emile Gallé (1846-1904) », Musée du Luxembourg, Paris.
- « L'Art verrier en Wallonie, de 1802 à nos jours », Centre Wallonie-Bruxelles, Paris.

6. Personnel et collaborateurs

Personnel

- Le personnel scientifique, administratif et technique des Musées d'Archéologie et d'Arts décoratifs n'a subi aucune modification durant l'année 1985.

Le cadre des gardiens a, par contre, été fortement perturbé par le départ de tous les agents temporaires agés de plus de 55 ans et par l'arrivée d'agents nommés reclassés.

Les trois musées auxquels il faut ajouter le Musée Grétry comptent aujourd'hui un effectif restreint de dix gardiens.

— Le C.S.T. engagé en octobre 1984 a été licencié le 30 septembre 1985.

— Un nouveau projet de C.S.T. a été agréé par le Ministère de l'Emploi et du Travail.

Il se compose de :

— M^{me} Anne Bosson, historienne de l'art ;

— M^{me} Nathalie Weerts, historienne de l'art ;

— M. Jean Kefer, dessinateur;

— M^{lle} Joëlle Matrige, dactylographe.

Tous les quatre ont été engagés en date du 1^{er} décembre 1985. Deux ouvriers les rejoindront début janvier 1986.

Missions du personnel

M^{me} Marie-Claire Gueury a participé au congrès de la Société française pour l'Etude de la Céramique en Gaule à Reims, au groupe de contact préhistoire du F.N.R.S. à Bruxelles et au congrès de préhistoire organisé par l'Université de Liège.

Elle a, en outre, visité de nombreux chantiers de fouilles et les sections archéologiques de musées, tant en Belgique qu'à l'étranger.

— Le soussigné s'est rendu au congrès de la Post Medieval Archeology Society de Londres, à diverses réunions de l'ICOM et de l'Association francophone des Musées de Belgique.

Il a organisé la journée liégeoise du colloque « La Civilisation mérovingienne dans le Bassin de la Meuse » et il y a présenté une contribution sur les sarcophages monolithes.

Il a enfin repris les charges de M. Jean Beguin, empêché pour raison de santé, dans le comité scientifique de l'exposition « L'Art verrier en Wallonie, de 1802 à nos jours ».

A titre personnel, il a collaboré au catalogue de l'exposition « Chefs-d'œuvre de l'orfèvrerie civile belge aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles », qui s'est tenue à Gand.

Collaborateurs

— M. Michel Vanderhoeven, Conservateur du Gallo-Romeins Museum Tongeren, a intensifié durant toute cette année son étroite collaboration avec le personnel scientifique du Musée Curtius.

— M^{lle} Isabelle Verhoeven nous a secondé, en qualité de collaboratrice volontaire, dans la réalisation de l'exposition « L'Art verrier en Wallonie, de 1802 à nos jours », dont elle a rédigé les chapitres du catalogue relatifs aux verreries liégeoises et au Val-Saint-Lambert.

— Remercions également M. Jacques Annez de Taboada pour sa collaboration en tant que Trésorier de l'I.A.L.

LUC ENGEN.

MUSÉES D'ARCHÉOLOGIE ET D'ARTS DÉCORATIFS DE LIÈGE

RAPPORT DU CONSERVATEUR - ANNÉE 1986

1. Fréquentation des musées

Pour l'ensemble des trois musées : Curtius, Verre et Ansembourg : 24.946 visiteurs, soit une augmentation de plus de 20 %.

- Musées Curtius et du Verre (même ticket d'entrée) : 17.153 dont :
 - entrées payantes : 5.079;
 - entrées gratuites : 12.074.
- Musée d'Ansembourg : 7.793 dont :
 - entrées payantes : 1.863;
 - entrées gratuites : 5.930.
- Musée Grétry : 802 dont :
 - entrées payantes : 170
 - entrées gratuites : 632

2. Accroissement des collections

A. *Musées Curtius et d'Ansembourg*

Mobilier

Un effort tout particulier a été réalisé cette année dans le domaine du mobilier liégeois contemporain en vue de la constitution d'une nouvelle salle d'exposition.

Dépôts de la Communauté française de Belgique

— salle à manger et de nombreux accessoires de G. Serrurier-Bovy, acquis puis déposés par la Communauté française de Belgique (D/86/30) (Fig. 6) ;



Fig. 6. — Buffet de salle à manger (d'un ensemble).
Serrurier-Bovy, Liège, vers 1910.
Dépôt de la Communauté française de Belgique. D/86/30.
© A.S.B.L., Serrurier-Bovy, Liège.

— une collection de sièges (fauteuils et chaises) du même, acquise par la même voie (D/86/18-27).

En tout 23 pièces.

Achats réalisés par les musées

— une chambre à coucher de M. Caron (86/32) ;

— un banc en chêne de G. Serrurier-Bovy (86/31) ;

- une table en acajou de G. Serrurier-Bovy (86/34) ;
- une étagère à musique et un paravent de G. Serrurier-Bovy (86/16-17) ;
- une collection de 16 pièces de mobilier de G. Serrurier-Bovy, comprenant 11 chaises, 1 fauteuil, une commode, une garde-robe, un miroir et une table de nuit, constituant trois ensembles (86/35-41).

Dons

- un ensemble de mobilier de G. Serrurier-Bovy comprenant 1 table, 4 chaises, 2 fauteuils, 1 étagère et 1 porte-manteau ; don du Père J. G. Watelet, Vice-président de l'ASBL Centre Serrurier-Bovy (86/123-5) ;
- portrait encadré de et par G. Serrurier-Bovy ; don de M^{me} Soyeur-Delvoye par le biais de l'ASBL Centre Serrurier-Bovy (86/7) ;
- une poubelle attribuée à G. Serrurier-Bovy ; don de MM. Damen et Jans à Genk (86/33) ;
- un grand tapis et diverses pièces de tissu d'ameublement provenant de sièges de G. Serrurier-Bovy ; don de M. M. Horemans (86/8).

Numismatique

Le legs de feu M^{me} Radoux-Rogier, Conservateur honoraire du Musée Grétry, a enrichi le médaillier d'une collection de 86 médailles et décorations (86/49-122).

Divers

Les Musées d'Archéologie et d'Arts décoratifs ont bénéficié en 1986 du legs de feu M. H. Pouillon. Il comprend pour l'essentiel 5 pièces de mobilier dont 2 horloges en gaine, une collection de céramiques (assiettes, soupière et figurines), une collection de verres liégeois du XVIII^e siècle, ainsi que des pièces récentes, du Val-Saint-Lambert pour l'essentiel (86/126-194).

B. Musée du Verre

Achats



Fig. 7. — Calice « Notger ».
Val-Saint-Lambert, 1935, d'après Philippe Wolfers. 86/1.

© F. Niffle, Liège.

- Calice « Notger », Val-Saint-Lambert, 1935, Ph. Wolfers (86/1) (fig. 7) ;
- bonbonnière « Vedette », Val-Saint-Lambert, division Luxval, 1935-1950 (86/2) ;
- « Soliflore », Val-Saint-Lambert, vers 1910 (86/3) ;
- deux masques d'appliques en verre, Orient romain, Ier siècle (86/5-6) ;
- vase gravé, Orrefors, V. Lindstrand (1904-), vers 1935 (86/9) ;
- vase « Quito », Val-Saint-Lambert, S. Herman et L. Leloup, 1972 (85/76) ;
- vase double, Val-Saint-Lambert, modèle R. Delvenne, réalisation L. Leloup, vers 1958 (86/15) ;
- trois vases, Val-Saint-Lambert, création dans l'esprit de A. Bon, années '50 (86/12-14) ;
- vase « Nantes », Val-Saint-Lambert, 1936 (86/11) ;
- vase en taille riche, Val-Saint-Lambert, vers 1900 (86/10) ;

Dépôts

Deux vases réalisés au Val-Saint-Lambert et montés par G. Serrurier-Bovy (cf. rubrique « Mobiliers » (D/86/28-9)).

Don

« Soliflore », d'Emile Gallé ; don de M^{lle} Renée Doize à l'I.A.L. (I/86/1).

3. Travaux d'ordre muséographique

- réalisation d'un fichier analytique pour les collections d'arts décoratifs par un cadre spécial temporaire mis à la disposition de l'I.A.L. La réalisation de ce fichier a été l'occasion d'un repérage et d'un reclassement systématique des pièces de collections, ainsi que de la clicheothèque ;
- poursuite de la réalisation des dessins de l'ensemble des collections de briques de foyer des Musées d'Archéologie et d'Arts décoratifs. Travail confié à M. J. Kefer du C.S.T. de l'I.A.L. ;

— mise en service du coffre-fort destiné à l'Évangélaire de Notger.

— étude préparatoire à l'installation de la section d'art mosan au rez-de-chaussée du Musée Curtius. Les travaux seront entrepris en 1987. Ouverture d'une nouvelle salle. Dans cette perspective, plusieurs vitrines ont été modifiées ;

— étude préparatoire et plans pour l'installation d'une section de mobilier Art Nouveau - Art Déco, au 2^e étage des bâtiments qui abritent le Musée du Verre ;

— avec la collaboration du Centre international de Pédagogie, présentation nouvelle dans les salles gallo-romaines, des bronzes d'Angleur, de lapidaires à inscriptions, installation d'une vitrine avec panneaux explicatifs sur l'écriture, et publication d'un dossier pédagogique concernant le « Diplôme militaire de Flémalle » ;

— installation du « Trésor de Vervoz » dans une nouvelle vitrine plus claire et plus attrayante ;

— regroupement et présentation de céramiques romaines du IV^e siècle non exposées jusqu'à présent. Collaboration de M. P. Van Ossel ;

— regroupement au premier grenier du Musée Curtius de l'ensemble des réserves de céramiques disséminées jusqu'à ce jour dans près de 40 lieux différents.

4. Travaux dans les bâtiments

— peinture de la salle Charlier et du rez-de-chaussée du Musée Curtius ;

— réparation et isolation de nombreuses fenêtres au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage du Musée Curtius.

5. Activités scientifiques et manifestations

A. *Service éducatif et manifestations*

— Les visites guidées des mercredis et jeudis soir ont pu être maintenues en 1986.

Remercions à cette occasion : M. J. -P. Duchesne, M. A. Georges, M^{lle} A. -F. Lemaire, M. J. -P. Lensen, M^{lle} R. Rousselle, M^{lle} I. Verhoeven et M^{lle} N. Zeimes ;

— organisation de visites guidées par groupe avec la participation de l'Office du Tourisme, d'étudiants et de jeunes diplômés de l'Université de Liège.

B. *Bibliothèque et archives photographiques*

— la bibliothèques a connu un taux de fréquentation en augmentation ;

— poursuite des échanges de publication des fonds Ville de Liège et Institut archéologique liégeois ;

— enrichissement, par voie d'achats et de dons, des fonds de la Ville et de l'I.A.L. ;

— reliure et restauration de nombreux ouvrages grâce aux subides de l'I.A.L. ;

— intégration du fonds J. de Borchgrave d'Altena aux fonds de la Ville et de l'I.A.L., dont la mise en commun avait déjà été effectuée en 1983.

— réalisation d'un inventaire de toutes les photographies concernant nos collections détenues par l'Institut Royal du Patrimoine Artistique. Toutes les références de clichés ont été reportées sur les fiches d'inventaire.

C. *Travaux de recherche dans les collections*

Une quarantaine de chercheurs ont étudié nos collections. Il s'agit soit de chercheurs confirmés, soit le plus souvent d'étudiants réalisant leur mémoire de licence.

D. *Organisation d'expositions*

— en collaboration avec le Musée d'Art moderne qui gère la Salle Saint-georges, montage de l'exposition « L'art verrier en Wallonie, de 1802 à nos jours ». Cette exposition a été visible du 29 septembre au 15 décembre 1986.

— organisation d'une exposition d'art d'avant-garde au Musée d'Ansembourg, avec le groupe liégeois Espace Nord 251.

E. *Prêts aux expositions*

— « 1770-1830 : auteur du Néo-Classicisme », Musée d'Ixelles ;
— « Emile Gallé (1846-1904) », Musée du Luxembourg à Paris ;

— « Les Ateliers de la taille du silex dans la région d'Aubel », Musée du Malgré-Tout à Treignes ;

— « Les Phéniciens et le monde méditerranéen », Générale de Banque à Bruxelles et Banque générale du Luxembourg à Luxembourg ;

— « La Magie du verre : l'art du vitrail au fil des siècles », Galerie C.G.E.R. à Bruxelles ;

— « La Restauration à Liège », Musée d'Architecture de Liège ;

— « L'Art avant l'iconoclasme », Rijksmuseum d'Amsterdam ;

— « Pierres précieuses et fontaines de Wallonie », Moulins d'Arenberg à Rebecq ;

— « La Bière », Plan incliné de Ronquières ;

— « Vitrine promotionnelle », Office belge du Tourisme à Düsseldorf ;

— « Verreries en Wallonie », Maison de la Culture Les Chiroux à Liège ;

— « Wallonie-Bruxelles, au carrefour de l'Europe », Palais des Congrès de Liège ;

— « L'Art verrier en Wallonie, de 1802 à nos jours », Finnish Glass Museum à Riihimäki, Crédit communal de Belgique (Passage 44) à Bruxelles, Salle Saint-Georges de Liège.

6. Personnel

- déplacement de M^{me} M. Dalemans, commis technique, vers le service Infor-Spectacles ;
- le C.S.T. de 6 personnes engagé par l'I.A.L. en 1985 a été licencié le 1^{er} décembre 1986.

Luc ENGEN.

TABLEAU DU BUREAU DE L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS

PRÉSIDENT D'HONNEUR

LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LIÈGE

VICE-PRÉSIDENTS D'HONNEUR

LE BOURGMESTRE DE LA VILLE DE LIÈGE

L'ÉCHEVIN DES MUSÉES DE LA VILLE DE LIÈGE

Bureau de la Société pour les années 1987-1988

<i>Président :</i>	M. Charles DELRÉE
<i>Vice-Président :</i>	M ^{me} Marguerite ULRIX-CLOSSET
<i>Secrétaire :</i>	M. Bruno DUMONT
<i>Conservateur :</i>	M. Luc ENGEN
<i>Bibliothécaire :</i>	M ^{me} Marie-Claire GUEURY
<i>Trésorier :</i>	M. Jacques ANNEZ de TABOADA
<i>Secrétaire adjoint :</i>	M. Pierre-Yves KAIRIS
<i>Trésorier adjoint :</i>	M. Patrick HOFFSUMMER
<i>Conservateurs adjoints :</i>	MM. Pierre BAAR Léon DEWEZ Hubert FRERE Richard FORGEUR Jean BEGUIN Fernand ROBERT

Conseil

MM. Julien VENTER, Florent ULRIX, Etienne HELIN, Georges HANSOTTE, Jean KELECOM.

Commissions

Publications : M^{me} M. ULRIX-CLOSSET, MM. G. HANSOTTE et P. Y. KAIRIS.
Fouilles : MM. F. ULRIX, M. OTTE, P. HOFFSUMMER.
Achats : MM. L. ENGEN, J. FOLVILLE, J. ANNEZ de TABOADA.
Vérification des musées et de la bibliothèque : M^{lle} H. DANTHINE, MM. G. HANSOTTE, A. LEMEUNIER, R. FORGEUR.
Vérification des comptes : MM. J. VENTER, F. ROBERT, G. HANSOTTE.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX

A

ABRY (Louis), 28, 154, 155, 159, 161-163.
ADRIEN (Mady), 177.
AGIMONT, la rue, à Liège, 5, 7, 15, 24.
AILID, ép. de Pierre Pesser, 156.
AIX-LA-CHAPELLE (Allemagne, Nord-rhein-Westfalen), 35 ; couvent à, voir SAINT-LÉONARD ; le pied d', 36.
ALBERT (Anne), ép. de Henry Mignon, 7.
AMAY (prov. Liège, arr. et cant. Huy), le musée d', 184.
AMICO (Bernardino), 26.
AMSTERDAM (Pays-Bas, prov. Noord-Holland), 178 ; le musée d', 194.
ANGLEUR (prov. et arr. Liège, cant. Grivegnée ; act. Liège), 192.
ANNESENS (Jean), 35.
ANNEZ DE TABOADA (Jacques), 186.
ANS (prov. et arr. Liège, cant. Saint-Nicolas), 113, 134, 144 ; houillères à, voir BEAUJONC, MAMONSTER, PATIENCE, PATIENCE-ET-BEAUJONC, TRIQUENOTTE ; le maire d', 121.
ANS, la famille d', 13.
ANS (Mathias d'), bourgmestre de Liège, 30.
ANSEMBOURG, hôtel et musée à Liège, 33-46, 72-95.
ANSIAUX, le docteur, 106.
ANTONI (N...), conducteur des mines, 122, 142.
ANVERS, la ville d', 159, 178 ; l'évêque de, voir TORRENTIUS.
ARBERG (Charles-Alexandre d'), évêque suffragant de Liège, 28.
ARBRE D'OR, la maison de l', à Liège, 15.
ARNOLD, 149.
AUGUSTIN, 149 ; la règle de saint, 5.

AUBEL (prov. Liège, arr. Verviers, ch. l. cant.), 184, 194.
AVANZO ET MORGATE, le plan d', 20.
AVROY (l. d. à Liège), 14, 31.

B

BAILLY (Jean), houiilleur, 132.
BARBIÈRE (André), 15.
BARTHÉLEMY (Louis), houiilleur, 132.
BASSENGE (Jean), 81 ; son ép., voir GRÉGOIRE.
BASTOGNE (Catherine de), ép. de Piron de Jalhea, 156.
BEAUJONC, la houillère du, à Ans, 91-145.
BEAUNIER (Louis-Antoine), ingénieur des mines, 91, 113, 115, 120, 121, 145.
BECDELIÈVRE, le comte de, 56.
BÉGARDS, la porte des, à Liège, 165.
BÉGUIN (Jean), 178, 185.
BÉGUIN (Pierre-Emmanuel), 182.
BELGIQUE, le royaume de, 51, 64, 65.
BERLIER (Catherine), religieuse de Sainte-Elisabeth, 7, 10, 13.
BERNARD (Jean), houiilleur, 121, 123, 132, 133.
BERNARD (N...), 30.
BERNIMOLIN (Étienne), 14, 27, 28.
BERTHOLET, peintre, 14.
BERTRAND (François), houiilleur, 133.
BERTRAND (Jean), houiilleur, 121, 123, 132, 133.
BERTRAND (Nicolas), houiilleur, 105, 121, 123, 124, 132.
BERTRAND (Pierre), échevin, 169, 170.
BERWINNE, cours d'eau, 175.
BETHO (l. d. à Tongres), la dame de, 149.
BEX (Renier), 164, 166 ; son ép., voir MATHYS.
BIJLOKEMUSEUM, musée à Gand, 77.
BLAVIER (J.), ingénieur des mines, 98.

BODET (Lambert), houiileur, 133.
 BOLOGNE (Jean), peintre, 161.
 BOLOGNE (Maurice), 74.
 BONFRÈRE (Ignace), 7.
 BONHOMME, la famille de, 84.
 BONNECHÈRE (Isabelle), veuve de Jean
 Hennet, 80.
 BONNEFANTEN, musée à Maastricht,
 183.
 BONNE-FIN, houillère à Liège, 130.
 BONS-ENFANTS, le couvent des, voir
 SAINTE-ELISABETH ; le moulin des,
 15 ; la place des, à Liège, 31 ; la
 rue des, à Liège, 15.
 BONVOISIN (Joseph), peintre, 173.
 BONVOISIN, Madame, 173.
 BORCHGRAVE D'ALTENA (Joseph de),
 le fonds, 193.
 BORGUET, voir THONNET.
 BOSMANT (Jules), 56, 57.
 BOSSON (Anne), 182, 185.
 BOTTE, l'auberge de la, à Liège, 149.
 BOUILLON (prov. Luxembourg, arr.
 Neufchâteau, ch. l. cant.), 151.
 BOUILLON, la maison de, à Liège, 160,
 164.
 BOURGOGNE, le duc de, voir CHARLES
 LE TÊMÉRAIRE.
 BOURLETTE (Andrien), 151.
 BOURY (Jaques), houiileur, 133.
 BOUSSARD (Jacques), houiileur, 133.
 BOVY (J.-P.), 66.
 BOVY (Mathieu), houiileur, 133.
 BRANBANT, le duc de, 49.
 BRADESIRE, voir BRANDESIER.
 BRANDESIER (Catherine), ép. de Jean
 de Jalhea, puis de Nicolas Pac-
 quot, 165-166.
 BRANDESIRE, voir BRANDESIER.
 BRASSINNE (Joseph), 80, 183.
 BREUER (Jacques), 79.
 BRIET (Anne), ép. d'André Le Berlier,
 puis de François de Limbourg,
 157, 158.
 BROECHEM (Gilles), 14.
 BRUXELLES, la ville de, 194 ; le pied
 de, 36.
 BUDI (Hubert), houiileur, 134.
 BUDI (Nicolas), houiileur, 133.
 BURY (Mathias), houiileur, 132.

C

CALLOT (Jacques), 26.
 CAPUCIN (François), houiileur, 132.
 CARMES, la rue des, à Liège, 157.
 CARON (M...), 188.
 CARRONT (A. B.), géomètre, 16-19, 21,
 25, 27.
 CHAMPAY, la houillère du, 116, 130.
 CHARLEMAGNE, 53.
 CHARLES-LE-TÊMÉRAIRE, duc de Bour-
 gogne, 49.
 CHARLES-QUINT, empereur, 53.
 CHARLEVILLE (France, dép.
 Ardennes), 26.
 CHARLIER (Gérard), houiileur, 132.
 CHARLIER (Pierre), orfèvre, 79.
 CHARNAPRÉ, la veine de, 137, 138.
 CHÉNÉE (prov. et arr. Liège, cant.
 Fléron ; act. Liège), le pont de, 7.
 CLAESSENS-PERÉE (A. M.), 85.
 CLARISSES, la rue des, à Liège, 7.
 CLAVIER, (prov. Liège, arr. Huy, cant.
 Nandrin), l. d. à, voir VERVOZ.
 CLAVIER (Melchior), houiileur, 121,
 123, 132.
 CLAVIER (Nicolas), houiileur, 132.
 CLAVIR voir CLAVIER.
 CLEERSNIJDERS (Arnold), orfèvre, 84.
 CLOSON (Adrien), orfèvre, 84.
 CLOSON (Jacques), houiileur, 132.
 CLOSON (Urbain), 81 ; son ép., voir
 GRÉGOIRE.
 COCH (Jean), 155 ; son ép., voir LE
 BERLIER.
 COCK (N...), éditeur, 153, 159.
 COCKERILL, les ateliers, 160 ; la place
 à Liège, 160.
 COCQUELÉ (G.), 8.
 COELEN, la famille, 160.
 COLLARD (Alfred), 175.
 COLMAN (Pierre), 77, 79-84, 87-89,
 183.
 COLSON, la famille, 91, 104, 11, 116,
 136, 137, 141-143.
 COLSON (Étienne), houiileur, 133.
 COLSON (L.), 71.
 COLSON (Lambert), houiileur, 112,
 118, 121, 124, 125, 130, 131, 133.
 CONRARD (Marie-Catherine), 30.

CONRARD (N...), 30; son ép., voir JAMAR DE MONTFORT.
CONSTANTINOPLE, la ville de, 57.
COPPIN DE GRINCHAMPS, la baronne de, 175.
CORDIER (Louis), ingénieur des mines, 91, 94, 107, 109, 113, 115, 120, 121, 145.
COUVEN (Jean-Joseph), architecte, 35, 36.
CRASSET (Dieudonné), orfèvre, 79.
CROIX (F. P. C. R. de la), sépulchrine, 26.
CROIX (Jeanne de la), sépulchrine, 26.
CRUSNY, la veine, 137, 138.
CURTIUS (Jean), curé de Saint-Servais, 148, 149.
CURTIUS (Pierre), 166.
CURTIUS, le musée, à Liège, 172-195.

D

DALEMANS (M^{me} M.), 195.
DALHEM (prov. et arr. Liège, ch. 1. cant.), l'église de, voir SAINT-PANCRACE.
DARCIS (Gilles), houiilleur, 132.
DARIS (Joseph), 64.
DAUN, la cristallerie, à Nancy, 177.
DEBLON (André), l'abbé, 31.
DEBOUNY (Charles), père, orfèvre, 86, 88, 89; son ép., voir SAUVAGE.
DEBOUNY (Charles), fils, orfèvre, 86, 88, 89.
DEBRUYNE (Pol), 33.
DEDEKER (P.), 52, 53.
DEFRANCE (Léonard), peintre, 54-57, 183.
DEFRÊCHEUX-LANNOY (Michèle), 15.
DEGBOMONT (Jean-Marie), 182.
DELATTE (J.), 70.
DELCOUR (Jean), sculpteur, 28, 30.
DELEN (A. J. J.), 159.
DELLEBROUCK (Marie), prieure de Sainte-Elisabeth à Liège, 7, 10, 26.
DELMAIRE (Léonard), houiilleur, 132.
DELMAIRE (Noël), houiilleur, 133.
DELPAIRE (A.), ingénieur des mines, 118, 119.

DELPLACE (Lucien), 181.
DELVAT (Arnold), houiilleur, 132.
DELVAT (Henri), houiilleur, 133.
DELVAT (Jean), houiilleur, 132.
DELVENNE (M.), 56.
DELVENNE (R.), verrier, 191.
DEMAL (J.), 68.
DEMARTEAU (Joseph), 70, 71.
DENGIS Guillaume), orfèvre, 88.
DESCHAMPS (Jean), 11, 12.
DESEPACK (Guillaume), houiilleur, 133.
DESMOUSSEAUX (Antoine-François), préfet de l'Ourthe, 99.
DESMOND (Gilles), houiilleur, 133.
DESEPACK (Pierre), houiilleur, 132.
DETHIER (Gilles), houiilleur, 132.
DEURNE (prov., arr. et cant. Anvers; act. Anvers), musée à, voir STERCKHOF.
DEWANDRE (F. J.), 16, 17.
DIEU-DANIEL (Joseph), houiilleur, 133.
DISTER (Jean), houiilleur, 133.
DISTER (Léonard), houiilleur, 132-134.
DOCTEUR (Toussaint), houiilleur, 132.
DOIZE (Renée), 191.
DONCKIER (Léon), 65.
DOR (N...), charpentier, 122, 127, 130.
DOUTERTE (François), houiilleur, 133.
DRESSE (Paul), 58.
DUBOIS (André), houiilleur, 132.
DUBROEUCQ (Jacques), sculpteur, 184.
DUCHESNE (Jean-Patrick), 182, 193.
DUMOND (Henri), houiilleur, 132.
DUMOULIN (P.), 30.
DUMOURIEZ (Charles-François), général, 58.
DURIEUX (Gilles), 15, 25.
DUSSELDORF (Allemagne, Nordrhein-Westfalen), 194.

E

ÉGÉE, la mer, 170.
ÉGYPTÉ, le pharaon d', voir THOUT-MOSIS.
ENGEN (Luc), 169, 176, 185.
ÉPÉE, la rue de l', à Liège, 80.
ÉRARD DE LA MARCK, évêque et prince de Liège, 53.

EVARD (Jean-Marie), 182.

F

FAIDER (C.), 68.

FERONSTRÉE, rue à Liège, 37, 182.

FETTWEISS (Henri), 35.

FIEDAL (Gaspard), houiileur, 132.

FIEDAL (Guillaume), houiileur, 133.

FIEDAL (Martin), houiileur, 132, 133.

FILLES DE LA CROIX, la congrégation des, 21.

FISEN (Barthélemy), peintre, 155.

FLÉMAL (Bertholet), peintre, 27.

FLÉMALLE (Jean de), 157; son ép., voir HENNELET.

FLÉMALLE-GRANDE (prov. et arr. Liège, cant. Hollogne-aux-Piere, act. Flémalle), 158; le diplôme militaire de, 192.

FLORENCE (Italie, Toscane), 26.

FOLVILLE (Xavier), 182.

FOUR, voir JALHEA.

FRANCE, le royaume de, 65, 68-70, 72, 73; le roi de, 58, 59.

FRANCHIMONT (Nicolas), houiileur, 133.

FRANÇOIS-ANTOINE DE MÉAN, évêque et prince de Liège, 61.

FRANÇOIS-CHARLES DE VELBRUCK, évêque et prince de Liège, 54, 78, 96, 170, 178.

FRANCOTTE (N...), 56.

FRANKIGNOUL (Lambert), houiileur, 133.

FREMDER, voir MOREL.

FROIDMONT (Marguerite), 10.

FURNIUS, voir JALHEA.

G

GAILLARD (D. J.), orfèvre, 80; son ép., voir MIVION.

GALAND (N...), 130.

GALLAND (N...), 122, 125.

GALLÉ (Emile), verrier, 175, 184, 191, 194.

GALLER (Herman), houiileur, 132.

GAND, la ville de, 81, 88, 186; musée à, voir BIJLOKEMUSEUM.

GARETTE (Jos), houiileur, 133.

GÉRARD DE GROESBEECK, évêque et prince de Liège, 154, 166.

GERLACHE (E. de), 68.

GERLACHE (M. de), 49, 51.

GERMANIE, le roi de, voir OTTON.

GEORGES (André), 182, 193.

GEORGES-LOUIS DE BERGHES, évêque et prince de Liège, 35, 81.

GILKEN (Jean), 150.

GILLE (Henri), houiileur, 133.

GILLES (Barthélemy), houiileur, 132.

GOB (André), 182.

GOBERT (Théodore), 54, 56, 69, 70, 72.

GODESCALE, 148.

GOER (Marie de), dame de Betho, ép. de Jacques d'Oyembrugge de Duras, 149, 150.

GOFFIN (Antoine), houiileur, 133.

GOFFIN (Jean), houiileur, 133, 178.

GOFFIN (Hubert), houiileur, 91-145.

GOFFIN (Mathieu), 111.

GONNE (F.), 69.

GOSSON, le charbonnage du, à Montegnée, 108, 130.

GRAINDOR (Gilles), houiileur, 133.

GRAINDOR (Jos.), houiileur, 133.

GRANDE VEINE, veine de houille, 137, 139, 143.

GRAVEROULE (Éverard de), 151; voir GRAVIOULE.

GRAVIOULE (Jourdain), libraire, 148, 151.

GRÉGOIRE (Jean), orfèvre, 81.

GRÉGOIRE (Jeanne), ép. de Jean Basenge, 81.

GRÉGOIRE (Libert), orfèvre, 81.

GRÉGOIRE (Marie-Joseph), ép. d'Urban Closon, 81.

GRÉGOIRE (Pierre), orfèvre, 79, 80; sa veuve, voir NIHET.

GRÉGOIRE (Pierre), fils, 79, 80.

GRÉGOIRE (Sacré), 80.

GRÉTRY, le musée, à Liège, 185, 189.

GREUNINX (Jean), peintre, 155.

GRIBEREUX (Jean), houiileur, 132.

GRILLARS (Siméon), houiileur, 132.

GRISARD (Pierre), 16.
GRODEUX (Jean), l'ép. de, 150.
GROESBEECK (Paul-Jean de), grand
prévôt de Saint-Lambert à Liège,
12.
GROESBEECK-DE CROIX, le musée, à
Namur, 183.
GROSSE (Jean-Adrien), orfèvre, 80.
GROSSE (P. F.), étainier, 80.
GUÉRIN (Jean), houiilleur, 132.
GUEURY (Marie-Claire), 179, 185.
GUILMOT (Yvan), 175.
GUTTENSCHOVEN (Jehan van), ministre
calviniste, 150.

H

HALING, la famille de, 84.
HALINGH (Heuskin de), vinier, 158.
HALKIN (Léon-E.), 74.
HAMAL (Henri), 16, 28, 155, 159.
HAQUET (Pierre), houiilleur, 134.
HARDY, la veuve, 104, 111, 130, 136.
HARFF (Jean de), chanoine de Saint-
Lambert à Liège, 155.
HARSIN (Paul), 62.
HASQUE (Arnould de), 161-163 ; son
ép., voir JALHEA.
HASQUE (Denis de), 158, 160, 161 ;
son ép., voir JALHEA.
HASSELT, la ville de, 31.
HATHOR, déesse égyptienne, 176.
HAUREGARD (Jacques), orfèvre, 79.
HAUZEUR (A.), 175.
HEIRWEG J. J.), 57.
HELBIG (Jules), 56, 155, 165.
HENNELET Catherine), ép. de Jean de
Flémalle, 157.
HENNET (Gilles-François), orfèvre, 80.
HENNET (Isabelle-Catherine), 80.
HENNET (Jean), orfèvre, 80 ; sa veuve,
voir BONNECHÈRE.
HENNET (Jeanne), ép. de Théodore
Marnette, 80.
HENRARD (Lambert), houiilleur, 134.
HERESWITHA (Marguerite), 5, 26.
HERKET (Jeanne), ép. de Henry
Mignon, 7.
HERMAN (S.), verrier, 191.

HERSTAL (prov. et arr. Liège, ch. l.
cant.), église à, voir SAINT-LAM-
BERT.
HIGNOUL (Guillaume), houiilleur, 133.
HOCHPORTE, la rue, à Liège, 13.
HOCHETS, l'île aux, à Liège, 158.
HOCK (Auguste), bijoutier, 80.
HOFFSUMMER (Patrick), 182.
HOGGE (Jean), houiilleur, 134.
HOGNOUL (Guillaume), houiilleur, 132.
HORENS (Arnold), médecin, 14.
HORION (Alexandre de), peintre, 161.
HORLOT, la houiillère du, à Saint-
Nicolas, 91, 103, 116.
HORS-CHÂTEAU, la rue à Liège, 79.
HOTERMANS (M.), 189.
HOUFFALIZE (Piron de), 157.
HUBERT, saint, évêque de Liège, 53.
HUY (prov. Liège, ch. l. arr. et cant.),
31, 184 ; l'arrondissement de, 108.

I

IDELETTE, ép. de Lambert Mignon, 7
IVOZ, l. d. à Ramet, 164.
IXELLES (prov. Brabant, arr. et cant.
Bruxelles), 178 ; le musée d', 184,
194.

J

JACQUES (Jean), houiilleur, 133.
JALHEA (Andrien de), 158, 159, 161.
JALHEA (Anne de), ép. de Denis de
Hasque, 159, 161.
JALHEA (Barbe de), ép. d'Arnould de
Hasque, 158, 161-163.
JALHEA (Christian de), 158, 160.
JALHEA (Fastré de), 156.
JALHEA (Isabelle de), ép. Nicolas
Mathys, 159, 161.
JALHEA (Jean de), 160, 162, 165 ; son
ép., voir BRANDESIER.
JALHEA (Jean fils de Bertremeit de),
156.
JALHEA (Lambert de), dit du Four,
157, 158 ; son ép., voir LE BER-
LIER.

JALHEA (Lambert de), le jeune, 159-162, 165.
 JALHEA (Péronne de), veuve de Jean Rolkin, 158, 161.
 JALHEA (Pierre de), dit du Four, ou Furnius, peintre, 153-167.
 JALHEA (Piron de), 156, 157 ; son ép., voir BASTOGNE.
 JALHEA (Pirotte de), 155, 156.
 JALHAY (prov. Liège, arr. Verviers, cant. Limbourg), 156.
 JAMAR (Georges), houiileur, 132.
 JAMAR (J. J.), géomètre, 20.
 JAMAR DE MONTFORT (Marguerite), ép. de N... Conrard, 30.
 JEAN, 148.
 JEAN DE HORNES, évêque et prince de Liège, 5.
 JEGHER (L.), 26.
 JEKERMANS (Herman), 26.
 JÉRUSALEM, église à, voir SAINT-SÉPULCHRE.
 JÉSUITES, le pont des, à Liège, 160.
 JINAT (Libert), houiileur, 133.
 JOIRION (Georges), 158, 160.
 JORÉS (Emmanuelle), 181, 182.
 JURYS (Jean-Denis), orfèvre, 80.
 JURYS (Joseph), orfèvre, 80.

K

KAIRIS (Pierre-Yves), 182.
 KANNE (prov. Limbourg, arr. Tongres, cant. Zichen-Zussen-Bolder ; act. Riemst), l. d. à, voir NEDERKANNE.
 KEFER (Jean), 181, 182, 185, 191.
 KUNCKEL (N...), 176, 177.
 KURTH (Godefroid), 64, 71.

L

LABAIE (Etienne), houiileur, 132.
 LABAIE (Mathieu), houiileur, 105, 121, 123, 133.
 LBBEY, voir LABAIE.
 LABIE, voir LABBAIE.
 LAFFINEUR-CRÉPIN (Marylène), 182.

LA HAYE, la houiillère de la, à Liège, 130.
 LAIRESSE (Renier), 28.
 LAMBERT, saint, évêque de Liège, 53.
 LAMBINON (Jean), houiileur, 133.
 LAMPSON (Dominique), 154.
 LARDINOIS (Mathieu), houiileur, 121, 133.
 LAUMOND, le comte, 91, 93, 94, 101.
 LE BERLIER (André), 157 ; son ép., voir BRIET.
 LE BERLIER (Gilles), 155, 158.
 LE BERLIER (Isabeau), ép. de Jean Coch, 155.
 LE BERLIER (Péronne), ép. de Lambert de Jalhea, 157, 158.
 LECLERCQ (Ernest), houiileur, 122, 125, 130.
 LEDENT (Guillaume), houiileur, 133.
 LEDENT (Nicolas), houiileur, 132.
 LÉGIA, cours d'eau, 15.
 LEGRIS (Henri), houiileur, 127, 130.
 LELOUP (L.), verrier, 191.
 LEMAIRE (Anne-Françoise), 182, 193.
 LEMPEREUR (Georges), 177.
 LENOIR (H.), 98.
 LENSEN (Jean-Pierre), 182, 193.
 LÉONARD DE STREEL, la famille, 84.
 LE PLAT (Pierre), peintre, 163.
 LE SCRINIER (Jean), 147.
 LE TOURNEUR (Jean), 147.
 LEYDE (Pays-Bas, prov. Zuid-Holland), le musée de, 183.
 LHONEUX (Jean), houiileur, 132.
 LIBERT, orfèvre, 149.
 LIBERT (Henry), curé de Saint-Hubert à Liège, 10-13.
 LIEDEKERKE-BEAUFORT, le comte de, gouverneur de la province de Liège, 118.
 LIÈGE, la principauté de, 49 ; les évêques de, voir HUBERT, LAMBERT, NOTGER ; l'évêque suffragant de, voir ARBERG ; les évêques et princes de, voir ERARD DE LA MARCK, FRANÇOIS-ANTOINE DE MÉAN, FRANÇOIS-CHARLES DE VELBRUCK, GÉRARD DE GROESBEECK, GEORGES-LOUIS DE BERGHES, JEAN

DE HORNES, MAXIMILIEN-HENRY DE BAVIÈRE.

LIÈGE, le gouverneur de la province de, voir LIEDEKERKE-BEAUFORT.

LIÈGE, la ville de, 62-75, 134, 144, 164; abbayes à, voir SAINT-JACQUES, SAINT-LAURENT, auberge à, voir BOTTE; béguinages à, voir SAINT-ANTOINE, SAINTE-BARBE; le bourgmestre de, voir ANS, LIVERLO; la cathédrale de, voir SAINT-LAMBERT, SAINT-PAUL; charbonnages à, voir BONNE-FIN, LA HAYE; collégiales à, voir SAINT-BARTHÉLEMY, SAINT-DENIS, SAINTE-CROIX, SAINT-PAUL, SAINT-PIERRE; couvents à, voir BONSENFANTS, MONT-CALVAIRE, SAINTE-AGATHE, SAINTE-CLAIRE, SAINTE-ELISABETH, SAINT-LÉONARD; échevin de, voir BERTRAND; églises à, voir SAINT-ADALBERT, SAINTE-ALDEGONDE, SAINTE-CATHERINE, SAINT-ETIENNE, SAINT-HUBERT, SAINT-MARTIN EN ÎLE, SAINT-NICOLAS AU TREZ, SAINT-NICOLAS OUTREMEUSE, SAINT-PHOLIEN, SAINT-REMACLE AU MONT, SAINT-SERVAIS, SAINT-SÉVERIN; faubourgs à, voir SAINTE-MARGUERITE, SAINTE-WALBURGE, SAINT-LAURENT; hôpital à, voir SAINT-JACQUES; hôtel à, voir ANSEMBOURG; lieux dits à, voir HOCHETS, MONSIN, SAINT-DENIS, TREZ; musées à, voir ANSEMBOURG, CURTIUS, GRÉTRY; maison à, voir ARBRE D'OR, BOUILLON, PORTE D'OR, SIRÈNE; places à, voir BONSENFANTS, COCKERILL, SAINT-LAMBERT; ponts à, voir JÉSUITES, NEUF; portes à, voir BÉGARDS, SAINTE-MARGUERITE; le prévôt de, 147; rues à, voir AGIMONT, CARMES, CLARISSES, ÉPÉE, FERONSTRÉE, HOCHEPORTE, HORS-CHÂTEAU, MEERSEN, NEUVICE, PIED DE BŒUF, PIERREUSE, PLATE PIERRE, PONT D'ÎLE, PREZ, RÉGENCE, SAINT-PAUL, SAINT-

REMY, SAULE, SŒURS DE HASQUE, TABLE DE PIERRE, TÊTE DE BŒUF, THIER SAINT-MARTIN; l'université de, 21.

LIMBOURG, prov. des Pays-Bas, 5.

LIMBOURG (prov. Liège, arr. Verviers, ch. l. cant.), le consistoire calviniste de, 148.

LIMBOURG (François de), 158; son ép., voir BRIET.

LINQUEYT (Léonard), 150.

LIVERLO-OGIER, la famille de, 15, 31.

LIVERLO (Walthère de), bourgmestre de Liège, 28; son ép., voir OGIER.

LOMBARD (Lambert), peintre, 153, 155, 159, 161.

LONDRES, la ville de, 177, 185.

LOUIS XVI, roi de France, 58.

LOUIS (Gérard), houiilleur, 133.

LOUVREX (Guillaume de), l'ép. de, voir MASSET.

LOVINFOSSE (Pierre-Michel de), 30.

LUXEMBOURG, le musée du, à Paris, 184, 194.

LUXEMBOURG (Jean de), 148.

M

MAASTRICHT (Pays-Bas, prov. Limbourg), 31; église à, voir SAINT-MATHIEU; musée à, voir BONEFANTEN.

MABILLE (Xavier), 75.

MAGASCE (Paul), houiilleur, 133.

MAGIS (Jean), 149; la veuve, 149, 151.

MAGIST (N...), 151.

MAGNETTE (Charles), 175.

MAGUIN (Noël), houiilleur, 133.

MAGUIN (Paul), houiilleur, 133.

MAGUIN (Pierre), houiilleur, 133.

MAIRE (Christophe), 15.

MALAISE (M.), 183.

MALAISE (N...), conducteur des mines, 122, 125, 143.

MAMONSTER, la houiillère de, à Ans, 97, 105, 106, 108, 111, 113, 121-123, 125-127, 129, 130, 134, 136, 139, 142, 143.

MARAIS, la veine de, 104, 110, 112, 114, 125, 137-139, 141, 143, 144.
 MARDAGA (André), 172.
 MARÉCHAL (Joseph), houiilleur, 133.
 MARÉCHAL (Thomas), houiilleur, 133.
 MARET, VOIR MARAIS.
 MARIËN (Michel), 182.
 MARIHAYE, la houiillère de, à Seraing, 116.
 MARNETTE (Théodore), orfèvre, 80 ; son ép., voir HENNET.
 MASSART (Joseph), houiilleur, 132.
 MASSET (Gertrude), veuve de Guillaume Louvrex, 155.
 MATICHE (Hubert), houiilleur, 132.
 MATHIE (Henri), houiilleur, 132.
 MATHIE (Jean), houiilleur, 133.
 MATHIEU (P. J.), ingénieur des mines, 91, 94, 98, 106-109, 111, 112, 115, 122, 124, 126, 130, 131, 142, 143.
 MATHYS (Bartholomée), ép. de Renier Bex, 164, 165.
 MATHYS (Lambert), 160, 165, 166.
 MATHYS (Nicolas), 164 ; son ép., voir JALHEA.
 MATHYS (Pierre), peintre, 160, 161, 165.
 MATRIGE (Joëlle), 185.
 MAXIMILIEN-HENRI DE BAVIÈRE, évêque et prince de Liège, 14.
 MÉAN, la famille de, 13.
 MÉAN (Jean de), notaire, 158.
 MÉDAR (Nicolas), houiilleur, 133.
 MEERSEN, la rue de, à Liège, 160, 161, 166.
 MÉRIAN (M.), 6.
 MEUSE, cours d'eau, 185.
 MEUSE INFÉRIEURE, le département de la, 98.
 MEUSSIËR (Remacle), houiilleur, 132.
 MICOUD D'UMONS (Charles-Emmanuel), préfet de l'Ourthe, 91, 93, 99-104, 108, 110, 114-116, 120-122, 131, 145.
 MIGNERON (N...), ingénieur des mines, 94, 98, 106-108, 111-113, 122, 125-130, 142, 143.
 MIGNON (Henry), 7-10, 12 ; son ép., voir ALBERT, HERKET.
 MIGNON (Henry), le jeune, 7.

MIGNON (Isabelle ou Elisabeth), 7.
 MIGNON (Lambert), 7 ; son ép., voir IDELETTE.
 MILEMANS (Guillaume), notaire, 7, 10.
 MIRABEAU, le comte de, voir RIQUETTI.
 MIVION (Elis), ép. de D. J. Gaillard, 80.
 MIVION (Nicolas), 80.
 MIVION-BALS (Henri), 80.
 MOLITOR (A.), 75.
 MONS, la ville de, 184 ; collégiale à, voir SAINTE-WAUDRU.
 MONSIN, l. d. à Liège, 175.
 MONT-CALVAIRE, le couvent du, à Liège, 31.
 MONTEGNÉE (prov. et arr. Liège, cant. Hollogne aux Pierres ; act. Saint-Nicolas), houiillère à, voir GOSSON.
 MOREL (A.), dit Fremder, 66.
 MOUTON, la famille, 165.
 MOUTON (Pasquea), 164, 165.
 MOYANO (L.), 159.
 MULCKEAU (Adam), orfèvre, 148.
 MULKEA, la famille, 148 ; voir MULCKEAU.
 MUWETTE (Michel), 165.

N

NAMÈCHE (A. J.), 70.
 NAMUR, la ville de, 9, 178, 179, 184 ; musée à, voir GROESBEECK DE CROIX.
 NANCY (France, dép. Meurthe et Moselle), 175 ; cristallerie à, voir DAUN.
 NAUTET (G.), 63, 66.
 NAVEAU (Michel), chanoine de Saint-Barthélemy à Liège, 155.
 NEDERKANNE, l. d. à Kanne, 26.
 NEUF, le pont, à Liège, 160.
 NEUFFORGE, la famille de, 148, voir NUEFFORGE.
 NEUFFORGE (Philippe de), 15.
 NEURAY (F.), 73.
 NEUVICE, la rue, à Liège, 80.
 NÈVE (F.), 73.
 NIFFLE (Francis), photographe, 183.

NIHET (Barbe), veuve de Pierre Grégoire, 79.
 NOËL (J.), 183.
 NORA (Pierre), 47.
 NOSSENT (Henri), houilleur, 132, 133.
 NOTGER, évêque de Liège, 53, 180, 181 ; l'évangéliste de, 192.
 NOTRE-DAME, la collégiale, à Tongres, 163.
 NUEFFORGE (Nicolas), recteur de l'école de Sainte-Croix, 149, 151.
 NULEN (Jean), 150.
 NULEN (Melchior), 150.

O

OGIER (Marie), ép. de Walthère de Liverlo, 28.
 OMALIUS, la famille d', 84.
 OMBIAUX (Maurice des), 60, 73.
 ORIENT LEE, 73.
 ORREFORS (Suède), 191.
 ORTELIUS (Abraham), géographe, 154.
 OTREPPE DE BOUVETTE (Henri d'), 86.
 OTTON I, roi de Germanie, 53.
 OUGRÉE (prov. et arr. Liège, cant. Seraing ; act. Seraing), l. d. à, voir SCLESSIN.
 OURTHE, le département de l', 98, 101, 104 ; le préfet de, voir DESMOUSSEAUX, MICOUD D'UMONS.
 OYEMBRUGGE DE DURAS (Jacques d'), 149, 150 ; son ép., voir GOER.

P

PACQUOT (Nicolas), 166 ; son ép., voir BRANDESIER.
 PAQUAY (A.), 73.
 PAQUET (Pierre), 160.
 PAQUOT (Louis), houilleur, 133.
 PARAT (Gilles), houilleur, 132.
 PARIS, la ville de, 62, 75, 115 ; musée à, voir LUXEMBOURG.
 PASLEAU (Suzy), 171.
 PASQUOT (J.), notaire, 15.
 PATIENCE, le bure de, à Ans, 103, 11, 115.

PATIENCE ET BEAUJONC, la houillère de, à Ans, voir BEAUJONC.
 PAVARD (C.), 71.
 PAWON, la veine de, 137, 138.
 PESSER (François), peintre, 159.
 PESSER (Jean), peintre, 159.
 PESSER (Pierre), peintre, 156, 157, 159 ; son ép., voir AILID.
 PESTAY, la veine de, 104, 110, 112, 114, 124, 138, 144.
 PETERS (Catherine), 182.
 PETIT (Georges), graveur, 175.
 PETIT, le docteur, 175.
 PHILIPPE (Joseph), 175.
 PIED-DE-BŒUF, la rue, à Liège, 160.
 PIERRE, houilleur, 133.
 PIERREUSE, la rue, à Liège, 151.
 PLANTIN, l'éditeur, 153.
 PLAT (Pierre de), voir LE PLAT.
 PLATE PIERRE, la rue, à Liège, 160.
 PLENEVAUX, la famille de, 13.
 POLLET (C.), 67.
 POLLET (N...), 64.
 PONT D'ILE, la rue du, à Liège, 7, 30.
 PORTE D'OR, la maison de la, à Liège, 10.
 POTSDAM (Allemagne R.D.A.), 176, 177.
 POUILLON (A.), 189.
 PREZ, la chaussée des, à Liège, 15.
 PROENEN (Renier), chanoine de Sainte-Croix à Liège, 14, 27.
 PURAYE (Jean), 153, 155, 159, 163.

Q

QUENTIN (Jean), orfèvre, 148.

R

RADOUX-ROGIER, Madame, 189.
 RAICK (Mathieu), houilleur, 132.
 RAEREN (prov. Liège, arr. Verviers, cant. Eupen), les grès de, 182.
 RAMET (prov. et arr. Liège, cant. Seraing ; act. Flémalle), l. d. à, voir IVOZ.

REBECQ-ROGNON (prov. Brabant, arr. et cant. Nivelles), 194.
 RÉGENCE, la rue de la, à Liège, 160.
 REIMS (France, dép. Marne), 185.
 REMACLE (Gielet), charpentier, 157.
 RENOZ (Jacques-Barthélemy), 15.
 RENSON (Joseph), houilleur, 133.
 RENSON (Martin), houilleur, 133.
 REQUILÉ (Hubert), 151.
 RIGA (Nicolas), houilleur, 132.
 RIQUETTI (Honoré-Gabriel), comte de Mirabeau, 47, 62-75.
 ROBERT (Gilles), houilleur, 132.
 ROCHEFORT (prov. Namur, arr. Dinant, ch. l. cant.), 184.
 ROER, le département de la, 98.
 ROLKIN (Jean), la veuve de, voir JALHEA.
 ROME, la ville de, 26.
 RONGÉ (Henri), horloger, 173, 174.
 RONQUIÈRES (prov. Hainaut, arr. et cant. Soignies; act. Braine-le-Comte), 194.
 ROSIER, la veine du, 112, 114, 137-144.
 ROUSSELLE (Renée), 182, 193.
 RÜHIMÄKI (Finlande), le musée de, 194.
 RUHL (Gustave), 21-23, 25, 27, 28.
 RYTHOVEN (Jean), imprimeur, 148.

S

SAINT-ADALBERT, l'église, à Liège, 7.
 SAINT-ANTOINE, le béguinage, à Liège, 24.
 SAINT-BARTHÉLEMY, la collégiale, à Liège, 155; chanoine de, voir NAVEAU.
 SAINT-DENIS (France, dép. Seine-Saint-Denis), la basilique de, 26.
 SAINT-DENIS, la collégiale, à Liège, 157, 164; le biez de, 160.
 SAINTE-AGATHE, le couvent de, à Liège, 5, 31.
 SAINTE-ALDEGONDE, l'église, à Liège, 160.
 SAINTE-BARBE, le béguinage, à Liège, 149.

SAINTE-CATHERINE, l'église, à Liège, 80.
 SAINTE-CLAIRE, le couvent de, à Liège, 30.
 SAINTE-CROIX, la collégiale, à Liège, 6; chanoine de, voir PROENEN; le curé de, 21; le recteur de l'école de, voir NUEFFORGE.
 SAINTE-ELISABETH, le couvent de, à Liège, 5-31; la prieure de, voir DELLEBROUCK; religieuse à, voir BERLIER.
 SAINT-ÉTIENNE, l'église, à Liège, 155.
 SAINTE-MARGUERITE, le quartier de, à Liège, 18; la porte de, 16.
 SAINTE-TRINITÉ ET TOUS LES SAINTS, collégiale, à Spire; chanoine de, voir VAN DEN BERCH.
 SAINTE-WALBURGE, le faubourg, à Liège, 31.
 SAINTE-WAUDRU, la collégiale, à Mons, 184.
 SAINT-HUBERT, l'église, à Liège, 5, 6, 10-12, 21-23, 26; le curé de, voir LIBERT.
 SAINT-JACQUES, l'abbaye, à Liège, 154, 155; l'abbé de, 162; l'église, 170; l'hôpital, 163.
 SAINT-JUST (Louis de), 59.
 SAINT-LAMBERT, la cathédrale, à Liège, 15, 17-61, 154; chanoines de, voir HARFF, WITTEM; le grand prévôt de, voir GROESBEECK.
 SAINT-LAMBERT, l'église, à Herstal, 184.
 SAINT-LAMBERT, la place, à Liège, 35.
 SAINT-LAURENT, l'abbaye, à Liège, 18.
 SAINT-LAURENT, le faubourg, à Liège, 31.
 SAINT-LÉONARD, le couvent de, à Aix-la-Chapelle, 28.
 SAINT-LÉONARD, le prieuré de, à Liège, 15.
 SAINT-MARTIN EN ÎLE, l'église, à Liège, 156.
 SAINT-MATHIEU, l'église, à Maastricht, 150.
 SAINT-NICOLAS (prov. et arr. Liège, ch. l. cant.), 113, 116, 118, 131; charbonnage à, voir HORLOT.

- SAINT-NICOLAS-AU-TREZ, l'église, à Liège, 7, 162.
 SAINT-NICOLAS OUTREMEUSE, l'église, à Liège, 150.
 SAINT-PANCRACE, l'église, à Dalhem, 30.
 SAINT-PAUL, la cathédrale, à Liège, 30, 170 ; la collégiale, 8.
 SAINT-PAUL, la rue, à Liège, 156.
 SAINT-PHOLIEN, l'église, à Liège, 15, 149.
 SAINT-PIERRE, la collégiale, à Liège, 30.
 SAINT-REMACLE-AU-MONT, l'église, à Liège, 165.
 SAINT-REMY, la rue, à Liège, 156, 157.
 SAINT-SÉPULCHRE, les chanoinesses du, 5-31.
 SAINT-SÉPULCHRE, l'église du, à Jérusalem, 25-27.
 SAINT-SERVAIS, l'église et la paroisse, à Liège, 13, 147-151, 181 ; le curé de, voir CURTIUS.
 SAINT-SÉVERIN, l'église, à Liège, 9, 13, 18, 148.
 SAMBRE-ET-MEUSE, le département de, 98.
 SANZ A CAZO, la famille, 178.
 SASSENBROUCK, la famille, 148.
 SASSENBROUCK (N...), 151.
 SAUMERY (Pierre-Lambert de), 15, 27, 28.
 SAULE, la rue du, à Liège, 150.
 SAUVAGE, (Marie-Jeanne), ép. de Charles Debouny, 87.
 SCHAEZTEN, le baron de, 80, 85, 88.
 SCLESSIN, l. d. à Ougrée, 118.
 SEILLES (prov. Liège, arr. Huy, cant. Héron ; act. Andenne), 9.
 SERAING (prov. et arr. Liège, ch. l. cant.), charbonnage à, voir MARIHAYE ; l. d. à, voir VAL SAINT-LAMBERT.
 SERAING (Jean de), 157.
 SERRURIER-BOVY (G.), 187-189, 191.
 SÈVRES (France, dép. Hauts-de-Seine), la porcelaine de, 181.
 SHEPPARD (Ch.), 177, 181.
 SIMONON (Charles-Nicolas), 59.
 SIRÈNE, la maison de la, à Liège, 157.
 SIRET (A), 159.
 SŒURS-DE-HASQUE, la rue des, à Liège, 158.
 SOHET (Joseph), houiilleur, 132.
 SOTTAI (Mathieu), houiilleur, 133.
 SOYEUR-DELVOYE, Madame, 189.
 SPIRE (Allemagne, Rheinland-Pfalz), collégiale à, voir SAINTE-TRINITÉ ET TOUS-LES-SAINTS.
 STAVELLOT (prov. Liège, arr. Verviers, ch. l. cant.), 184.
 STECHER (J.), 62, 69.
 STERCKHOF, le musée du, à Deurne, 85.
 STRASBOURG (France, dép. Bas-Rhin), l'évêque de, 14.
 SUDICT (Joseph), houiilleur, 132.
- T**
- TABLE DE PIERRE, la rue, à Liège, 16, 24.
 TAÏWAN, l'île de, 176.
 TASSON (Noël), 7.
 TERCAEFS (Georges), 176.
 TÊTE DE BŒUF, la rue, à Liège, 8.
 THIER SAINT-MARTIN, la rue, à Liège, 165.
 THIRI (Léonard), houiilleur, 133.
 THIRIARD (Henri), houiilleur, 132, 133.
 THIRIARD (Jacques), houiilleur, 133.
 THIRIARD (Louis), houiilleur, 132.
 THIRY (Gérard), 164.
 THIRY (Jean), houiilleur, 132.
 THIRY (Jean), 164.
 THIRY (Jeanne), 162-164.
 THIRY (Joseph), houiilleur, 134.
 THONARD (Martin), houiilleur, 132.
 THONNET (Henry), dit Borguet, 13.
 THONNET (Piron), 13.
 THONON (Gaspard), houiilleur, 132.
 THONON (Gilles), houiilleur, 133.
 THONON (Jean), houiilleur, 132.
 THONUS (Lambert), 15.
 THONUS (Lambert), houiilleur, 132.
 THOUTMOSIS, pharaon d'Égypte, 176.
 TILKIN (Noël), houiilleur, 132.
 TONGRES (prov. Limbourg, ch. l. arr. et cant.), 21 ; collégiale à voir

NOTRE-DAME ; lieu-dit à, voir BETHO.
TORRENTIUS (Liévin), évêque d'Anvers, 154.

TOURNAI (prov. Hainaut, ch. l. arr. et cant.), la porcelaine de, 181.

TREIGNES (prov. Namur, arr. et cant. Philippeville ; act. Viroinval), 184 ; musée à, 184, 194.

TREZ, lieu dit à Liège, 156, 157.

TRIQUENOTTE, la houillère de, à Ans, 111, 112, 114, 122, 124, 127, 130, 136-141, 143, 144.

TROCLET (Léon-Eli), 96, 102, 104, 116.

TURNHOUT (prov. Anvers, ch. l. arr. et cant.), 31.

V

VAL SAINT-LAMBERT, l. d. à Seraing, 176-178 ; l'araine du, 137, 138, 143 ; la cristallerie du, 175, 176, 186, 189-191.

VANAL (Joseph), houilleur, 132.

VAN DEN BERCH (Henri), chanoine de la collégiale de la Sainte-Trinité et de Tous les Saints à Spire, 154, 166.

VAN DEN STEEN DE JEHAY (X.), 50, 69.

VAN DER ESSEN (Léon), 74.

VAN DER HEYDEN à BLISIA, la famille, 13.

VAN OSSEL (Paul), 182, 192.

VAN SANTBERGEN (René), 75.

VERHOEVEN (Isabelle), 182, 186, 193.

VERSAILLES (France, dép. Yvelines), 58.

VERVOORDT (Axel), 88.

VERVOZ l. d. à Clavier, le trésor monétaire de, 192.

VIEILLE MONTAGNE, la mine de la, 108.

VILLENFAGNE (H. de), 155.

VISCOUR (Jean), houilleur, 132.

VISÉ (prov. et arr. Liège, cant. Dalhem), la chapelle des Sépulchrines de, 184.

W

WAROUX (Martin), houilleur, 134.

WATELET (Jacques-Grégoire), 175, 189.

WEERTS (Nathalie), 182, 185.

WÉRIS (prov. Luxembourg, arr. Marche, cant. Durbuy ; act. Durbuy), 184.

WILHEM (Guillaume), houilleur, 133.

WILHEM (Lambert), houilleur, 133.

WILHEM (Louis), houilleur, 133.

WILHEM (Martin), houilleur, 132.

WITTEM (Jean de), chanoine de Saint-Lambert à Liège, 155.

WOLFERS (Philippe), verrier, 190, 191.

WOLFF (M.), 72.

Y

YERNA, les frères, 130.

YERNA (Jean-Pierre), houilleur, 134.

YERNAT (Jean), houilleur, 133.

YERNAUX (Jean), 161.

Z

ZEIMES (Nathalie), 182, 183.

ZOUDE (Sébastien), verrier, 178.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

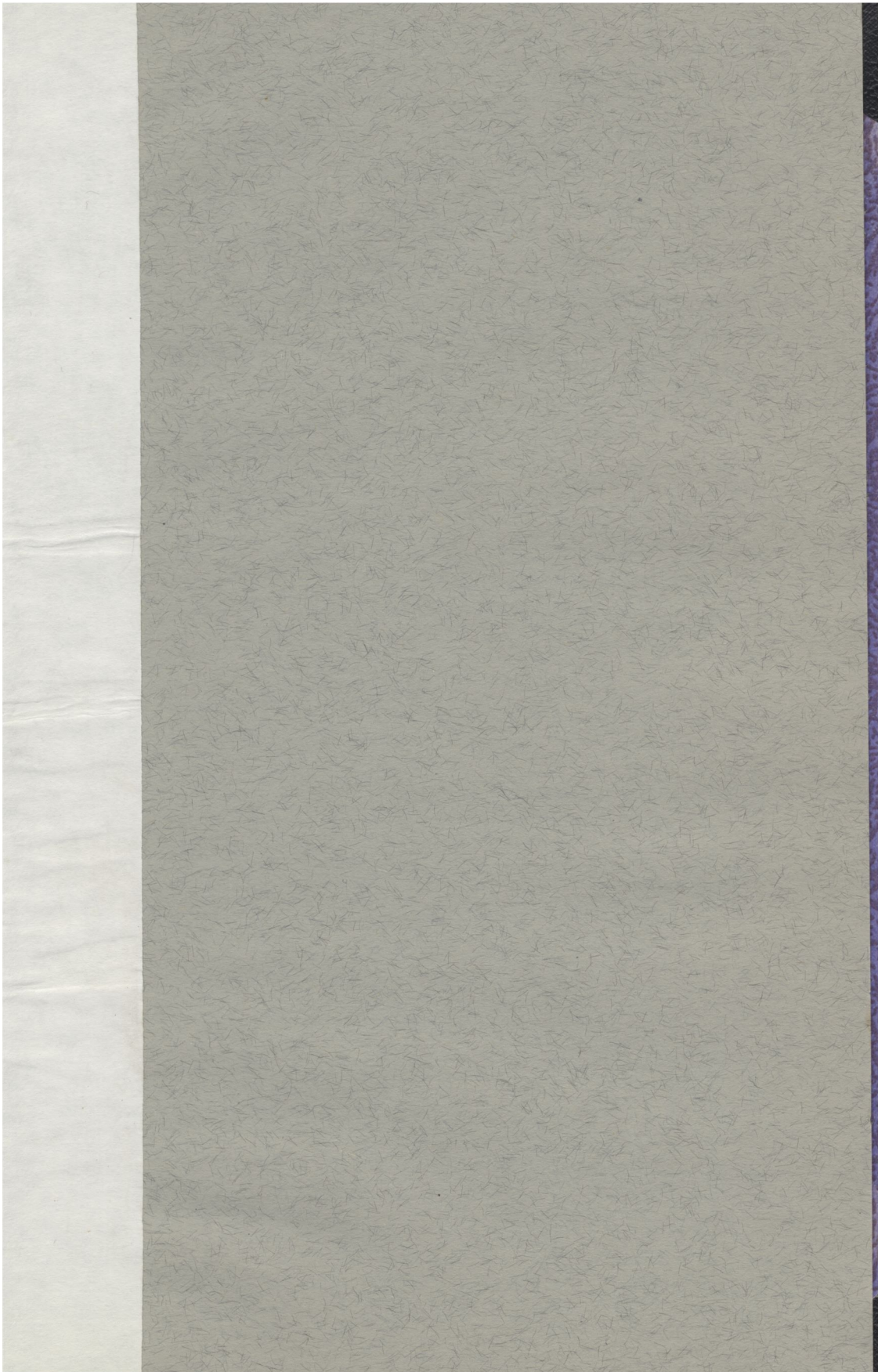
	Pages
Vue de Liège par M. Mérian (détail), 164	6
Plan du couvent des Bons-Enfants levé par F. Y. Dewandre, 1798	17
Plan du couvent des Bons-Enfants levé par A. B. Carront, 1800	19
Plan de la ville de Liège levé par J. J. Jamar, 1847 (détail)	20
Maquette de la ville de Liège, 1718-1734, réalisée par G. Ruhl (détails)	22, 23
L'hôtel d'Ansembourg à Liège, juin 1988	34
Schéma classique de nombreux châteaux du XVIII ^e siècle	37
Hôtel d'Ansembourg : composition de la façade	38
Id. : rez de chaussée de l'avant-corps	40
Id. : côté gauche de l'avant-corps	41
Id. : extrémité gauche de la façade	42
Id. : profil des seuils des fenêtres	43
Id. : modénatures des chambranles de la porte et des pieds-droits des fenêtres	44
Id. : pied-droit de la porte	45
Coin de reliure en argent aux poinçons liégeois du règne de François- Charles de Velbruck	78
Moutardier liégeois en argent, 1735-1736	82
Poinçons du moutardier de 1735-1736	83
Poinçon d'orfèvres liégeois au monogramme énigmatique	84
Poinçon figurant sur un porte-huilière liégeois en 1761	85
Paire de flambeaux liégeois, 1735-1736	86
Poinçon CD figurant sur un des flambeaux de 1735-1736	87
Poinçon attribué aux orfèvres Charles Debouny, père et fils	88
Plan des travaux exécutés par les bures de Mamonster et de Beau- junc, 1812	92
Coup d'eau du 18 février 1812 : délivrance des ouvriers	93
Vues de la houillère de Beaujunc, 1812	95, 97
Armoire-commode en marqueterie, probablement liégeoise, XVIII ^e siècle	173
Horloge dite « Religieuse », Liège, Henri Rongé, XVIII ^e siècle	174
Thière piriforme en verre rouge, Potsdam, vers 1700	176
Gobelet en verre bleu, Orient romain, 1 ^{er} siècle après J. C.	177
Grand gobelet, Anvers, fin du XVI ^e siècle	179
Buffet de salle à manger, Serrurier-Bovy, Liège, 1910	188
Calice « Notger », Val Saint-Lambert, 1935	190

TABLE DES AUTEURS

	Pages
DELREE (Henri), L'affaire Hubert Goffin. Étude des relations du coup d'eau survenu le 28 février 1812 dans l'exploitation de Beaujonc à Ans, près de Liège	91-145
DUMONT (Bruno), Rapport du secrétaire pour les années 1985 et 1986	169-171
ENGEL (Luc), Notes sur quelques poinçons d'orfèvres liégeois du XVIII ^e siècle	77-89
ENGEL (Luc), Musées d'Archéologie et d'Arts Décoratifs de Liège. Rapport du conservateur. Année 1985	172-186
ENGEL (Luc), Musées d'Archéologie et d'Arts Décoratifs de Liège. Rapport du conservateur. Année 1986	187-195
HALKIN (Léon-E.), Religion et morale dans la paroisse Saint-Servais à Liège	147-151
HANSOTTE (Georges), Table alphabétique des noms de personnes et de lieux	198-209
JANS (René), Précisions sur le peintre-graveur Pierre Furnius et sa famille	153-167
LHOIST-COLMAN (Berthe), Le couvent des Sépulchrines de Sainte-Elisabeth des Bons-Enfants à Liège	5-32
RAXHON (Pierre), Historiographie de deux épisodes de la Révolution liégeoise : la destruction de la cathédrale Saint-Lambert ; une citation « historique » de Mirabeau	47-75
ULRIX (Florent), L'hôtel d'Ansembourg à Liège. Étude métrologique de la façade	33-46

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Le couvent des Sépulchrines de Sainte-Elisabeth des Bons-Enfants à Liège, par Berthe LHOIST-COLMAN	5-32
L'hôtel d'Ansembourg à Liège. Étude métrologique de la façade, par Florent ULRIX	33-46
Historiographie de deux épisodes de la Révolution liégeoise : la destruction de la cathédrale Saint-Lambert ; une citation « historique » de Mirabeau, par Philippe RAXHON	47-75
Notes sur quelques poinçons d'orfèvres liégeois du XVIII ^e siècle, par Luc ENGEN	77-89
L'affaire Hubert Goffin. Étude des relations du coup d'eau survenu le 28 février 1812 dans l'exploitation de Beaujonc, à Ans près de Liège, par Henri DELRÉE	91-145
Religion et morale dans la paroisse Saint-Servais à Liège, par Léon-E. HALKIN	147-151
Précisions sur le peintre-graveur Pierre Furnius et sa famille, par René JANS	153-167
Rapport du secrétaire pour les années 1985 et 1986, par Bruno DUMONT	169-171
Musées d'Archéologie et d'Arts Décoratifs de Liège. Rapport du conservateur. Année 1985, par Luc ENGEN	172-186
Musées d'Archéologie et d'Arts Décoratifs de Liège. Rapport du conservateur. Année 1986, par Luc ENGEN	187-195
Table alphabétique des noms de personnes et de lieux, par Georges HANSOTTE	198-209
Poinçon attribué aux orfèvres Charles Debouay, père et fils	38
Plan des travaux exécutés par les bûres de Mamouster et de Beaujonc, 1812	92
Coup d'eau du 18 février 1812 : délivrance des ouvriers	93
Vues de la houillère de Beaujonc, 1812	95, 97
Armoire-commode en marqueterie, probablement liégeoise, XVIII ^e siècle	173
Horloge dite « Religieuse », Liège, Henri Rongé, XVIII ^e siècle	174
Theure perforée en verre rouge, Potsdam, vers 1700	176
Gobelet en verre bleu, Orient romain, 1 ^{er} siècle après J. C.	177
Grand gobelet, Anvers, fin du XVI ^e siècle	178
Buffet de salle à manger, Serrurier-Bovy, Liège, 1910	184
Cafée « Noiger », Val Saint-Lambert, 1933	188







1000.36000494-1

